Jacques Bordiot

UNE MAIN CACHEE DIRIGE

Editions du Trident

LE SYSTÈME DU MONDIALISME

Le monde est gouverné par de tout autres personnages que ne se l'imaginent ceux dont l'œil ne plonge pas dans les coulisses.

Benjamin DISRAELI
Homme d'État anglais

Trois cents hommes, dont chacun connaît tous les autres, gouvernent les destinées du continent européen et choisissent leurs successeurs dans leur entourage

Walter RATHENAU
Homme d'État allemand

L'opinion nationale, depuis 10 ans, monte en puissance en France.

On y prend conscience, de plus en plus, que certaines sociétés de pensée, et groupes d'influence, mondialistes manipulent la politique de l'occident. Et ceci a permis, par exemple de populariser le rôle attribué à la Commission Trilatérale.

Spécialiste des sociétés secrètes politiques, l'auteur remonte plus haut. Il révèle, tout au long du XXe siècle, comment les grandes puissances dites démocratiques, gouvernées, en fait, par les forces de l'Argent, ont été intoxiquées. Les cercles dirigeants ont été complètement manipulés par des cénacles anglais et américains... Ces cercles paraissent inspirés par une doctrine, pour ne pas dire une mystique, messianique et révolutionnaire, dont le communisme n'aura peut-être été, en somme, qu'un avatar...

ISBN 2-87690-089-0

UNE MAIN CACHÉE DIRIGE

LE SYSTÈME DU MONDIALISME

ISBN 2-87690-089-0
© 1975 La Librarire française
1992 Éditions du Trident
Tous droits réservés
Numérisation interdite

JACQUES BORDIOT

UNE MAIN CACHÉE DIRIGE

LE SYSTÈME DU MONDIALISME

ÉDITIONS DU TRIDENT
39, RUE DU CHERCHE MIDI 75006 PARIS

Du même auteur
Aux Éditions du Trident La Librarie française
« L'Occident démentelé »
« Le Parlement européen »
une utopie... une imposture... un danger...

Aux Éditions de Chiré
« Le Pouvoir occulte fourrier du communisme »
vagues rouges sur l'Europe...

Aux Publications Henry Coston
« Le Gouvernement invisible »

AU LECTEUR

Je ne soutiens pas ici une thèse a priori.

Tout au contraire, mon intention est de présenter l'essentiel d'une documentation, puisée à de nombreuses sources autorisées, françaises et étrangères, qui permette de comprendre comment j'en suis arrivé à l'effarante conclusion :

UN PETIT NOMBRE D'« INITIÉS », APPARTENANT À LA PLUS HAUTE FINANCE INTERNATIONALE, POURSUIT ACTUELLEMENT LE VIEUX RÊVE MESSIANIQUE D'UN EMPIRE UNIVERSEL SOUS L'AUTORITÉ D'UNE OLIGARCHIE APATRIDE.

D'où l'abondance de citations, dont d'aucuns pourraient se formaliser.

Ces citations sont, d'abord, la preuve de ma bonne foi. Je les ai cueillies au gré de mes lectures, sans discrimination politique : je me défends formellement de faire œuvre de partisan.

Elles prouvent ensuite que je ne suis pas victime des écarts de mon imagination, car témoignant de faits concrets, irréfutables, constatés et médités par de nombreuses personnalités. Ils en acquièrent valeur de certitudes.

Pareille documentation ne peut évidemment pas suivre au jour le jour l'évolution d'une actualité vertigineuse dans les domaines économiques, financier et politique. Exacte à l'époque où elle est parvenue à ma connaissance, on la trouvera parfois dépassée. Elle situe, du moins, une étape chronologique indubitable des événements.

Documentation bien évidemment incomplète, d'ailleurs, par suite du secret dans lequel se confinent les intéressés.

Mais telle, elle suffit à justifier et à confirmer les déductions que j'en ai tirées.

On m'objectera, peut-être, avec M. Henry de Monfreid :

« Pourquoi risquer de ravir leurs illusions à ceux qui les gardent encore ? Heureux ceux qui pourront les conserver dans ce troupeau passif et inconscient qu'on mène à l'abattoir au son du galoubet.[1] »

---

1 Henry de Monfreid – La route du Haschisch.

Car, si l'on en croit un « initié » de haut rang, le Dr Carroll Quigley, dont il sera beaucoup parlé, ceux qui accepteront de se soumettre à l'autorité mondiale jouiront d'« un millénaire de paix et de prospérité *», but avoué de l'entreprise ; alors que les réfractaires seront brisés sans pitié comme «* traîtres à l'humanité *».*

De toute manière, ajoutera-t-on avec le Dr Quigley, il est maintenant trop tard pour tenter de s'opposer à ce projet *: le complot est trop avancé, les conjurés trop puissants.*

Je m'inscris en faux contre ces deux assertions.

Le « millénaire de paix et de prospérité » : vieil air de galoubet dont on nous a excessivement rebattu les oreilles. Quel dictateur n'a usé et abusé de la rengaine ? Et n'est-ce pas toujours « dans son intérêt » que le peuple est mené à l'abattoir ?

Si les gens s'y laissent encore piper, on en doit rendre responsables les professionnels stipendiés de la politique et les journalistes « aux ordres », de la presse écrite ou parlée, qui maintiennent soigneusement le public dans l'ignorance du complot international, dont l'objet réel est de le mettre dans l'esclavage d'une Finance boulimique. Dictature pour dictature, mieux vaut celle d'un homme : on a au moins un nom à exécrer.

Mais qu'on décille les yeux, et le peuple aura tôt fait de balayer ses exploiteurs, en dépit de leur garde prétorienne. Spartacus a bien ébranlé la toute-puissance de Rome.

Le code de déontologie du journalisme, non rédigé, mais pas moins impératif pour autant, me fait un devoir d'informer mes contemporains de ce qui se passe dans leur dos. Naguère, mon illustre « ancien », Claude Farrère, l'avait tenté dans son roman prophétique trop oublié : Les Condamnés à Mort. *Il me plaît assez de m'inscrire à sa suite.*

Même sans me dissimuler que cet avertissement ne trouvera guère d'échos : il risquerait de déranger les plans des uns – et je n'ai pourtant pas l'outrecuidance de croire que ma faible intervention saurait les leur faire abandonner –, l'aveulissement béat des autres, qui se complaisent dans leur servilité euphorique. Les Cassandre ont toujours tort, n'est-ce pas ?

Alors, coup d'épée dans l'eau ?

Il se peut. Mais il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre...

Jacques Bordiot
Septembre 1971-juin 1974

N.B. – Je tiens à remercier vivement M. Hilaire du Berrier, journaliste américain, qui a bien voulu me fournir une information inestimable, et mon vieil ami Henry Coston, qui m'a autorisé à puiser abondamment dans son œuvre magistrale et dans les *Lectures Françaises*, revue de la politique française, qu'il dirige et à laquelle je collabore.

Malgré toute mon attention, des erreurs ont pu se glisser dans le texte. Je serais reconnaissant à ceux qui voudraient bien me les signaler en vue de rectifications dans les éditions postérieures.

INTRODUCTION : LE SYSTÈME

Dès l'Antiquité, les financiers de quelque importance avaient reconnu l'intérêt de posséder à l'étranger des « correspondants », comme le firent les Lombards du Haut Moyen Âge, ou des « facteurs », comme Jacques Cœur. Mais les banquiers à vocation internationale comprirent tôt l'avantage de liaisons plus étroites par ententes à caractère permanent. Le *Syndicat international*, constitué à la fin du XVIII[e] siècle, en est un exemple connu ; Napoléon devait le trouver contre lui tout au long de sa carrière. À ce Syndicat appartenaient, en 1800, *Baring* et *Boyd*, de Londres – ce dernier possédant aussi une maison à Paris –, *Hope* et *Labouchère* d'Amsterdam, *Parish*, de Hambourg, *Bethmann*, de Francfort et, bien entendu, les *Rothschild* qui, sans avoir la puissance qu'allait leur donner le « coup de Waterloo »[1], étendaient leur réseau sur l'Europe occidentale, avec la maison mère de Francfort et ses succursales de Londres, Paris, Naples et Vienne. Les établissements financiers qui composaient le Syndicat étaient connus en Angleterre sous le nom de « merchants'bankers », aux États-Unis sous celui de « investment bankers », en France sous celui de « banques privées ».

À en croire l'auteur américain Dr Carroll Quigley[2], ils se

---

1 À la nouvelle de Waterloo, Nathan Rothschild, informé de première main grâce au télégraphe Chappe, fit courir à la Bourse de Londres le bruit de la victoire de Napoléon, rafla tous les titres et valeurs en forte baisse, qu'il revendit le lendemain à la hausse quand la vérité eut été rétablie ; il en tira un bénéfice considérable, comme l'avait fait en semblable occasion Necker au moment du traité de Paris (1763). Dès lors la fortune des Rothschild les hissait au premier rang des banquiers internationaux. Le « coup de Waterloo » devait inspirer l'Intelligence Service anglais lors de la bataille de Jutland (31 mai 1916) et lui permettre ainsi de devenir « un État dans l'État » qui, à plusieurs reprises, put faire pression sur le gouvernement de Leurs Gracieuses Majestés. Fin 1816, les banquiers Baring et Hope, du Syndicat, devaient couvrir à eux seuls les deux tiers de l'emprunt de plus de 300 millions de francs lancé par le gouvernement de Louis XVIII – cf. C.L. Le Sar – La France et les Français en 1817 – Nicolle, Fantin et Delaunay, 1817, note p. 289-290 et Appendice p. 482

2 Le Dr Carroll Quigley – qui se flatte d'appartenir à la petite élite des

distinguaient des autres banquiers en ce que : ils étaient cosmopolites et internationaux,- ils avaient des accointances avec les gouvernements et s'intéressaient spécialement aux emprunts d'État, - ils s'occupaient à peu près exclusivement des manipulations d'argent, très rarement de marchandises, - ils observaient une stricte politique du secret et ils s'attachaient à l'influence occulte de la finance sur la vie politique internationale.

Jusqu'à une époque récente, ces banques étaient des établissements privés, constitués le plus souvent sous la forme de sociétés en commandite, sans actionnaires et, en conséquence, non astreints à la publication de leur bilan. En plusieurs pays, il a fallu les exigences fiscales consécutives à la Seconde Guerre Mondiale pour triompher de cette discrétion.

Le Syndicat s'était montré si avantageux pour les intérêts de ses membres qu'ils se devaient de le perpétuer sous une forme plus élaborée ; évolution qui fut l'œuvre d'une entente secrète entre banquiers internationaux, ayant à leur tête les *Rothschild*, de Londres et de Paris, et *John Pierpont Morgan*, de New York, suivis entre autres par les *Baring*, *Erlanger*, *Fould*, *Lazard*, *Mallet*, *Mirabaud*, *Schroeder*, *Speyers* et *Warburg*. Cette entente ne se fit pas sans peine car, tels les barons du Moyen Âge, chacun des groupes bancaires cherchait à se tailler la plus large place possible en se livrant des

« Initiés », est l'auteur de *Tragedy and Hope* (Tragédie et Espoir) Macmillan, New York 1966, p. 324. Ancien professeur d'histoire à Princeton et à Harvard, le Dr Quigley enseigne à l'École des Affaires étrangères de l'université de Georgetown. *Tragedy and Hope* dévoile de nombreuses démarches clandestines de la Haute Finance internationale, que l'auteur se flatte de bien connaître. L'objet de son livre n'est pas de critiquer les activités du « réseau », car il en approuve les buts et les projets, qu'il estime bénéfiques pour le monde entier. Il reproche seulement le secret d'agissements qu'il veut rendre publics. À son avis, le monde a atteint le point de non-retour, et qu'il n'est plus possible de s'opposer au Système. Tout en faisant profit de ces divulgations, il est indiqué de ne les utiliser qu'avec la prudence de règle en pareil cas et après recoupements. Devant certaines assertions au moins discutables, on ne saurait assez se méfier d'une vaste manœuvre d'intoxication. Il n'est que de se rappeler le précédent de Léo Taxil concernant la franc-maçonnerie. Le Dr Quigley a publié un ouvrage devenu classique aux États-Unis : Evolution of Civilizations et appartient à la rédaction du mensuel Current History (Actualités de l'Histoire).

combats acharnés – il est amusant, d'ailleurs, de constater que les financiers anoblis de fraîche date, les *Rothschild*, les *Oppenheim*, les *Empain* et autres, s'attribuent tous le titre de barons. Jusqu'au jour où les plus puissants, *Rothschild* et *Morgan*, leur firent admettre de gré ou de force, que ces rivalités étaient préjudiciables à leurs intérêts communs et qu'un accord serait plus profitable. Cette entente fut l'origine d'un SYSTÈME INTERNATIONAL qui englobe l'économie, la finance et la politique du monde entier. À l'heure actuelle, le Système enserre l'univers dit « capitaliste » dans un réseau dense, rendu assez inextricable par le jeu d'alliances de familles, de holdings communs, de filiales plus ou moins camouflées, et par la pratique du secret à tous les échelons. Il se prétend même assez puissant pour tenir à sa merci le monde de « derrière les rideaux de fer ou de bambou ». Ceci a fait dire au Dr Bella Dodd, ancien membre du Bureau du Parti Communiste américain : *« Je crois que le complot communiste n'est qu'une branche d'un complot beaucoup plus important »*[1]. Le *Système* constitue un véritable *super-État* occulte, avec toutes ses implications politiques, économiques et sociales. On peut affirmer sans crainte d'erreur qu'il ne se passe pas un seul événement notable dans le monde, pour aussi évidentes qu'en semblent les causes apparentes, qui ne soit sous le contrôle direct du *Système* ou dont l'évolution ne soit influencée par son intervention – pas toujours heureuse, il est vrai, ni pour ses intérêts, ni pour ceux des parties en cause.

Depuis longtemps, la finance s'est rendu compte de la propension des gouvernements, quels qu'ils soient, monarchiques, dictatoriaux et surtout démocratiques, à augmenter continuellement les dépenses improductives. Il s'agit, pour les gouvernants en place et qui désirent y rester, de se « donner de la face » par des dépenses de prestige, d'assouvir à la fois la cupidité jamais satisfaite de leurs partisans à la fidélité aléatoire et les appétits des citoyens-électeurs, d'autant plus grands que l'État paraît plus prospère. Il y a donc tendance constante à un déficit budgétaire qui entraîne un endettement

1 W. Cleon Skousen – The Naked Capitalist, critique de Tragedy and Hope Salt Lake City, 1970, p. 1. Professeur à la Brigham Young University, M. W. Cleon Skousen a appartenu pendant seize ans au F.B.I. Il est resté sept ans chef de la police de Salt Lake City. Il est l'éditorialiste du principal périodique policier, Law and Order.

de l'État[1]. La Haute Finance internationale n'a pas manqué d'en faire son profit. Sa stratégie consistera donc à *amener les gouvernements à un état d'endettement permanent et croissant qui les mette sous la coupe du Système*. Tactiquement, les agissements du *Système* se traduiront par l'incitation à des dépenses improductives, sous couvert de prestige, d'intérêt public, de promotion sociale, d'humanitarisme, etc. – sans trop se soucier du contrôle du déficit, cher à Joseph Caillaux ; mais aussi par l'exploitation délibérée de tous 0les malaises économiques, monétaires, financiers, sociaux, voire internationaux, au besoin même en les provoquant artificiellement.

Car une évidence s'impose : le *Système est apatride*. Par sa constitution même, puisque composée de membres appartenant à des nations différentes, souvent antagonistes, mais en relations permanentes. Apatride aussi par son objet : *l'intérêt et l'intérêt seul de l'organisation*, au mépris de tout sentiment affectif, de toute morale, de toute tradition.

D'après le Pr. Stuart Crane, les financiers se livrant à la « lucrative opération » de prêt aux gouvernements se ménagent, outre des garanties concrètes, une double assurance. D'une part, de même que pour le financement d'une entreprise privée, ils exigent un droit de regard sur sa gestion en imposant l'attribution de fauteuils d'administrateurs, de même, lorsqu'ils consentent à un État un prêt de quelque importance, ils se font représenter au Conseil du gouvernement pour y exercer une influence conforme à leurs intérêts. D'autre part, ils prennent la précaution de se ménager la connivence de dirigeants de l'opposition susceptibles de renverser, le cas échéant avec leur aide, et de supplanter l'autorité débitrice récalcitrante. Et le Pr. Crane donne un exemple : « Si vous étudiez toutes les guerres en Europe au cours du XIX[e], vous vous apercevrez qu'elles prennent toujours fin sur un « équilibre de forces » (*balance of power*). Chaque fois qu'on a remêlé les cartes, il s'est produit un équilibre de forces dans une nouvelle combinaison autour de la maison des Rothschild

1 Endettement d'ailleurs prôné par les tenants d'une certaine thèse économique, dont l'inspecteur des Finances Joseph Caillaux, plusieurs fois ministre et président du Conseil sous la III[e] République, fut, en France, le principal théoricien : à savoir qu'un « déficit budgétaire contrôlé » est indispensable pour l'impulsion économique du pays.

d'Angleterre, de France ou d'Autriche. Ils ont réparti les nations de telle manière que, si l'un des monarques sortait de la ligne, une guerre éclatait, et la guerre était décidée dans le sens du financement. L'examen de l'état d'endettement des belligérants indiquera généralement la nation à châtier. »[1]

*

Le Dr Carroll Quigley affirme que l'objectif à long terme du *Système* ne serait :« RIEN DE MOINS QUE LA CRÉATION D'UN SYSTÈME MONDIAL D'HÉGÉMONIE FINANCIÈRE AUX MAINS DE QUELQUES PERSONNALITÉS CAPABLES DE DOMINER LA POLITIQUE DE CHAQUE PAYS ET L'ÉCONOMIE MONDIALE TOUT ENTIÈRE. »[2] Pour y parvenir, outre les imbrications plus ou moins avouées entre ses membres, le *Système* a mis en place : des *Banques centrales* nationales interdépendantes, des *coalitions* économico-financières multinationales, trusts, cartels, syndicats, ententes, etc., des *dynasties* politico-financières. Que si certains gouvernements se montraient indociles, le *Système*, pour les faire plier, ira jusqu'à provoquer : *l'agitation sociale*, la *subversion*, la *guerre internationale*.

1 cf Gary Allen « The Bankers » in American Opinion, mars 1970. Le Pr. Stuart Crane est directeur de la Section Économique à la Bob Jones University. M. Gary Allen, journaliste, est l'auteur de None Dare Call It Conspiracy (Personne n'ose appeler cela un complot), tiré à 5 600 000 exemplaires.

2 Dr Carroll Quigley – op. cit., p. 324 (C'est nous qui soulignons)

PREMIÈRE PARTIE

LES MOYENS DU SYSTÈME

Ils ôtèrent toutes les boucles d'or qu'ils avaient aux oreilles et les apportèrent à Aaron, qui les prit de leurs mains, jeta l'or dans un moule et en fit un veau de métal fondu. Ils dirent alors : « Israël, voici ton dieu... »

EXODE 32 ; 6-4
(Bible de Maredsous).

Pour être assez riche, Monsieur d'Artagnan, il faut être trop riche.

ALEXANDRE. DUMAS
Le Vicomte de Bragelonne.

CHAPITRE PREMIER

LES BANQUES CENTRALES

Vers le milieu du XIX[e], un groupement mystérieux, qui se dénommait *Ligue des Hommes Justes*[1], engagea les services d'un écrivain révolutionnaire, l'israélite allemand *Karl Marx*, en vue de la rédaction d'un plan de combat. Ce fut le *Manifeste du Parti Communiste*, publié dans les premiers jours de 1848, en allemand, à Londres, par Marx et Engels, dont la cinquième proposition spécifie :

« Centralisation du crédit entre les mains de l'État, au moyen d'une Banque nationale, dont le capital appartiendra à l'État, et qui jouira d'un monopole exclusif. »[2]

C'est donc que les révolutionnaires avaient compris l'importance d'une Banque centrale pour la prise du pouvoir par la mainmise sur l'économie de la nation. D'ailleurs, Lénine devait déclarer plus tard que la création d'une Banque centrale équivalait à la communisation à 90 % du pays.

La Haute Finance internationale allait reprendre cette conception comme idée de base pour la constitution du *Système*.

La Banque centrale, telle que l'entend le Système, est un institut à caractère officiel, mais sous capitaux et direction privés, avec privilège exclusif, qui permet d'obtenir le contrôle absolu des finances et de l'économie du pays.

Il va de soi que la création d'un réseau mondial de Banques centrales ainsi comprises, interconnectées sous l'autorité des dirigeants du *Système*, assurerait l'accaparement par la Haute Finance de l'économie mondiale et, par suite, son autorité politique universelle : *la Haute Finance internationale deviendrait ainsi définitivement maîtresse du monde*.

---

1 Sur la Ligue des Hommes Justes et le Manifeste, voir infra, Ch. XXII.

2 Karl Marx – Le Manifeste du Parti communiste – Union Générale d'Éditions, coll. « 10/18 », 1962, p. 45.

Et tel est bien l'édifice construit par le *Système*. Dans chaque nation, il a installé une Banque centrale qui, dès le départ, a cherché à prendre la haute main sur son gouvernement :

- en provoquant l'endettement de l'État par tous les moyens ;
- en jouant la carte des emprunts du Trésor suivant la stratégie du jour ;
- par des actions concertées des Banques centrales sur les échanges extérieurs, et donc sur l'activité économique du pays, avec ses conséquences sociales ;
- par la manipulation des politiciens « coopératifs », récompensés éventuellement par de grasses prébendes dans le monde des affaires ;
- par un appui financier dans la poursuite de leur carrière politique.

Et, orchestrant l'ensemble, la Banque des Règlements Internationaux (BRI) de Bâle, établissement privé et propriété des Banques centrales qui la contrôlent et où se prennent les décisions communes.

D'où l'importance attachée par la Haute Finance internationale à la création d'une Banque centrale dans tous les pays dont la situation économique la justifie, même si, pour une raison quelconque, elle ne satisfait pas à toutes les conditions optimales – c'est le cas, par exemple, des Banques centrales nationalisées de France et de Grande-Bretagne. Il suffit alors que les dirigeants de ces Banques centrales jouent le jeu du *Système*.

Car il ne faudrait pas croire que ces dirigeants appartiennent nécessairement aux puissants du jour. Bien souvent, au contraire, ce ne sont que des techniciens des Finances et des agents de banques privées prédominantes de leur pays, dont la carrière est décidée dans le Conseil de ces banques privées en fonction des services qu'ils peuvent rendre.

La Banque d'Angleterre – Prototype de la Banque centrale, la *Banque d'Angleterre*, fondée en 1694 par William Paterson et ses associés, au capital de 1 200 000 livres sterling entièrement souscrit par le public, était bien à l'origine un établissement privé, tenu, par le *Tonnage Act* de 1694, de prêter à l'État la totalité de son capital, moyennant une rémunération annuelle de 100 000 livres ; elle était autorisée à utiliser à son gré ses bénéfices et elle avait reçu le privilège d'émission, non exclusif d'ailleurs, qui lui conférait un caractère officiel.

Paterson devait résumer cyniquement l'activité de son établissement : « La Banque a récolté des bénéfices sur tout l'argent qu'elle a créé avec rien. »

Elle était constituée en société sous l'appellation : *The Governor and Company of the Bank of England*. Le *Robert Peel Act* de 1844 lui reconnaissait la gestion exclusive du Trésor et le monopole du taux de l'intérêt. En 1918, et surtout en 1931, la Banque devint institution d'État, qui sera nationalisée le 14 février 1946 par transfert de son capital de 14 533 000 livres au Trésor.

Jusqu'à cette date, la Banque était administrée par *The Court*, Conseil des Régents de 24 membres, cooptés par les représentants des grandes dynasties financières : *Baring*, *Grenfell*, *Schroeder*, *Hambro*, *Lazard*, *Rothschild*, qui désignait le gouverneur et le gouverneur adjoint.

La *Banque d'Angleterre* n'obtint, difficilement, le privilège exclusif d'émission qu'au début du XIX^e^ siècle ; en outre, elle servait de réserve de crédit aux autres banques. Dès lors, sa puissance devint telle qu'elle put se permettre de faire pression sur la politique générale du gouvernement. Si bien que, en 1844, ce dernier tenta – vainement – de faire modifier son privilège. Ce qui faisait dire en 1852 au chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances) Gladstone que : « La situation se réduisait à ceci : le gouvernement lui-même ne devait avoir aucun pouvoir réel en matière de finances, mais devait laisser la Puissance d'Argent souveraine et indiscutée ».

La nationalisation de la *Banque d'Angleterre*, en 1946, par le gouvernement travailliste, n'a pas changé grand-chose à l'ingérence de la Haute Finance dans sa direction. *The Court*, nommée par la Couronne, se compose d'un gouverneur et d'un gouverneur adjoint, avec mandat de cinq ans et renouvelables par quart. Or, en 1961 par exemple, le gouverneur était un *Baring*, Lord Cromer, et parmi les membres figuraient des représentants de *Lazard*, de *Hambro* et de *Morgan-Grenfell*.

En fait, par leur influence prédominante sur la *Banque d'Angleterre*, dix-sept banques privées internationales ont la haute main sur l'ensemble de l'économie britannique. Parmi ces « merchant's bankers », on trouve : *N.M. Rothschild*, *Lazard Brothers*, *Baring Brothers*, *J. Henry Schroeder*, *Hambro* et *Morgan-Grenfell*.

La Banque de France – L'idée de créer une Banque centrale

pour venir à la rescousse du Trésor royal chroniquement déficitaire avait surgi en France à peu près à la même époque qu'en Angleterre. Et bien qu'il eût fait expulser Law, ses conceptions avaient séduit Louis XIV, que la mort empêcha de leur donner suite. Avec le développement de l'industrie et du commerce au XVIII[e], la pénurie de métal précieux, due tant à la faible production qu'à la thésaurisation, était devenue désastreuse, et encore que l'expérience de Law eût porté au crédit un coup dont il fut long à se remettre, les partisans d'une Banque centrale ne désarmaient pas. En 1789, l'avocat Taboureau de Montigny présentait à Louis XVI un projet qui proposait notamment d'« établir une caisse nationale, dont Votre Majesté et le représentant ci-dessus désigné auront seuls la clef, comme seuls dépositaires légitimes de la confiance publique, et seuls capables de veiller à l'emploi des fonds publics »[1].

Ce projet n'allait nullement dans le sens d'une Banque centrale telle que la concevait la Finance internationale. Soumise au seul contrôle royal, elle se serait posée en concurrence privilégiée qui eût gêné les tripotages : l'exemple de la *Banque royale* de Law en avait montré les dangers.

Mais bientôt la Révolution allait permettre aux « banquiers privés » de manifester leur boulimie.

La Révolution à ses débuts avait accueilli de nombreux étrangers, écrit M. Albert Saboul ; ils jouèrent un rôle politique considérable en liaison avec des hommes d'affaires interlopes. « Ainsi Walter Boyd, banquier du Foreign Office, protégé par Chabot ; le banquier Perrégaux, de Neufchâtel et donc sujet prussien ; banquier encore Proli, Brabançon et donc sujet autrichien, ami de Desfieux, agitateur jacobin, et de nombreux Montagnards ; hommes d'affaires, les deux frères Frey, sujets autrichiens, dont l'ex-capucin Chabot épousa la jeune sœur le 6 octobre 1793 ; homme d'affaires encore, Guzman, un grand d'Espagne déclassé… Ces étrangers avaient de nombreuses attaches avec certains Montagnards… ; ils trafiquaient

1 Taboureau de Montigny – Requête du Tiers-état au Roi… s.l. Orléans, 1789, in Patrick Kassel – Les Gauchistes de 89 – Union Générale d'Éditions, coll. « 10/18 », 1969, p. 25. Le « représentant » dont il est question serait un « représentant général », élu par un collège de « représentants particuliers », eux-mêmes élus par les villes pour l'observation d'une sorte de Code de Commerce et des Impôts.

sur les fournitures aux armées, ils spéculaient à la baisse de l'assignat »[1].

Ils spéculèrent si bien que l'assignat en creva. Acculé à la banqueroute, le Directoire décréta l'emprunt forcé avec réévaluation des biens acquis par « entreprises, fournitures et spéculations » : c'était un suicide. Du coup, Sieyès « cherche une épée ».

Or, le banquier Perrégaux se trouvait être le beau-père du jeune général Marmont qui, à vingt-cinq ans, était l'aide de camp du général Bonaparte, alors en Égypte. D'accord avec plusieurs de ses confrères, dont Le Couteulx, Perrégaux expédia en Égypte un certain Bourbaki, chargé de mettre Bonaparte au courant de la situation politique et de le prévenir que « deux millions, recueillis en prévision d'un coup d'État, étaient à sa disposition »[2].

Et ce fut le 18 Brumaire et la constitution du Consulat.

Mais il fallait remplir les caisses de l'État. Perrégaux, auquel Bonaparte se devait de témoigner quelque gratitude, s'empressa de constituer, avec le Genevois Mallet l'aîné, Fulchiron, Davilliers, un syndicat, et, le 10 janvier 1800, accompagné de ses collègues Mallet, Le Couteulx, Périer, de Grenoble[3], Perrée, de Bordeaux, et du notaire Mautort, il se rendait au ministère des Finances pour y soumettre un projet de *Banque de France* en société privée, destinée à consentir des crédits par escompte d'effets de commerce portant trois signatures solvables et à trois mois d'échéance au plus. Elle recevrait en compte courant les fonds du Trésor public et elle émettrait des billets gagés sur son crédit propre.

La Banque serait administrée par un Comité central de quinze membres, désignés par le Conseil général formé par les Régents élus par les deux cents plus gros actionnaires. Le Comité central nommerait son président.

Le 18 janvier 1800, le Premier Consul approuvait les statuts et

1 Albert Soboul – Histoire de la Révolution Française – Gallimard, coll. « Idées », 1962, T. II, p. 65-66.

2 A. Dauphin-Meunier – La Banque à travers les âges – Paris, T. II (1937), p. 71.

3 Le banquier grenoblois Casimir Pierre Périer, dont il est question, fut député de Paris sous la Restauration et ministre de l'Intérieur en 1831. Il était le grand-père de Jean-Paul Pierre Casimir-Périer, élu président de la République le 27 juin 1894 et démissionnaire le 15 janvier 1895.

figurait en tête de la première liste de souscripteurs, avec ses frères Joseph et Jérôme, son beau-frère Murat, sa belle-sœur Hortense de Beauharnais, ses aides de camp Duroc, Clarke, Bourienne, les deux autres Consuls Cambacérès et Lebrun, etc.

La loi du 24 germinal An XI, en créant le franc-or, accordait à la *Banque de France* le privilège d'émission du papier-monnaie[1].

Lorsque, à la suite d'« une très fâcheuse opération sur la piastre espagnole », Napoléon modifia ses statuts, le 22 avril 1806, il confirma que « les 200 actionnaires qui composeront l'Assemblée générale seront ceux qui seront constatés être, depuis six mois révolus, les plus forts propriétaires de ses actions ». C'était confirmer par le fait même la mainmise de la Haute Finance sur la *Banque de France*.

Ainsi, dans les années 1930, quatre-vingt-quatre des deux cents plus gros actionnaires détenaient plus de cent actions chacun. À côté des *Rothschild*, *Mallet*, *Hottinger*, *Fabre-Luce* (banquiers), *de Wendel* (maître de forges), *Fenaille* (pétrole), *Gillet* (soyeux), etc. on comptait les représentants de dix-sept compagnies d'assurances, huit sociétés bancaires, cinq compagnies de transports, quatre sociétés minières et métallurgiques. Ces « Deux Cents » avaient élu Régents six « banquiers privés » : un *Rothschild*, un *Hottinger*, le baron *Jacques de Neuflize*, le baron *Ernest Mallet*, *Pierre Mirabaud* et *Félix Vernes* – occupant pratiquement des postes héréditaires – ; cinq industriels : *de Wendel*, président du groupe sidérurgique, *Duchemin*, président de *Kuhlmann*, *Poulenc*, président de *Rhône-Poulenc*, *Tinardon*, de *Alais-Forges* et *Camargue*, *Darblay*, des *Papeteries Darblay* ; un agriculteur : le marquis de *Vogüé*, de l'Académie d'Agriculture et de la *Cie de Suez*. Ils représentaient quatre-vingt-quinze sociétés, dont

1 « Après la fondation de la Banque de France, deux autres établissements autonomes continuaient d'émettre des billets de banque à Paris. Il faudra attendre 1803 pour que la Banque de France puisse bénéficier d'un privilège exclusif tout d'abord limité à Paris. Il devait être étendu, à partir de 1810, aux villes où la Banque créait des succursales, dites « comptoirs d'escompte ». Ce n'est finalement qu'en 1848, à la suite de l'absorption des banques départementales d'émission, que la Banque reçut l'exclusivité de l'émission des billets sur l'ensemble du territoire ». – La Banque de France et la Monnaie – éd. de la Banque de France, 1972, p. 137.
On trouvera à la suite un résumé historique de l'évolution de ce privilège et l'institution du « cours forcé ».

trente et une banques et huit compagnies d'assurances, dans lesquelles ils occupaient cent cinquante sièges d'administrateurs.

« Pour réduire l'influence des « deux cents familles » — expression d'Édouard Daladier désignant ainsi, en 1935, les deux cents plus gros actionnaires de la Banque, seuls habilités jusqu'alors à choisir les membres élus du conseil de régence — le Front populaire réforma, en 1936, les statuts : tous les actionnaires purent élire trois censeurs et deux membres du conseil de la Banque, les autres membres du conseil (21) étant en majorité désignés par l'État. L'institut d'émission devenait ainsi, selon l'expression de l'époque, « la banque de la France »[1].

La nationalisation complémentaire de 1946 (en fait, du 2 décembre 1945) transférait à l'État la totalité des actions de la Banque, mais sans retoucher les statuts.

Pratiquement, ces deux nationalisations n'ont guère eu d'incidence sur le fonctionnement de la Banque. C'est ainsi qu'après la nationalisation de 1946, le premier gouverneur désigné fut M. Emmanuel Monick, inspecteur des Finances, éphémère ministre des Finances (cinq jours) du Gouvernement provisoire d'août 1944, qui est ou a été directeur général de la *Banque Franco-Chinoise*, filiale de la *Banque de l'Indochine* et de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, président de la *BPP-B* de 1949 à 1962 – il en reste administrateur –, président de la branche parisienne de la *Banque Ottomane* et administrateur de sociétés liées à *Paribas* : *Usinor*, *Hachette*, *Denain-Nord-Est-Longwy*…

De même, son successeur, M. Wilfrid Baumgartner, apparenté aux Clamageran, hommes d'affaires du XIX[e], et gendre d'Ernest Mercier, l'ex-« roi de l'électricité », inspecteur des Finances, quitta le poste de gouverneur de la *Banque de France* en 1960 pour devenir ministre des Finances dans le Cabinet Debré du général De Gaulle et fut nommé P.D.G. de *Rhône-Poulenc* en 1963.

Au Conseil Général de la Banque ont figuré depuis 1946 : MM. François Bloch-Lainé, fils d'un associé-gérant de la *Banque Lazard Frères*, directeur général de la *Caisse Générale des Dépôts et Consignations* et de nombreux organismes dépendant de l'État,

1 Alain Bernholes – « La Banque de France pourrait perdre son autonomie » in Le Monde, 22 mars 1972

administrateur du *Crédit Foncier de France*, du *Sous-Comptoir des Entrepreneurs*, de l'*Omnium Nord-Africain*, de la *Cie Internationale des Wagons-lits*, de la *Sté de l'Ouenza*, etc. ; Louis Vouland, administrateur de la *Sté d'Alimentation de Provence* (du groupe *Sté des Grands Abattoirs de France*), président d'honneur de la *Cie Phocéenne de Commerce Colonial*, de la *Cie Industrielle et Commerciale de l'Emyrne*, où il retrouve MM. Étienne et Maxime Denis, de *Maurel et Prom*, de Bordeaux (intérêts Gradis) ; Jean Filippi, inspecteur des Finances, secrétaire d'État au Budget dans le cabinet Guy Mollet (1956-1957), P.D.G. de la banque *Louis-Dreyfus et Cie*, censeur du *Crédit National*, administrateur de la *Sté de l'Ouenza*, de la *Cie Générale Transatlantique*, de *France-Investissement*, de la *Cie Française des Mines de Bor*, de la *Sté des Entreprises de Travaux Publics*, André Borie, d'*Imminvest*, etc.

*

Ces quelques exemples, qu'il serait facile de multiplier – et sans oublier les sièges « à titre héréditaire » – suffisent à montrer que, en dépit des nationalisations, la Haute Finance reste solidement maîtresse du Conseil Général de la *Banque de France*.

LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX

Comme l'Angleterre et la France, les nations d'Europe ne tardèrent pas à posséder une Banque centrale. À une seule exception près : la *Russie impériale*, où le tsar refusa d'autoriser l'institution d'un établissement sous le contrôle de la finance étrangère.

« Cela pourrait expliquer pourquoi tant de banquiers internationaux furent impliqués dans le financement de la Révolution communiste en Russie »[1].

Puis, non sans difficultés parfois, comme on va le voir pour les États-Unis, toutes les nations d'importance suffisante des cinq Continents furent dotées d'une Banque centrale.

Aussi, dans l'entre-deux guerres, les gouverneurs des Banques appartenant aux nations relevant du système capitaliste ont-ils éprouvé le besoin d'établir des liens entre eux : d'où la création de la *Banque des Règlements Internationaux*.

1 Gary Allen – « The Bankers and the Federal Reserve » in American Opinion (U.S.A.), tiré à part des numéros de mars et avril 1970, p. 7, note (*).

On ne saurait mieux en indiquer les buts et l'activité que par cet extrait du *Bulletin du Crédit Suisse* d'avril-mai 1973 : *« La Banque des Règlements Internationaux a été fondée en 1930 et elle a son siège à Bâle. À l'origine, cet établissement financier international a été créé pour jouer le rôle de fiduciaire lors du placement des emprunts Young et Dawes. Après la Seconde Guerre Mondiale, elle a joué tour à tour le rôle d'agent de l'Union européenne des paiements et de l'Accord monétaire européen.*

En tant que banque, elle accepte surtout en dépôt les réserves monétaires des pays membres (or et devises) pour les placer ensuite ailleurs. Les gouverneurs des banques centrales des principaux pays s'y réunissent chaque mois et, s'ils n'y prennent pas de décisions impératives, leurs entretiens revêtent une grande importance pour la coopération pratique entre instituts d'émission. »

CHAPITRE II

LA FEDERAL RESERVE

Dès les premières années, les dirigeants des États-Unis ont manifesté des craintes devant les empiétements de la Finance sur la politique. Le troisième président, Thomas Jefferson, écrivait à son prédécesseur John Adams :

« Je crois sincèrement comme vous que les établissements bancaires sont plus dangereux que les armées permanentes »[1].

Au début du XIX[e], une tentative de *Bank of the United States* fut brutalement interrompue, en 1836, par le président Andrew Jackson, qui refusa de lui renouveler son privilège pour enrayer l'influence prépondérante des *Rothschild* sur les finances américaines par l'intermédiaire de leur représentant à New York, la banque *August Belmont & Co.*

En 1860, l'élection à la présidence d'Abraham Lincoln allait déclencher la Guerre de Sécession (1861-1865) entre les Sudistes ou Confédérés, « esclavagistes », et les Nordistes ou Fédéraux, « abolitionnistes ». Dès le début de la campagne, pour en assurer le financement, le Trésor émit pour 450 millions de dollars de papier-monnaie – les *greenbacks* (dos vert) – sans couverture et sans soutien bancaire. Mais la poursuite de la guerre contraignit Lincoln à s'adresser aux banquiers. Toutefois, si, en 1863, le *National Bank Act* autorisait l'émission de billets de banque nets d'intérêts en contrepartie de l'achat de bons du Trésor portant intérêts, en revanche le droit d'émission pouvait être exercé au même titre par toute banque nationale. Ainsi le droit d'émission et la dette publique échappaient au monopole des seuls « investment bankers », les J.-P. Morgan & Co, Kuhn, Loeb & Co, J. and W. Seligman & Co, Speyer & Co, Brown

---

1 The Writings Of Thomas Jefferson (Les écrits de Thomas Jefferson) – G.P. Putnam & Sons, New York, 1899, Vol. X, p. 31.

Brothers & Co, etc., auxquels s'ajoutèrent les Rockefeller dès qu'ils eurent acheté la *Chase Bank* et la *National City Bank of New York*. Ces banquiers risquaient de perdre ainsi leur principal moyen de pression sur le pouvoir politique.

De plus, dès la capitulation du général en chef sudiste Lee, le 9 avril 1865, qui mettait fin à la guerre, le gouvernement fédéral adopta une rigide politique déflationniste qui lui procura des excédents budgétaires, grâce auxquels il put opérer le retrait progressif des bons du Trésor, avec diminution correspondante de la circulation fiduciaire. Et cela encore ne faisait pas l'affaire des « banquiers privés »[1].

Autre sujet d'inquiétude, l'extraordinaire expansion de l'économie américaine au début du XX[e] siècle, pour laquelle les entreprises firent un large appel aux capitaux privés. Dès lors, les parts sociales se trouvèrent entre tant de mains que Wall Street fut en danger de perdre le contrôle de l'économie du pays.

---

1 Cette hostilité aux « banquiers privés » fut peut-être le motif de l'assassinat de Lincoln, le 14 avril 1865, au Ford Théâtre de Washington, par l'acteur John Wilkes Booth. Car la thèse classique du crime commis par un Sudiste dément ayant agi isolément est en opposition formelle avec les faits.
On connaît, en effet, au moins deux de ses complices, alors que la tête de Booth était mise à prix pour $ 50 000, celle du jeune aide-pharmacien Daniel Herold le fut pour $ 25 000 et celle de Surrat, « l'un des intellectuels parmi les hommes du complot », pour $ 20 000. La mère de ce dernier « fut pendue haut et court avec trois des conjurés qui devaient abattre Seward et Johnson, respectivement ministres des Affaires étrangères et de la Guerre, ainsi que le généralissime Grant » – Jules Gesztesi – « L'Assassinat de Lincoln » in Miroir de l'Histoire, n° 2, mars 1950, p. 81. D'ailleurs Herold déclara au procès que Booth lui avait affirmé l'existence de trente-cinq conjurés. (M. Gesztesi commet une erreur : à l'époque de l'assassinat de Lincoln, le ministre de la Guerre n'était pas Johnson, mais Edwin McMasters Stanton).
D'un autre côté, à la date de l'attentat, le général Lee, commandant en chef des armées confédérées, avait déposé les armes depuis cinq jours (9 avril 1865). L'assassinat de Lincoln devenait alors sans objet et risquait même de faire rompre les pourparlers de paix, alors que les Sudistes étaient complètement hors de combat. Il paraît donc difficile d'admettre, avec M. Gesztesi, que l'assassinat fut l'œuvre d'un agent des services secrets confédérés.
D'autant qu'il y a ce mystérieux voyage de Booth à Paris fin 1863 ou début 1864, qui n'a jamais été expliqué. On a émis sans aucune preuve que Booth était venu en qualité de représentant sudiste, alors que le Sud était déjà représenté par John Slidell depuis l'été 1862.

Aussi, les grands Financiers internationaux *de l'Est* américain, qui appartenaient au *Système*, jugèrent le moment venu de proposer l'institution d'une Banque centrale. Mais ils se heurtèrent à une vive résistance des établissements bancaires *de l'Ouest* et *du Centre* qui, se sentant directement menacés, dressèrent leur clientèle contre le projet.

Pour briser cette résistance, Wall Street eut recours aux *paniques financières* provoquées artificiellement. On en chargea J. Pierpont Morgan, expert en la matière[1]. Et Morgan ne tarda pas à montrer sa maîtrise. Profitant de la crise économique de 1907, il s'attaqua de tout son crédit à la *Knickerbocker Bank* et à la *Trust Company of America*,

---

Hypothèse pour hypothèse, Booth ne serait-il pas venu prendre les consignes des banquiers internationaux d'Europe ? À cette époque, la France souffrait du manque de coton des États du Sud. Or, avec l'appui de Napoléon III, « Slidell conclut avec la banque Erlanger de Paris et de Francfort un emprunt de 15 millions de dollars, garanti par des bons sur 540 000 balles de coton sudiste. En une semaine, l'emprunt était couvert plus de cinq fois. Après quoi, le fils Erlanger épousa la délicieuse Mademoiselle Slidell. » – ibid., p. 88. Cet emprunt était destiné à payer la mise sur cale, à Nantes et à Bordeaux, de bâtiments pour la marine confédérée. Mais devant l'évolution de la situation militaire en faveur des Nordistes, Napoléon III interdit, officiellement du moins, la livraison des navires. Qu'allait devenir la créance Erlanger ? Or c'était l'époque où John Wilkes Booth fit son apparition à Paris. Et Erlanger était un membre important du Système. La disparition d'un ennemi acharné et des Sudistes et des Banques centrales ne laissait-elle pas l'espoir qu'un successeur se montrerait plus perméable à des négociations éventuelles ?
1 Déjà en 1893, Morgan avait fait adresser par la National Banker's Association une circulaire à ses adhérents qui spécifiait : « Vous retirerez immédiatement un tiers de votre circulation et vous ferez rentrer la moitié de vos crédits. » Il s'ensuivit une crise que Morgan… s'offrit à dénouer. « Le 8 février 1895, écrit Earl Sparling, J. Pierpont Morgan… alla carrément trouver Grover Cleveland à son bureau de la Maison Blanche pour marchander à la nation par son intermédiaire une avance de 65 millions de dollars-or des Rothschild » – Earl Sparling – Mystery Men of Wall Street (Les Hommes mystérieux de Wall Street) – Greenberg, New York, 1930, p. 17 (Grover Cleveland fut président des États-Unis de 1885 à 1889 et de 1893 à 1897.)
Ce fait vient confirmer les allégations que Morgan aurait été le principal agent américain des Rothschild de Londres – en particulier les accusations du député Louis McFadden, banquier qui fut pendant dix ans directeur du House Banking and Currency Committee (Commission de la Banque et du Change de la Chambre des Représentants).

les mit en difficulté et déclencha la panique. Le résultat confirma l'attente des conjurés : aux yeux du public, « l'enseignement de la panique de 1907 était évident, bien qu'il ait fallu attendre quelque six ans pour le voir traduire en texte législatif : les États-Unis avaient sérieusement besoin d'une Banque centrale »[1].

Nommé président de la National Monetary Commission pour aller étudier le fonctionnement des Banques centrales européennes, le sénateur *Nelson Aldrich*, « le courtier de Morgan au Sénat »[2] et beau-père de John D. Rockefeller Jr, emmena une équipe d'experts en Europe, godaillant et ripaillant aux frais des diverses Banques centrales pendant près de deux ans ; ce qui ne l'empêcha pas de présenter, à son retour, une note de frais s'élevant à la bagatelle de 300 000 dollars (1 575 000 francs-or). Par contre, il fut beaucoup moins pressé pour déposer son compte rendu de mission, comme on va le voir.

Il est significatif qu'à la même époque, *Paul M. Warburg*, de *Kuhn, Loeb & Co*, ait entrepris aux États-Unis une vaste campagne, par articles et par conférences, en faveur de l'institution d'une Banque centrale. À cet effet, le gendre de Salomon Loeb était appointé par sa banque au coquet traitement annuel de 500 000 dollars (2 625 000 francs-or).

*

Dans les derniers jours de 1910, sous prétexte de chasse au canard, le sénateur *Aldrich* et *Paul Warburg* réunirent à Jekyll Island, en Georgie : *Henry P. Davison* (de Morgan), *Benjamin Strong*, président de la *Bankers Trust Co* (de Morgan), *Frank A. Vanderlip*, président de la *National City Bank* (de Rockefeller) et *A. Piatt Andrew*, secrétaire adjoint au Trésor. Réunion ultra-secrète, qui dura une semaine de travail acharné.

Comme les résultats d'une vaste enquête publiés dans le *Banking Law Journal* de décembre 1909 avaient fait ressortir que 55 % des banquiers interrogés étaient favorables à la création d'une Banque centrale « *échappant à Wall Street et à tout intérêt monopolisateur* »,

1 Frédérick Lewis Allen – « Morgan The Great » (Morgan le Grand) in Life, 25 avril 1949, p. 124.
2 Ferdinand Lundberg – America's 60 Families (Les 60 familles d'Amérique) – The Vanguard Press, New York, 1938, p. 69.

idée appuyée par de nombreuses personnalités politiques, l'objet principal de la réunion de Jekyll Island fut de mettre sur pied un projet qui, tout en ayant l'air de satisfaire aux résultats de l'enquête, mit, en fait, l'institution sous la coupe exclusive du *Système*.

Paul Warburg présenta un plan d'organisation inspiré des Banques centrales européennes, mais en insistant pour que le terme de « Banque centrale » fût évité à tout prix, afin de ne pas hérisser les « Jacksoniens » — les nombreux tenants de la thèse qui avait amené le président Jackson à refuser de renouveler le privilège de la *Bank of the United States* en 1836. Le plan prévoyait la constitution d'une « Réserve régionale », répartie en quatre établissements – chiffre porté ultérieurement à douze –, théoriquement égaux, exerçant chacun dans un secteur géographique déterminé. En fait, les conjurés étaient bien persuadés que l'établissement de New York ne tarderait pas à s'imposer aux autres, les transformant en simples succursales.

Une clause spécifiait l'uniformisation des taux d'escompte pour tous les États de l'Union, ce qui permettait aux établissements de créer à leur gré inflation ou déflation et de briser la concurrence des banques du Centre et de l'Ouest.

Aldrich réclama la présentation au Congrès de ce *Federal Reserve System* ; maladresse étonnante de la part de personnalités aussi averties, tant était avérée la collusion du sénateur avec la *Banque Morgan*.

Et donc, en 1911, Aldrich déposa devant le Congrès à la fois le compte rendu de sa mission en Europe, volontairement retardé pour être en harmonie avec les résolutions de Jekyll Island, et son *Aldrich Bill*…

… qui, après de courts débats, fut repoussé à une forte majorité !

Ainsi, cette belle machination se soldait par un cuisant échec pour les « Initiés » (*Insiders*).

Bien pire : le Congrès, les petites banques et jusqu'au grand public se trouvaient alertés sur les intentions des conjurés. Ce qui n'était pas sans danger, car le président des États-Unis de l'époque, William Howard Taft, avait manifesté ouvertement son opposition à l'Aldrich Bill.

Faisant le gros dos sous l'orage, les « Initiés » mirent provisoirement leur projet en sommeil, jusqu'aux élections présidentielles de 1912.

Le président sortant, le Républicain William Taft avait les plus

grandes chances de succès. Contre lui, le candidat Démocrate Thomas Woodrow Wilson, l'homme de Wall Street, ne « faisait pas le poids ». La tactique des conjurés consista à diviser les voix républicaines en soulevant la candidature de l'ex-président Théodore « Teddy » Roosevelt, qui avait laissé sa place à Taft aux élections de 1908. Ils le présentèrent sous le « ticket » d'un Parti Progressiste, création de Pierpont Morgan. De nombreux financiers participèrent à l'opération, dont Cleveland H. Dodge, un des co-directeurs de la *National City Bank* (de Rockefeller), Jacob Schiff (de *Kuhn, Loeb & Co*), Bernard Baruch, Henry Morgenthau (il versa 10 000 dollars), Thomas Fortune Ryan, etc.

Taft fut battu[1], et le 4 mars 1913, Thomas Woodrow Wilson, vingt-huitième président des États-Unis, s'installait à la Maison Blanche.

Né à Staunton (Virginie) en 1856, *Thomas Woodrow Wilson* fit ses études à l'université de Princeton (New Jersey), où il fut nommé professeur et dont il devait devenir président.

À cette époque, il s'identifie à la caricature de l'universitaire-type : intellectuel pur et idéaliste abstrait, entiché de sa personne, suffisant, guindé avec quelque arrogance, fort entêté et surtout d'une ambition effrénée – ce qui lui attirera des avanies, en particulier dans un différend avec le doyen André West, dont il ne se tirera pas à son avantage.

1 Si l'on en croit M. Curtis B. Dall, il faut ajouter à ces griefs le fait que Taft aurait désapprouvé la politique de certains leaders pro-sionistes concernant les rapports entre les États-Unis et la Russie impériale. Cf. Curtis B. Dall – F.D.R. My Exploited Father-in-Law (Franklin D. Roosevelt, mon exploité beau-père) – Action Associates, Washington, édit. Révisée, 1970, p. 137-138. Or, on verra plus loin que plusieurs banques faisant partie des « Initiés », dont Kuhn, Loeb & Co., favorisèrent la chute du régime tsariste, coupable à leurs yeux d'opprimer les Juifs de Russie et de s'opposer à la création d'une banque centrale en Russie.
Le colonel d'aviation Curtis B. Dall débuta à Wall Street en 1920, devint « directeur de Syndicat » chez Lehman Brothers, et fut associé de Merril Lynch, Pierce, Fenner & Smith. En 1948, il se lança dans la politique active au Texas et, de 1960 à 1964, il fut président du Parti de la Constitution des États-Unis. Il est actuellement président du « lobby » de la Liberté à Washington.
En 1926, il avait épousé la fille du président Franklin D. Roosevelt, Anna, dont il divorça par la suite.

Depuis 1907, au moins, Wilson « appartenait » à Morgan[1]. Poussé probablement par cette banque, en tout cas grâce à son appui financier et à celui d'anciens élèves de Princeton occupant des situations en vue, soutenu par la franc-maçonnerie, le F.·. Wilson fut élu en 1910, gouverneur de l'État de New Jersey. Dès lors, au mépris des principes moraux de son enseignement universitaire et sacrifiant allégrement son idéalisme fumeux à son avenir politique, il va faire preuve d'un opportunisme sans vergogne dissimulé sous une attitude de puritain rigide. Mais, souligne M. Curtis B. Dall, derrière ce masque, « *Wilson était vulnérable au chantage* » ; ce qui, fait observer l'auteur avec humour, est aussi indispensable que l'ambition à un homme d'État en herbe, car cette « vulnérabilité » permet aux « conseillers intimes » imposés par ses mandants de tenir en main leur poulain si, éventuellement, il lui prenait fantaisie de se soustraire à leur influence[2].

Cette « vulnérabilité », Wilson la devait tant à sa vie privée qu'à sa vie publique.

Il est de fait que, dès avant 1912, Wilson avait reçu le sobriquet de « Peck's Bad Boy » (mauvais garçon de Peck), remontant à l'époque où il professait à Princeton et se rapportant à un incident sentimental qui aurait trouvé sa conclusion… à la Maison Blanche[3]. Et cet incident n'aurait pas été le seul…

1 De nombreux auteurs affirment que Wilson « appartenait » à Morgan, tels le Dr Kolko, Lundberg, Gary Allen. Ferdinand Lundberg précise, lui : « Le génie financier derrière Woodrow Wilson fut Cleveland H. Dodge, de la National City Bank (de Rockefeller). »
2 Cf. Curtis B. Dall – op. cit., pp. 109, 136 et 139-140.
3 À la suite de difficultés financières, le fils d'une certaine Mrs Peck aurait eu besoin, paraît-il, d'environ 30 000 dollars, dont sa mère ne disposait pas. Elle aurait engagé alors les services d'un célèbre homme de loi de New York, Samuel Untermeyer, qui, au cours d'une entrevue à la Maison Blanche avec le président Wilson, lui aurait demandé la bagatelle de 250 000 dollars (plus de 1 300 000 francs-or) contre restitution de certaines lettres, sans quoi Mrs Peck « en disposerait auprès d'autres personnes ».
Après un marchandage, au cours duquel Wilson ne put offrir que 100 000 dollars (525 000 francs-or), Untermeyer, avec l'accord de ses « amis », aurait fait une contre-proposition : les lettres contre la nomination d'un certain Louis Brandeis à la Cour Suprême.
C'est ainsi que « Justice » Louis Brandeis (aux États-Unis, le nom des juges de la Cour suprême est précédé du terme « Justice ») fut nommé suppléant à la Cour. Dans le monde du mouvement pro-sioniste, dont il était un militant

Outre les cahots de sa vie sentimentale, les palinodies opportunistes de sa vie politique, probablement inspirées par ses conseillers intimes aux ordres de la Haute Finance, ne faisaient que rendre plus étroit son assujettissement. M. Curtis B. Dall rapporte que, par un samedi matin de l'été 1912, son ami Bernard Baruch pénétra au siège du Parti Démocrate, à New York, remorquant Wilson « comme un caniche au bout de sa laisse ».

D'après Baruch, Wilson s'était déplacé pour assister à un « cours spécial d'instruction politique », qui consistait à lui tracer les grandes lignes de son futur programme de président.

Wilson devait s'engager, d'une part, à désigner aux postes-clés de son Cabinet les personnalités qui lui seraient recommandées ; d'autre part, à soutenir devant le Congrès trois projets de loi, l'un instituant le Federal Reserve System tel qu'approuvé par Paul Warburg, l'autre l'impôt progressif sur le revenu des personnes physiques, le troisième l'élection des sénateurs au suffrage direct. Enfin, il devait assurer l'exécution de la politique qui lui serait suggérée dans le cas d'une guerre en Europe[1].

Ainsi, dès 1912, l'État-Major du Parti Démocrate américain, émanation de la Haute Finance internationale, préparait l'éventualité d'une guerre en Europe que rien ne semblait indiquer. Et, dans cette perspective, il s'assurait l'obéissance servile du président Wilson aux décisions du Parti, quelles qu'elles dussent être.

*

Dès avant son élection à la Maison Blanche, Wilson avait été

actif, il exerça une grande influence à la fois aux États-Unis et à l'étranger. On verra que Justice Louis Brandeis exerça cette influence sur Wilson pour le pousser à déclencher la guerre à l'Allemagne en 1917.

À tant que faire, pourquoi se gêner ? Le gouverneur du New Jersey pouvait bien se permettre ce qu'avait perpétré le professeur d'université. « Il est bien connu que, certain soir, les pompiers de Trenton, dans le New Jersey, reçurent un appel d'urgence pour ramener en sécurité, avec une grande échelle, le chef du Pouvoir exécutif de l'État, de l'étage supérieur dans la ruelle, d'une maison particulière proche du palais du gouverneur. On ne saurait douter que ce fut une excellente occasion pour le chef du Pouvoir exécutif de mettre à l'épreuve l'efficacité de ce service public » – Curtis B. Dall – op. cit., p. 140.

Pour un puritain rigide !

1 Curtis B. Dall – op. cit., p. 137.

confié à la surveillance de « conseillers », en particulier du « colonel » *Edward Mandell House*.

Énigmatique personnage que ce « colonel », dont le grade, de pure complaisance – House n'a jamais appartenu ni à l'Armée, ni à la Garde nationale – lui avait été décerné par un gouverneur du Texas en rémunération de services politiques. Car, né à Houston (Texas) en 1858, House s'était lancé très jeune dans la politique locale. Il s'intéressa à Wilson lors de sa candidature au poste de gouverneur du New Jersey, en 1910, et dès lors, il fit partie de son « brain-trust » en tant que représentant de la Finance. Il avait d'ailleurs de qui tenir, étant « le fils éduqué à l'anglaise d'un représentant des intérêts britanniques dans les États du Sud »[1]. M. Curtis B. Dall avance que House aurait attiré l'attention de quelques membres « du complexe bancaire Rothschild, groupes politiques pro-sionistes s'occupant des affaires qu'ils jugent importantes »[2]. Peut-être parce qu'il était affilié à la société secrète Illuministe des « Masters of Wisdom » (Maîtres de la Sagesse).

En tout cas, si l'on en croit M. Dan Smoot : « House avait de puissantes relations parmi les banquiers internationaux de New York. Il tenait son influence en particulier des grandes institutions financières représentées par des personnalités telles que Paul et Felix Warburg, Otto H. Kahn, Louis Marburg, Henry Morgenthau, Jacob et Mortimer Schiff, Herbert Lehman. House avait aussi de puissantes relations parmi les banquiers et les politiciens d'Europe »[3].

À peine Wilson s'était-il installé à la Maison Blanche que House lui choisissait la plupart des membres de son Cabinet et des hauts fonctionnaires, organisait la politique intérieure et prenait en sous-

1 W. Cleon Skousen – The Naked Capitalist, p. 20.

2 Curtis B. Dall – op. cit., p. 109.

3 Dan Smoot – The Invisible Government (Le gouvernement invisible) – Western Islands, The Americanist Library, Belmont, Massachusetts (U.S.A.), p. 2.

Docteur en philosophie de l'université Harvard, M. Dan Smoot, depuis 1942, a appartenu au Federal Bureau of Investigation (F.B.I. – Service de contre-espionnage américain), où il fut spécialement chargé d'enquêter sur les menées communistes dans le Middlewest, puis à Washington. Il a démissionné du F.B.I. en 1952, pour devenir journaliste indépendant. Il publie le périodique Dan Smoot Report, P.O. Box 9538, Lakewood Station, Dallas, Texas 75214.

main la direction effective du Département d'État (ministère des Affaires étrangères).

*

Disposant ainsi d'un président et d'une Administration centrale truffée de gens à leur dévotion, les « Initiés » jugèrent l'heure venue de relancer leur projet de Banque centrale. Dans son ouvrage : *The Intimate Papers Of Colonel House*[1], le Professeur Charles Seymour reproduit de nombreux documents et procès-verbaux prouvant des contacts permanents entre House et Paul Warburg dans la période qui a précédé le vote du Federal Reserve Act.

Et, le 22 décembre 1913, le Federal Reserve Act, présenté au Congrès par le président Wilson dans la rédaction approuvée par Paul Warburg, était adopté par 298 voix contre 60 à la Chambre des Représentants, et par 43 voix contre 25 au Sénat.

*

Le Federal Reserve Act, qui n'a subi aucune modification majeure depuis 1913, prévoit que l'organisation est dirigée par un *Conseil des Gouverneurs* (Federal Reserve Board of Governors) de sept membres, désignés par le président des États-Unis pour une durée de quatorze ans, renouvelables à raison d'un membre tous les deux ans. Dans ces conditions, on conçoit que le Conseil soit pratiquement indépendant d'un président des États-Unis – et donc de son gouvernement – dont le mandat expire au bout de quatre ans et ne peut être renouvelé qu'une seule fois. Au mieux, à la fin de sa huitième année, il n'aurait pu remplacer que quatre membres sur sept. En fait, il ne se permettrait pas d'apporter une quelconque modification au Conseil sans y être invité par la Haute Finance, sous peine de perdre toute chance de réélection.

Le Federal Reserve Act prévoit que l'organisation comporte douze « Banques nationales » (National Banks), aux droits théoriquement égaux, opérant indépendamment dans son secteur propre. On remarquera que chacune « couvre » plusieurs États, ce qui permet de jouer, éventuellement, sur les rivalités entre États. Mais, en fait, comme prévu par les « Initiés » de Jekyll Island, c'est la Federal Reserve Bank de New York qui dirige tout l'ensemble grâce à Wall

1 Charles Seymour – The Intimate Papers Of Colonel House (Les papiers intimes du colonel House) – Hougton Mifflin, Boston Mass., 1926.

Street, centre national des opérations financières et boursières, notamment pour les négociations sur les emprunts du gouvernement fédéral.

Aussi, dès le vote du Federal Reserve Act, les « Initiés » s'assurèrent la haute main sur l'institution en faisant désigner par Wilson deux « chasseurs de canards sauvages de Jekyll Island » aux postes-clés : Paul Warburg, président du Conseil des Gouverneurs, et Benjamin Strong, gouverneur de la *Federal Reserve Bank* de New York, tous les deux candidats communs de *J. Pierpont Morgan* et de *Kuhn, Loeb & Co.*

CHAPITRE III

LES COALITIONS

Comme les financiers, avec lesquels ils opèrent en liaison étroite, les fabricants et les commerçants ont éprouvé, dès la plus haute antiquité, le besoin de se grouper en associations, tant pour faciliter l'exercice de leur profession et pour se défendre contre la concurrence, que pour résister aux pressions extérieures ou aux convoitises et à l'arbitraire des Princes.

En Mésopotamie ancienne (XX^e^-XIX^e^ siècles avant JC) existaient les *karoum*, sortes de chambres de commerce où se réunissaient importateurs, exportateurs, armateurs et banquiers, ce qui leur permit de s'affranchir du contrôle étatique. Les *chevaliers romains* composaient une caste d'affairistes qui, par leur puissance collective, parviendront à accaparer l'économie de l'Empire et à influencer fortement sa politique. Les *corporations*, dérivées du *collegium* du Bas-Empire romain, furent, à l'origine, des associations de serfs travaillant dans un atelier seigneurial et de marchands forains ; groupés en *guildes* ou *hanses*, ils « acquièrent peu à peu des seigneurs locaux différents privilèges qui leur procurent une certaine puissance, notamment dans les villes dont ils constituent souvent les municipalités. À leur exemple, des associations d'artisans se formèrent et aboutirent à l'organisation corporative qu'une ordonnance de 1581 étendit au royaume »[1]. Dans les dernières années

---

1 Nouveau Larousse Universel – T. I, p. 442.
Cette organisation corporative, tant décriée, « présentait certains avantages, non seulement pour le consommateur, qui était assuré de trouver des produits de bonne qualité, en raison de l'expérience des ouvriers et d'une réglementation minutieuse de la fabrication que les jurandes faisaient observer avec rigueur, mais encore pour le producteur, parce qu'elle évitait de grands déplacements de main-d'œuvre, donc le chômage, et empêchait l'abaissement exagéré des profits et des salaires dû à la concurrence ». – ibid.

du XVII[e] siècle, à Londres, Edward Lloyd réunissait dans son estaminet – à la manière des *karoum* – armateurs, courtiers et assureurs de la City, auxquels, par ses *Lloyd's News*, il faisait connaître les mouvements des bateaux figurant sur sa *Lloyd's List*, encore publiée chaque année ; en 1727, les assureurs maritimes s'étant constitués en société, la baptisèrent du nom de *Lloyd*. Et qui n'a entendu parler du *Comité des Forges*, de l'*Union des Intérêts économiques* du sénateur Ernest Billiet ou du *Conseil National du Patronat Français* ?

À l'heure actuelle, ces groupements, quel que soit le nom sous lequel on les désigne : entente, syndicat, pool, cartel, konzern, trust, etc., sont réputés n'avoir pour objet qu'une collaboration et une défense mutuelles de leurs adhérents. En réalité, ils constituent le plus souvent des *coalitions* pour le triomphe d'intérêts particuliers, fût-ce au détriment de l'intérêt général.

Le groupement le plus caractéristique de cette tendance est le *trust*, apparu aux États-Unis dans la seconde moitié du XIX[e] siècle.

LE TRUST

Le *trust* se caractérise par :

- une base économique ;
- « une motivation essentielle strictement capitaliste » (Paul Bairoch) ;
- une concentration d'entreprises ;
- une tendance impérialiste ;
- des ingérences politiques réciproques.

À l'opposé de la banque, qui manipule « l'argent qu'elle a créé avec rien », le trust présuppose une base économique du type « intégrée », c'est-à-dire englobant à la fois la production et sa commercialisation. Car si l'aménagement de la production permet l'obtention de prix de revient « compétitifs » ou une amélioration de la qualité, les avantages ne s'en manifestent concrètement qu'au stade de la commercialisation. D'où l'intérêt de l'intégration qui permet de jouer au mieux avec les divers composants de la fabrication et de la vente.

Dans les groupements professionnels traditionnels, c'est un des rôles dévolus au *syndicat*, entendu dans l'acception : association constituée pour la défense des intérêts légitimes de ses adhérents, représentant à la fois la production et le commercial.

Mais le trust n'a rien d'un syndicat. Son objet spécifique est d'ordre essentiellement capitaliste, avec pour seule loi : le *profit*.

En contrepartie et pour ce même motif du profit, il se produit une infidélité marquée de la clientèle, qui ne s'embarrasse d'aucun sentiment pour passer d'une firme à la concurrente, pour peu qu'elle en attende un bénéfice ou de meilleurs services.

Pour pallier cette infidélité, les entreprises disposent de deux procédés : – la recherche du *monopole* par écrasement de la concurrence ; – la recherche de l'*oligopole* par ententes avec leurs rivales.

C'est à cette double politique que répondent les *concentrations d'entreprises*. Il en existe plusieurs types.

Pour rendre plus étroites les alliances d'entreprises indépendantes ayant des intérêts communs, il est courant de les voir prendre entre elles des *participations croisées*, dites aussi participations réciproques, qui laissent à chaque firme la liberté de ses activités sous le contrôle d'administrateurs communs.

« On a calculé naguère, écrit M. Gilbert Mathieu, que les cent plus grandes entreprises françaises avaient en commun près de la moitié de leurs administrateurs : 573 sur 975 »[1].

Mais la tentation est forte pour les firmes les plus puissantes de s'assurer une *participation majoritaire* dans les entreprises de moindre envergure. Cette concentration autoritaire, tout en concédant aux « filiales » une certaine latitude de gestion, les entraîne dans

---

1 Gilbert Mathieu – « La concentration des entreprises s'accélère en se diversifiant dans le monde entier » in Le Monde, 22 août 1972.
« Il y a participation croisée lorsqu'une société A détient dans son portefeuille des actions d'une société B et que celle-ci, à son tour, possède en portefeuille des actions de la société A. Si les participations sont suffisantes, on arrive à ce résultat que A contrôle B de manière absolue et que B contrôle A de manière absolue.
« Dans ce cas, les mêmes personnes sont administrateurs dans l'une et l'autre société ; lors de l'assemblée générale de l'une, ils siègent en tant que représentants de l'autre société et vice et versa.
« Les participations croisées permettent à un groupe d'hommes le contrôle absolu de deux sociétés, sans posséder, théoriquement du moins, la moindre part du capital social ; ce groupe se trouve à l'abri de toute surprise et les nominations se font par cooptation » – Morphologie des Groupes financiers, éd. Centre de Recherche et d'Information socio-politiques (C.R.I.S.P.), Bruxelles, 1962, p. 55.

l'orbite du groupe majoritaire et les soumet à sa politique économique.

Enfin, la concentration peut s'effectuer par voie de fusions ou d'*absorptions* avec assimilation complète, bien que les entreprises conservent parfois leur dénomination et une gestion propre.

Les économistes distinguent encore :

– L'*intégration horizontale*, qui groupe des entreprises appartenant au même secteur économique.

Exemple : la constitution au 1er janvier 1971 de *PUK*, par fusion des trois producteurs français d'aluminium, *Péchiney*, *Ugine* et *Kuhlmann*.

– L'*intégration verticale*, qui suit tout ou partie de la filière, depuis l'extraction ou la production de matières premières jusqu'à la vente à la clientèle. Elle est dite *intégration amont* lorsqu'elle remonte vers les matières premières, *intégration aval* lorsqu'elle descend vers la clientèle.

Exemple : la *Manufacture française des Pneumatiques Michelin* possède des intérêts (en totalité, majoritaires ou importants) dans des entreprises qui vont des plantations d'hévéas au Vietnam et en Côte d'Ivoire, de la fabrication de caoutchouc, de fibres synthétiques (*International Synthetic Rubber*, *Cie de Polyisopropène Synthétique* – à 50 % avec *Goodyear*), de fil fin d'acier, à celles de roues métalliques, de matériel mécanique utilisé par son industrie et de pneus pour tous usages, ce qui constitue l'intégration amont ; la vente de matières premières de produits semi-finis et de pneus, soit directement, soit, aux États-Unis, par la *Michelin Tire Corp*. Et les grands magasins *Sears Roebuck*, le groupe *Citroën-Berliet*, constituent l'intégration aval. Il faut y ajouter la *Sté des Procédés Industriels Modernes*, « holding dont l'activité consiste dans la gestion d'un portefeuille composé principalement d'actions de la *Sté Générale des Ets Bergougnan* » (Informations Michelin, octobre 1971), et le holding international *La Financière*, à Bâle, Suisse, qui gère l'ensemble du groupe.

- L'*intégration hétérogène* ou de diversification, mariage d'entreprises appartenant à des branches économiques différentes.

Exemple : *Boussois-Souchon-Neuvesel*, à l'origine fabricant de verre plat et creux, a pris le contrôle de la *Sté Seprosy* (emballages plastiques) et une participation de 50 % dans les *Ets Allibert* (plastique moulé). En janvier 1970, absorption de la *Sté des Eaux*

Minérales d'Évian, de *Badoit*, de *Bébé-Confort*, des *Brasseries de Kronenbourg* et, en 1972, de la *Sté Européenne de Brasserie*, qui possède des participations dans *Heineken-Amstel* (Pays-Bas) et des accords avec Withead (Angleterre). « BSN représente plus de 45 % du marché français de la bière (plus de 9 millions d'hectolitres) avec les marques Kronenbourg, Kanterbrau, Champigneulles, La Meuse, Valstar ; 60 % du marché des aliments diététiques et infantiles avec les marques Jacquemaire et Fali. BSN est l'un des premiers producteurs d'eau minérale avec Évian et Badoit et de boissons sucrées avec les marques Fruité et Gini ». En 1970, son chiffre d'affaires s'était réparti : verre plat, 44 % ; emballage, 23 % ; alimentation, 33 %[1].

*

Le *trust* réunit un ensemble d'entreprises intégrées et de filiales, de firmes dans lesquelles le groupe possède une participation majoritaire ou d'une importance suffisante pour lui assurer le « contrôle » des activités, voire de sous-traitants libres mais dont l'existence dépend de leurs contrats de fournitures ou de services au trust, l'ensemble ressortissant à un directoire commun qui en détermine la politique économique et financière. Au trust peuvent être associés un ou plusieurs holdings chargés de la gestion des entreprises affiliées ou du trust lui-même[2].

Contrairement à une opinion courante – et surtout dans l'Administration française –, la politique des trusts a sensiblement évolué depuis quelques années, à l'exemple des États-Unis, où le monolithisme a été abandonné tant sous la pression des lois antitrusts que par intérêt bien compris. Comme l'écrit M. Jean Grandmougin :

« Une loi se vérifie partout : à partir d'un seuil, les grandes firmes tendent à éclater. Elles estiment plus rentable de confier une part de leurs travaux à des ateliers extérieurs.

---

1 Informations BSN, juillet 1971, et *L'Aurore*, 5 octobre 1972.
2 Dans L'Europe des Banquiers, Henry Coston trace l'historique détaillé des principaux trusts européens – Paris 1963.

« En cela consiste la sous-traitance et nombre de PME prospèrent dans le sillage des grandes firmes, dont elles deviennent complémentaires[1] ».

*

Comme les entreprises indépendantes et pour les mêmes raisons, les trusts se voient obligés de rechercher des alliances entre eux. Recherche d'autant plus impérative que leur puissance individuelle rend difficiles les intégrations.

Non point qu'elles n'aient pas été essayées fréquemment : la tentation du *monopole de fait*, qui donne licence d'imposer au marché des prix arbitrairement bénéficiaires – à l'instar des *monopoles de droit*, comme la gabelle de jadis ou la SNCF d'aujourd'hui – demeure toujours aussi vive. On vient de le voir récemment avec la tentative du britannique *Imperial Chemical Industries* d'absorber son puissant rival *Courtauld*, qui su habilement y échapper.

Le plus souvent, les trusts doivent se contenter d'un *oligopole*, par entente, voire participation, entre trusts rivaux[2].

Mais il est manifeste que, dans cette course au monopole ou à l'oligopole, les entreprises tendent au *gigantisme*. Tendance que l'on retrouve dans tous les secteurs de l'économie, comme le prouvent, pour la seule Europe : dans les matières grasses, *Unilever* (anglo-hollandais) ; dans les produits alimentaires, *Nestlé* (suisse) et *Générale Occidentale* (franco-britannique) ; dans la métallurgie, *Krupp* et *Thyssens* (allemands) ; dans les matériels électriques et électroniques, *Siemens* et *AEG* (allemands) ; *Philips* (hollandais), *CGE* et *Thomson-Brandt* (français) ; dans les produits chimiques, *ICI* et *Courtauld* (britanniques), *Bayer* et *Hoechst* (allemands), *Rhône-Poulenc* (français) ; *Montedison* (italien) ; dans le pétrole, *Royal Dutch-Shell* (anglo-hollandais), etc.

*

La conséquence la plus importante – du point de vue qui nous occupe – de ce gigantisme, par la démesure des investissements qu'il

1 Jean Grandmougin – « Les PME, c'est l'avenir » – Enquête dans L'Aurore, II, 25 février 1969.

2 Alors que le monopole est un privilège exclusif de vente que s'arroge une entreprise, un particulier ou un État, l'oligopole est l'extension de ce privilège à un petit groupe d'entreprises assez puisant pour étrangler la concurrence.

exige, a été *l'ingérence de la Haute Finance internationale qui est venue durcir la tendance capitaliste du trust.*

Les investissements entraînent l'immobilisation à long terme de sommes considérables. Par suite, seules quelques rares grosses entreprises peuvent assurer leur autofinancement.

Jouant sur leur réputation en Bourse, certaines se procurent les fonds dont elles ont besoin soit par augmentation de capital social, soit par emprunts sur le marché national ou international, soit par les deux procédés.

C'est ainsi qu'en septembre 1970, la *Manufacture des Pneumatiques Michelin* lançait le plus gros appel de fonds jamais demandé par une firme française. Au marché international, elle proposait 54 millions de dollars (environ 300 millions de francs) d'obligations convertibles, sur la base de 1 690 F par titre. En même temps, elle procédait à une double opération sur le marché français : d'une part, pour remercier ses actionnaires d'avoir renoncé à leur droit préférentiel de souscription aux obligations libellées en dollars, elle offrait pour 170 millions de francs de nouvelles actions en numéraire avec prime modérée ; d'autre part, elle lançait un emprunt de 396 millions de francs en obligations convertibles à 5 1/2 % assorties d'une garantie de valorisation et de la distribution d'une action gratuite.

D'autres entreprises assurent leur financement par l'intermédiaire d'une banque leur appartenant en propre.

Tel, aux États-Unis, le groupe *Standard Oil*, de Rockefeller, qui a acheté la *Chase Bank,* fusionnée par la suite avec *la Manhattan Bank*, de Warburg, pour devenir la *Chase-Manhattan Bank*, un des établissements financiers les plus puissants du monde. Tel aussi, en France, le groupe Schneider, qui a créé à son usage *L'Union Européenne et Financière.*

Mais le plus généralement, les entreprises, même les plus grosses, sont contraintes de demander aux banques d'assurer leur financement.

Or, s'il est des trusts internationaux dont la puissance leur permet de traiter d'égal à égal, avec les marchands d'argent sans perdre leur indépendance, comme *Royal Dutch-Shell* ou *Unilever*, l'immense majorité des établissements industriels, commerciaux ou agricoles ne tardent pas à passer sous la coupe de la Haute Finance.

On trouve ainsi : en Allemagne, le trust *August Thyssen-Hütte*

contrôlé par le groupe *Oppenheim* ; en France, *Poliet* et *Chausson* par le groupe *Lazard*, etc. Et il n'est pas jusqu'aux gigantesques *United States Steel Corp.*, *International Telephone and Telegraph*, *Kennecott Copper* et *General Electric* américains qui ne soient sous le contrôle du groupe *Morgan*, tandis que *Westinghouse* et le plus grand trust d'aluminium du monde, *Alcoa* (Aluminium Compagny of America) sont sous celui du Groupe *Mellon*. On pourrait multiplier les exemples à l'infini.

Et on ne parle pas, bien entendu, des entreprises constituées à l'origine par un groupe bancaire, comme le trust *Rio Tinto*, fondé par *Rothschild Brothers*, de Londres.

De toute manière, le *Système* a tellement imbriqué les trusts entre eux, en particulier par le procédé des holdings communs ou par les participations croisées que, au terme final, c'est toujours la Haute Finance internationale qui domine l'ensemble économique mondial. Elle peut d'ailleurs, à tout moment, par des manipulations financières, voire monétaires, concertées, obliger les plus puissantes entreprises qui se voudraient indépendantes, et quelles que soient leurs modalités de financement, à passer sous leurs fourches caudines.

LES ENTREPRISES MULTINATIONALES

Dans un *Projet d'Avis*, du 10 octobre 1972, rapporté par M. Paul Moch, le Conseil Économique et Social indique :

« Selon une définition maintenant admise, peut être considérée comme entreprise ou firme multinationale, toute entreprise qui a son siège social dans un pays déterminé et qui exerce ses activités dans un ou plusieurs pays par l'intermédiaire de succursales ou de filiales qu'elle coordonne »[1].

Définition très générale, qui englobe aussi bien l'entreprise moyenne à l'activité spécialisée, désireuse d'étendre son réseau industriel ou commercial hors des frontières – telle la firme française *Poclain*, qui a su imposer à l'étranger, malgré ses préventions, la pelle

1 L'étude du Conseil Économique et Social sur les Entreprises multinationales, rapportée par M. Paul Moch et publiée en polycopie, le 10 octobre 1972, sous le timbre 1948/Sec. 7/277, se compose de trois documents : – un Rapport, présenté au nom de la Section de l'Expansion et de la Coopération (138 p.) ; un jeu de 33 Annexes ; – un Projet d'Avis (14 p.)

« tout-hydraulique » –, que le grand trust aux activités diversifiées – comme le hollandais *Philips*, dont la production s'étend de l'électrotechnique et de l'électronique à la fabrication des textiles artificiels, en passant par les disques, les rasoirs, le verre et le papier.

Or, comme le constate M. Moch :

« Les activités des firmes multinationales posent aux États un ensemble de problèmes relatifs aux structures professionnelles, aux relations sociales, à l'équilibre des régions, aux domaines monétaire et fiscal, à l'évolution de la balance des paiements, ainsi que, d'une manière générale, au développement de l'économie »[1].

Mais il est un autre genre de problèmes que posent aux États les activités des grands trusts multinationaux, sans doute les plus importants, même : ce sont les problèmes politiques.

M. Moch y fait allusion lorsqu'il écrit :

« La plupart des auteurs opposent le pouvoir économique des firmes multinationales au pouvoir politique des États ».

Et il donne même en référence le titre « significatif » d'un des ouvrages du Pr. Raymond Vernon : *Sociétés multinationales contre Souveraineté nationale*.

C'est ce que confirme M. Philippe Laurent dans la revue *Projet*, de septembre-octobre 1971 :

« À première vue, la position des États nationaux apparaît singulièrement affaiblie par rapport aux stratégies des firmes multinationales. Celles-ci disposent, en effet, de nombreux avantages : leur poids, leur unité de gestion économique, la souplesse de leurs disponibilités financières, leurs capacités de progrès technologique… Elles ne sont pas liées à un État particulier. Pour leurs nouvelles implantations comme pour le développement de leurs centres de production déjà existants, elles peuvent mettre en concurrence deux États ; elles n'hésitent pas à le faire : elles iront s'installer dans le pays qui leur offre les conditions les plus favorables et les garanties les plus solides ; elles ont un réel pouvoir de pression à l'égard des gouvernements »[2].

Pression que certains conglomérats peuvent rendre dangereuse pour les gouvernements.

1 Ibid., p. 11.
2 Cité par M. Paul Moch dans son Rapport, p. 71.

Telle l'*International Telephone and Telegraph Corporation* (I.T.T.) fondée en 1920 comme compagnie de téléphones et que ses ventes en Amérique classent au huitième rang des plus grosses entreprises, mais au premier rang des multinationales opérant en Europe, où elle traite 40 % de son chiffre d'affaires.

En 1973, *I.T.T.* emploie 400 000 personnes, dont la moitié en Europe, et ses activités s'étendent des télécommunications à la location de voitures sans chauffeur, en passant par les assurances, la chaîne d'hôtels Sheraton, la boulangerie-pâtisserie, la construction de pavillons et la fourniture de repas aux restaurants d'entreprises, les produits de beauté et les pièces détachées pour automobiles, etc.

En proie à diverses reprises à des démêlés avec l'Administration pour infractions aux lois antitrusts, *I.T.T.*, même si elle a dû lâcher du lest, s'en est toujours tirée à son avantage, avec l'appui de la banque *Kuhn, Loeb & Co* et surtout de la banque *Lazard Brothers*, de New York, ces deux établissements faisant partie du syndicat de garantie d'*I.T.T.*[1].

C'est ainsi que, en février-mars 1972, le journaliste américain Jack Anderson, spécialiste des scandales, publiait dans sept cents quotidiens d'Amérique une suite d'articles pour prouver que, selon un « mémorandum confidentiel » de Mme Dita Davis Beard, « public-relations » de l'*I.T.T.*, « en échange d'une contribution de 400 000 dollars à la caisse électorale du parti républicain, l'attorney général John Mitchell aurait arrêté l'action entamée par le ministère de la Justice, invoquant la loi antitrusts pour annuler l'absorption par I.T.T. d'une compagnie d'assurances américaine, Hartford Insurance »[2].

Or, *I.T.T.* avait besoin des réserves de cette puissante compagnie d'assurances (1,1 milliard de dollars de primes annuelles), largement sous-estimées, « pour faire réapparaître les dollars chaque fois que le besoin s'en fera sentir »[3].

Et ce besoin, c'était le financement du complexe soviétique de la

1 Au sujet de l'I.T.T., cf. Anthony Sampson « ITT l'État souverain » Alain Moreau, 1973, p. 105 et suiv.
2 Pierre et René Gosset – « Les contes d'Anderson » in Valeurs Actuelles, 27 mars 1972.
3 Pr. Briloff – interview publié dans Dun's Review, octobre 1971 – cf. Anthony Sampson – op. cit., p. 251.

rivière Kama pour la fabrication de camions, que le président Nixon venait de négocier à Moscou – et qui sera l'un des principaux motifs de sa réélection en 1972.

Mais l'affaire de la *Hartford Insurance* était à peine engagée que Jack Anderson lançait une autre bombe. Dans deux articles, parus les 21 et 22 mars 1972, suivis ultérieurement de la publication de 80 pages de documents, il prouvait que, de connivence avec la Central Intelligence Agency (C.I.A.), à laquelle elle avait proposé un million de dollars, l'*I.T.T.* avait tenté en septembre 1970, d'empêcher l'élection à la présidence du Chili du marxiste *Salvador Allende* et que, celui-ci élu, elle avait tout fait pour qu'il ne puisse prendre le pouvoir[1].

Comme si cela ne suffisait pas, voici qu'une nouvelle manœuvre d'*I.T.T.* était dévoilée. *Le Monde* du 4 juillet 1972 la présente en ces termes :

« Selon un article publié par le *New York Times* du 2 juillet signé Tad Szulc, et reproduit par *l'International Herald Tribune* du 3 juillet, la compagnie américaine I.T.T. a soumis, le 1er octobre dernier, à la Maison Blanche un plan destiné à faire tomber le président chilien, M. Salvador Allende, entre la fin de l'année 1971 et le premier trimestre de 1972.

« Ce plan a été adressé par M. William R. Merriam, vice-président d'I.T.T., à M. Peter G. Peterson, alors conseiller du président Nixon pour les affaires économiques internationales et aujourd'hui secrétaire d'État au commerce. Une lettre d'explication accompagnait un mémorandum d'« actions » en dix-huit points.

« L'I.T.T. proposait qu'une guerre économique soit menée contre le Chili et dirigée de la Maison Blanche par une division spéciale. Elle proposait également d'entreprendre la « subversion » des forces armées chiliennes et de se concerter avec les gouvernements étrangers sur les pressions à exercer contre le régime de M. Allende et sur un éventuel sabotage diplomatique. »

Ce qui permit au président Allende de conclure un discours prononcé le 4 décembre 1972 devant l'Assemblée générale des Nations Unies :

« J'accuse l'I.T.T. devant la conscience du monde, d'avoir voulu

1 Le Monde, 24 mars 1972.

provoquer dans ma patrie une guerre civile, qui pour un pays représente la désintégration totale. Voilà ce que nous appelons l'ingérence impérialiste. »

On ne possède aucune preuve que la C.I.A. ou l'*I.T.T.* aient participé au putsch militaire du 11 septembre 1973 qui a renversé le gouvernement Allende et coûté la vie à son président. Aussi bien, il n'était pas besoin d'intervention étrangère pour jeter bas un régime dont les extravagances socialistes avaient amené le pays au bord de l'abîme. Mais on ne peut s'empêcher de constater que cette décadence a été précipitée par l'application stricte de sanctions économiques prévues trois ans plus tôt par l'*I.T.T.* – sauf, comme par hasard, à l'égard des forces armées chiliennes pour qui les prêts avaient été accrus.

Or, en dépit de ces mésaventures et de bien d'autres du même genre, au mois de décembre 1972, un des vice-présidents de l'*I.T.T.*, M. Frank Barnes, se rendait à Moscou pour entamer des négociations économiques avec M. Gherman Gvichiani, gendre de M. Kossyguine ; et le président Nixon était réélu à la Maison Blanche.

*

Dès 1964, M. Tibor Mende avait prévu que l'évolution des entreprises, « en raison de la production de masse », devait conduire « à constituer des unités supranationales..., l'un des traits saillants de notre époque »[1].

Cette opinion est reprise par l'économiste américain Richard Robinson, qui considère quatre phases dans l'évolution de l'entreprise, de la société internationale à la société multinationale, puis à la société transnationale pour aboutir à la société supranationale[2].

Tel est bien aussi l'avis de M. Roy Ash, secrétaire d'État à la Gestion et au Budget, qui déclarait, le 7 février 1972 :

« L'accroissement économique et l'interdépendance des nations seront les dominantes des deux prochaines décennies de l'économie mondiale – décennies qui verront un grand pas en avant vers une économie unique. »

Évolution naturelle, inéluctable et bénéfique, affirmait M. Roy

1 Tibor Mende – Regards sur l'Histoire de Demain – Le Seuil, 1954, p. 40.
2 Paul Moch – Rapports, p. 3-4.

Ash, qui ajoutait que, pour la faire triompher des obstacles et des dangers : « Certains aspects de la souveraineté individuelle devront être confiés à une autorité supranationale. »

Et l'on arrivera ainsi à la « cosmosociété » (*cosmocorps*) chère à M. George W. Ball, président de la banque *Lehman Brothers International*, membre du Council on Foreign Relations et de l'Internal Movement for Atlantic Union – dont l'objet est une fusion des États « démocratiques » des deux côtés de l'Atlantique en une fédération, prélude à l'instauration du Gouvernement Mondial. Bien entendu, cette « cosmosociété » aura un statut « a-national ».

Donc, L'ÉVOLUTION PRÉVUE DES ENTREPRISES MULTINATIONALES DÉBOUCHE OBLIGATOIREMENT, AU DIRE DES « INITIÉS », SUR LE GOUVERNEMENT MONDIAL.

N'est-il point là, d'ailleurs, le but de la Haute Finance internationale ?

CHAPITRE IV

LES DYNASTIES

Il est profondément humain qu'un individu ayant réussi dans son métier prenne ses collaborateurs dans sa famille et qu'il désire « passer la suite » à ses enfants ou à ses proches pour les faire profiter de son expérience. On ne s'étonnera donc pas que l'institution des dynasties financières soit très ancienne.

Un exemple typique en est donné en Allemagne, aux XV^e^-XVI^e^ siècles, par les Fugger.

Fils d'un petit tisserand de Grabent, Hans Fugger s'établit en 1367 à Augsbourg où, tout en continuant le métier paternel, il se livra au commerce ; avec un tel bonheur qu'à sa mort, il laissa un héritage de 3 000 florins, l'équivalent de 250 000 francs-or. Son fil Jacob épousa la fille du maître des monnaies d'Augsbourg ; il fut ainsi amené à s'occuper des mines d'argent et de cuivre du Tyrol et, par suite, de finances.

Quatre des fils de Jacob : Ulrich, Georges, Pierre et, plus tard, Jacob II devinrent les banquiers des Habsbourg et du Saint-Siège.

Pour assurer le développement de leur maison, ils signèrent en 1502 un accord par lequel le capital de leurs fortunes – évalué à 53 000 florins – demeurerait indivis à la banque, les héritiers mâles ayant seuls droit aux biens légués, tandis que les filles se contenteraient d'une dot.

Pareille stipulation, aggravée d'une « clause pénale »[1], se

---

1 « C'est ainsi qu'une peine contractuelle était fixée d'avance contre tout associé qui voudrait recourir aux tribunaux. Celui-ci devrait d'ailleurs avoir versé l'argent avant de se présenter au juge. Par cette stipulation, il était sagement paré, dans la mesure du possible, à un désaccord éventuel entre les cinq frères. Bien qu'ils eussent peut-être pu se soustraire légalement à cette disposition, ils en reconnurent néanmoins le bien-fondé et l'acceptèrent tous solennellement » – Comte Corti – La Maison Rothschild – Paris, 1929, T. I, p. 92-93.

trouvera trois cents ans plus tard, à la fondation (1810) de la dynastie des Rothschild.

Les Fugger se montrèrent précurseurs en ce que, banquiers du Saint Empire romain germanique et instruits par l'exemple récent de Jacques Cœur sur la désinvolture des princes à l'égard de leurs créanciers, ils se firent concéder des exploitations minières. Aux mines du Tyrol, ils ajoutèrent ainsi l'exploitation des mines de cuivre de Hongrie, des mines d'argent de Guadalcanal, des mines de mercure d'Almaden, en Espagne, etc. Ces métaux, l'Empire était bien obligé de les acheter aux Fugger, maîtres du marché, et aux prix fixés arbitrairement par eux, payés en nouvelles concessions minières. C'est ainsi qu'ils finirent par monopoliser totalement les immenses richesses du sous-sol du Venezuela – or, argent, cuivre, plomb…

En 1510, ils obtenaient la frappe de la monnaie et la collection des impôts dans les États du Saint-Siège.

La même année mourait l'aîné des Fugger, Ulrich, et Jacob II devenait le chef de la banque. Lorsqu'en 1519 Charles Quint voulut acheter les voix des Électeurs de l'Empire, ceux-ci exigèrent l'aval de la banque Fugger. Et en 1523, Jacob II pouvait se permettre d'écrire à l'Empereur :

« Il est connu et évident que Votre Majesté n'aurait pas obtenu la couronne romaine sans moi. »

À la mort de Jacob II en 1525, la maison passa entre les mains de son neveu Antoine qui, renonçant à la politique des concessions minières, se spécialisa dans les opérations de banque seules. Mais, ruiné par ses guerres malheureuses contre Henri II de France, Philippe II d'Espagne se déclara en banqueroute en juin 1557 et, par décret de Valladolid, mit l'embargo sur l'or. Ce fut pour les Fugger un coup fatal. Leur banque continua à végéter jusqu'au XVI[E] siècle, sans retrouver son importance passée.

L'exemple des Fugger est caractéristique des imbrications inévitables entre la Haute Finance et la politique.

*

Si, jusqu'à Louis XIV, la monarchie française avait toujours su se débarrasser, par des moyens plus ou moins recommandables, de l'emprise des financiers, devenue dangereuse pour l'autorité royale, le déficit chronique du Trésor, aggravé par le coût des guerres incessantes, les dépenses de prestige, l'avidité des courtisans et les

privilèges de la noblesse et du clergé, obligera le Roi-Soleil lui-même à composer avec la puissance financière.

D'autant que, pour assurer leur influence, les manieurs d'argent vont contracter des alliances avec les plus grandes familles du royaume.

L'exemple venait de haut : en allant chercher femme chez les Médicis, Henri II et Henri IV avaient-ils fait autre chose que « redorer leur blason » ? Il ne faut donc pas s'étonner que Louis XIV ait favorisé les mariages d'un Clermont-Tonnerre, d'un Cossé-Brissac et d'un Lamoignon avec les filles de son principal bailleur de fonds, Samuel Bernard, pourtant d'origine juive et de religion protestante. Et Bernard lui-même épousa en secondes noces Mlle Pauline Félicité de Saint-Chamans.

On pourrait multiplier les exemples de grandes familles ayant contracté alliance avec des familles de financiers. De telles unions, si elles ont chatouillé agréablement l'amour-propre de ces riches parvenus, leur ont surtout servi à exercer leur pression sur la politique du pays pour faciliter leurs opérations financières.

Tel fut le cas, par exemple, du banquier suisse Perrégaux, beau-père du général Marmont, aide de camp de Bonaparte en Égypte. Profitant de cette alliance, il fit prévenir Bonaparte que deux millions étaient à sa disposition en vue d'un coup d'État – et ce fut le 18-Brumaire, qui entraîna la création de la *Banque de France*. Mais en 1814, Perrégaux prit la tête des banquiers opposés à l'Empire. Et si son gendre, devenu maréchal duc de Raguse, eut sous Paris une conduite honorable aux combats de Romainville, il « devait prêter une oreille complaisante aux démarches des banquiers parisiens peu désireux de voir la résistance s'éterniser »[1]. « Chargé de couvrir Fontainebleau où l'Empereur s'était réfugié, il se retira avec son corps d'armée à Essonnes, près de Corbeil, après la prise de Paris par les Alliés. Il traita secrètement avec eux, ce qui rendit inévitable l'abdication de Napoléon »[2].

Outre les alliances avec la grande noblesse qui leur offraient une certaine assurance contre le pouvoir politique et de l'entregent, les

1 Jean Vidalenc – « Le Premier Empire. La Restauration » in Histoire de France, Larousse, Paris, 1954, T. II, p. 212.
2 Nouveau Larousse Universel, 1949, T. II, p. 153.

financiers pratiquèrent aussi les alliances de famille, afin de la rendre solidaire. C'est ainsi qu'un des frères Paris épousa sa nièce pour éviter l'entrée dans leur groupe d'un étranger susceptible de s'immiscer dans leurs affaires. Les Rothschild, à l'origine, devaient en faire autant.

Mais ils pratiquèrent plus fréquemment des alliances avec d'autres familles de financiers pour accroître leurs possibilités, comme le montre l'exemple des frères Lazard.

*

Moins connue du grand public que la dynastie des Rothschild, si souvent mise sur le devant de la scène par ses apologistes comme par ses détracteurs, la dynastie des *Lazard* représente le type même de la Haute Finance internationale.

Le 1er juillet 1843, un israélite mosellan émigré aux États-Unis, Alexandre Lazard, fonde avec ses frères Simon et Lazare une maison de commerce en Louisiane à l'enseigne « *Lazard Frères* ». Quelque temps plus tard, il y associe son troisième frère Élie.

En 1858, les Lazard créent à Paris une agence de « commission-importation-exportation », transformée, le 1er juillet 1876, en maison de banque au capital de 12 millions de francs, avec cinq associés : Alexandre, Simon et Élie Lazard, leur beau-frère Alexandre Weill et leur demi-frère David Cahn[1], sous la raison sociale : « *Lazard frères et Cie* ». Ils constituent aussi une filiale à Londres : « *Lazard Brothers and Co, Ltd.* » tandis que le siège américain est transféré à San Francisco, puis à New York où il se trouve actuellement.

Spécialisée dans les transferts d'or entre les États-Unis et la France, *cambiste* de la Banque de France, la banque Lazard frères est impliquée dans plusieurs spéculations plus ou moins heureuses contre le franc, en liaison avec les Lazard de Londres, qui faillirent en sauter en 1937.

La branche française était dirigée, à cette époque, par David Weill, né à San Francisco le 30 août 1871, fils d'Alexandre Weill et de Mme née Julie Cahn. En 1897, il épousa Flora Raphaël, fille d'un

1 La mère d'Alexandre, Simon, Lazare et Élie Lazard, devenue veuve, eut deux enfants de son second mari, Cahn : David, le co-associé de la banque française, et Julie, la femme de David Lazard.

associé de la banque *Raphaël et Cie*[1]. Par décret en date du 7 avril 1929, David Weill a obtenu le droit de substituer, pour lui et pour ses enfants masculins, le nom de David-Weill à celui de Weill, et donc de s'appeler David David-Weill.

Il n'est point de notre propos de dresser la liste des innombrables conseils d'administration de sociétés françaises et étrangères auxquels appartenait David David-Weill. On se bornera à citer : la *Mexican Eagle Oil Co* et la *Canadian Eagle Oil Co* du groupe *Royal Dutch-Shell*, le *Crédit Électrique*, la *French and Foreign Investing Corp.* du Canada, le *Crédit Mobilier Industriel*, la *Sté Citroën*, les *Docks Rémois*, le *Crédit Foncier International* de Bâle, la *Banque Hypothécaire Franco-Argentine*, le *Port de Rosario*, l'*International Bank d'Amsterdam*, etc.

David David-Weill mourut en 1952, laissant six enfants, dont Jeanne Laetitia, épouse de Roger Adolphe Léonard Seligman, dirigeant de la banque *Seligman et Cie*.

La dynastie israélite des Seligman, émigrée de Baiesdorf (Bavière) aux États-Unis en 1837, avait créé un réseau international de banques : *J. and W. Seligman and Co,* à New York ; *Abraham Seligman and Co*, à San Francisco, au moment de la ruée vers l'or de Californie, qui fusionnera plus tard avec l'Anglo-Californian Bank ; *Seligman Brothers and Co*, à Londres ; *Seligman Frères et Cie*, à Paris, devenue en 1935 *Seligman et Cie* ; *Seligman und Stettheimer*, à Francfort-sur-Main.

En 1936, apparut à la banque parisienne un nouveau fondé de pouvoirs, M. Nicolas Kagan, né à Moscou le 11 septembre 1898, d'Abram Kagan (Abraham Kaganovitch) et de Mme née Ernestine Arinstein, qui pourrait être, d'après *Le Crapouillot* (n° 23, 1954), un proche parent du Commissaire du Peuple Kaganovitch, beau-frère de Staline[2]. À cette époque, *Seligman et Cie* avaient quatre associés :

1 Un des Raphaël, Lucien, avait pour beau-père Georges Leygues, l'ancien président du Conseil et ministre de la Marine. Lucien Raphaël avait épousé en effet Mlle Thérèse Leygues ; il fut le père de M. Jacques Raphaël-Leygues, conseiller de l'Union française, député-maire de Villeneuve-sur-Lot, ancien mendésiste rallié à De Gaulle qui en fit un ambassadeur.

2 M. Nicolas Kagan est né à Moscou le 11 septembre 1898. Il a épousé Simone Sarraut, fille de Maurice Sarraut, directeur de la Dépêche de Toulouse, nièce d'Albert Sarraut, qui fut plusieurs fois ministre et président

Mme Vve David Washington Seligman, née Sophie Wasserman, Robert Meyer, François Meyer et François Michel, ce dernier fils de Henri Michel et de Mme née Grâce Seligman, fille du fondateur de la banque parisienne. Parmi les commanditaires, outre MM. Robert et Serge-Joël Meyer, Mlle Janine Meyer et Mme Georges Seligman née Jeanne Nathan, figuraient M. François Gamberini, représentant la *Sté Hollando-Continentale*, les dirigeants de la *Sté Okijn Handelmaatschappij* et de la *Nijko Handelmaastschappij*, ainsi que MM. Élie et Maurice Mosseri, de la banque *Mosseri*, du Caire.

Repliée à Riom sous l'Occupation et théoriquement mise sous séquestre comme établissement juif, la banque fut reprise à la Libération par M. Kagan, qui porta le capital à 30 millions. Y souscrivirent notamment les banquiers Yves Bréard de Boissanger, ancien gouverneur de la *Banque de France* et président de la *Société Générale Foncière*, Gomez-Vaez, Léon-Georges Lévy et Pierre-Lémant, de la *Sté Bernard Lévy*, Mme Vve Gustave de Rothschild, etc.

En 1955, le conseil de surveillance de la banque avait pour président M. Prosper Lebert, de la *Bank of Alexandria*, beau-père de M. Jean Millerand, l'un des fils d'Alexandre Millerand, ex-socialiste avancé mué en familier de l'aristocratique « faubourg Saint-Germain », puis président de la République (1920-1924) « démissionné » avant la fin de son mandat. Le deuxième fils du président Millerand, Jacques, devait épouser la fille de Christian Lazard, de la dynastie. Au conseil de surveillance appartenait aussi M. Kurt H. Grunebaum, de la *New York Hanseatic*.

La banque Seligman et Cie fusionna en 1967 avec la banque *Louis-Hirsch et Cie*, sous la raison sociale *Seligman-Louis-Hirsch*, dont le baron Alain de Gunzburg, déjà associé-gérant de *Seligman et Cie*, devint président du conseil d'administration.

---

du Conseil. Simone Sarraut était divorcée de M. Charles Gault, administrateur de sociétés et membre du Conseil d'administration de La Dépêche. M. Kagan, lui-même, était l'un des principaux actionnaires du quotidien. Considéré comme « banquiers officieux » des Soviétiques en France, il a eu la réputation de boursier habile, ayant une grande influence dans certains milieux politiques. Divorcé de Mme Simone Sarraut, il a épousé en secondes noces Mlle Denise Moyrand, nièce du baron André Laurent-Atthalin, ancien président de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

C'est par son mariage avec Madeleine Hirsch, fille du très riche Louis Hirsch (1862-1932), que le baron Jean de Gunzburg, père du baron Alain, entra dans la banque *Louis-Hirsch et Cie*, qui remonterait à 1799.

Les Gunzburg sont une dynastie de financiers israélites, élevés à la baronnie en 1870 par le grand-duc de Hesse. Le fondateur, Gabriel, né à Vilna, en Lituanie, eut pour fils le baron Josef von Günzburg (1812-1870), qui vint s'installer à Paris où il francisa son patronyme en de Gunzburg. Il s'était marié avec une demoiselle Rose Dinin, qui lui donna quatre fils et une fille, dont :

Horace, marié avec Anna Rosenberg, sœur de Mme Sigismond Warburg, de la dynastie de banquiers germano-américains ;

Mathilde, mariée avec Paul Fould, de la dynastie bancaire, dont elle eut : – Louise, devenue Mme Émile Halphen, mère de la baronne Édouard de Rothschild, née Germaine Halphen ; le baron Alain de Gunzburg, président de la banque *Seligman-Louis-Hirsch* se trouve être ainsi cousin du baron Guy de Rothschild, actuel chef de la banque *Rothschild* ; Suzanne, devenue Mme Raoul Gradis, des financiers et importateurs bordelais ; – Mathilde, qui sera comtesse Henry de Courcy ;

Salomon, qui épousa Henriette Goldschmidt, des pétroles, dont il eut : – Jean, marié avec Madeleine Hirsch, fille du banquier Louis Hirsch, dont il devint associé ; – Robert, qui épousa Lucy Deutsch de la Meurthe, des pétroles ; – Marguerite, future Mme Robert de Bauer.

Cette généalogie, très simplifiée, montre la complexité des imbrications à la fois familiales et financières de la branche Lazard-David-Weill.

Mais il est encore d'autres descendants des Lazard à posséder des intérêts dans la banque *Lazard frères et Cie*. C'est le cas de Mme Simone Lucie Élisa Lazard, descendante d'Élie Lazard, qui avait épousé en premières noces Mme Lucie Jeanne Goldschmidt. Divorcée de M. Paul de Saignard, marquis de La Fressange, puis veuve de Maurice Petsche, plusieurs fois ministre des Finances sous les III^{e} et IV^{e} Républiques, elle s'est remariée avec M. Louis Jacquinot, qui fut lui aussi ministre sous les IV^{e} et V^{e} Républiques.

La banque *Lazard et Cie* a d'autres accointances avec la politique. C'est ainsi que, parmi ses gérants, figurait M. Frédéric Bloch-Lainé, inspecteur des Finances, agent financier du gouvernement aux États-Unis de 1914 à 1928, entré à la banque en

1929. Chargé de mission aux États-Unis de 1940 à 1945, il revint à la banque dont il fut le principal animateur jusqu'à sa mort en 1954. Pendant ce temps, son fils François, inspecteur des Finances lui aussi, faisait carrière dans l'Administration. En 1947, il était directeur du Crédit, en 1951, directeur du Trésor, en 1954, président de la *Caisse Générale des Dépôts et Consignations*, dont l'importance des liquidités l'ont fait « dictateur du crédit ». Mais, en même temps, M. François Bloch-Lainé était membre du Conseil général de la *Banque de France*, censeur du *Crédit National*, administrateur du *Crédit Foncier de France*, du *Sous-Comptoir des Entrepreneurs*, de l'*Omnium Nord-Africain*, de la *Cie Internationale des Wagons-Lits*, de la *Sté de l'Ouenza*. Depuis 1972, M. François Bloch-Lainé est président-directeur général du *Crédit Lyonnais*, et il a la haute main sur les banques nationalisées.

*

C'est au président du Conseil radical-socialiste Édouard Daladier que l'on doit d'avoir baptisé ces dynasties, au Congrès radical de Nantes, le 28 octobre 1934, quand il déclara :

« Deux cents familles sont maîtresses de l'économie française et, en fait, de la politique française. Ce sont des forces qu'un État démocratique ne devrait pas tolérer, que Richelieu n'eût pas tolérées dans le royaume de France. L'influence des deux cents familles pèse sur le système fiscal, sur les transports, sur le crédit. Les deux cents familles placent au pouvoir leurs délégués. Elles interviennent sur l'opinion publique, car elles contrôlent la presse »[1].

Les « *Deux Cents Familles* » : l'expression a fait fortune pour désigner ces dynasties politico-financières dont Édouard Daladier – on ne peut mieux placé pour le savoir – critiquait les agissements. Le chiffre de deux cents donne à croire qu'il pensait aux membres de l'Assemblée Générale de la *Banque de France*.

En réalité, comme le font observer les auteurs qui se sont penchés sur le problème de ces dynasties, notamment MM. Augustin Hamon et Henry Coston, ces « Deux Cents Familles » quelles qu'en soient l'origine, la race ou la religion, sont toutes liées entre elles par une étonnante complexité de parenté où l'« on finit toujours en fin de

1 Sténographie officielle du Congrès radical de Nantes, 1934, journée du 28 octobre.

compte par retomber sur les mêmes noms ». Elles finissent par ne former « qu'une seule et même famille, une sorte de caste qui n'est plus l'Aristocratie et qui n'est plus la Bourgeoisie, qui tient des deux par les liens du sang et par les liens de la fortune, et qui constitue UNE VÉRITABLE OLIGARCHIE DONT L'ÉTAT EST LA CHOSE QUELLE QUE SOIT LA FORME DU RÉGIME »[1].

*

Cet état de choses n'est pas particulier à la France. Déjà, dans son numéro du 24 décembre 1912, la *Wiener Freie Presse* rapportait une confidence de Walther Rathenau, qui devait être ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar.

« Trois cents hommes, dont chacun connaît tous les autres, gouvernent les destinées du continent européen et choisissent leurs successeurs dans leur entourage. »

Et, en 1938, l'Américain Ferdinand Lundberg intitulait un livre, devenu classique : *America's 60 Families* (Les « 60 Familles » d'Amérique), dans lequel il démontrait que soixante familles seulement gouvernent les États-Unis financièrement et politiquement, avec des parentés entre elles.

La dynastie des Lazard offre un exemple caractéristique d'une évolution concertée du *Système*.

Évolution qui se traduit par des fusions, des regroupements, des prises de participation, des ententes entre les grandes banques internationales des deux côtés de l'Atlantique. Alors que, parallèlement, les diverses branches européennes et américaines de ces banques, Morgan, Rockefeller, Warburg, Rothschild, Oppenheim, Seligman, etc., ont tendance à contracter des alliances de familles plus ou moins croisées.

Il semble bien que LA HAUTE BANQUE INTERNATIONALE CHERCHE À CONSTITUER UNE DYNASTIE UNIQUE, MAÎTRESSE DE LA PUISSANCE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE DU MONDE.

LES TECHNOCRATES

Le *Dictionnaire de la Politique française* définit :

– *Technocratie* – Système qui place le pouvoir d'organisation et de décision à l'échelon de l'État ou à celui de la grande entreprise

1 Henry Coston – Le Retour des « 200 Familles » – Paris, 1960, p. 168.

entre les mains de techniciens. Les Technocrates sont liés par une formation commune (grandes écoles : Polytechnique, Sciences Politiques, E.N.A., H.E.C.), un « esprit de corps », ne sont pas seulement des techniciens, mais des *partisans du gouvernement des techniciens*.

Aussi longtemps que la taille des entreprises est restée dans certaines limites, les financiers ont pu exercer le contrôle soit directement, soit par des mandataires recrutés dans leur milieu.

La tendance au gigantisme, avec les trusts, les holdings et les multinationales, a contraint la Haute Finance à concéder les responsabilités de direction à une nouvelle catégorie de techniciens : les *managers* ou spécialistes en gestion, seuls aptes à résoudre les problèmes posés par la dispersion des entreprises intégrées, la diversité de leurs activités et la « sophistication » croissante de la technique et de la commercialisation. L'« ère capitaliste » fait place à la « société directoriale » prophétisée dès 1941 par l'Américain James Burnham dans son livre célèbre : *The Managerial Revolution* (La Révolution des Directeurs)[1].

Cette évolution, le philosophe espagnol Georges Uscatesco l'explique par « la séparation entre la propriété et le contrôle » de l'entreprise et par « l'extension de la propriété et du contrôle de l'État, ce qui contribue à l'affaiblissement et à la suppression du capitalisme ». « La transition est achevée, écrit M. Uscatesco, lorsque la majeure partie des instruments de production est passée sous le contrôle de l'État. À ce moment, l'« État limité » du capitalisme se trouve remplacé par l'État directorial « illimité », et la société directoriale s'établit »[2].

En fait, donc, dans la « société directoriale », on retrouve à la fois du collectivisme et du national-socialisme, encore que ses tenants s'en défendent.

Il n'est pas de notre propos de discuter ici des avantages et des inconvénients de la « société directoriale ». Mais à la lumière de

1 Traduction française publiée en 1947 sous le titre L'Ère des Organisateurs, avec préface de Léon Blum qui critique fortement la thèse de l'auteur.
2 Georges Uscatesco – El problema de Europa – Cuadernos Europeos, Madrid, 1949 – traduit en français sous le titre Mort de l'Europe ? – Paris, 1957, P. 198-199.

l'expérience à laquelle nous assistons depuis une trentaine d'année, il apparaît que ce qui nous menace, suivant la formule de M. Erich Fromm, « ce n'est pas le vieux fantôme du communisme et du fascisme. C'est un spectre nouveau : une société complètement mécanisée, soumise à la production maximale et à la consommation et dirigée par des ordinateurs »[1].

*

Par la variété et la complexité croissante de ses interventions et de ses participations – en particulier dans les sociétés d'économie mixte (autoroutes, téléphone, etc.) – et par ses nationalisations ou monopoles (S.N.C.F., E.D.F., Charbonnages, Renault, Banques, etc.) l'État a dû avoir recours, lui aussi, aux techniciens, fonctionnaires et conseillers qui, dans les postes élevés, font figure de « directeurs ».

Comme ces postes élevés sont en même temps des postes-clés, dont les titulaires jouissent d'une autonomie à peu près sans contrôle, comme leurs initiatives ne sauraient être contestées par leurs pairs, avec lesquels, parlant le même langage, il leur est facile de se concerter, la tentation est grande de se conduire en autocrates et de *s'arroger une partie du pouvoir de décision qui est politique*. Ils sont alors des *technocrates*.

*

Pour parler le même langage, les technocrates doivent avoir une formation commune. Elle leur est dispensée plus spécialement par quatre organisations, théoriquement concurrentes, mais ayant entre elles de nombreuses accointances : l'École Polytechnique, l'École libre des Sciences politiques, l'Inspection des Finances et l'École Nationale d'Administration.

La plus ancienne, l'*École Polytechnique*, fondée en 1794 sur l'initiative de Monge et de Carnot, reçut en 1804 de Napoléon l'internat et le régime militaire. Elle est destinée à fournir des ingénieurs pour les divers corps de l'État et des officiers pour la Marine nationale, le Génie et l'Artillerie.

Elle a toujours témoigné d'un esprit très « libéral », comme en témoigne la présence de ses élèves sur les barricades des « Trois Glorieuses » journées de juillet 1830.

1 Erich Fromm – Espoir et Révolution – Stock, 1971, d'après Georges Friedmann – « La Révolution de l'Espoir » in Le Monde, 23 février 1971.

L'*Inspection des Finances* fut créée, en 1801, par le Premier Consul, comme service de vérification des Caisses publiques. Trente ans plus tard, le baron Louis la transforma en un corps de fonctionnaires destinés à fournir à l'État ses cadres administratifs, permanents pour l'application des principes de l'économie libérale, mise à la mode par l'école anglaise.

L'*École libre des Sciences politiques* (« *Sciences Po* ») a été instituée en 1871 par Eugène Boutmy, reprenant à son compte l'idée de l'École d'Administration de la République de 1848. Elle a pour objet la préparation aux concours d'entrée des grandes administrations : Affaires étrangères, Conseil d'État, Intérieur, Cour des Comptes, Inspection des Finances, etc., ainsi que des grandes entreprises publiques ou privées, Banque de France, établissements de crédit, assurances, chemin de fer etc.

Pépinière d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires et de chefs de grandes entreprises tout au cours de la III^e^ République, Sciences Po fut jugée trop libérale par le Gouvernement Provisoire qui, en 1945, la nationalisa sous la dépendance de l'Université, en la transformant en Institut d'Études Politiques (I.E.P.).

Le corps enseignant fut recruté dans le monde des affaires, l'Administration, la politique, l'Université. Il est significatif qu'y figurent ou y aient figuré : MM. François Bloch-Lainé, qui fut pendant des années président de la *Caisse Générale des Dépôts et Consignations* et qui est considéré comme un des plus avérés technocrates ; Gabriel Chéneaux de Leyritz, président de la *Fédération Française des Compagnies d'Assurances* ; Jacques Georges-Picot, inspecteur des Finances, ex-directeur de cabinet de Charbin, secrétaire d'État au Ravitaillement de Vichy (1941-1942), président de la *Compagnie Financière de Suez*, etc. ; Louis Rosenstock-Franck, polytechnicien, inspecteur des Finances, qui en 1937, appartenait au Conseil d'administration du « synarchiste » *Centre Polytechnicien d'Études Économiques* (C.P.E.E.), devint, en 1949, Directeur général des Prix et des Enquêtes économiques (« dictateur aux prix »), puis membre du Conseil général de la *Banque de France* ; Jacques Rueff, polytechnicien, inspecteur des Finances, professeur au C.P.E.E., cité comme « synarchiste » dans le Rapport Chavin, titulaire de hauts postes dans l'Administration et membre de l'Académie Française depuis 1964 ; Alfred Sauvy, membre du C.P.E.E. et de plusieurs organisations « synarchistes », haut

fonctionnaire de la III^e^ République, de l'État français, les IV^e^ et V^e^ Républiques[1].

L'appartenance de ces personnalités au corps professoral suffit, à elle seule, à prouver les liaisons qui existent entre l'I.E.P., l'École Polytechnique et l'Inspection des Finances, la « pépinière des technocrates ».

Malgré quoi, comme le constate M. André Passeron, « les concours propres à chaque administration et à chaque grand corps avaient avant la guerre créé autant de « chapelles » où le cloisonnement accentuait la cooptation et le népotisme »[2].

Pour y remédier, M. Michel Debré, ancien élève de Sciences Po et pour lors chargé de la réforme administrative au cabinet du général De Gaulle, établit en 1945, avec la collaboration de M. Pierre Cot, le statut d'une *École Nationale d'Administration* (E.N.A.), ayant dans ses attributions le monopole du recrutement de la fonction publique, aussi bien pour les grands corps (Conseil d'État, Cour des Comptes, Inspection des Finances) et pour les corps les plus spécialisés (Affaires étrangères, expansion économique à l'étranger, tribunaux administratifs, Ville de Paris) que pour les cadres des ministères (administrateurs civils) – on y ajoutera plus tard le corps préfectoral.

Mais les résultats n'ont pas répondu à l'attente des promoteurs de l'E.N.A. qui, en fait, est devenue une « super-Sciences Po ». Loin de recevoir une préparation de futurs agents de l'État ouverts aux réalités économiques et humaines, les élèves, en trois ans d'études, sont transformés en théoriciens super-bachoteurs, uniquement occupés de leur rang de sortie qui décidera de la branche administrative dans laquelle ils effectueront leur carrière de super-ronds-de-cuir ou, suivant l'expression de l'« énarque » de haut rang qui se dissimule derrière le pseudonyme de Jacques Mandrin, de « scribes hiérarchisés »[3].

Quelle meilleure formation de technocratie pourrait-on leur donner ?

---

1 Sur la Synarchie, voir Ch. XIII, infra.

2 André Passeron – « La révolution de poche des Énarques » in La Vie des Cadres, oct-nov. 1972. M. Passeron, rédacteur au Monde, est président de la Presse parlementaire.

3 Jacques Mandrin (pseudonyme de J.-P. Chevènement) – L'Énarchie – Paris, 1967.

*

Or ces diverses institutions ont un point commun : autant il est difficile d'y entrer, autant on y reste peu. À titre d'exemple, la revue *Entreprise* relevait, dans son numéro du 26 octobre 1957, que, sur les 287 inspecteurs des Finances dénombrés à cette date, 184, c'est-à-dire près des deux tiers, avaient « pantouflé » (quitté le service) pour prendre des postes importants hors de l'Inspection. Pour Polytechnique, Sciences Po et l'E.N.A., les pourcentages seraient du même ordre.

Une partie non négligeable de leurs diplômés s'oriente vers la politique, le plus souvent par le biais des services et cabinets ministériels. C'est ainsi qu'en 1955, sur 109 inspecteurs des Finances hors-cadres, 30 se trouvaient dans des directions ou cabinets, dont 12 dans le seul cabinet d'Edgar Faure (1955-1956).

Sans remonter plus haut que la V^e^ République, Polytechnique (X), l'Inspection des Finances (I.F.), Sciences Po (Sc. Po.) et l'École Nationale d'Administration (E.N.A.) ont fourni notamment : – des ministres, Félix Gaillard (I.F.), Wilfrid Baumgartner (I.F.), Albin Chalandon (I.F.), Pierre Guillaumat (X), entre autres ; – des Premiers Ministres, Michel Debré (Sc. Po.), Jacques Chaban-Delmas (I.F.), Jacques Couve de Murville (I.F.), Jacques Chirac (S.Po, E.N.A.) ; voire même deux Présidents de la République, Georges Pompidou (S.Po) et Valéry Giscard d'Estaing (X, I.F., E.N.A.).

Une autre partie des « pantouflards » se dirige vers les organismes internationaux, *O.N.U.*, *O.T.A.N.*, *O.E.C.E.*, *C.E.C.A.*, etc., ou encore vers les entreprises nationalisées, *Banque de France*, *Crédit Lyonnais*, *Air-France*, *E.D.F.*, *G.D.F.*, compagnies d'assurances, etc. ; mais la majeure partie « se reconvertit » dans les grosses entreprises privées, banques, industrie, distribution, prestation de services, où ils occupent les hauts postes d'administration. Ce faisant, d'une part, ils échappent aux aléas de l'« avancement » – aux innombrables « peaux de bananes » –, à la fastidieuse routine administrative, tout en étant honorés de traitements très supérieurs à ceux consentis au service de l'État.

Comme ils arrivent dans ces nouveaux emplois auréolés du prestige de leurs diplômes et comme il ne saurait même leur venir à l'idée de transiger sur les idées qui leur ont été inculquées au cours de leurs études, ils s'attachent à la technocratisation du secteur privé. Ainsi s'explique la vague de planification qui submerge notre pays, avec des résultats au moins discutables.

Cette évolution technocratique, issue des pays anglo-saxons, n'est pas limitée à la France : elle s'étend au monde industrialisé.

C'est ainsi que, dans son numéro du 29 juin 1970, *Valeurs Actuelles* écrivait :

« Ambitieux, sûrs d'eux-mêmes, cinq jeunes technocrates dominent, dans les coulisses, la scène politique en Allemagne fédérale.

« Horst Ehmke, quarante-deux ans, ministre à la Chancellerie, Ralf Dahrendorf, quarante ans, secrétaire d'État parlementaire au ministère des Affaires étrangères, Klaus von Dohnanyi, quarante et un ans, secrétaire d'état parlementaire du ministère de la Recherche scientifique, Klaus Dieter Arndt, secrétaire d'État, parlementaire au ministère des Affaires économiques, Ehrard Eppler, quarante-deux ans, ministre pour la Coordination économique. »

Leur programme est résumé par M. von Dohnanyi : « La politique est une impulsion créatrice, de même que l'art, mais pour moi, l'art n'est pas suffisamment rationnel. » Ne croirait-on pas entendre le Roubachof d'Arthur Koestler dans *Le Zéro et l'Infini* : « Nous avons jeté par-dessus bord toutes les conventions, notre principe directeur est celui de la conséquente logique. »

C'est sous le signe de cette « conséquente logique » que, à en croire M. Jean-Paul Pigasse, une révolution couverait au Kremlin. Il serait « le théâtre de luttes de plus en plus voyantes » entre le Parti, l'armée et de nouveaux venus, les technocrates, dont l'« insertion dans la vie de l'U.R.S.S. s'est faite sans bruit », mais qui jouent « dans la vie quotidienne de l'Union soviétique un rôle essentiel ».

« Ses chefs, assure M. Pigasse, se trouvent dans la hiérarchie juste au-dessous des grands ténors du comité central. Ils constituent le gouvernement réel de l'Union soviétique et cherchent sans cesse à accroître leurs pouvoirs au détriment du parti »[1].

*

Dans *Le Figaro* du 11 août 1955, l'académicien André Siegfried, qui semble s'être quelque peu mouillé dans l'aventure synarchiste, écrivait déjà au sujet des technocrates :

« Quand l'élite de ces techniciens pénètre au cœur même des

1 J.-P. Pigasse – « Kremlin : la révolution qui couve » Entreprise, 22 février 1969.

grandes entreprises, au point d'en faire partie intégralement, il arrive que, de techniciens, ils deviennent à leur tour attachés à la conception et aux traditions des grandes affaires, tendant dès lors à se distinguer de leurs camarades devenus dirigeants des entreprises nationalisées. Par eux, les féodalités industrielles ou financières retrouvent en partie leur puissance, dont l'action s'exerce d'autant plus facilement sur les technocrates de l'administration que ce sont souvent des condisciples. »

Mais les « féodalités industrielles et financières » ne sauraient se contenter de « retrouver en partie leur puissance » – si tant est qu'elles l'avaient perdue, ce qui serait à démontrer. De toute manière, pour l'accroître et la consolider, elles ont employé leurs vieux procédés : d'une part, incorporer à leurs dynasties, par mariage, les plus brillants des technocrates et, d'autre part, diriger leurs propres rejetons vers les « fabriques de technocrates », où ils représentent plus des trois quarts des élèves.

CONSCIENTES DE L'ÉVOLUTION QUI TEND À REMPLACER L'ÉCONOMIE CAPITALISTE LIBÉRALE PAR LA SOCIÉTÉ DIRECTORIALE, LES DYNASTIES DE LA HAUTE FINANCE S'EMPLOIENT À MAINTENIR LEUR HÉGÉMONIE EN PLAÇANT LEURS REPRÉSENTANTS TECHNOCRATES AUX LEVIERS DE COMMANDE DE LA POLITIQUE, DE L'ADMINISTRATION, DU SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVÉ, ASSURANT AINSI LEUR MAINMISE TOTALE SUR LE PAYS.

DEUXIÈME PARTIE

LES PROCÉDÉS DU SYSTÈME

... Toute votre instruction est à refaire si vous n'aviez pas compris à travers vos manuels d'histoire pour le passé, et en ouvrant vos yeux dans le présent, que tout bouleversement politique a commencé par les palabres secrètes de quelques hommes réunis dans une société de pensée, — continué par l'action secrète de leurs disciples, – et que si cela n'a pas toujours, pas souvent réussi, s'il y a eu infiniment plus de conspirations que de révolutions triomphantes, en tout cas il n'y a jamais de grand, de vrai, de profond changement politique sans société secrète au départ.

PIERRE NORD
Colonel André Brouillard, ancien chef des Services de Renseignements français – Vols de Vautours sur le Congo Fayard, 1961, p. 126.

Il n'y a pas de mouvement prolétarien qui n'ait agi dans l'intérêt de l'argent, dans le sens indiqué par l'argent et pendant le temps permis par l'argent – et cela sans que les idéalistes parmi ses dirigeants en aient le moindre soupçon.

OSWALD SPENGLER
Le Déclin de l'Occident.

Nous devons tout détruire aveuglément, avec cette seule pensée : le plus possible et le plus vite possible.

ADAM WEISHAUPT
Notes personnelles
retrouvées dans ses papiers après sa mort.

Chapitre V

Prolégomènes de la Révolution française

En 1769, lorsqu'au départ de Choiseul Louis XV nomma l'abbé Terray contrôleur général, ce dernier se trouva devant une caisse vide, un arriéré de 100 millions de dette exigible, un an et demi d'impôts dépensés par anticipation et un budget de dépenses de 220 millions de livres pour une prévision de recettes de 157 millions. Déficit qui ne fit que s'aggraver sous Louis XVI, surtout après le départ de Turgot. Et en octobre 1776, Necker devint Directeur général des Finances.

Né en 1732, fils d'un avocat prussien professeur de droit germanique à Genève, Necker entra, en 1748, à la banque Isaac Vernet. Luthérien, il embrassa le calvinisme, se fit initier à la franc-maçonnerie et, en 1750, il se trouvait à Paris, au siège de la banque, comme associé de Vernet. Ayant soudoyé un commis des Affaires étrangères, Necker eut connaissance des pourparlers secrets de paix entre la France et l'Angleterre. Il rafla à vil prix toutes les valeurs anglaises qu'il put trouver sur le marché et, après le traité de Paris (10 février 1763), il les revendit avec, dit-on, un bénéficie de 1 800 000 livres. Une opération du même ordre sur des créances canadiennes acheva d'en faire un des personnages les plus riches du royaume.

Avec une munificence ostentatoire et intéressée, il recevait à table ouverte ses FF.·. philosophes et publicistes qui lui firent la réputation d'« homme éclairé ». Grâce à quoi, en octobre 1776, Louis XVI appelait au contrôle général Taboureau des Réaux, simple prête-nom pour Necker qui, protestant, ne pouvait recevoir le titre.

Pour satisfaire aux besoins du Trésor, il emprunta sans mesure et aux plus dispendieuses conditions. En quatre ans, la dette était passée à plus d'un demi-milliard de livres et la majeure partie des emprunts étant consacrée à payer les intérêts des précédents. Politique soutenue par les banquiers, presque tous étrangers, Genevois surtout, comme Mallet, Hottinguer, Mirabaud, Vernes, qui y trouvaient leur compte.

À quoi il faut ajouter que pour s'assurer les concours dont il avait besoin pour désarmer ses adversaires, Necker n'hésitait pas à payer un bon prix… sur la caisse de l'État.

Mais certains esprits clairvoyants s'apercevaient bien que de telles pratiques conduisaient le régime à sa perte. D'autant que, à son impéritie en finances il ajoutait des opinions politiques « philosophiques » et libérales, tirées de son initiation maçonnique. Après que, le 19 février 1781, Necker eût publié son *Compte rendu au Roi* – qualifié aussitôt de « Conte bleu » par Maurepas faisant allusion à la couleur de sa couverture –, Vergennes, dans un *Mémoire sur le Compte rendu de Necker*, observait : « Il s'est engagé une lutte entre le régime de la France et le régime de M. Necker… M. Necker, avec ses plans genevois et protestants, est tout prêt pour établir en France un système dans la finance ou une ligne dans l'État ou une Fronde contre l'administration établie… Son compte rendu en dernier résultat est un pur appel au peuple, dont les effets pernicieux à cette monarchie ne peuvent encore être ni sentis ni prévus. » Ce que l'auteur anonyme de la *Lettre d'un bon Français*, opuscule clandestin de vingt-deux pages largement diffusé, condensait dans une apostrophe à Necker : « Après avoir commencé comme Law, voudriez-vous finir comme Cromwell ? »

Necker, enivré par son succès auprès d'une coterie entraînée par son encombrante fille, Mme de Staël, eut l'outrecuidance d'exiger, sous menace de démission, son entrée au Conseil du Roi. Le 19 mai 1781, Maurepas faisait décider son renvoi ; aussitôt tout ce que Paris comptait de « philosophes », de francs-maçons, de financiers et de folliculaires à leurs ordres se déchaîna contre ses successeurs, Joly de Fleury, Lefèvre d'Ormesson, Calonne et Loménie de Brienne. D'Angleterre où il s'était réfugié, Calonne ripostera par la publication, en avril 1787, de la *Réponse de M. de Calonne à l'écrit de M. Necker*, très documentée, par laquelle « l'inexactitude du Compte rendu fut désormais certaine et la démonstration était faite qu'en dépit des assertions de Necker, le déficit s'était accru de 1776 à 1781 »[1]. Ce que la coterie de Staël ne lui pardonna pas : d'où la campagne délirante de calomnies, d'insinuations par pamphlets, libellés, factums dont la mémoire de Calonne reste encore marquée de nos jours.

1 Pierre Jolly – Calonne – 1734-1802 – Plon, 1949, p. 226-227.

Au surplus, toute une conjuration d'intérêts politiques et financiers s'employait à travailler l'opinion pour la pousser à réclamer le retour de Necker. Si bien qu'après la banqueroute du 16 août 1788, Louis XVI se résigna, dix jours plus tard, à rappeler Necker.

Le retour de Necker donna lieu à d'extravagantes manifestations savamment orchestrées par les financiers et par toute la clique de révolutionnaires de salons, de philosophes, de parlementaires, de francs-maçons, qui en attendaient la réunion des États généraux, annoncée par Brienne pour le 1er mai 1789.

Et Necker reprit sa désastreuse politique financière. Dans le *Compte du Trésor* de 1788, « premier et dernier budget de la monarchie », à côté de 503 millions de livres de recettes, on prévoyait 629 millions de dépenses et 136 millions d'emprunts. Le seul service de la dette exigeait 318 millions, soit plus de la moitié des dépenses.

Le 27 décembre 1788, dans son rapport au Conseil du Roi sur le « doublement » du Tiers aux futurs États généraux, Necker, dûment chapitré par sa fille – c'est probablement elle qui a rédigé le rapport, ou du moins y a-t-elle collaboré –, prend nettement position en faveur du Tiers et, en même temps, il prêche pour sa paroisse :

« Les richesses mobilières et les emprunts du gouvernement ont associé le Tiers-état à la fortune publique ; les connaissances et les lumières sont devenues un patrimoine commun… Il est une multitude d'affaires publiques dont lui seul a l'instruction, telles que les transactions du commerce intérieur et extérieur, l'état des manufactures, les moyens les plus propres à les encourager, le crédit public, l'intérêt et la circulation de l'argent, l'abus de perceptions, celui des privilèges, et tant d'autres parties dont lui seul a l'expérience… La cause du Tiers aura toujours pour elle l'opinion publique… Le vœu du Tiers-état, quand il est unanime, quand il est conforme aux principes de l'équité, s'appellera toujours le vœu national, le consacrera : le jugement de l'Europe l'encouragera… »

Vergennes avait vu juste : de plus en plus Necker voulait s'appuyer sur le peuple, et les « effets pernicieux » de cette politique allaient se traduire, quatre ans seulement plus tard, par l'exécution de Louis XVI.

Le 5 mai 1789, ouverture des États généraux. Le 17 juin, le Tiers s'érige en Assemblée nationale. Le 11 juillet, Louis XVI renvoie Necker.

Connu à Paris dans l'après-midi du 12 juillet, ce renvoi provoqua

une violente agitation. Les billets de la Caisse d'Escompte tombèrent de 4 265 livres à 4 165. Les agents de change décidèrent de ne pas ouvrir la Bourse le lendemain. Excitée par les meneurs du Palais-Royal – ici se place l'épisode de Camille Desmoulins montant sur une chaise et arborant à sa boutonnière une feuille verte, couleur de la livrée de Necker –, la populace se livra à des excès et s'arma en pillant les boutiques d'armuriers. « Quant aux banquiers, ils descendirent dans la rue avec leur famille et leur personnel et mirent à la disposition des révolutionnaires argent, locaux, armes et provisions. Deux d'entre eux, Delessert et Prévoteau, avancèrent pendant plus d'un mois les sommes nécessaires à l'entretien d'un bataillon »[1].

Le 14 juillet, la foule envahit l'Hôtel des Invalides, s'y empara de fusils et de canons, puis, vers midi, marcha sur la Bastille que lui livra le gouverneur de Launay[2]. Le 15, Necker était rappelé par Louis XVI « prêt à tous les abandons ».

Dans la nuit du 4 août, abolition des privilèges : les finances de l'État n'en étaient pas améliorées pour autant. D'autant que, cette fois, le charlatanisme de Necker se montra impuissant. « L'Assemblée, informée des besoins urgents de l'État, décréta, le 9 août, un emprunt de 39 millions à 4,5 % ; un nouvel emprunt de 80 millions à 5 % le 27 août ; ni l'un ni l'autre ne furent couverts »[3]. Et, le 10 octobre, Talleyrand, évêque d'Autun, proposait de remettre les biens du clergé à la disposition de l'État, proposition acceptée le 2 novembre par l'Assemblée.

Le 19 décembre, création de la *Caisse de l'Extraordinaire*, chargée d'émettre des bons ou *assignats*, portant intérêt à 5 % et remboursables non en espèces, mais en bien-fonds constitués par les biens d'Église et les domaines de la Couronne, jusqu'à concurrence de 400 millions. En 1790, le taux d'intérêt fut réduit à 3 %, puis, le 29 septembre, Mirabeau fit voter une nouvelle tranche de 800 millions sans intérêt cette fois. Et en novembre, les assignats eurent cours forcé. Selon l'expression de M. Pierre Gaxotte : « Après un an de

1 Pierre Gaxotte – La Révolution française – Fayard, 1928, p. 131-132.
2 On est depuis longtemps fixé sur la « spontanéité » du mouvement populaire qui aboutit à la prise de la Bastille ; elle fait partie des légendes que s'obstinent à propager les manuels scolaires et les historiens « engagés ».
3 Albert Soboul – Histoire de la Révolution française – Éditions sociales, 1962 – rééd. Gallimard, coll. « Idées », 1967, T. I, p. 193.

tâtonnements, la Révolution avait trouvé sa politique financière : l'inflation ».

De 1790 à 1796, le total des émissions allait atteindre 45 milliards 518 millions.

Mais dès 1790, complètement discrédité, Necker avait pris la sage précaution de disparaître de la scène politique et de se retirer à Coppet, où il mourait en 1804.

*

Necker avait-il « commencé comme Law » et aurait-il voulu « finir comme Cromwell » ?

D'un Law, il était loin d'avoir l'envergure. Il ne présenta jamais un vrai « système de la finance ». Sa politique se réduisait à la facilité, son système à l'emprunt. « M. Necker a su, le premier et le seul parmi les ministres, obtenir du crédit en France », a déclaré Mme de Staël. Talent qui, de l'avis du conventionnel Cambon, fut une des causes de la Révolution.

Quant à jouer le Cromwell français, peut-être, dans son incommensurable fatuité, y a-t-il pensé. Mais il n'en avait nullement l'étoffe. Il ne conçut aucun programme de gouvernement. Inconscient de la gravité des événements, il ne sut que pratiquer « la politique du chien crevé au fil de l'eau », comme André Tardieu devait plus tard stigmatiser une carence analogue.

« Qu'est-ce que Necker ? Un financier qui voit tout le royaume de la rue de Vivienne », a déclaré Mirabeau. Aussi a-t-il pour lui les bourgeois qui pensent à leurs rentes, les agioteurs qui ont joué à la hausse, les agents de change qui manipulent la Bourse ; et la foule, soigneusement « intoxiquée », suit les hommes d'argent. Ceux-ci soutiennent Necker aussi longtemps que sa politique d'emprunts leur permet des agiotages aux bénéfices considérables et sans risques. Le jour où, tout crédit épuisé, la création des assignats leur offre de plus profitables occasions, Necker ne leur est plus utile : ils le lâchent sans ménagements, et le mythe Necker s'effondre.

*

Mais à côté de ces financiers dont les intérêts sont évidents, on trouve la camarilla des grands seigneurs, les parlementaires, la haute bourgeoisie libérale et les philosophes. De leur part, le soutien de Necker n'était qu'une manifestation de Fronde à l'égard du pouvoir monarchique – comme l'avait bien vu Vergennes –, un épisode dans l'exécution d'un plan positivement politique.

Au vrai, il s'agissait bel et bien d'un complot contre le régime, tramé dans la *Société de l'Harmonie* qu'avait fondée le fameux docteur Mesmer, du « baquet magnétique ». Sous prétexte d'étudier le magnétisme animal, des représentants des grandes familles d'épée, Noailles, Ségur, La Fayette et jusqu'au duc d'Orléans, se retrouvaient avec les parlementaires d'Éprémesnil, Condorcet, Duport, Hérault de Séchelles, Fréteau, pour jeter les bases d'une monarchie constitutionnelle, inspirée des idées de l'archevêque Fénelon et du président de Montesquieu, où ils espéraient jouer un rôle politique à la manière de l'aristocratie anglaise.

Pour la réussite de ce complot, il fallait le désordre, l'anarchie, qui suscitent le désarroi et la peur, afin qu'une « minorité active » et organisée puisse s'emparer du pouvoir. Aussi longtemps que la politique de Necker contribua à créer le malaise social, les conjurés le soutinrent ; l'objectif atteint, ils l'abandonnèrent.

Or, cette minorité, c'est celle des Clubs, que les conjurés avaient installés dans toute la France et qui se tenaient en liaison régulière entre eux et avec les députés aux États généraux dont ils avaient assuré l'élection. Les nouvelles plus ou moins vraies, plus ou moins tendancieuses circulaient ainsi dans tout le pays, maintenant en agitation permanente les populations des villes et des campagnes.

Et pour chef d'orchestre unanimement reconnu : le duc d'Orléans, premier prince du sang et propre cousin du roi, le futur régicide Philippe Égalité. Il y sacrifia des sommes astronomiques. Au point qu'après avoir été le personnage le plus riche du royaume, avec des biens estimés à cent quatorze millions de livres, lorsqu'il sera guillotiné en 1793, il aura soixante-quinze millions de dettes auprès de deux mille cinq cents créanciers.

C'est qu'il avait prodigué les millions à entretenir une foule de pamphlétaires, de tribuns d'Assemblée et de place publique, d'émeutiers, de salonnards et d'espions. Il subventionnait le *Club des Trente*, fondé par un de ses familiers, le conseiller au Parlement Adrien Duport, et dont faisaient partie l'abbé Sieyès, qui sera Directeur, Consul, sénateur d'Empire, le duc de Biron, général de la Révolution, le marquis de Condorcet, philosophe et mathématicien, l'évêque d'Autun Maurice de Talleyrand-Périgord, Gabriel Honoré Riquetti comte de Mirabeau, le duc de Montmorency-Luxembourg, le marquis de La Fayette, le duc de La Rochefoucauld, le vicomte de Noailles, ce cadet sans fortune à l'origine de la Nuit-du-4-août, Pierre

Louis de Lacretelle, futur membre de l'Institut, les deux intendants Trudaine, etc. Le duc d'Orléans subventionnait aussi les *Réunions de Viroflay* et le *Club de Valois*, installé au Palais-Royal même, ces deux groupements réunissant chacun divers membres du Club des Trente, dont certains appartenaient encore à la *Société des Amis des Noirs*, à la Société chez le Banquier Kornmann, qui avait succédé à l'ancienne *Société de l'Harmonie*, de Mesmer, etc., ces imbrications entre clubs assurant les liaisons et la transmission des consignes.

L'attitude du duc d'Orléans peut surprendre ; elle s'explique, toutefois. Outre la jalousie traditionnelle de la branche cadette envers la branche aînée, il existait entre elles un contentieux remontant à Louis XIV, qui ne s'était pas montré très tendre à l'égard de son frère, souche des Orléans. Et le futur Philippe Égalité avait une ambition : se faire décerner la lieutenance générale du royaume qui lui permettrait d'exercer le pouvoir à la place de l'indécis Louis XVI et, au besoin, de le détrôner avec substitution de descendance. Pour parvenir à ses fins, tout lui était bon, jusqu'à l'appui de l'étranger, jusqu'au vote régicide du 17 janvier 1793[1].

*

Car on ne saurait supposer l'étranger indifférent aux affaires intérieures françaises et s'abstenant de s'en tenir informé, voire même d'y prendre part. N'était-ce pas la raison pour laquelle, sous couvert de « philosophie », Frédéric II de Prusse avait protégé Voltaire, comme Catherine II de Russie, Diderot ? Sans parler des

---

1 À la vérité, si l'on en croit Henri d'Alméras, Orléans « était fait pour une vie d'insouciance, de paresse, de plaisir et même de crapule, et s'il eût été libre, il n'en aurait pas voulu d'autre. Il n'entra pas de son plein gré dans la lutte et dans la mêlée, on l'y jeta, comme on jette un enfant à l'eau pour qu'il essaye de nager.
Il fut victime de son entourage, de Laclos surtout qui fut vraiment pour lui une liaison dangereuse, de Latouche-Tréville, son chancelier, mieux doué comme marin que comme politicien, du comte de Valence, son premier écuyer, du marquis de Sillery, du comte de Genlis, etc. Ils cherchaient à le pousser au pouvoir pour se partager avec lui les honneurs et les profits » – Autour de l'Échafaud – A. Michel, 1934, p. 206-208.
Cette opinion n'est pas partagée par la plupart des historiens qui, d'une manière générale, admettent sa jalousie de Louis XVI et son ambition de lui succéder sur le trône, mais freinée par sa lâcheté politique. Dans ses Mémoires, Ferrières le définit « trop lâche pour se déclarer chef de la Révolution tant qu'il y aura quelque danger à courir ».

innombrables voyageurs qui vinrent visiter la France et, parfois, y résider à la manière de Young et du baron Grimm.

Déjà Marat n'avait pas hésité à reconnaître la présence d'agitateurs prussiens dans la populace à la prise de la Bastille. Or, en octobre 1790, arrivait à Paris l'israélite Benjamin Veitel Ephraïm, conseiller du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II, neveu et successeur de Frédéric II. Ephraïm se prétendait négociant ; en fait, il était chargé de travailler l'opposition de l'Assemblée constituante pour obliger Louis XVI à rompre l'alliance avec l'Autriche. Et le 22 avril 1791, il écrivait à Berlin la lettre fameuse dans laquelle il affirmait : « Le club des Jacobins est tout à fait adonné à la Prusse. »

C'est pour avoir pris conscience de cette infiltration étrangère que le constituant Rabaut-Saint-Étienne démissionnait du club en avril 1791 ; il s'en justifiait auprès de ses compatriotes nîmois le 17 juillet 1791, jour de la fusillade du Champ-de-Mars, en leur écrivant : « On ne peut cacher qu'il a été répandu de l'argent, que des étrangers se sont distribués dans les attroupements et que l'influence séditieuse venait du dehors. »

D'ailleurs, dans la nuit du 18 au 19 juillet, la Constituante faisait arrêter Ephraïm, ainsi que la soi-disant baronne d'Aelders – au vrai, l'aventurière hollandaise Etta Palm, maîtresse des députés Basire et Choudieu, ce dernier ouvertement rétribué par la Hollande.

L'Angleterre ne demeurait pas en reste, si on en juge par un rapport du 26 novembre 1789 de notre ambassadeur à Londres, le chevalier de la Luzerne[1], qui accusait nommément Danton et son ami Parié d'être stipendiés de Pitt. Il n'est pas jusqu'à Mirabeau que la « cavalerie de Saint-Georges » aurait incité à faire dissoudre un armement maritime préparé à Brest.

Et M. Bernard Faÿ précise :

« Par son agent Miles, l'Angleterre répand son or aux Jacobins,

1 Aimé-César, chevalier de la Luzerne, né à Paris en 1741, Major-Général de la Cavalerie et Colonel des Grenadiers de France à vingt et un ans, fut nommé ministre plénipotentiaire aux États-Unis en 1779. Lors de son départ, en 1783, les citoyens de Pennsylvanie donnèrent son nom à un comté ; une petite ville de l'État de New York porte aussi son nom, ainsi que le lac qui la baigne. Nommé ambassadeur à Londres en 1788, il y demeura jusqu'à sa mort en 1791 – d'après M. M. de Rasky – Tuer le roi Louis XVII, sauver l'Homme – Chavanne, 1950, p. 14-16.

comme la Prusse le fait par le juif Ephraïm. Danton a été le salarié de l'Angleterre et Lebrun l'est. Talleyrand touche de tout le monde en toute occasion. Certains courtiers vous indiquent les moyens d'acheter des groupes entiers de députés, comme fait Brémond avec Gouverneur Morris, le ministre des États-Unis »[1].

Pour Philippe d'Orléans, son attitude ne laisse pas de paraître au moins suspecte. Si on s'en rapporte à une lettre du ministre des Affaires étrangères Montmorin à la Luzerne, son activité dans les mouvements populaires aurait été stimulée par la Cour de Saint-James.

En tout cas, lorsqu'après les journées d'octobre 1789, dans lesquelles il était fortement compromis, il lui fut conseillé par La Fayette de prendre le large pour quelque temps devant la colère de Louis XVI, Philippe, dont la cassette était vidée par le coût de ses intrigues, partit en vague mission officielle à la Cour de Londres. Il devait en revenir au début de juillet 1790, les coffres bien regarnis. Or les Anglais n'ont jamais passé pour enclins aux libéralités désintéressées, surtout à une époque de marasme économique et de pénurie du Trésor consécutifs à la guerre d'Amérique. D'où certains de laisser entendre que, en contrepartie des subsides, Philippe d'Orléans aurait reçu, transmises par la Grande Loge d'Angleterre, des instructions pour s'emparer du pouvoir en utilisant le réseau de loges du Grand Orient et des nombreux clubs affiliés – stratégie proposée par Choderlos de Laclos, malgré les réticences du duc, trop lâche et trop ondoyant pour se décider à prendre la tête d'un complot.

Pure invention, racontars gratuits ? Sans doute…

*

Toutefois, il faut bien admettre qu'entre les divers conjurés de l'opposition au régime monarchique : grands seigneurs, parlementaires, bourgeois libéraux, financiers, philosophes, aux intérêts les plus disparates, voire opposés, il n'existe qu'un point commun : leur appartenance à la franc-maçonnerie.

Des deux maîtres à penser des écrivains politiques de l'époque, l'auteur de *L'Esprit des Lois*, le président de Montesquieu, avait « reçu la lumière » au cours d'un séjour en Angleterre – on a même

1 Bernard Faÿ – Louis XVI ou la fin d'un Monde – Amiot-Dumont, 1955, p. 183.

prétendu qu'il aurait été le premier Français « initié ». Quant à l'archevêque Fénelon, le « Cygne de Cambrai », si son appartenance à la franc-maçonnerie n'est pas établie, ses relations avec le chevalier Ramsay[1], Grand Orateur de l'Ordre, et les allégories maçonniques de

1 Bien étrange personnage que ce Ramsay, né en 1686 à Ayr, en Écosse, de famille protestante. Converti au catholicisme par Fénelon, il fut créé chevalier de Saint-Lazare par le Régent Philippe d'Orléans et baronnet d'Écosse par Jacques II Stuart en exil à Saint-Germain.
« Nous le voyons surtout beaucoup voyager. Il semble un de ces mystérieux passants à peine remarqués par l'Histoire officielle, mais dont on peut apercevoir, par instants, l'importance et le rôle profond dans les courants de pensée souterrains qui traversent les siècles et les peuples ». – Jean Palou – La Franc-Maçonnerie – Payot, 1964, p. 96.
Lié avec le pasteur hollandais Pierre Poiret, l'influent éditeur de la célèbre « quiétiste » Mme Guyot, dont les doctrines séduisirent Fénelon, ce qui lui valut les rudes attaques de Bossuet et la condamnation de ses ouvrages par Rome, Ramsay fut pendant plusieurs années le secrétaire de Fénelon, puis son exécuteur testamentaire. Fleury en fit le précepteur des fils de Jacques II Stuart.
Il eut des relations suivies avec la noblesse française, les ducs de Bouillon, de Chevreuse, de Sully, le comte de Sassenage, etc. ; il a fréquenté Louis Racine et J.-B. Rousseau.
Il est surtout connu pour son Discours de Lunéville, alors terre d'Empire, dans lequel, il présentait un plan de réforme de la Maçonnerie. À sa mort en 1743, il fut enseveli dans le tombeau des Stuart, en l'église paroissiale de Saint-Germain-en-Laye, totalement détruite en 1766.
Sur Ramsay, cf. Jean Palou – op. cit., p. 95 et suiv., ainsi que la riche bibliographie des Notes, p. 110 et suiv.
En ce qui concerne Fénelon, si son appartenance à la franc-maçonnerie n'a pas été prouvée, par contre son neveu, le baron de La Motte Fénelon Salignac en était bien membre (loge Amis Réunis). Pierre Mariel, Les Francs-Maçons en France, Marabout, 1969, p. 304.
Il est intéressant de noter qu'à la date de mars 1737, l'avocat Edmond Jean François Barbier écrivait dans Journal d'un Bourgeois de Paris sous le Règne de Louis XV :
« Nos seigneurs de la Cour ont inventé tout nouvellement, un Ordre appelé des Frimassons, à l'exemple de l'Angleterre, où il y a aussi différents Ordres de particuliers, et nous ne tardons pas à imiter les impertinences étrangères. Dans cet Ordre-ci étaient enrôlés quelques-uns de nos secrétaires d'État et plusieurs ducs et seigneurs. On ne sait quoi que ce soit des statuts, des règles et de l'objet de cet Ordre nouveau. Ils s'assemblaient, recevaient les nouveaux chevaliers, et la première règle était un secret inviolable pour tout ce qui se passait. Comme de pareilles assemblées, aussi secrètes, sont très dangereuses dans un État, étant composées des seigneurs, surtout dans la

son larmoyant *Télémaque* laissent croire à au moins quelques accointances avec les loges. On sait d'ailleurs qu'après sa mort, Louis XVI fit saisir et brûler une partie de ses papiers.

Aux États généraux, 477 députés du Tiers sur 578 étaient « initiés », ainsi que près de 90 députés de la noblesse et plusieurs représentants du clergé, dont Sieyès et Talleyrand.

Le duc d'Orléans est Grand Maître du Grand Orient de France depuis 1771, alors qu'il était encore duc de Chartres.

Le prince Charles de Rohan est Maître de la Grande Loge *L'Intelligence*, Souverain Prince de la Maçonnerie, etc. ; le comte de Choiseul, Vénérable Maître de la Loge des *Enfants de la Gloire*, Grand Élu Parfait, Maître Chevalier et Prince Maçon, etc.[1] Le duc de Montmorency-Luxembourg, membre du *Club des Trente* et du *Club de Valois*, président des députés de la Noblesse aux États généraux à partir de juin 1789, est fondateur et secrétaire général du *Grand Orient de France*. Necker, le vicomte de Noailles, le banquier Tassin[2], Condorcet, Sieyès, Biron, Talleyrand, Mirabeau, Choderlos de Laclos, les frères de Lameth, l'astronome Bailly, président de la Constituante et premier maire de la Commune de Paris, Brissot, un des futurs chefs de la Gironde, le financier et chimiste Lavoisier et tant d'autres personnages politiques sont Maçons, comme le « bonhomme » Benjamin Franklin, dont on fera un Vénérable de la *Loge des Neuf-Sœurs*, Cagliostro, Mesmer… et, qui sait ? Louis XVI lui-même[3]…

circonstance du changement qui vient d'arriver dans le ministère, M. le cardinal de Fleury a cru devoir étouffer cet Ordre de chevalerie dans sa naissance, et il a fait défense à tous ces messieurs de s'assembler et de tenir pareils chapitres. » – éd. Union Générale d'Éditions, coll. 10/18, 1963, p. 155.
Déjà donc, en 1737, le cardinal Fleury jugeait l'Ordre dangereux, surtout par suite de son secret.
1 Voir les titres accompagnant les signatures de la « Patente de Stephen Morin » dans Jean Palou – op. cit., p. 200-201.
2 Tassin était président de la Chambre d'Administration du G… O… de France. À son sujet, M. Jean Palou donne cette curieuse précision : « Daniel Tassin, banquier, fut accusé d'avoir défendu le roi au 10 août 1792 et pour ce fait, condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire de Paris le 14 Floréal an II (3 mai 1794)… La conspiration où fut impliqué Daniel Tassin nous paraît d'inspiration maçonnique. » – op. cit., p. 211, note 71.
3 L'appartenance de Louis XVI à la franc-maçonnerie est très controversée. La plupart des historiens la nient. M. Jean Palou, Maçon initiatique dont

Les loges, avec les clubs et les « sociétés de pensée » qui en furent les émanations – comme la *Société des Amis des Noirs* fondée par « les membres les plus éclairés de la *Loge des Neuf-Sœurs* », – opérèrent un brassage intense et tenace de tous leurs membres, issus des milieux les plus variés.

Le cas de La Fayette ouvre de singulières perspectives sur la participation de la Maçonnerie à la Révolution.

Pour certains auteurs, qui se réfèrent généralement aux ouvrages de l'abbé Lefranc (publiés à Paris en 1791 et 1792) et du jésuite Barruel (en particulier, *Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme* – P. Fauche, Hambourg, 1798-1799), la chute de l'Ancien Régime a été l'œuvre spécifique de la franc-maçonnerie. Pour d'autres, elle n'y a pris aucune part en tant que telle, même si certains maçons y ont joué un rôle important à titre individuel, comme Bailly, Barère, Choderlos de Laclos, Condorcet, Camille Desmoulins, Fouché, l'abbé Grégoire ou Talleyrand. Pour M. Jean Palou, « il va sans dire qu'il n'y a jamais eu de complot maçonnique contre le Trône et l'Autel » ; mais il admet toutefois qu'il faut « établir un distinguo – que certains voudront subtil – entre la Maçonnerie Écossaise et Chevaleresque adonnée à une recherche ésotérique et par voie de conséquence spirituelle… et la Maçonnerie dite du Grand Orient de France, mêlée avec son Grand Maître Philippe d'Orléans à la vie politique de la fin de l'Ancien Régime »[1].

Or La Fayette a appartenu à tous les rites et à toutes les obédiences maçonniques de son époque. En particulier, il avait adhéré un des premiers à la franc-maçonnerie « égyptienne » du médecin charlatan Joseph Balsamo, soi-disant comte de Cagliostro, qui fut assez compromis dans l'« affaire du Collier » pour que Louis XVI le fît prier par la police d'aller hors de France exercer ses talents.

« Quand, de Vienne, le docteur Antoine Mesmer vint apporter son baquet, sa ferraille, son magnétisme animal et ses doctrines

l'effort d'objectivité est manifeste, penche pour l'initiation à la loge Les Frères Unis de Versailles – ibid., p. 185 à 188 et note 12, p. 206-207. Il faut reconnaître que son argumentation est au moins troublante.
De son côté, M. Pierre Gaxotte écrit : « Il est si pénétré de Fénelon et de Rousseau qu'un an après son avènement, il s'affilie à une loge maçonnique de la Cour » – op. cit., p. 90.
1 Jean Palou – ibid., p. 182.

spirites, M. le marquis de La Fayette fut un de ses premiers clients, un de ses plus fidèles et de ses derniers défenseurs, avec le président du Paty et M. Bergasse, deux grands maçons eux aussi. Tous trois, ils réussirent à entraîner le monde élégant de Paris et de Versailles dans cette « Société de l'Harmonie », maçonnique et mystérieuse, que les disciples de Mesmer fondèrent pour le salut de l'humanité et le plus grand bien de Mesmer »[1].

Mystérieuse, certes ; mais maçonnique, cela demande quelques explications.

Sous prétexte de magnétisme, la *Société de l'Harmonie* servait de « couverture » à une obédience très fermée, à laquelle appartenaient les plus hautes personnalités. À côté de La Fayette, on trouvait le président de Montesquieu, le duc de Noailles, le marquis de Puységur, le bailli des Barres, etc.

« Mesmer, écrit M. Pierre Mariel, n'avait pu former une loge régulière sur la Société de l'Harmonie que parce qu'il était, depuis son séjour à Vienne, un initié des hauts grades. Ainsi, nous le retrouvons, sous le numéro 29, inscrit au tableau de la loge de Saint-Jean du Rit Primitif de Narbonne, cette franc-maçonnerie spiritualiste, imprégnée de l'esprit martiniste, et qui avait pour maître en chaire le fameux marquis de Chefdebien, *Eques a Capite Galeano*, dont on ne dira jamais assez le rôle essentiel dans la préparation de la Révolution.

« Le Rit Primitif de Narbonne (qui ne siégeait pas à Narbonne mais à Paris), a « coiffé » toutes les sociétés secrètes de son temps. C'était, certainement (qu'on nous pardonne ce néologisme), le *Brain Trust* des associations d'initiés, d'illuminés, d'affidés que cette époque si étrange comptât. Il avait des relations suivies avec des hommes aussi singuliers et aussi différents que Joseph de Maistre et Cagliostro, que le duc de Sundermanie et le prince de Hesse, que Talleyrand et Danton »[2].

1 Bernard Faÿ – La Franc-Maçonnerie et la Révolution intellectuelle du XVIIIème siècle – nouv. éd. revue et corrigée – La Librairie Française, 1961, p. 191.
2 Pierre Mariel – « Le Baquet de Mesmer » in Miroir de l'Histoire, n°9, octobre 1950, p. 64.
« Le marquis de Chefdebien… joua un grand rôle lors du Convent de Wihelmsbad, en 1782 » Jean Palou, op. cit., p. 152, note 31.

Ces précisions sont instructives : obédience maçonnique très fermée, franc-maçonnerie spiritualiste imprégnée de l'esprit martiniste, *Brain trust* des associations d'initiés..., le compte y est : la loge fondée sur la *Société de l'Harmonie* appartient à l'Illuminisme, de Weishaupt.

Les Illuminés de Bavière

Si l'on connaît les *Illuminés de Bavière* malgré le grand secret dont ils s'entouraient, c'est que la totalité de leurs archives est tombée entre les mains de la police bavaroise en 1785.

Pour les uns, le fait serait dû à des indiscrétions qui auraient amené, en 1783, quatre professeurs devant une Cour d'Enquête, à laquelle ils auraient avoué leur appartenance à l'Ordre et dévoilé tout ce qu'ils en savaient. Mais, en général, on admet plutôt qu'en 1785, un courrier des Illuminés, porteur de documents importants, aurait été frappé par la foudre. Recueillis par la police, ces documents permirent de nombreuses arrestations et la découverte des archives entassées dans plusieurs cachettes. Quoi qu'il en soit, l'électeur de Bavière intenta un procès, dont les minutes, publiées en 1787 par l'imprimeur de la cour de Munich sous le titre *Écrits originaux de l'ordre de la secte des Illuminés*, ont été reproduites, en 1798, à la fois par John Robinson dans *Proofs Of A Conspiracy* (Preuves d'un Complot) et par l'abbé Augustin Barruel dans *Mémoires pour servir à l'Histoire du Jacobinisme*[1].

Adam Weishaupt est né en 1748 d'une famille de pédagogues fixée à Ingolstadt, cité universitaire de Bavière célèbre par son collège de Jésuites, centre actif de Contre-Réforme. C'est dans cet établissement que le jeune Adam prit place parmi les trois mille élèves formés à un catholicisme intransigeant. Très brillant sujet, il fut

1 Barruel, Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme, Hambourg, 1798-1799.
Aumônier de la princesse de Conti, Barruel (1741-1820) émigra en septembre 1792. M. Jean Palou écrit : « Le livre de Barruel sur l'Histoire du Jacobinisme », etc., s'il fut critiqué par J. de Maistre et Mallet du Pan fut louangé par Burke (cf. Le Paris, de Peltier du 30 novembre 1798) qui déclare que cette œuvre fera « époque dans l'histoire des hommes » – op. cit., p. 205.
Pour plus de renseignements sur l'Illuminisme, cf. René Le Forestier, Les Illuminés de Bavière et la Franc-Maçonnerie allemande, 1914.

nommé, dès la fin de ses études, titulaire de la Chaire de Droit canon à l'Université de sa ville natale.

Mais la satisfaction d'amour-propre de ces honneurs précoces ne dura guère. D'autant que la célèbre « empreinte » jésuite n'avait réussi qu'à détourner Weishaupt d'un mode de religion étriqué et par trop sectaire. Maigrement rétribué, sans avenir, son ambition le poussa à se faire initier à la franc-maçonnerie, où il acquit rapidement les hauts grades. Il y fit la connaissance du baron Adolf de Knigge, « esprit aventureux, ambitieux, perpétuellement insatisfait de la quête initiatique qu'il poursuit inlassablement parmi d'innombrables loges, chapitres, conventicules, cercles ésotériques, qui foisonnent, comme des champignons, par toute l'Europe en cette fin du XVIII[e] siècle »[1]. En particulier de Knigge est *Eques a Cygno* dans la Maçonnerie occultiste du *Rite Écossais Rectifié*.

Weishaupt confie à de Knigge son idée de fonder une société secrète qui aurait le pas sur les autres et établirait son hégémonie sur le monde ; De Knigge s'enthousiasme, et tous deux mettent sur pied la charge d'un *Ordre des Illuminés* (en allemand : *Orden der Illuminaten* ; en latin : *Ordo Illuminati Germaniae*). Cet Ordre, ultra-secret, vit le jour le 1[er] mai 1776.

Sa charte s'inspirait à la fois des constitutions jésuites – Weishaupt était jésuite de robe courte, c'est-à-dire « associé laïque » – et des constitutions maçonniques.

La hiérarchie répartissait ses treize grades en :

- un *édifice inférieur*, s'étageant : *novice*, *minerval*, *illuminé mineur*, *illuminé majeur* ;
- un *édifice supérieur*, dont les grades s'échelonnent : *apprenti*, *compagnon*, *maître*, *écuyer écossais*, *chevalier écossais*, surmontés de ceux de *prince*, *mage-philosophe* et, couronnant l'œuvre, *hommeroi*.

C'est cette hiérarchie verticale qui a été appelée les « *cercles concentriques illuministes* », par analogie avec la majorité des

1 Werner Gerson, Le nazisme société secrète, N.O.E. 1969, rééd. Flammarion, coll. « J'ai Lu », 1971, p. 49-50.

sociétés dites « de cadres »[1], qui comportent un *cercle extérieur ou probatoire* et un *cercle intérieur* de direction.

Le recrutement se faisait exclusivement sur proposition préalable d'un initié et après surveillance occulte. Romantique à souhait, le rituel d'initiation comportait squelette, poignard ensanglanté, instruments de supplices, etc. Il impliquait le serment d'obéissance

1 En 1946, un « initié » de haut rang, M. Husson, a publié sous le nomen mysticum de Geoffroy de Charnay – par référence au dignitaire de Molay –, un ouvrage intitulé La Synarchie Politique – Éditions Médicis, 1946, dans lequel, se plaçant sur le seul plan de l'activité politique, il divise les sociétés secrètes en trois classes :
– Les sociétés secrètes inférieures, dont la plupart on satisfait aux prescriptions de la loi de 1901 sur les associations. Seuls, peut-être, sont secrets leurs buts réels. Composées en majeure partie de militants sincères et obéissants à un idéal politique, philosophique ou religieux, elles sont truffées d'indicateurs et manipulées des coulisses par des chefs occultes. La puissance de ces sociétés s'évaluant en fonction du nombre d'adhérents, le recrutement en est généralement ouvert.
– Les sociétés secrètes de cadres ou sociétés secrètes intermédiaires, non déclarées ou camouflées en associations philanthropiques, philosophiques, littéraires, etc. Le recrutement ne se fait pas sur candidature, mais sur proposition d'un membre parrain et décision d'un conseil occulte. Le cloisonnement est de règle. La hiérarchie, secrète, est établie par cooptation. Le but de ces organisations est le contrôle des organismes essentiels de la politique, de l'économie, de la religion, tant sur le plan national que sur le plan international. Considérées comme subversives, ces sociétés font l'objet des investigations policières.
– Les sociétés secrètes supérieures, totalement impénétrables. « Ni leur nom, ni leur existence, ni leurs affiliés en sont connus, indique de Charnay. On en est réduit à de simples conjectures. » D'où l'incrédulité générale sur leur existence. En fait, composés d'un petit nombre d'initiés cooptés, elles forment un consistoire international qui tend à régir le monde.
À ce sujet, Ernst von Salomon rapporte dans son livre Les Réprouvés qu'avant de mourir des suites de l'attentat dont il fut victime à Berlin, en 1922, Walter Rathenau, ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar, murmura dans son agonie :
« – Les soixante-douze qui mènent le monde… »
Ce chiffre est commun à plusieurs sociétés initiatiques. Il paraît purement symbolique et ne doit pas être probablement considéré comme un nombre exact.
Rappelons aussi la hiérarchisation : cercle extérieur, cercle exotérique, cercle mésotérique, cercle intérieur, du Mage Gurdjieff, un des inspirateurs du national-socialisme.

absolue et de discrétion totale sous peine de mort – ce n'était nullement une clause de style. Le « cherchant » recevait des « initiants » un *nomen mysticum* (nom mystique) sous lequel il était désigné à l'avenir. Pour sa part, Adam Weishaupt avait choisi celui de *Spartacus*, et Knigge, celui de *Philon*.

Tôt brouillé avec Knigge qui abandonna définitivement l'Ordre, Weishaupt poursuivit sa tâche et s'occupa spécialement du recrutement, d'abord auprès de ses élèves, puis de ses collègues de l'Université d'Ingolstadt qui, en 1788, étaient tous, sauf deux, affiliés à l'Illuminisme. Au Convent maçonnique de Wihelmsbad, en 1782, Weishaupt manœuvra pour s'infiltrer dans les loges allemandes. Ayant gagné à sa cause le grand-duc Charles-Auguste de Saxe-Weimar (*Eschylus*), l'illustre écrivain Johann Wolfgang Goethe (*Abaris*), le philosophe Jean-Gottfried Herder (*Damasus Pontifex*), puis le duc Ernest II de Saxe-Cobourg-Gotha, le prince Karl de Hesse, le duc Ferdinand de Brunswick, neveu de l'auteur du Manifeste de septembre 1792, et autres personnalités, il était parvenu à son but de dominer toute la franc-maçonnerie d'Allemagne.

C'est à ce haut parrainage que Weishaupt dut la mansuétude dont fit preuve à son égard l'électeur de Bavière après le prononcé du jugement ordonnant la dissolution des Illuminés de Bavière et sa condamnation à de la prison ; prévenu par la police, il dut s'enfuir à Regensburg (Ratisbonne) puis à Gotha où il mourut complètement oublié, le 18 novembre 1830.

*

Quelles étaient, en réalité, les intentions de Weishaupt en créant son Ordre des *Illuminés* ?

Pour M. Jean Palou : « Le mouvement des Illuminés de Bavière ne procède que de l'individualité de Weishaupt et n'a aucune origine initiatique traditionnelle »[1], et il précise que « les Illuminés Bavarois… étaient… nettement irréligieux et révolutionnaires »[2].

L'abbé Emmanuel Barbier indique de son côté que Weishaupt fonda l'Illuminisme « comme une franc-maçonnerie au sein de la

1 Jean Palou – op. cit., p 180, note 17. M. Palou s'appuie sur la référence : R. Guénon – Aperçus sur l'initiation – Les Éditions Traditionnelles, 2ème éd., 1953, p. 83-85.
2 Ibid., p. 176.

franc-maçonnerie. C'était une secte encore plus secrète que les autres et ayant pris la haute main sur elles. En France, le Martinisme en était comme une section » Par la suite, Weishaupt fut considéré comme dissident par les FF.·. de stricte obédience.

« Les francs-maçons, prescrit textuellement Weishaupt, doivent exercer l'empire sur les hommes de tout état, de toute nation, de toute religion, les dominer sans aucune contrainte extérieure, les tenir réunis par des liens durables, leur inspirer à tous un même esprit, souffler partout un même esprit, dans le plus grand silence et avec toute l'activité possible, diriger tous les hommes sur la terre pour le même objet. C'est dans l'intimité des sociétés secrètes qu'il faut savoir préparer l'opinion » (Barruel, *Mémoires*)[1].

*

À ce texte, il est intéressant de mettre en parallèle un passage de *La Panorthosie* de Jean Amos *Coménius* (de son vrai nom Kominsky, évêque des Frères Moraves et membre des *Frères de la Rose-Croix*), datant de 1644.

« Lorsque les conditions auront été améliorées, au point que tout nous sera vraiment commun : la philosophie, la religion et la politique, les lettrés auront l'occasion de rassembler et de classer les vérités et de les inculquer à l'esprit humain : les prêtres pourront entraîner les âmes vers Dieu ; les hommes politiques pourront faire régner partout la paix et la tranquillité ; ils déploieront, pour ainsi dire, une sainte ardeur dans leurs efforts pour contribuer, chacun à sa place, le mieux qu'il pourra, à l'avancement du bien-être du genre humain »[2].

On retrouve bien dans les deux textes une même conception systématique du Gouvernement Mondial comme dictature idéologique et politique.

D'autant que, pour éviter les « déviationnistes », Coménius décrète la constitution de trois « tribunaux ». «... le tribunal des lettrés, écrit-il, s'appellerait le Conseil de la Lumière, le tribunal ecclésiastique, le Consistoire et le tribunal politique, la Cour de Justice » : terminologie assez surprenante...

1 Ibid., p. 3.
2 Coménius – La Panorthosie – 1644. Citation de Pierre Virion – Bientôt un Gouvernement Mondial – Éd. Saint-Michel, Saint-Céneré, 2ème éd. 1967, p. 8.

En ce qui concerne le Conseil de la Lumière, Coménius précise :

« Le Conseil de la Lumière veillera à ce qu'il ne soit nécessaire nulle part au monde, d'instruire quelqu'un et moins encore à ce que qu'il se trouve quelqu'un qui ignore quelque chose d'indispensable, et à ce que tous les hommes soient instruits de Dieu. Ce qui veut dire que le Conseil, en créant des occasions favorables, permettra à tous les hommes du monde entier de tourner les yeux vers cette lumière, dans laquelle tous verront, par eux-mêmes, la vérité et à laquelle plus jamais aucune chimère ne pourra se mêler. »

Et Coménius prescrit que les membres du Conseil de la Lumière devront être « *illuminés comme de véritables étoiles* ». Ne serait-ce pas dans cette phrase que Weishaupt aurait choisi la dénomination de sa société secrète ?

Car l'Illuminisme avait d'étroites relations avec le Rosicrucisme, en particulier par l'intermédiaire de l'*Ordre de la Stricte Observance*, « mélange assez bizarre de symbolisme maçonnique, de pratiques alchimiques et de traditions rosicruciennes... Ce Rite parvint, un moment, à unifier la Maçonnerie allemande... La Stricte Observance avait pour protecteur le duc Ferdinand de Brunswick »[1], ce même duc de Brunswick qui appartenait à l'Illuminisme et qui était Grand Maître Général du *Rite Écossais Rectifié*, formé des grades supérieurs de la Stricte Observance. Il y portait le titre d'*Eques a Victoria*.

On a vu que le baron de Knigge, cofondateur des Illuminés, appartenait à ce Rite et y était dénommé *Eques a Cygno*.

Autre filiation de la Stricte Observance, le *Rit Primitif de Narbonne*, constitué par le marquis de Chefdebien, *Eques a Capite Galeano*, mais il portait aussi le nomen mysticum de *Franciscus* – qui pourrait laisser supposer une affiliation à l'Illuminisme, encore que la pratique du *nomen mysticum* soit commune à d'autres Rites, ne serait-ce que pour préserver l'incognito. Or on a déjà fait remarquer que le Rit Primitif de Narbonne, « franc-maçonnerie spiritualiste imprégnée de l'esprit martiniste » a « coiffé » toutes les sociétés secrètes de son temps.

Étudiant l'« affaire du Collier », M. Louis Hastier rappelle que :

« Dans son *Histoire de la Révolution française* (Liv I[er] chap. III), Louis Blanc a magistralement exposé le rôle joué par les

1 Jean Palou – op. cit., p. 174

« révolutionnaires mystiques » pour abattre le régime qui avait fait la grandeur de la France.

« Par le seul attrait du mystère, par la seule puissance de l'association, soumettre à une même volonté et animer d'un même souffle des milliers d'hommes pris dans chaque contrée du monde, mais d'abord en Allemagne et en France ; faire de ces hommes, au moyen d'une éducation lente et graduée, des êtres entièrement nouveaux ; les rendre obéissants jusqu'au délire, jusqu'à la mort, à des chefs invisibles et ignorés ; avec une légion pareille, peser secrètement sur les Cours, envelopper les souverains, diriger à leur insu les gouvernements et mener l'Europe à ce point que toute superstition fût anéantie, tout privilège de naissance déclaré injuste, le droit même de propriété aboli et l'égalité des premiers chrétiens proclamée, tel fut le plan gigantesque de l'Illuminisme.

« Le mysticisme fut une de ses plus intimes ressources »[1].

On n'a que très peu de renseignements sur les activités de l'Illuminisme en France, dont le secret a été mieux préservé qu'en Bavière. Pour l'Américain Alan Stang, l'Ordre y aurait été introduit par Mirabeau, à son retour d'un voyage en Allemagne, où il aurait été initié par Weishaupt et chargé par lui de son établissement dans notre pays. Mirabeau aurait recruté : le duc d'Orléans, Brissot, Savalette, Grégoire, Garat, Pétion, Babeuf, Barnave, Sieyès, Saint-Just, Camille Desmoulins, Hébert, Santerre, Danton, Marat, Chénier, et à peu près tous les autres dirigeants de la Révolution qui n'allait pas tarder à se jouer »[2]. Mais M. Stang, bien que reproduisant une opinion commune à certains historiens des États-Unis, ne donne pas ses sources et, en l'absence de confirmation, il paraît difficile d'accepter ses assertions dans leur entier.

Il est cependant des activités des Illuministes français qui sont connues. Ainsi écrit M. Georges Ollivier : « les confidences du F.·.

1 Louis Hastier – La Vérité sur l'Affaire du Collier – Fayard, 1955, p. 80-81.
2 Alan Stang – « The Manifesto » (Le Manifeste – de Karl Marx) in American Opinion, février 1972, p. 50.
L'opinion de M. Stang est bien partagée par un autre Américain, M. Curtis B. Dall, ex-gendre du président Franklin D. Roosevelt ; lui aussi affirme que les principaux dirigeants de la Révolution française appartenaient aux Illuminés de Bavière. Mais il ne fournit pas, lui non plus, de références (Curtis B. Dall – F.D.R. My Exploited Father-in-Law), p. 172.

comte de Virieu sur le congrès de Wilhelmsbad (1782) ne peuvent laisser de doutes sur les projets de destruction des monarchies catholiques par les Illuminés d'Allemagne. L'arrestation de Weishaupt et la dissolution des Illuminés de Bavière mirent une fin opportune à des projets terroristes (1786) »[1]. Or à ce congrès, comme à celui de Francfort de 1786, assistaient non seulement des Illuminés d'Allemagne, mais ceux de France, ainsi que de nombreux francs-maçons allemands, français et anglais. Et M. Ch. Fronsac fait remarquer que c'est à ce dernier congrès que les francs-maçons français et anglais y arrêtèrent leurs plans et que le roi de France fut condamné à mort[2].

Ajoutons que, dans *La Franc-Maçonnerie française et la préparation de la Révolution*, le F.·. Gaston Martin « a reconnu que par l'institution de 69 loges militaires, la F.·. M.·. a paralysé l'armée au moment où la répression de la révolution naissante était encore facile et que la création de la Garde nationale, prévue en loge dès 1786, a fourni aux rebelles la troupe qui leur manquait »[3].

Décidément, l'année 1786 est bien une date importante de l'Histoire.

C'est en 1786 – et non en 1789, comme l'indiquent la plupart des historiens obsédés par la réunion des États généraux et l'épiphénomène de la prise de la Bastille – que, sous l'influence de l'Illuminisme et par l'intermédiaire du Grand Orient de France, s'est ouverte l'ère révolutionnaire.

*

Ainsi, le climat révolutionnaire a été la résultante des agissements de trois forces occultes :

1 Georges Ollivier – « Histoire politique de la Franc-Maçonnerie » in Lectures Françaises, n° spécial, avril 1958, p. 9.
2 Ch. Fronsac – Le Fil d'Ariane – Aux Armes de France, 1942, p. 61-62.
L'auteur donne comme référence : Deschamps et Claude Janet – Les sociétés secrètes et la société, 4e éd., 2 vol. in-8°, Paris, Oudin, T. II, chap. VI, p. 134-136, cité par E. Morand (dans l'Angleterre maîtresse des destinées de la France – Édit. du Colombier, 1939).
3 Georges Ollivier – op. cit., p. 10.
« Il existe aux gardes françaises une société secrète dont chaque membre s'engage à ne pas exécuter les ordres donnés s'ils sont contraires aux intérêts de l'Assemblée nationale » (Adrien Dansette – op. cit., p. 26.)

- la franc-maçonnerie ;
- l'étranger ;
- la haute finance internationale ;
- avec d'étroites collusions entre elles.

À la vérité, le climat créé, la franc-maçonnerie en tant que telle n'a pas pris une part active aux événements révolutionnaires, encore que, à titre personnel, nombre de maçons y jouèrent un rôle important.

Ceci s'explique par le fait que beaucoup de F.·. n'étaient Maçons que de nom, par snobisme ou par intérêt. De plus, en émigrant, les nobles décapitèrent les Ateliers dont ils avaient jusqu'alors assumé les hautes charges, et qui étaient désertés par les bourgeois apeurés. Enfin, le 22 février 1793, le Grand Maître du Grand Orient de France, Philippe Égalité, député à la Convention, après avoir voté la mort de son cousin, écrivit à Milcent, du *Journal de Paris*, qui la publia, une lettre dans laquelle il reniait l'Ordre dont il ne voulait plus « se mêler en rien »[1]. Dès lors, la Maçonnerie se « mit en sommeil ».

Mais cette mise en sommeil était compensée par l'activité des clubs dont *tous* les dirigeants étaient Maçons. Et il n'est nié par personne que les clubs aient été les artisans les plus actifs de la Révolution[2].

1 Texte de la lettre du duc d'Orléans à Milcent, parue dans le Journal de Paris du 22 février 1793 :
« Voici mon histoire maçonnique : Dans un temps où assurément personne ne prévoyait notre Révolution, je m'étais attaché à la franc-maçonnerie, qui offrait une sorte d'image d'égalité, comme je m'étais attaché aux parlements, qui offraient une sorte d'image de la liberté. J'ai depuis quitté le fantôme pour la réalité. Au mois de décembre dernier, le Secrétaire du Grand Orient, s'était adressé à la personne qui remplissait auprès de moi les fonctions de secrétaire du Grand Maître, pour me faire parvenir une demande relative aux travaux de cette Société, je réponds à celui-ci en date du 5 janvier : Comme je ne connais pas la manière dont le Grand Orient est composé, et que d'ailleurs je pense qu'il ne doit y avoir aucun mystère ni aucune assemblée secrète dans une République, surtout au commencement de son établissement, je ne veux plus me mêler en rien du Grand Orient ni des assemblées de Francs-Maçons. »
Le 13 mai 1793, une Assemblée du Grand Orient, présidée par Roettiers de Montaleau, prononçait la déchéance du Grand Maître et faisait briser son épée. Le 6 novembre, Philippe-Égalité montait à la guillotine.
2 Sur le rôle des clubs dans la Révolution française, voir André Tardieu – La Révolution à refaire – T.I – « Le souverain captif » – Flammarion, 1936, ch. V. § I, « Les tireurs de ficelles », p. 240-247. Il y est écrit notamment : « Pour produire ces idées sur la scène parisienne, on ne manquera pas de figurants. Des gentilshommes usés, comme Liancourt ; des bourgeois médiocres, comme Roland et Bailly ; voire un grand seigneur authentique, comme le marquis de La Fayette, qui fut et restera, jusqu'à sa mort, en 1830 aussi bien qu'en 1789, l'homme des comités, – prêteront leurs noms. Derrière eux et sous ces noms, d'autres décideront. Cette façon de cacher, derrière un pouvoir apparent et nul, un pouvoir secret et réel, c'est ce que la franc-maçonnerie appelait alors, appelle encore aujourd'hui l'Art royal. » (p. 242-243)

Quant aux agissements de l'étranger, ils furent mis en lumière plus spécialement par le procès des Hébertistes, où les inculpés se dénoncèrent à qui mieux mieux. Il aboutit aux exécutions en deux fournées des agents avérés de l'étranger : le Prussien d'origine Clootz, le banquier Koch, l'illustre Danton, stipendié notoire de l'Angleterre, l'agent espagnol Guzman, les banquiers israélites et agents autrichiens Junius et Emmanuel Frey – alias Tropuska –, dont la sœur Léopoldine avait épousé l'ex-capucin et ex-évêque constitutionnel Chabot, guillotiné le même jour, Delaunay, co-amant avec ledit Chabot de Mlle des Coings, amie intime de Mme de Haëlder, agent du roi de Prusse et fondatrice de la maçonnique *Société Fraternelle des Deux Sexes*, Basire, qui avait pour tapageuse maîtresse l'aventurière et espionne hollandaise Etta Palm, soi-disant baronne d'Aelders, dont il partageait les faveurs avec le député Choudieu, lui-même ouvertement rétribué par les Pays-Bas..., et la liste n'est pas exhaustive, loin de là. D'ailleurs, le club des Jacobins ne recevait-il pas des subsides à la fois de Londres et de Berlin ?[1].

Mais dans la création du climat révolutionnaire, la Haute Finance internationale eut une part prépondérante, mise en relief par les études de Gustave Bord, d'Augustin Cochin, de Gaston-Martin, d'Achille Dauphin-Meunier, d'Arthur Conte et surtout d'Albert Mathiez et de Henry Coston.

« De tous les puissants ennemis de la monarchie – francs-maçons qui préparent les siècles de lumière, protestants empressés à abattre un régime catholique, libres penseurs qui nient tout droit divin, agents de

1 Pour plus de détails, sur l'activité de l'étranger et de ses agents, cf. Arthur Conte – Sire, ils ont voté la mort – Robert Laffont, 1966, p. 162 ; Pierre Gaxotte – op. cit., p. 410 à 414 ; André Montagnac in Le secret des dieux, p. 34 à 36.

l'étranger qui voient dans la Révolution le meilleur moyen d'affaiblir une nation devenue trop puissante, écrit M. Arthur Conte, c'est le capital qui est peut-être le plus redoutable par l'énormité des moyens qu'il peut mettre en jeu, et la force naturelle de son action.

« [...] En défiant les rois européens sous les fiers drapeaux de l'armée des sans-culottes, il songe plus ou moins à substituer l'*Internationale des Capitaux à l'Internationale des Couronnes*, le vrai pouvoir à la fausse puissance, le règne strict du financier au gouvernement léger des princes, c'est-à-dire à prendre le pouvoir réel au lieu de l'influencer sous de vieux oripeaux »[1].

À cet effet, la Haute Finance avait acheté politiciens et pamphlétaires, fonctionnaires et magistrats : le ministre de la Guerre de 1791 et concussionnaires Narbonne, Delaunay d'Angers, Julien de Toulouse, Chabot et Basire, Danton et Fabre d'Églantine, Talleyrand et Barras, Hérault de Séchelles, Hébert, Fréron, etc.

Elle s'alliait avec des escrocs dont l'envergure égalait l'impudence, comme Beaumarchais – l'affaire des soixante mille fusils de Hollande – et d'Espagnac – les fraudes sur les fournitures de guerre, etc.

Elle spéculait sur tout ce qu'il est possible d'imaginer, l'or, les assignats, les biens nationaux, les effets publics ; elle manipulait effrontément la Bourse ; elle fraudait sans vergogne sur les fournitures aux armées ; elle accaparait le blé, les transports ; elle organisait la contrebande...

Et si quelques maladroits, politiquement compromis, passèrent au « rasoir national », le plus grand nombre des financiers se retrouvèrent en bonne place, après le 9 Thermidor, pour élargir leurs

1 Arthur Conte – op. cit., p. 162. : « Ce que la bourgeoisie a conquis en 1789, c'est seulement le Pouvoir politique, c'est-à-dire la reconnaissance de jure du Pouvoir économique qu'elle détenait depuis fort longtemps, qu'elle exerçait de facto mais très discrètement, dans des conditions d'insécurité fort inquiétantes en ce qu'elles n'étaient pas consacrées par le Droit.
« Ainsi présentés, les événements de 1789 ne sont plus que le couronnement d'une longue suite de transformations dans les rapports économiques des classes sociales entre elles et la translation du Pouvoir un peu hâtivement baptisée Révolution – à des fins, aujourd'hui visiblement intéressées – court non plus sur quelques mois ou quelques saisons, mais sur plusieurs siècles » – Paul Rassinier – « Le Parlement aux mains des Banques » in Contre-Courant, n° spécial, octobre 1955, P. 9.

fructueuses combinaisons sous le Directoire, le Consulat et même l'Empire, où la création de la *Banque de France* allait imprimer à leurs activités un caractère moins voyant.

Car, comme le souligne le Pr. Carroll Quigley, la puissance financière en France était aux mains d'un petit nombre de banques, pour la plupart dirigées par des Suisses d'origine, tous protestants, qui, après avoir soutenu la Révolution et en avoir profité sans vergogne, lorsqu'ils jugèrent ne plus pouvoir en tirer davantage, financèrent le 18 Brumaire[1].

*

S'il a été insisté sur la période pré-révolutionnaire en France, qui s'étend de 1776 environ à 1793, c'est qu'elle présente une synthèse de tous les éléments des révolutions antérieures, de l'Indépendance américaine surtout, dont ses protagonistes se sont largement inspirés. Mais aussi qu'elle a servi de modèle à toutes les révolutions qui l'ont suivie.

Car, contrairement à une opinion trop répandue et doctoralement entretenue par des esprits partisans : « *La misère peut susciter des émeutes. Elle ne cause point de révolutions. Celles-ci ont des causes plus profondes* »[2].

Il peut se faire d'ailleurs qu'une révolution éclate dans une nation économiquement florissante. C'était le cas de la France de 1789 qui se caractérisait par la formule : « L'État pauvre dans le pays riche. »

Une émeute peut être spontanée : une révolution ne l'est jamais. Elle ne s'improvise pas. Elle est préparée de plus ou moins longue date, et souvent avec une aide étrangère, par une « minorité agissante », soigneusement articulée autour d'un meneur de jeu qui provoque, dirige et exploite suivant un plan bien arrêté les manifestations d'un mécontentement populaire réel ou, le plus souvent, suggéré.

La Révolution française a triomphé parce qu'elle avait emprunté à la franc-maçonnerie des cadres et la connaissance des éléments essentiels de la stratégie révolutionnaire : un but – une organisation – une idéologie. C'est ce qui lui donne valeur d'exemple.

1 Dr. Caroll Quigley, Tragedy and Hope, p. 515.
2 Pierre Gaxotte, op. cit., p. 29.

Elle présentait toutefois un point faible. Si l'idéologie maçonnique de *Démocratie* avait pu entraîner les « Grands Ancêtres » avec le slogan *Liberté – Égalité – Fraternité*, quelque peu imprécis dans leur esprit, mais paré de l'attrait de la nouveauté, sa « valeur d'impact » s'était considérablement amenuisée par un usage abusif, par l'usure du temps et par son succès même. De n'avoir pas pris suffisamment conscience que l'idéologie doit être une « création continue » et coupés de l'inspiration maçonnique par la mise en sommeil de l'Ordre, les dirigeants révolutionnaires se laissèrent absorber par leurs querelles partisanes ou personnelles et perdirent le contact du peuple. Ce qui permit à de douteux intrigants la « surprise » du 9 Thermidor.

Il devait appartenir aux bolcheviks de comprendre la puissance de l'idéologie aussi bien sur l'élite que sur les masses. Ce fut l'élément décisif du succès de la Révolution d'Octobre 1917 et de la survie de l'Union soviétique.

Les dirigeants de Moscou ont achevé ainsi la mise au point, longue et sanglante, du processus révolutionnaire, qu'ont utilisé par la suite les Mussolini, Tchang Kai-chek, Hitler, Franco, Fidel Castro, Mao Tsé-toung et autres plus ou moins pâles imitateurs. C'est le processus qu'utilise aussi la Haute Finance internationale pour parvenir, sur les traces de l'Illuminisme, à l'instauration d'un Gouvernement mondial.

CHAPITRE VI

LA TABLE RONDE

Né à Londres en 1819 – il mourra à Brantwood en 1900 –, *John Ruskin* était le fils d'un marchand de vin, dont il hérita une fortune substantielle. Après des études assez hétéroclites, latin, grec, littérature, arts, architecture, mathématiques, il prit ses grades à Oxford, puis fit de nombreux voyages.

En 1870, il était nommé titulaire de la nouvelle chaire des Beaux-Arts à Oxford, et son retour comme professeur perturba quelque peu l'aristocratique université. Car, féru de sociologie, Ruskin entraîna ses élèves – vite devenus ses disciples – dans une étonnante série d'expériences communautaires, sous le couvert d'une *St George's Guild* (Confrérie de Saint Georges), pour l'instauration d'un climat socialiste dans l'agriculture et l'industrie. Si la Guild fut un échec, ses adeptes demeurèrent toute leur vie fidèles aux conceptions de Ruskin.

Ces conceptions s'inspiraient en grande partie de la *République* de Platon.

On sait que, pour le philosophe grec, la « société idéale » se compose d'hommes et de femmes égaux en droits et obligations – et jusqu'au métier des armes. Ni mariage, ni famille : des accouplements hasardeux à la fantaisie de l'un quelconque des partenaires, à laquelle l'autre doit se plier. Dès le sevrage, les enfants nés de ces étreintes sont pris en charge par la société et élevés anonymement, avec sélection eugénique, impliquant l'élimination des sujets mal conformés ou d'esprit déficient.

La société est autoritairement partagée en trois classes : une *classe dirigeante*, soutenue par une importante *classe armée* et exerçant son absolutisme sur toutes les activités d'une *classe laborieuse*, véritables serfs, la répartition des individus dans les deux classes inférieures étant soumise sans appel à l'arbitraire de la classe dirigeante.

Le système comporte l'abolition du droit de propriété et l'étatisation des moyens de production et de distribution, ce qui n'est pas pour désavantager les dirigeants, puisqu'ils bénéficient de tous les privilèges.

Systématique et exclusif, en bon idéologue, Platon recommande de faire disparaître – au besoin par la force ! – toutes les structures politiques et sociales existant dans le monde pour que, sur un terrain entièrement déblayé, la classe dirigeante puisse édifier sa société nouvelle.

*

Les socialistes modernes, de Babeuf, Saint Simon, Proudhon à Louis Blanc, Karl Marx et Engels, se sont tous plus ou moins inspirés de ces thèses, dont l'utopie n'a pas résisté à l'expérience, qu'il s'agisse des phalanstères, des tentatives de Considérant (1839) et de Cantagrel (1854) au Texas, ou de l'Union soviétique, dont le socialisme n'est plus qu'un article d'exportation en vue d'établir l'hégémonie de la Russie sur le monde, conformément aux recommandations de Pierre le Grand dans son Testament[1].

John Ruskin, quant à lui, avait adapté à sa manière les théories sociales de Platon ; c'est que, de formation oxfordienne, il s'adressait à des oxfordiens. S'il professait que l'État devait s'emparer de tous les moyens de production et de distribution en vue d'assurer autoritairement le bien de la communauté, – et peu lui importaient les idées de démocratie et de liberté –, il laissait entendre à ses élèves qu'ils constitueraient la classe privilégiée, et il reconnaissait lui-même : « Mon but constant a été de démontrer la supériorité permanente de quelques hommes sur les autres, parfois même d'un seul sur tous les autres. » Proposition non prévue par Platon, car elle justifiait la dictature, collective ou individuelle, à laquelle Ruskin ne se fût pas opposé, si l'on en croit son biographe, le sociologue américain Kenneth Clark, qui écrit :

« Il aurait été horrifié par les exploits de Hitler et de Staline. Mais il est douteux qu'il eût reculé, comme on pourrait s'y attendre, devant les conséquences de ses doctrines »[2].

1 Georges Ucatesco, El Problema de Europa, trad. française, p. 41 et suiv.
2 Kenneth Clark – Ruskin To-Day (Ruskin aujourd'hui) – Holt, Rinehart & Winston, New York, 1964, p. 267.

Tel était le pouvoir de persuasion de Ruskin qu'il faisait admettre à ses disciples, comme seule justification de leurs avantages sociaux, le partage de leurs traditions aristocratiques avec les classes inférieures non seulement de Grande Bretagne, mais encore du monde entier. Sans quoi, les prévenait-il, la minorité privilégiée ne tarderait pas à être balayée par la masse innombrable des classes inférieures, ce qui amènerait la perte des traditions, et donc un recul de la civilisation.

Un groupe de ces disciples, composé d'étudiants d'Oxford – Henry (futur Lord) Birchenough, Philip Lyttleton Gell, Arthur Glazebrook, Alfred (Lord) Milner, (Sir) George Parkin et Arnold Toynbee –, et de Cambridge – Reginald Baliol Brett (Lord Esher), Edmund Garret, Albert (Lord) Grey et Sir John B. Seely –, furent tellement passionnés par le message de Ruskin qu'ils consacrèrent leur existence à la réalisation d'un double projet : l'extension de l'Empire britannique et la promotion des masses urbaines.

Ils firent part de ce projet, baptisé *Extension de l'idée anglophone* (Extension of the English-speaking idea) à un célèbre journaliste de l'époque, *William T. Stead* (1840-1912) qui s'enthousiasma à son tour et mit le groupe en liaison avec Cecil Rhodes. Et le 5 février 1891, Rhodes et Stead fondèrent, avec les disciples de Ruskin, la société secrète dont Rhodes rêvait depuis une dizaine d'années.

Né à Bishop Stortford (Angleterre) en 1853, mort à Muitzenberg (Afrique du Sud) en 1902, *Cecil Rhodes* se rendit au Transvaal peu après la découverte des placers d'or. Avec trois israélites, le puissant banquier de Londres Lord Rothschild, les « *randlords* » Alfred Beit et Barney Barnato, il fonda la *Consolidated Gold Fields* pour l'exploitation des gisements aurifères et la *De Beers Consolidated Mines* qui devait acquérir le monopole des diamants d'Afrique du Sud[1].

Premier ministre de la colonie du Cap (1890-1896), sa fortune lui assurait alors un revenu d'au moins un million de livres sterling (25 500 000 francs-or), qui lui permettait de faire pression tant sur le Parlement de Capetown que sur celui de Westminster.

1 Alfred Beit était un financier allemand ; Barnato était un financier d'origine portugaise.

Auparavant, il avait constitué une compagnie à charte qui, en 1889, avait obtenu le droit d'occuper et d'administrer les territoires (Rhodésie) s'étendant au nord du Transvaal. Son intention était de fondre les éléments anglais et boers, et de relier les possessions anglaises de l'Est africain par un chemin de fer du Cap au Caire. Mais les Boers ne l'entendirent pas de cette oreille, et Rhodes poussa Londres à une intervention au Transvaal « pour la protection des émigrants attirés dans le pays par l'exploitation des mines ».

Après l'échec du raid Jameson sur Pretoria en 1895, Londres nomma, en 1897, Alfred Miller gouverneur de la colonie du Cap et le chargea des négociations avec le président Krüger. Le choix de Milner, fervent disciple de Ruskin et ami intime de Rhodes, était significatif : les pourparlers avec Krüger ne pouvaient qu'échouer, et ce fut la guerre.

Si le traité de Pretoria (11 mai 1902) assurait la victoire – chèrement payée – de l'Angleterre sur les Boers, dont les territoires passaient sous l'autorité britannique, par contre le projet de chemin de fer du Cap au Caire allait se heurter à de nombreuses difficultés. Avec la France, d'abord, qui, dès 1896, avait lancé la mission Marchand pour effectuer la liaison Congo-Djibouti, dont l'itinéraire coupait le trajet projeté du chemin de fer. L'évacuation de Fadocha par les Français le 4 novembre 1898 avait écarté la menace. Mais à peine les Anglais avaient-ils mis en chantier la voie ferrée par ses deux extrémités que le Kaiser Guillaume II faisait occuper le Tanganyika et le Ruanda-Urundi. C'était la fin du rêve de Rhodes.

*

Cependant Rhodes et Stead avaient organisé leur société secrète sur le mode des « cercles concentriques » des « sociétés de cadres » type Illuministes de Bavière.

Le « cercle intérieure » se composait de Cecil Rhodes, animant un *Comité exécutif*, formé de Stead, Brett (Lord Esher) et Milner, coiffant un *Cercle d'Initiés* (Circle of Initiates), parmi lesquels figuraient notamment Arthur (Lord) Balfour, Arthur (Lord) Gray, (Sir) Harry Johnston et Lord Rothschild. Il était prévu un « cercle extérieur », sous la forme d'une *Association de Bienfaiteurs* (Association of Helpers) – elle ne fut constituée qu'à partir de 1909, par Milner, successeur de Rhodes, sous le nom de *Table Ronde*.

Le caractère secret de la société Rhodes-Stead a soulevé diverses hypothèses.

Il est peut-être dû au fait que, parmi ses fondateurs, plusieurs, et non des moindres, appartenaient aux hauts grades de la Grande Loge d'Angleterre. L'organisation de la société est, en effet, calquée sur celle de la franc-maçonnerie, avec un animateur (Grand Maître), coopté par un cercle intérieur (le Grand Conseil de l'Ordre ayant autorité sur le cercle d'initiés des ateliers supérieurs), et un cercle extérieur (loges bleues).

Mais peut-être aussi la société Rhodes-Stead chercha-t-elle à dissimuler ses tendances socialisantes. Il est certain qu'à l'époque de sa fondation, *Victoria regnante*, le socialisme, sous quelque forme qu'il se présentât, aurait fait scandale, ne serait-ce qu'en proclamant l'abolition de la propriété.

Si ce socialisme s'assortit en outre d'une revendication de dictature collégiale, voire personnelle, élue par des « Initiés » étrangers à toute hérédité dynastique, le secret devient une précaution élémentaire dans un pays à régime fondé sur l'hérédité monarchique.

Surtout lorsque les doctrinaires de ce socialisme n'hésitent pas à prôner l'usage de la force pour abattre tout régime ou toute structure existants, afin que les nouveaux dirigeants puissent disposer d'une « toile vierge » sur laquelle ils traceront le plan de leur nouvelle « société idéale ». En fait, de véritables révolutionnaires, voire des anarchistes, même s'ils appartiennent à la haute *gentry*.

Mais le motif le plus puissant du secret dans la société Rhodes-Stead tient, évidemment, au but même de l'entreprise : l'exploitation de l'impérialisme britannique, non point pour la plus grande gloire et pour les intérêts de la Mère-patrie, mais pour le triomphe de la « classe dirigeante », suivant les enseignements de Ruskin.

CAR LE BUT RÉEL DE LA SOCIÉTÉ RHODES-STEAD ÉTAIT BIEN LA RÉALISATION DU PROJET MESSIANIQUE D'UN GOUVERNEMENT MONDIAL, SOUS LA DIRECTION D'UN COLLÈGE RESTREINT D'« INITIÉS », LUI-MÊME ÉVENTUELLEMENT SOUMIS À LA DICTATURE D'UN DE SES MEMBRES COOPTÉ.

La simple prudence exigeait donc de cacher, tant au gouvernement britannique qu'à l'opinion publique, encore plus à l'étranger, des projets aussi subversifs et les procédés mis en œuvre pour leur exécution.

*

Le messianisme de la société Rhodes-Stead s'est manifesté en deux temps.

Dans une première étape, elle a déployé une intense activité pour constituer l'Empire britannique en une fédération analogue à la Fédération canadienne de 1867, en vue d'une confédération avec le Royaume-uni : ce sera l'origine du Commonwealth.

La deuxième étape envisageait, par « extension de l'idée anglophone », d'élargir cette confédération aux États-Unis. À cet effet, si l'on en croit le Dr Carroll Quigley, Stead aurait fait accepter par Rhodes que Washington devînt la capitale confédérale, et même que certains éléments de l'Empire britannique fussent autorisés à prendre place dans les États de l'Union américaine[1].

De la part d'impérialistes avérés tels que Rhodes et Stead, cette proposition peut paraître aberrante. Mais, à y regarder de près, le paradoxe n'est qu'en apparence.

Le but principal de la société Rhodes-Stead étant l'« extension de l'idée anglophone » dans le monde, peu importait que le centre du mouvement se trouvât à Londres, au Cap ou à Washington, suivant l'opportunité du moment, ou que des portions de l'Empire britannique devinssent des États américains, dans la mesure où ce transfert concourait à la réalisation du projet fondamental.

D'autre part, la consigne impérative de Ruskin de diffuser les traditions de l'élite britannique dans le monde entier jointe précisément à l'impérialisme de Rhodes et de Stead laissent à penser que l'« extension de l'idée anglophone » impliquait, dans leur esprit, une revanche de l'Angleterre réintégrant les États-Unis dans son orbite. Le fait que Washington devînt éventuellement la capitale de la confédération pouvait même faciliter les manœuvres sur place en vue d'établir l'hégémonie britannique sur le monde anglo-saxon et, par suite sur le monde entier.

Pour comprendre cette arrière-pensée, il faut se souvenir qu'à l'époque de la création de la société Rhodes-Stead (1891) :

L'Empire britannique constitue un ensemble étendu et très riche – *Rule Britannia*... — alors que les États-Unis, au contraire, sont encore divisés par les contrecoups de la guerre de Sécession : « les gens du Nord, abusant de leur puissance, exercent sur le Sud une dictature qui entretiendra pendant longtemps la haine et l'esprit de

1 Dr Carroll Quigley – Tragedy and Hope, p. 133.

vengeance. Il faudra la guerre hispano-américaine de 1896 et la Grande Guerre de 1917 pour effacer ces impressions »[1].

La puissance économique de l'Angleterre est à son apogée, son industrie et son commerce sans rivaux et sa marine surclasse toutes les autres. À l'opposé, l'économie américaine commence à démarrer, étroitement dépendante de l'afflux des capitaux étrangers, britanniques et français en particulier.

La City de Londres est la plus importante place financière du monde et la livre sterling la monnaie des échanges internationaux ; alors que les grandes banques américaines se livrent entre elles à des luttes acharnées et stériles et que le dollar, mal remis de l'inflation consécutive à la guerre de Sécession, est durement éprouvé par les crises sociales et par l'extension inconsidérée des crédits pour la mise en valeur du pays.

Enfin la majeure partie de l'élite américaine appartient à la franc-maçonnerie, qui reconnaît comme Loge-mère la Grande Loge d'Angleterre, à laquelle sont affiliés aussi les principaux fondateurs de la société Rhodes-Stead.

C'est ce qui permet de comprendre pourquoi Rhodes et Stead estimèrent les États-Unis sans danger et vulnérables à leur action.

*

Pour assurer la pénétration de ses idées dans les élites, la société Rhodes-Stead s'intéressa de près à l'enseignement. C'est ainsi qu'il y eut des chaires Beit et une chaire Montague Burton à Oxford, la chaire Rhodes à Londres, une chaire Stevenson à Chatham House, une chaire Wilson à Aberystwyth. Rhodes consacra une partie de sa fortune à fonder un Centre Rhodes (Rhodes House) et des bourses Rhodes (Rhodes Scholars) à Oxford. De son côté, Milner créait, en 1884, le premier institut colonial du monde, Toynbee Hall – du nom d'Arnold Toynbee, disciple de Ruskin à Oxford.

Après l'élite, le public par la Presse. En 1889, Stead initiait aux thèmes impériaux de Rhodes une jeune journaliste, Miss Flora Shaw (future Lady Lugard), de la rédaction de la *Pall Mall Gazette*, qui lui appartenait, et l'année suivante, il lui faisait attribuer la tête de rubrique Affaires coloniales du *Times* où, jusqu'en 1912, elle

1 Bernard Faÿ et R. Froment – « États-Unis » in Encyclopédie Larousse méthodique, 1955, T.I, p. 434.

propagea les thèses de la société Rhodes-Stead. À ce puissant moyen d'action sur le public, non seulement britannique, mais étranger par l'autorité qui s'attachait à ce quotidien « officieux », la société Rhodes-Stead adjoignit divers journaux et périodiques dont elle prit le contrôle.

*

Ces activités exigeaient beaucoup d'argent. Outre les subventions de Rhodes et de Milner, devenu un grand financier à la tête de plusieurs banques, dont la *London Joint Bank* – future Midland Bank –, celles de Brett et de Lord Rothschild, des fonds importants étaient fournis par un groupe de banquiers internationaux ayant pour chef de file *Lazard Brothers* et coopérant avec la banque *Morgan*, de New York.

Ainsi, les fondateurs et les participants de la société Rhodes-Stead appartenaient *tous* à la Haute Finance internationale.

*

À la mort de Cecil Rhodes, en 1902, ses collaborateurs poursuivirent son œuvre. Rhodes avait nommé Alfred Milner son exécuteur testamentaire. Il devint l'animateur de la société, avec l'aide de ses amis d'Oxford, George Parkin, devenu secrétaire général du *Rhodes Trust*, Philip Lyttleton Gell et Henry Birchenough, qui avaient pris la direction de la *British South Africa Company* et des Ruskiniens de Cambridge, Reginald Baliol Brett, Albert Grey, etc.

Dès sa nomination de Gouverneur général et Haut commissaire en Afrique du Sud, en 1897, Alfred Milner s'y entoura d'un groupe de jeunes gens – baptisé « le jardin d'enfants de Milner » (Milner's Kindergarten) – frais émoulus d'Oxford et de Toynbee Hall. À sa suite, ils parviendront aux plus hauts postes du gouvernement et de la finance.

C'est avec eux qu'en 1909 Milner constitua une association semi-secrète, *La Table Ronde*, qui devait former le « cercle extérieur » de la Société Rhodes-Stead. Dès 1915, elle répartissait ses *Groupes de la Table Ronde* (Round Table Groups) dans sept pays, Angleterre, Afrique du Sud, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Indes et États-Unis ; d'après le Dr Carroll Quigley, ils étaient passé à huit en 1966.

À la manière des Sociétés de Pensées françaises du XVIII^e siècle, ces groupes se tiennent en liaison étroite par des correspondances personnelles et par de fréquentes visites des uns aux autres. En outre

la coordination des attitudes et la transmission éventuelle de consignes sont assurées de Londres par une revue trimestrielle, *The Round Table*, éditée jusqu'en 1961 à Chatham House, dont le premier numéro parut en novembre 1910. Il est à remarquer qu'aucun des articles publiés par *The Round Table* ne porte de signature, cet anonymat concourant au secret sur l'origine des informations et des directives publiées par la revue.

Les subventions de la Table Ronde furent assurées au départ par les bailleurs de fonds de la société Rhodes-Stead, en particulier par le *Rhodes Trust*, les frères Beit et sir Abe Bailey ; puis par la famille Astor, propriétaire du *Times*, et par les banquiers internationaux groupés autour de la banque *Lazard Brothers*, de Londres, et de la banque J.-P. *Morgan* de New York.

C'est surtout par cette participation de groupes financiers que s'établit une « structure de puissance » — l'expression est du Dr Carroll Quigley – entre Londres et New York, dont l'activité s'établit parallèlement des deux côtés de l'Atlantique.

*

À ses débuts, le Groupe de la Table Ronde de New York se composa de Frank Aydelotte, Georges Louis Beer, Erwin D. Canham, ex-« Rhodes Sholar » à Oxford, journaliste au *Christian Science Monitor*, Jerome D. Green, Thomas W. Lamont, associé de la banque *Morgan*, Walter Lippman, célèbre « columnist » au *New York Herald-Tribune*, Whitney Shepardson et quelques autres. Ce groupe compensait sa faiblesse numérique par une notoriété croissante, avec l'appui de la banque *Morgan*.

Et de même qu'en Angleterre la société Rhodes-Stead s'était préoccupée d'agir auprès des élites en assurant son emprise sur les universités d'Oxford et de Londres, de même le Groupe de la Table Ronde américain s'imposa-t-il auprès des universités des États-Unis. Son action fut facilitée par le fait que les universités américaines ne subsistent que grâce aux subventions des financiers. C'est ainsi que le groupe *Morgan* avait la haute main sur Harvard – où il entretient toujours un centre Dillon et une bibliothèque Lamont –, sur Columbia et, par *Thomas Lamont*, il partageait son influence sur Yale avec les *Whitney* – qui y ont fondé un centre sportif Payne Whitney. De son côté, Edward D. Duffield, président de la *Prudential Insurance Co*, du groupe *Whitney*, régnait sur Princeton, où il a créé un centre d'hébergement.

Il est caractéristique que, dans cette dernière université, Abraham

Flexner, de la Fondation Carnegie et du Comité d'Éducation générale de Rockefeller, ait créé, à l'imitation d'All Souls College d'Oxford (où il avait été chargé de cours au Rhodes Memorial), un Institute for Advanced Study (Institut d'Études supérieures), auquel devaient participer les réfugiés du nazisme, Albert Einstein, J. Robert Oppenheimer, John von Neumann et George F. Kennan.

Autre parallélisme avec l'activité de l'organisation britannique, l'infiltration dans la Presse. Elle s'exerça notamment dans cinq quotidiens : *The New York Times*, *New York Herald-Tribune*, *Washington Post*, *Boston Evening Transcript* (disparu depuis) et surtout dans le puissant *Christian Science Monitor*, dont le rédacteur en chef était le principal correspondant américain de *The Round Table*, et auquel collaborait Lord Lothian, premier rédacteur en chef de *The Round Table*, futur secrétaire général du Rhodes Trust (1925-1939), puis ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington.

Dans cet ordre d'idée, en 1914, un certain *Willard Straight* fondait, avec l'argent du richissime Payne Whitney, une revue à tendance socialisante, *The New Republic* (La Nouvelle République).

Willard Straight est un pur produit de l'« Establishment » américain. Ancien adjoint de sir Robert Hart, directeur du service des Douanes Impériales Chinoises[1] et chef de la pénétration européenne en Chine, Straight, demeuré en Extrême-Orient de 1901 à 1912, devint associé de la banque J.-P. *Morgan* et chef expert pour les affaires d'Extrême-Orient. Il épousa Dorothy Payne Whitney, dont le nom représente le nom de deux des plus grosses fortunes américaines de l'époque. Elle était la fille de William C. Whitney, entrepreneur des services publics de la ville de New York, et la sœur de la co-héritière d'Oliver Payne, du trust *Standard Oil*. Un de ses frères avait épousé Gertrude Vanderbilt ; l'autre, Payne Whitney, se maria avec la fille du Secrétaire d'État John Hay, l'un des promoteurs de la politique de la « Porte Ouverte » en Chine. À la génération suivante, trois cousins germains, John Hay (« Jock ») Whitney, Cornelius Vanderbilt Whitney et Michael Whitney (« Mike ») Straight ont appartenu au New Deal et à l'administration Truman, en quoi

1 Par le traité de Pékin (1900), qui avait sanctionné l'écrasement de la « révolte » des Boxers, les Alliés avaient saisi et placé sous administration internationale les Postes et les Douanes impériales en garantie de l'exécution des clauses du traité.

ils se trouvaient alliés aux « libéraux » de Wall Street, comme Nelson Rockefeller.

Or, d'après le Dr Carroll Quigley, l'objet de la création de *The New Republic* aurait été de servir d'exutoire à la gauche progressiste et de l'orienter dans un sens anglophile[1].

La direction de la revue fut confiée à un jeune « Bachelor of Arts », frais émoulu de Harvard mais déjà membre de la Table Ronde, Walter Lippman, rédacteur au *New York Herald-Tribune*, qui appartenait précisément à la famille Whitney. Ce journaliste, rédacteur régulier à *Newsweek*, ardent partisan de la confédération Angleterre-États-Unis, était représentant de Wall Street.

ON RETROUVE DANS LA CRÉATION DE CETTE REVUE LES TROIS CARACTÉRISTIQUES DE TOUTES LES ORGANISATIONS QUI DÉCOULENT DE LA SOCIÉTÉ RHODES-STEAD ET QUI SE PRÉCISERONT PAR LA SUITE :

- UNE TENDANCE SOCIALISANTE ;
- UNE TENDANCE ANGLOPHILE ;
- LA PROGRESSION VERS UN GOUVERNEMENT MONDIAL.

À cet effet, dès leur formation, les Groupes de la Table Ronde exerceront une forte influence sur la politique des deux côtés de l'Atlantique, qui se fera sentir notamment dans :

- la participation des États-Unis à la Grande Guerre à partir de 1917 ;
- l'aide apportée à la Révolution russe d'octobre 1917 ;
- la fondation de la Société des Nations, de Genève.

*

Il est symptomatique de constater que *la haute direction de la Table Ronde a toujours été sous obédience anglaise, et que son siège est toujours à Londres*.

Elle a eu successivement pour « animateurs » :

- Alfred Lord Milner, de l'origine à sa mort en 1925 ;
- Lionel Curtis, de 1925 à 1955 ;
- Robert H., Lord Brand, beau-frère de Lady Astor et administrateur délégué de la banque *Lazard Brothers*, de 1955 à 1963 ;
- Adam Massic, fils de sir William et successeur de Lord Brand à la banque *Lazard Brothers*, depuis 1963.

1 Dr Carroll Quigley – op. cit., p. 939.

CHAPITRE VII

UN TOURNANT DE L'HISTOIRE

L'élection de *Thomas Woodrow Wilson*, en 1912, comme vingt-huitième président des États-Unis était, on l'a vu, le résultat d'une manœuvre de financiers internationaux, conduits par la banque *J.-P. Morgan*, principal soutien financier du *Groupe de la Table Ronde* américain et important agent aux États-Unis des Rothschild de Londres – Lord Rothschild a appartenu au « cercle des Initiés » de la société Rhodes-Stead ; il s'en était retiré pour des « raisons stratégiques », mais il s'était fait remplacer par son gendre Lord Rosebury.

Pour sa campagne de réélection à la Maison Blanche, en 1916, Wilson, s'appuyant sur le principe d'« isolationnisme » prôné par Washington dans son « Message d'Adieux » au peuple américain, du 17 septembre 1796, et par James Monroë dans sa déclaration au Congrès du 2 décembre 1823, avait inscrit en tête de son programme qu'il empêcherait les États-Unis de prendre part à la guerre en Europe. Le 27 mai 1916, il affirmait devant la League to Enforce Peace (Ligue pour imposer la Paix) : « Notre intérêt est dans la seule paix et dans ses garanties futures » ; tandis que ses partisans avaient adopté pour slogan : « He kept us out of War » (Il nous a tenus hors de la guerre). Le 17 novembre 1916, Wilson était élu à une très faible majorité.

Cinq mois seulement plus tard, le 6 avril 1917, Wilson signait la déclaration de guerre à l'Allemagne.

Comment expliquer ce revirement ?

Laissant de côté : « L'Allemagne ennemie de l'humanité ! », « Le combat des Démocraties », « La Fayette, nous voici ! » et autres calembredaines de propagande, les historiens mettent l'accent sur deux motifs principaux :

- le blocus de l'Europe par les sous-marins allemands et la guerre sous-marine à outrance ;
- les manœuvres allemandes en Amérique latine contre les États-Unis.

*

Pour riposter au blocus franco-britannique, Berlin avait déclaré à son tour le blocus sous-marin des côtes alliées, et ce contrairement au droit des gens.

La *Déclaration de Paris* de 1856, en effet, prescrivait qu'un blocus ne pouvait être exercé, après notification diplomatique à toutes les puissances intéressées, que s'il était effectif, ce dont l'Allemagne était incapable avec ses seuls sous-marins. En outre, la Déclaration donnait aux bâtiments de blocus le droit de visite et, éventuellement, de saisie, mais non celui de couler les bâtiments ennemis, et à plus forte raison neutres, sans arraisonnement préalable.

Or, le 7 mai 1915, le paquebot anglais *Lusitania*, de la Cunard Line, retour de New York à destination de Liverpool, se trouvait à 8 miles au SW de la côte d'Irlande – donc en dehors des eaux territoriales britanniques, alors fixées à 6 milles – lorsqu'il fut torpillé sans avertissement. Sur ses 1 958 passagers, 1 140 périrent noyés, dont 150 Américains, parmi lesquels le financier Alfred G. Vanderbilt.

L'affaire fit énormément de bruit dans le monde entier, mais le président Wilson refusa d'en prendre prétexte pour rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne.

L'envoi par le fond du paquebot britannique *Arabic*, torpillé sans préavis le 19 août et avec lequel disparaissaient deux Américains, ne le fit pas changer d'avis ; pas plus que, en septembre, le torpillage de l'*Hesperian*.

Et malgré les torpillages qui se succédaient, Wilson poursuivait la campagne pour sa réélection sur le thème du neutralisme.

Mais, lorsque les Allemands proclamèrent la guerre sous-marine à outrance sans avertissement préalable, le 1er février 1917, Wilson fut bien obligé, à son corps défendant, de riposter deux jours plus tard par la rupture des relations diplomatiques.

*

C'est alors qu'intervint l'affaire du « télégramme Zimmermann ».

Ce télégramme, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères d'Allemagne, Zimmermann, l'avait adressé, le 19 janvier 1917, à von Eckardt, ambassadeur d'Allemagne à Mexico. Il fut intercepté et déchiffré par les services de Renseignement de l'Amirauté anglaise qui le communiquèrent au département d'État de Washington.

On y lisait :

« Le 1er février, nous avons l'intention de commencer la guerre sous-marine à outrance. Malgré cela, il est dans notre intention de maintenir neutres les États-Unis d'Amérique.

« Si cette tentative ne réussit pas, nous proposons une alliance avec le Mexique, sur les bases suivantes : nous ferons la guerre ensemble et ensemble nous ferons la paix. Le Mexique pourra reconquérir les territoires perdus du Nouveau-Mexique, du Texas et de l'Arizona… »

Cette fois, la mesure paraissait comble. Déjà, les manœuvres allemandes en Amérique latine, plus particulièrement en Argentine et au Chili, n'avaient pas manqué d'inquiéter le gouvernement américain ; s'y ajoutaient maintenant les menaces d'une remise en question des annexions des territoires conquis sur le Mexique en 1848, et même d'une guerre sur leurs frontières.

Or, bien qu'ayant acquis la certitude de l'authenticité de ce télégramme, bientôt maladroitement confirmée par Zimmermann lui-même, désireux d'en restreindre la portée, Wilson hésita un bon moment avant de le rendre public, sa teneur ne pouvant manquer de soulever l'indignation de l'opinion publique américaine. Wilson n'autorisera sa publication que le 1er mars, en laissant entendre qu'il ne prendrait aucune décision aussi longtemps qu'il ne serait pas mis devant « un acte manifeste ».

Il allait être servi sans retard.

Dès le 27 février, le paquebot *Laconia*, de la Cunard, avait été torpillé sans avertissement. Le 12 mars, c'est au tour du britannique *Algonquin*. Puis le 19 mars, des trois américains, cette fois : *City of Memphis*, *Illinois* et *Vigilancia*.

Wilson convoque le Congrès pour le 2 avril.

« Wilson s'est-il enfin résolu à la guerre ? Non. Il hésite toujours. Il craint que la déclaration de guerre américaine n'apparaisse comme une réaction de colère et il ne veut pas sembler répondre à la violence par la violence. En attendant, le 28 mars, il joue au golf ; le 1er avril aussi »[1].

Pourtant, c'est le 2 avril qu'il présente au Congrès la demande de

1 Didier Ferrand – « L'entrée en guerre des U.S.A. en 1917 » in Aux Carrefours de l'Histoire, n° 15, novembre 1958, p. 1 576.

déclaration de guerre à l'Allemagne – ou plutôt, comme il le précise, non point au peuple allemand dont les Américains « restent les amis sincères », mais au seul gouvernement impérial. Étrange distinguo, bien dans la note de son caractère de casuiste pharisaïque.

*

Que s'était-il donc passé entre le 19 mars – date des torpillages des trois bâtiments américains – et le 2 avril, qui ait pu changer du tout au tout la résolution de Wilson ?

La version de propagande, largement diffusée à l'époque et encore soutenue dans des ouvrages plus récents, que la détermination de Wilson fut prise à l'occasion du torpillage du *Lusitania*, ne résiste pas aux faits.

On remarquera d'abord qu'il s'était écoulé près de deux ans – vingt-trois mois exactement – entre le torpillage de ce paquebot *anglais* et la déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne, délai très inhabituel pour un *casus belli*.

En outre, ce torpillage s'était effectué dans des circonstances assez troubles, que le journaliste anglais Colin Simpson, du *Sunday Times*, vient de dévoiler d'après des documents d'archives secrètes des États-Unis[1], documents qui confirment et précisent des informations déjà publiées.

D'après M. Simpson, le *Lusitania* aurait été délibérément sacrifié par le gouvernement anglais pour provoquer une réaction anti-germanique dans le public américain et inciter le gouvernement Wilson à décider l'entrée en guerre des États-Unis.

On savait déjà que le *Lusitania*, le paquebot le plus grand et le plus rapide de son époque, transportait illicitement du matériel de guerre ou déclaré contrebande de guerre : 189 caisses de matériel militaire, 5 468 caisses de cartouches et de munitions pour armes légères, des obus non chargés et des fusées, du cuivre et des feuilles de laiton[2].

1 Colin Simpson – Lusitania – Paris, 1973.
2 D'après Hanson W. Baldwin – Histoires vraies de Vaisseaux et Fantômes – Presses Pocket, 1956, p. 225.

De plus, le *Lusitania* était immatriculé comme croiseur auxiliaire de la marine de guerre britannique[1].

Enfin, huit jours avant l'appareillage, prévu initialement pour le 30 avril, l'ambassade d'Allemagne à Washington avait envoyé à cinquante journaux la note suivante :

> AVIS
> Aux voyageurs qui ont l'intention de traverser l'Atlantique, il est rappelé que l'état de guerre existe entre l'Allemagne et ses alliés, d'une part, la Grande Bretagne et les siens, d'autre part, que la zone de guerre englobe les eaux entourant les îles Britanniques, que, conformément à l'avertissement donné par le Gouvernement Impérial Allemand, les navires battant pavillon de la Grande Bretagne ou de ses alliés s'exposent à être détruits dans ces eaux, donc que les voyageurs qui empruntent ces navires le font à leurs risques et périls.
> Ambassade Impériale Allemande
> Washington, 22 avril 1915.

Bien que l'ambassade eût payé les frais d'insertion en même temps qu'elle adressait le texte de l'Avis aux journaux, ceux-ci ne le publièrent que le 1er mai au matin, alors que le *Lusitania* appareillait ce même jour à 12 h 20.

D'après M. Baldwin, le commandant du paquebot, Turner, avait été prévenu que le croiseur *Juno* l'escorterait à son arrivée à l'entrée du passage entre l'Irlande et le Pays de Galles (St Georges Channel), où l'Amirauté britannique *connaissait la présence de l'U-20 allemand par le torpillage récent des cargos Candidate* et *Centurion*.

Malgré quoi, dans l'après-midi du 5 mai, le croiseur fut rappelé à Queenstown sans être remplacé et sans même prévenir le *Lusitania*.

Et le 7 mai, à 14 h 18, le paquebot recevait par tribord une torpille qui provoqua une « explosion terrible ». La torpille avait-elle fait sauter les munitions de la cargaison ? En tout cas, dix-huit minutes seulement plus tard, le paquebot allait au fond.

1 D'après Harry E. Barnes – The Genesis of the War – Alfred Knopf, New York, 1926, p. 611.

Or, écrit M. Baldwin :

« Très peu de temps auparavant, au Palais de Buckingham, le roi d'Angleterre venait de poser une question au colonel House :

« Supposons que les Allemands coulent le Lusitania, avec des passagers américains à bord. Que se passerait-il ? »[1].

D'un autre côté :

« À l'issue de l'enquête faite par les autorités maritimes, révèle Colin Simpson, une petite note « top secret » était glissée dans le dossier sous la signature du capitaine de vaisseau Webb : « Je suis chargé par la direction de l'Amirauté de vous informer qu'il est considéré comme politiquement opportun que le commandant Turner soit hautement blâmé pour ce désastre. » Un « politiquement opportun » qui en dit long ! »[2].

On comprend donc que le président Wilson, parfaitement informé des circonstances étranges du torpillage du *Lusitania* – le dossier secret américain exploité par M. Simpson en fait foi –, n'ait eu aucunement l'intention de s'en servir comme *casus belli*.

Plus sérieuse, par contre, est l'allégation concernant le blocus illicite des côtes alliées par les sous-marins allemands, qui torpillent, avec ou sans avertissement préalable, et jusqu'à la limite des eaux territoriales américaines, des bâtiments anglais et neutres. C'est ainsi qu'en octobre 1916, un sous-marin, profitant de la faculté de relâche dans un port neutre, est venu mouiller à New Port (Rhode-Island) pour quelques heures ; dès qu'il a repris le large, il coule six navires devant Nantucket.

Reste aussi l'insistance de la diplomatie allemande à agiter l'Amérique latine contre les États-Unis.

On ne saurait, en effet, dénier leur valeur aux arguments de cette version officielle, adoptés par l'ensemble des historiens.

Pourtant, les tergiversations du président Wilson jusqu'à sa volte-face soudaine prouvent qu'ils sont insuffisants pour expliquer l'entrée en guerre des États-Unis.

*

À moins que ces hésitations n'aient été qu'artifice…

En fait, il est indéniable que l'intervention américaine était

1 Hanson W. Baldwin – op. cit., p. 230.
2 L'Aurore, 8 mars 1973.

décidée bien avant ces événements, comme en témoigne la déposition de Wilson lui-même, devant la Commission des Affaires étrangères du 66e Congrès :

« Le sénateur McCumber : – Croyez-vous que si l'Allemagne n'avait commis aucun acte de guerre, ou aucun acte injustifiable envers nos compatriotes, nous serions intervenus dans la guerre ?

« Le Président Wilson : – Je le crois.

« Le sénateur McCumber : – Vous croyez que, de toute façon, nous serions intervenus ?

« Le président Wilson : – Je le crois. »

*

C'est donc qu'il existait un véritable complot pour entraîner les États-Unis dans une guerre européenne, en dépit des instructions de George Washington dans son Message d'Adieux et de la doctrine Monroë.

Mais le président Wilson n'a pas cru devoir préciser les bases de son affirmation – n'avait-il pas reconnu, en rentrant d'une séance à la Conférence de la Paix, à Versailles : « Il existe une force secrète qui travaille en Europe et dont nous n'avons pas pu remonter la piste » –, pas plus que le sénateur McCumber n'a cru devoir insister pour les connaître.

On est donc réduit aux hypothèses étayées sur des faits.

À ce sujet, le colonel Curtis B. Dall, bien introduit à la fois dans le monde de la Finance – il fut un des dirigeants de la banque *Lehman Brothers* – et de la politique – gendre du président Franklin D. Roosevelt –, il n'hésite pas à affirmer que :

- d'une part, Wilson « fut l'objet d'une très forte pression de l'étranger » [1];
- d'autre part, il fut mis en demeure de tenir l'engagement que, selon le grand financier Bernard Baruch, il avait signé en 1912 au siège du Parti Démocrate – le Parti de Wall Street.

L'intervention des États-Unis dans la Grande Guerre est donc due à la pression exercée sur le président Wilson par la Haute Finance internationale.

Et pression manifestée avec un tel cynisme qu'elle révolta le grand industriel Ford.

1 Curtis B. Dall – F.D.R. My Exploited Father-in-Law, p. 173.

En septembre 1915, il décida de retirer ses dépôts de toutes les banques participant aux emprunts des belligérants. Et en décembre, il organisait son aberrante équipée en Europe[1].

Henry Ford n'était pas le seul adversaire de l'entrée en guerre des États-Unis. Sans même parler des « isolationnistes » traditionnels, la population américaine a des origines trop diverses et trop récentes pour que le gouvernement ne soit pas strictement neutraliste. Si les descendants d'Anglo-Saxons inclinent vers la Triple-Entente (France-Angleterre-Russie), par contre penchent vers la Triple-Alliance (Allemagne-Autriche-Italie) les Américains de souche allemande ou italienne, les descendants d'émigrés protestants français opposés à la Fille aînée de l'Église, tandis que les immigrés du Canada ou d'Irlande reprochent à la France l'anticatholicisme des lois laïques ; quant aux Juifs, peu nombreux mais puissants, ils ne peuvent pardonner à la Russie son antisémitisme et ses pogroms.

Pour surmonter ce pacifisme et faire évoluer l'opinion publique en faveur d'*une intervention aux côtés de l'Angleterre* – on parlera peu de la France, encore moins de la Russie –, les conjurés de Wall Street devront financer une intense propagande par la Presse, en utilisant tous les événements tendancieusement exploités, voire fabriqués de toutes pièces.

Cette manœuvre des financiers américains relève, d'abord, d'un motif d'ordre général : leur souci d'endettement des États, surtout lorsque cet endettement est dû à des dépenses improductives. Est-il dépenses plus improductives et plus susceptibles d'endetter au maximum les pays que celles nécessitées par la guerre, tant pour sa conduite que pour les réparations ultérieures qu'elle entraîne ?

Avec même l'avantage inappréciable de permettre aux financiers de jouer sur les deux tableaux, comme l'a montré la guerre de Sécession, dont les deux camps étaient financés par les Rothschild :

1 Le 5 décembre 1915, Ford s'embarquait sur le vapeur Oscar II, accompagné d'une foule de politiciens, de journalistes, sténographes, interprètes, secrétaires, etc., pour aller créer en Scandinavie un congrès contre la guerre et entamer une campagne pacifiste chez les différents belligérants. Mais l'Allemagne lui ayant interdit l'entrée sur son territoire et les Alliés n'ayant répondu que par des sarcasmes à ses propositions, Ford rentra très déçu en Amérique et, dès lors, participa à l'effort de guerre des États-Unis. Cette équipée lui avait coûté plus de 100 000 dollars.

les Nordistes par leur agent August Belmont, les Sudistes par leurs parents, les Erlanger.

Autre motif d'intervention dans le conflit, plus particulier aux États-Unis en ce début du XX^e^ siècle. Les investissements français et britanniques, qui ont servi à soutenir le dollar et à faciliter l'équipement industriel américain, ont permis aux banquiers qui s'en sont mêlé, la banque *J.-P. Morgan* en particulier de réaliser d'importants bénéfices de courtage. Or, comme le souligne M. Didier Ferrand, depuis la déclaration de guerre, la France et l'Angleterre sont devenues les principaux clients de l'industrie américaine. Les premières commandes ont pu être réglées comptant par l'intermédiaire des mêmes banques, qui ont profité de substantielles commissions. Mais le conflit se prolongeant au-delà des six mois escomptés par les experts alliés, il a fallu recourir au crédit pour des sommes de plus en plus considérables. « Une défaite de la France eût signifié pour la banque Morgan, par exemple, l'impossibilité de récupérer les sommes prêtées »[1]. Et pour sauvegarder les intérêts de la banque *Morgan* et des autres financiers inféodés au *Groupe de la Table Ronde*, la propagande en faveur de l'intervention américaine *aux côtés de l'Angleterre* va se déchaîner.

Avec d'autres motifs, certes. Les commandes de guerre du gouvernement américain, tant pour ses propres troupes que pour ses Alliés, vont provoquer un « boom » industriel et financier, qui effacera le marasme économique dû à la panique de 1907 – déchaînée artificiellement par *Morgan* – et, sous couvert d'union sacrée devant l'ennemi, fera passer au second plan l'hostilité entre les États du Sud et ceux du Nord, séquelle encore sensible de la guerre de Sécession. Il faudrait citer aussi la collusion entre la toute récente Federal Reserve Bank et les Banques centrales d'Angleterre et de France. Etc.

1 Didier Ferrand – op. cit., p. 1 571.

Chapitre VIII

Le Sionisme et l'intervention américaine en 1917

Il est un fait généralement passé sous silence par les historiens de la guerre 1914-1918 mais signalé par divers auteurs américains : c'est le traité secret signé à Londres en 1916 par le « colonel » House lors de la mission en Allemagne dont l'avait chargé le président Wilson.

Aux termes de ce traité, préparé par House et par « Justice » Louis Brandeis, de la Cour Suprême, les États-Unis s'engageaient à entrer en guerre aux côtés de l'Angleterre moyennant que, en contrepartie, l'Angleterre s'obligeât à garantir la Palestine aux Sionistes « en temps opportun ».

On sait comment « Justice » Louis Brandeis dut sa nomination à la Cour Suprême à un chantage exercé sur Wilson au sujet d'une aventure extra-conjugale. Or Louis Brandeis, israélite, avait pris un fort ascendant sur Wilson et, de plus, il était un des principaux chefs militants du Sionisme international.

*

« Si je t'oublie, Jérusalem, que ma main droite se paralyse ! » ; ce verset du Psaume 86 – *Super Flumina Babylonis* – était déjà le leitmotiv des Juifs déportés à Babylone par Nabuchodonosor dans les dernières années du VI^e^ siècle.

Pour les Juifs de la Grande Diaspora – la dispersion à travers le monde après la révolte de 132-135 de notre ère et la répression de Hadrien –, ce verset manifestera l'espoir de retour en la Cité sainte ; mais espoir devenu, à la longue, plus rituel que réellement éprouvé. De nombreux Juifs, en effet, s'accommodaient fort bien de leur exil et ne souhaitaient nullement revenir en Palestine, en dépit de la menace endémique des pogroms.

D'autant que, dans certains pays, se produisait une lente assimilation. Ainsi en France, où l'on verra Louis XIV lui-même anoblir le financier Samuel Bernard et marier ses filles à la plus haute noblesse. Le 27 septembre 1791, l'Assemblée constituante prenait un

décret qui accordait aux Juifs la nationalité française moyennant prestation du serment civique. Achille Fould, député sous Louis-Philippe, devint ministre d'État de Napoléon III. Sous la III[e] République, les financiers juifs marient leurs filles aux plus grands noms : Polignac, Noailles, Grammont, Faucigny-Lucinge, Murat, Ney d'Elchingen, Berthier de Wagram, etc. Dans la politique, on a compté un ministre, Adolphe Crémieux et un président du Conseil, Léon Gambetta ; dans l'édition, les Calmann-Lévy, les Alcan, les Offenstadt, etc. ; dans le journalisme, Arthur Meyer, Léon Blum, etc.

De même, le roi d'Angleterre élèvera les Rothschild de Londres à la pairie et la reine Victoria fera de Benjamin Disraeli un Lord Beaconsfield, Premier ministre.

En Autriche, l'empereur donnera aux Rothschild de Vienne et de Paris le titre de barons.

C'est dans les ghettos de l'Europe centrale et de l'Est que les idées « philosophiques » de la fin du XVIII[e] siècle, propagées par les armées de la Révolution et de l'Empire, vont susciter l'idée de liberté et ranimer l'espoir de retour en Palestine – « L'an prochain à Jérusalem ! » – qui devait être baptisé Sionisme en 1886, par un journaliste autrichien, Nathan Birnbaum.

Parmi les précurseurs du sionisme, on peut citer Moïse Hess qui, en 1862, dans un ouvrage intitulé *Rom und Jerusalem*, réclamait pour les Juifs le droit de réaliser leurs aspirations nationales, et le médecin d'Odessa, Leo Pinsker qui, dans son livre *L'Auto-Émancipation*, publié en 1882, affirmait : « Les Juifs doivent redevenir une nation, un peuple ayant un territoire à lui. »

Leur appel fut entendu. Dès 1883, les grands financiers israélites d'Europe, au premier rang desquels le baron Edmond de Rothschild et le baron Hirsch, s'intéressèrent à un mouvement sioniste, les « Amants de Sion » (*Hovevé Zion*), fondé à Varsovie en 1881 par Samuel Mohilever. Réorganisé en 1884 à Katovice par Leo Pinsker, le mouvement implanta quelques colons « ashkenazim » en Palestine, alors sous domination ottomane[1].

1 On appelle askenazim (ou ashkénazim) les Juifs d'Europe centrale et orientale, par opposition aux sephardim, Juifs du Portugal, d'Espagne et des pays riverains de la Méditerranée.

À la vérité, il y existait déjà quelques groupements juifs, anciens noyaux hébreux subsistant depuis les temps anciens à Jérusalem et Hébron, en Judée, à Safed et Tibériade, en Galilée. D'autre part, l'*Alliance Israélite Universelle*[1] avait créé près de Jaffa, vers 1870, l'école d'agronomie *Mikveh Israël* qui allait fournir aux nouveaux colons des cadres techniques.

Car les Amants de Sion n'avaient pas rallié les communautés juives traditionnelles. Partisans du retour à la terre, ils s'étaient groupés en villages nouveaux : Zikhron Yaakov, Rishonle-Zion, Petah Tihvah, Rosh Pinah, Rehovoth, où ils ne tardèrent pas à se trouver en butte à des difficultés de toutes sortes, qu'ils surmontèrent par un acharnement et une abnégation méritoires, avec l'aide des financiers européens qui avaient encouragé leur mouvement.

Le subit intérêt de ces grands seigneurs de la Finance pour de petits agriculteurs inexpérimentés ne laisse pas de surprendre. Il s'explique, peut-être, par le désir des Juifs assimilés de se débarrasser des quelques millions de « Pollacks » responsables, par leurs procédés commerciaux, des manifestations d'antisémitisme, dont pâtissaient les banquiers juifs. D'autant que Paris et surtout Londres étaient encombrés d'un afflux d'ashkenazim de Russie fuyant les persécutions et les pogroms. Leur transfert en Palestine en délivrerait l'Europe occidentale.

Mais le vrai fondateur du sionisme sera le journaliste et auteur dramatique juif autrichien *Théodore Herzl* (1860-1904), correspondant parisien de la *Neue Freie Press* en 1889. Il n'a rien du Juif du ghetto : boulevardier, auteur à succès, dandy, il ne connaît pas l'hébreu, ignore tout du pré-sionisme et ne pratique pas. Au sujet des pogroms de Russie qui se multiplient : « Si l'on en juge par les quelques notes que Herzl a laissées dans son journal intime, écrit M. Soustelle, la solution qu'il entrevoyait était celle de l'assimilation totale, de la déjudaïsation : il imaginait la conversion massive des

1 L'Alliance Israélite Universelle (45, rue La Bruyère, à Paris) a été fondée en 1860 par Adolphe Crémieux, ministre de la Justice du Gouvernement de la Défense Nationale de 1870. C'est lui qui promulgua le « décret Crémieux » (24 octobre 1870) accordant la nationalité française aux seuls indigènes algériens de confession israélite (cf : L'Alliance Israëlite Universelle, par Georges Ollivier, Paris 1960).

Juifs au christianisme, une grandiose « réconciliation judéo-chrétienne » bénie par le pape »[1].

Or, en novembre 1894, éclate à Paris l'« Affaire Dreyfus », que Herzl suit pour son journal. Il est consterné par « la vague d'antisémitisme qu'elle soulève dans un pays ayant depuis longtemps reconnu aux Juifs la plénitude des droits civiques »[2]. L'« Affaire » va rendre à Herzl la conscience de son appartenance à la race juive. En 1895, il écrit *L'État Juif* et le fait éditer l'année suivante. Il y soutient la double thèse de l'assimilation complète par des mariages avec des Chrétiens et de la nécessité pour les Israélites de se faire attribuer une région du globe assez vaste pour qu'ils puissent s'y installer tous définitivement. Écrit en allemand, le livre eut un gros succès et fut traduit en français, en anglais et en hébreu.

Le motif de ce succès est que Herzl ne se cantonnait pas dans les idées générales : il proposait un programme pratique, la création d'une *Société des Juifs*, pour l'organisation de l'opération, et une *Compagnie Juive*, au capital de 50 millions de livres sterling, chargée de financer l'entreprise élaborée par la Société des Juifs.

En ce qui concerne le lieu d'émigration, « L'Argentine ou la Palestine pouvait être choisie. Si l'on s'arrêtait à la Palestine, les sanctuaires des autres fois devraient bénéficier de l'extra-territorialité. On devrait renoncer au procédé habituel de l'infiltration pour recourir à l'immigration organisée »[3].

Mais l'idée de Herzl se heurta à de fortes oppositions : et des Juifs orthodoxes, qui jugeaient blasphématoire de vouloir devancer la venue du Messie par le retour à Jérusalem et le triomphe du peuple juif ; et des « Amants de Sion », qui craignaient une réaction de la Turquie contre les colons déjà installés ; et des traditionalistes, que la thèse de l'assimilation avait dressés violemment contre Herzl, à qui ils reprochaient de sacrifier aux idées occidentales, alors que les Juifs « arrivés » craignaient au contraire que la création d'un État d'Israël

1 Jacques Soustelle – La longue marche d'Israël – Paris 1968, p. 29. L'expression entre guillemets est d'André Chouraqui – Théodore Herzl – Paris, 1960, p. 93.
2 Pierre Larrivé – « Terre promise, mais à qui ? » in Miroir de l'Histoire, n° 7-725, avril-mai 1973, p. 20.
3 Georges Loïc – « La reconstruction du Temple » in Revue des Questions historiques, novembre 1934, p. 63.

vînt exacerber le particularisme juif, contrarier leurs efforts d'assimilation et provoquer un surcroît d'antisémitisme ; et de la jeunesse socialiste marxiste, qui considérait l'initiative de Herzl comme un retour à un nationalisme périmé ; et des réalistes, qui jugeaient ses propositions du domaine du rêve ; et de la masse des petits artisans et commerçants, qui s'accommodaient de leur sort et qui réprouvaient tout esprit d'aventure.

Devant pareille opposition, tout autre que Herzl se serait découragé. D'autant que des Sionistes convaincus, comme le baron Edmond de Rothschild lui-même et des israélites britanniques notoires : sir Samuel Montagu, le fondateur de la banque habilitée au « fixing » de l'or, le colonel Goldsmit, représentant à Londres des « Amants de Sion » et Claude Montefiore, partisans d'un « Sionisme pratique », jugeaient les idées de Herzl utopiques et même dangereuses.

Malgré quoi, avec l'appui du célèbre écrivain Israël Zangwill, de Londres, de Max Nordau, de Paris, et de Max Bodenheimer, de Cologne, Herzl réunit à Bâle, le 27 août 1897, un Congrès auquel participèrent 204 délégués de tous pays, de toutes langues et de toutes opinions politiques, dont deux représentants de l'*Ordre des B'nai B'rith* (Les Fils de l'Alliance), la franc-maçonnerie juive.

Lors de ce Congrès, Max Nordau y définit et y fit admettre le but du Sionisme : « L'établissement en Palestine d'un Foyer juif légalement et publiquement reconnu. »

Dès lors, Herzl se trouvait habilité à poursuivre sa tâche. Son activité s'exerça dans trois directions : – renforcer l'organisation sioniste mondiale ; – fonder une banque qui lui fournît les ressources nécessaires à son action ; – obtenir, tant de la Turquie que des Puissances intéressées au Proche-Orient, une Charte légalisant l'établissement d'un Foyer juif en Palestine.

Le renforcement de l'organisation sioniste mondiale fut très malaisé. Dans la suite des Congrès, qui se réunissaient une fois par an, diverses tendances politiques se manifestèrent : – une « droite », représentée par les Juifs orthodoxes du Parti *Mizrahi*, nourris de culture traditionnelle ; – une « gauche » socialiste, composée essentiellement de délégués russes du *Parti Poale Zion* (Les Travailleurs de Sion) ; – un « centre » de partisans du « Sionisme moral » d'Ascher Ginzberg ; – enfin les politiques, de Herzl.

À la propension du caractère juif pour le « pilpoul », ces

interminables discussions sur de menus détails de doctrine ou de rite – et il ne faut pas oublier que la *Torah* (La Loi) représente à la fois une doctrine religieuse, un rite minutieux, mais aussi une constitution politique –, s'ajoutaient les écarts dans les modes de pensée entre délégués provenant de tous les pays de la Diaspora. Jusqu'à sa mort, Herzl s'épuisera à poursuivre une conciliation toujours remise en cause.

Il n'eut pas plus de succès pour la fondation de sa banque. Le scepticisme des financiers lui inspira cette réflexion pleine d'humour : « C'est bien la première fois que je vois mettre en doute l'aptitude des Juifs à créer des banques. » Il lui fallut cinq ans pour réussir à faire enregistrer à Londres le *Jewish Colonial Trust*, au capital de 250 000 livres sterling (6 300 000 francs-or) souscrit par 140 000 cotisants, soit un peu moins de 2 £ par souscripteur : les gros financiers s'étaient abstenus. En fait, jusqu'à la fin, Herzl se débattit au milieu des difficultés financières.

Pour l'obtention de la Charte, fondement juridique du Foyer juif, Herzl n'eut pas plus de réussite. Il avait pensé d'abord obtenir l'appui de l'Allemagne impériale, en relations très cordiales avec la Sublime Porte. Le ministre des Affaires étrangères du Kaiser, von Bülow, l'assura que Guillaume II voyait d'un bon œil le retour des Juifs en Palestine. Le 17 octobre 1898, au cours de son voyage à grande représentation dans le Proche-Orient, le Kaiser reçut à Constantinople une délégation sioniste conduite par Herzl qui, en présence de von Bülow, exposa à l'Empereur son projet de Charte sous protectorat allemand. Guillaume II, très intéressé à la perspective de disposer d'un protectorat à proximité du canal de Suez, et donc de la route des Indes, déclara qu'il parlerait du Foyer juif au sultan. Mais, dans une deuxième entrevue à Mikveh Israël, suivie d'une troisième à Jérusalem, le Kaiser laissa entendre qu'il s'était heurté à l'opposition du sultan et qu'il ne donnait pas suite au projet de Herzl. Une nouvelle tentative auprès du sultan Abdul Hamid, en février 1902, n'eut pas plus de succès.

Herzl chercha alors à intéresser l'Angleterre, en faisant miroiter aux yeux de Lord Rothschild et du ministre des Colonies, Joseph Chamberlain, l'avantage pour l'Empire britannique d'une colonie juive sous protectorat anglais à l'entrée de la route des Indes. Ce fut encore un échec.

Herzl osera même s'adresser au ministre de l'Intérieur de Russie,

Vinceslas Constantinovitch de Plehve, l'instigateur de nombreux pogroms – il devait être assassiné par les nihilistes moins de deux ans plus tard –, pour en obtenir l'autorisation de développer l'organisation sioniste en Russie et l'émigration juive à l'étranger. Sans résultat autre que de soulever la réprobation des Juifs pour cette démarche auprès d'un de leurs bourreaux.

En France, l'Alliance Israélite Universelle demeurait sur sa position de soutien au Sionisme « pratique », mais refusait de se compromettre avec le Sionisme « politique ».

Quant à l'Angleterre, où 100 000 Juifs d'Europe continentale s'étaient réfugiés en 1881 et 1905, cette immigration massive avait provoqué des réactions antisémites dont s'inquiétaient les Israélites assimilés.

Violemment attaqué au Sixième Congrès sioniste, tenu à Bâle en août 1903, Herzl triomphe encore de ses opposants. Mais lors du Septième Congrès, en avril 1904, à Vienne, l'hostilité se fait plus âpre. Démoralisé, épuisé, Herzl meurt à Vienne le 3 juillet.

Malgré quoi, un courant de migration vers la Palestine s'était établi, dont l'importance ne cessait de croître. Le plus fort contingent en était fourni par des intellectuels russes, socialisants, mais bien décidés à s'établir au pays de leurs ancêtres et à s'y maintenir. Et tandis que les successeurs de Herzl se débattaient au milieu des contradictions internes du Sionisme théorique, on voyait se créer à Jaffa, en 1908, un *Office de Planification de l'Immigration*, et le Fonds National Juif s'intéresser à l'achat des terres. L'année suivante, Tel-Aviv (La Colline du Printemps) est fondée. L'usage d'un hébreu modernisé remplace le russe et le yiddish. On voit arriver un certain David Gryn, originaire de Pologne russe, qui prendra le nom de Ben Gourion (Le Fils du Lion) ; Haïm Weizmann, né en Russie Blanche mais naturalisé britannique, chimiste réputé, qui deviendra le premier président de l'État d'Israël ; Golda Meyerson, émigrée de Russie aux États-Unis, qui sera Golda Meïr…

Après la mort de Herzl, les divisions ne firent que s'accentuer au sein du Sionisme, malgré les efforts de Vladimir (Zeev) Jabotinsky. Le siège de l'organisation fut transféré à Cologne par un compagnon de Herzl, David Wolffsohn, nommé président du Comité exécutif du Sionisme.

En 1908, éclatait en Turquie une révolution menée par le mouvement « Jeune Turc », qui détrôna le sultan Abdul Hamid. Elle avait

pris naissance à Salonique, ville à forte population israélite, et un certain nombre de Juifs avaient participé à ses débuts. Ils en espéraient un certain libéralisme à l'égard du Sionisme, qui installa aussitôt à Constantinople un bureau de propagande confié à Victor Jacobson. Mais les Jeunes Turcs ne tardèrent pas à décevoir ces attentes.

Cependant, depuis cette révolution, le Comité exécutif s'était remis à compter sur l'influence de l'Allemagne en faveur de la Charte auprès des nouveaux maîtres de Constantinople. Aussi, tandis que la section allemande de l'Alliance Israélite Universelle se détachait de la société-mère de Paris pour prendre son autonomie sous la dénomination de *Hilfsverein der Deutschen Juden* et que le siège de l'exécutif sioniste s'installait à Berlin, la propagande de Jacobson en Turquie prenait un caractère pro-allemand, anti-russe – à cause des pogroms –, et anti-britannique – à cause de l'hostilité des leaders juifs de Londres, Claude Montefiore, Lucien Wolff, Lord Rothschild, sir Robert Waley Cohen, sir Osmond d'Avidor Goldsmid, contre le Sionisme « politique ». Aussi, en 1914, le Sionisme passait-il pour profondément germanophile, et les Anglais lui coupèrent-ils tout subside. D'autre part, irrité que les Sionistes aient remplacé en Palestine l'usage de l'allemand et du yiddish par l'hébreu, le Hilfsverein, à son tour, supprima son aide financière. Seuls les Juifs des États-Unis poursuivirent l'envoi de fonds.

Lorsque, en août 1914, la guerre éclata entre les Empires centraux et la Triple Entente (Angleterre, France, Russie), les dirigeants sionistes mirent le Fonds National à l'abri à La Haye. Ils créèrent à Copenhague un bureau de propagande et d'information, sous la direction de Nahum Sokolow et de Tchelenow, et installèrent à New York un Comité provisoire, présidé par « Justice » Louis Brandeis, qui comprenait entre autres Stephen Wise, conseiller personnel et influent du président Wilson, Eugène Meyer, futur président du Federal Reserve Board, Nathan Straus et le financier international Félix Frankfurter, neveu de « Justice » Brandeis[1].

1 Il est à remarquer que Louis Brandeis, qui occupait les fonctions de président du Comité provisoire sioniste depuis 1914, fut nommé juge à la Cour Suprême en 1916, soit moins d'un an avant la déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne – dont il fut, avec le « colonel » House, un des plus ardents investigateurs.

Les belligérants avaient de gros besoins d'argent. Ils se tournèrent vers les grands financiers israélites d'Europe et des États-Unis. Pour les séduire, les Allemands se présentèrent aux Juifs de Pologne comme des libérateurs. Des affiches en yddish leur annoncèrent leur émancipation et les invitèrent à se ranger du côté des Empires centraux. Les Alliés se livrèrent à des démonstrations analogues. Quant aux financiers américains, « pour être sûrs de gagner sur tous les tableaux, ceux-ci prêtent à tous les belligérants »[1].

Au début des hostilités, la Turquie reste neutre. Fidèle à sa politique traditionnelle d'empêcher les Russes de parvenir à la Méditerranée, l'Angleterre paraît soutenir Constantinople. Mais, dès le 6 août 1914, une division navale allemande, composée du croiseur de bataille *Goeben* et du croiseur léger *Breslau*, se réfugie dans les Dardanelles, alors que la division britannique de poursuite s'en voit refuser l'entrée. Incorporés dans la flotte turque en conservant leurs équipages germaniques, les deux navires bombardent, le 29 octobre, sous pavillon turc, des ports russes de la Mer Noire. Le 6 novembre, les Alliés déclarent la guerre à la Turquie.

Dès lors, la Triple Entente inscrivait dans ses buts de guerre le démembrement de l'empire de la Sublime Porte. Mais la question se posait du sort des territoires arrachés à « l'homme malade de l'Europe ». Ce fut l'objet d'un mémorandum secret que le ministre Herbert Samuel soumit, en mars 1915, au Cabinet britannique.

Le premier point étudié concernait la prétention de la France à créer à son profit une zone d'influence dite « Syrie intégrale », comprenant la Syrie, le Liban et la Palestine. Herbert Samuel y était opposé, en exposant que : « L'établissement d'une grande puissance européenne si près du canal de Suez constituerait une menace permanente et formidable sur les lignes de communication essentielles de l'Empire britannique… Nous ne pouvons pas partir de l'hypothèse que nos relations avec la France, présentement excellentes, continueront toujours ».

Deuxième point : laisser la Palestine à la Turquie. Cette solution ne paraissait pas judicieuse à Herbert Samuel, la Porte ayant toujours laissé la région à l'abandon.

Troisième hypothèse : confier la Palestine à un mandat

1 Georges Loïc – op. cit., p. 64.

international. Sir Herbert objectait que cette solution engendrerait une impuissance administrative dont on pouvait craindre que l'Allemagne, toujours fort active dans la région, n'en fût la bénéficiaire.

Abordant l'hypothèse d'un État juif autonome, le ministre soutenait que la solution n'était pas « mûre », les Juifs représentant à peine le tiers de la population du territoire. Les risques de conflits avec les Arabes rendraient précaire l'existence d'un gouvernement israélite.

Quant à la proposition de Herzl de l'établissement d'un protectorat britannique, sir Herbert la commentait : « J'ai reçu l'assurance, à la fois de Sionistes et de non-Sionistes, que cette solution de la question palestinienne serait de loin la mieux accueillie par l'opinion juive dans le monde. On espère que, sous un régime britannique, des facilités seraient fournies aux organisations juives afin d'acquérir des enseignements et des institutions religieuses, et de coopérer au développement économique du pays, et que l'immigration juive, soigneusement réglementée… (permettrait aux Juifs) devenus la majorité et établis dans le pays, d'y obtenir le degré d'autonomie (*self-government*) que les conditions du moment pourraient justifier. »

En mai 1916, l'accord secret dit « traité Sykes-Picot » esquissait le partage du Levant en zones d'influence anglaise et française. La France reconnaissait à la Grande Bretagne le protectorat sur la Palestine. Mais au sein même du cabinet britannique régnait l'indécision sur le futur statut des Juifs de Palestine. Les antisionistes, menés par le secrétaire d'état à l'Inde, Edwin Montagu, et par le *Conjoint Committee* israélite de Claude Montefiore et de David L. Alexander, s'opposaient fortement à toute autonomie juive.

Cependant, aux États-Unis, un Comité s'était créé à Philadelphie, le 26 mars 1916, qui avait pour objet de : « *préparer les revendications qui devront être présentées au nom du judaïsme au Congrès de la Paix* ».

C'est alors que Nahum Sokolow et Tchelenow vinrent de Copenhague à Londres, où Haïm Weizmann les aida à fonder, avec l'appui financier de sir Herbert Samuel et des Rothschild le *British Palestine Committee* (Comité britannique de Palestine). Le 7 février 1917 se réunissaient à Londres, sir Mark Sykes, Lors Rothschild, James de Rothschild (de Paris), Herbert Samuel, Haïm, Weizmann, Nahum Sokolow, avec Georges Picot, représentant Aristide Briand,

président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de France. Leurs délibérations furent en faveur de la thèse sioniste.

Le 6 avril 1917, l'Amérique entrait en guerre. « Le 16 octobre, précise M. Jacques Soustelle, sur l'intervention de Brandeis, le colonel House, confident du président Wilson, téléphona à Londres : le président des États-Unis pressait le gouvernement anglais de prendre enfin position »[1]. Or, le « colonel » House, comme « Justice » Louis Brandeis, avait été imposé à Wilson par les banquiers internationaux israélites Paul et Félix Warburg, Otto H. Kahn, Louis Marburg, Henry Morgenthau, Jacob et Mortimer Schiff, Herbert Lehman et le « complexe bancaire Rothschild », tous pro-sionistes et *tous membres de la Table Ronde ou figurant parmi ses bailleurs de fonds*.

Tiraillé entre ces diverses pressions, le cabinet britannique se décida, le 2 novembre 1917, à faire publier par Lord Balfour, secrétaire d'état aux Affaires étrangères, sous forme d'une lettre adressée à Lord Rothschild, la déclaration qui porte son nom :

« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer National (*National Home*) pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour en faciliter la réalisation, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine, ni aux droits et statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays… »

L'imprécision de ce texte traduit bien l'embarras du cabinet britannique devant les diverses tendances juives, la pression américaine et les impératifs de sa politique arabe, au moment même où le colonel T.-E. Lawrence, à la tête de ses irréguliers du Hedjaz, harcelait les armées turques à l'Est d'Akaba et faisait sauter à plusieurs reprises le chemin de fer de Médine à Damas. Sans parler même du désaccord entre les propositions de protectorat du traité Sykes-Picot et les insistances américaines pour que le Foyer National juif devînt une « communauté autonome vouée au progrès de la justice sociale » (Meyer Kallen).

Le 11 décembre 1917, le général anglais Allenby entrait dans Jérusalem abandonnée par les Turcs. On lui avait adjoint une

1 Jacques Soustelle – op. cit., p. 81.

Commission sioniste internationale, présidée par Haïm Weizmann et chargée d'administrer la Palestine. À la tête de la délégation américaine, Félix Frankfurter, neveu de « Justice » Brandeis.

De nombreux incidents éclatèrent entre Juifs et Arabes. Le sang coula à Jérusalem et les troupes anglaises furent contraintes de rétablir l'ordre.

« La pression de la haute finance s'exerce alors directement sur l'Angleterre. Lord Milchett, président de la plus importante firme de produits chimiques, Sir Philip Sassoon, dont les intérêts économiques aux Indes sont considérables, Lord Bearsted, des trusts pétroliers, font comprendre au Gouvernement britannique qu'il doit respecter les promesses faites par M. Balfour »[1]. Herbert Samuel est nommé, peu après, Haut-Commissaire britannique de la Palestine, avec pour mission de laisser organiser l'immigration juive pour que, la population juive de Palestine s'étant étoffée, puisse naître un jour l'État d'Israël.

*

Si l'on ne peut affirmer que la pression de la Haute Finance internationale, exercée par l'intermédiaire de « Justice » Louis Brandeis et surtout du tout-puissant « colonel » House, fut l'élément déterminant dans la décision du président Wilson d'intervenir dans le conflit européen, du moins est-il prouvé qu'elle eut une influence certaine. D'autant que la création d'un État juif en Palestine s'insérait dans un plan plus général de ces mêmes financiers pour l'établissement d'un Gouvernement mondial. Et derrière ces tractations, on voit se profiler l'ombre de la *Table Ronde, d'origine et d'obédience britanniques*, soutenue par divers groupes de financiers dont, notamment, les *Lazard Brothers*, d'Angleterre, *Kuhn, Loeb & Co* de New York, par l'intermédiaire du « colonel » House, dont on verra plus loin les connivences avec la Table Ronde.

1 Henry Coston – Les Financiers qui mènent le Monde, Paris 1955, p. 267.

Chapitre IX

La Révolution d'Octobre

Pas plus que la Révolution française, la Révolution russe d'octobre 1917 ne fut l'explosion spontanée d'une révolte du peuple contre le régime monarchique. Elle fut, au contraire, le résultat d'une longue manipulation de l'« intelligentsia » par des éléments non slaves[1].

Longtemps partagée entre « occidentalistes » – partisans d'une évolution vers la culture européenne – et « slavophiles » – attachés à l'essence même de l'esprit russe –, c'est dans la représentation didactique du monde telle qu'exposée par Karl Marx dans *Le Capital* (paru en Allemagne en 1867 et traduit en russe en 1869) que l'intelligentsia russe, dans sa majorité, voulut reconnaître l'expression de son idéal politique.

Le marxisme apportait à ces intellectuels, étudiants pour la plupart, la base qui manquait à leur désir de changer le monde, désir perpétuel de la jeunesse généreuse : une analyse à apparence scientifique et une méthodologie. En outre, le messianisme de Marx

Remarque – Les dates indiquées dans ce chapitre sont affectées de deux quantièmes : le premier correspond au calendrier julien en usage en Russie jusqu'à la Révolution, le deuxième au calendrier grégorien, en avance de treize jours sur le premier.
Les dates affectées d'un seul quantième sont données suivent le calendrier grégorien.

1 Intelligentsia : ce mot typiquement russe est employé pour désigner un phénomène social typiquement russe lui aussi. Il qualifie un groupe d'intellectuels ayant en commun une tendance politique socialisante – avec toutes les variantes que le mot implique, du social chrétien au terrorisme – et un ardent prosélytisme pour la diffusion de leurs idées.
« L'intelligentsia russe fit son apparition vers le milieu du xixe siècle. Son trait caractéristique était une vision du monde qui, soit dit en bref, accordait à la vie et aux idées une importance capitale, avec cette conséquence que le monde peut et doit être façonné en fonction d'un certain idéal. » – Joël Carmichael – Histoire de la Révolution russe – N.R.F., coll. « Idées », 1964 – 1966, p. 31.

faisait miroiter à leurs yeux l'inéluctabilité du processus, et donc la certitude du résultat de leurs efforts.

L'attrait du marxisme se manifeste avec d'autant plus de force que, « les théories de Marx étant essentiellement et volontairement confuses » (George Uscatesco), elles autorisaient toutes les interprétations les plus diverses. D'où leur succès auprès d'une jeunesse universitaire, passionnée de discussions dans l'abstrait, de jonglerie purement intellectuelle, en dehors de toute référence à la réalité. D'où aussi leur manque de pénétration dans le peuple, à peu près complètement analphabète et donc fort indifférent aux querelles d'écoles.

En 1883, Georges Plekhanov fonda le groupe marxiste de la *Libération du Travail*, qui provoqua l'éclosion de nombreux « clubs » ou « cercles », à la manière des Sociétés de Pensée françaises de la fin du XVIII[e] siècle. Certains de ces cercles fusionnèrent, en 1895, au sein d'une *Union pour la Libération de la Classe ouvrière*, sous la direction de Vladimir Ilitch *Lénine* (Oulianov dit) et de *Julius Martov* (Tsederbaum dit). Dès lors, aux discussions intellectuelles vint s'ajouter une agitation sociale de combat. Au cours d'un Congrès, tenu à Londres en 1903, le mouvement marxiste constitua le *Parti Social-Démocrate*, sans mettre fin pour autant à l'éparpillement idéologique.

En fait, le Parti se scindait en deux fractions :

- les *bolcheviks* (du russe bolcheviki ou majoritaires) qui, à la suite de Lénine, se voulaient « révolutionnaires professionnels » ;
- les *mencheviks* (de mencheviki ou minoritaires), partisans de Martov, simples « sympathisants » intellectuels de la Révolution et adversaires de la violence, jugée par eux inopérante et nuisible ; ils étaient partisans de réformes démocratiques dans le cadre du régime existant.

Les premiers revers russes de 1904 dans la guerre contre le Japon, exploités par les « libéraux », incitèrent Nicolas II à autoriser, en novembre 1904, un *Congrès des Zemstvos* (conseils de district et de gouvernement élus, depuis 1864, par les représentants de la propriété, nobles, bourgeois et paysans). Le Congrès demanda un élargissement du système électoral et la suppression du régime policier. La réaction ne se fit pas attendre. Le dimanche 22 janvier 1905, le pope Gapone « agent provocateur au service de la police »[1], conduisit devant le Palais d'Été un

1 Pierre David et Michel Meslin – « Histoire de la Russie » in Encyclopédie Larousse méthodique, T.I, p. 509.

rassemblement de grévistes, sous le prétexte de présenter une supplique au tsar. La troupe ouvrit le feu, faisant un millier de victimes. Le « Dimanche sanglant » ouvrait l'ère révolutionnaire.

L'anéantissement de la flotte russe à Tsushima, le 27 mai 1905, fut l'occasion d'une première tentative de soulèvement. Le 27 juin, la célèbre mutinerie du cuirassé Potemkine ; le 28, massacre de l'escalier Richelieu à Odessa ; le 29, bombardement du port. La Russie était prise dans l'engrenage.

*

Un mouvement révolutionnaire peut, à la rigueur, débuter avec de faibles moyens ; il ne peut s'implanter et se développer que s'il dispose d'un important soutien financier. Les révolutionnaires russes n'échappèrent pas à cet impératif. Des attaques contre des banques et des convois d'argent satisfirent aux premiers besoins. Mais ils ne purent élargir leur action que lorsqu'ils reçurent les subventions du banquier *Jacob Heinrich Schiff.*

« *Schiff Jacob-Henry* est né en 1847 à Francfort-sur-Main (Allemagne) et fit ses études dans cette dernière ville. Il partit en Amérique en 1865 et s'établit à New York, où il fit partie de la direction d'une maison de banque. En 1873, il revint en Europe et établit des relations avec quelques-unes des principales banques allemandes. À son retour aux États-Unis, il entra dans la firme des banquiers *Kuhn, Loeb and Cy* à New York à la tête de laquelle on allait le retrouver quelques années plus tard… M. Schiff dirige de nombreuses compagnies financières, dont la *Central Trust Cy*, la *Western Union Telegraph Cy,* la *Wells Fargo Express Cy* et a présidé à de nombreuses reprises la Chambre de Commerce à New York.

« M. Schiff est bien connu pour ses activités philanthropiques et pour l'intérêt qu'il porte à l'éducation des jeunes… Il a fondé la chaire d'Économie sociale à Columbia ; il offrit les fonds et l'immeuble des études sémites à Harvard ; il a occupé une chaire de la Section Est-Asiatique du musée d'histoire naturelle de New York…

« M. Schiff est le philanthrope juif par excellence… M. Schiff a toujours usé de sa fortune et de son influence pour le plus grand intérêt de son peuple. Il finança les adversaires de la Russie autocratique et usa de son influence financière pour éloigner la Russie du marché monétaire des U.S.A. »[1].

1 The Jewish Communal Register Of New York City 1917-1918 – Kehillah,

Cet extrait de *The Jewish Communal Register Of New York City* prouve que Jacob Schiff s'est intéressé spécialement aux universités de Columbia, de Harvard et de New York, toutes trois, comme par hasard, sous la coupe du *Groupe de la Table Ronde* américain. Mais il reconnaît aussi que Schiff a financé les révolutionnaires russes. Le grand intérêt de Jacob Schiff « pour son peuple » était justifié par la situation des Juifs en Russie, parqués en ghettos, soumis à un régime discriminatoire, objets d'une haine qui se traduisait par des pogroms. Cet antisémitisme atavique des masses russes était dû à la fois aux traditions chrétiennes qui considéraient les Juifs comme déicides, aux mœurs et aux coutumes israélites différentes de celles des autochtones, mais surtout aux pratiques usuraires des prêteurs juifs.

C'est justement cette situation des Juifs en Russie qui, soulevant l'indignation de leurs coreligionnaires du monde entier, va décider du sort du régime tsariste. Déjà, lors de la guerre de Crimée (1854-1855) et « selon le duc Ernest de Cobourg, qui le rapporte dans ses *Mémoires*, Rothschild lui aurait déclaré que n'importe quelle somme était disponible pour une guerre contre la Russie. « *Cette attitude*, souligne Corti, *doit être certainement attribuée à ce que les Israélites étaient particulièrement opprimés en Russie* »[1].

Or la banque *Kuhn, Loeb & Co*, une des « Big Three » américaines, liée aux *Morgan* et aux *Rothschild*, portait un intérêt particulier à la constitution des banques centrales ; c'est ce qu'allait montrer Paul Warburg, gendre de Salomon Loeb, qui organisa, en 1910, la réunion de Jekyll Island pour la création du *Federal Reserve System*. D'où l'intervention de Jacob Schiff, autre gendre de Salomon Loeb, dans la révolution russe.

En 1905, battue sur tous les fronts par les Japonais, ruinée et fortement endettée, menacée de révolution intérieure, la Russie fut contrainte d'accepter la médiation du président américain Theodore Roosevelt. Lorsque le ministre russe, le comte de Witte, vint à Portsmouth (U.S.A.) pour rencontrer les plénipotentiaires japonais, il

New York, p. 1018-1019 – d'après La Haute Finance et les Révolutions, n° spécial de Lectures Françaises, avril 1963, Annexe II, p. 119-121.
Jacob Schiff est mort en 1920, peu de temps avant Lénine.
1 Henry Coston – « Souverains sans couronne » in Le Secret des Dieux, numéro spécial de Lectures Françaises, décembre 1968, p. 69.

reçut la visite de Jacob Schiff, du Dr Strauss, ancien ambassadeur des États-Unis à Rome, et de Kraus, Grand Maître de l'Ordre maçonnique israélite des B'nai B'rith. Ils lui exposèrent sans fard que la cause des malheurs de la Russie était la situation faite à leurs coreligionnaires par le gouvernement du tsar. Comme de Witte, qui avait épousé une Juive, leur faisait observer que les malheurs des Juifs russes étaient exagérés et que, de toute façon, il ne pouvait être question de leur accorder les droits civiques sans risquer une réaction populaire susceptible d'amener de nouveaux pogroms, « cela provoqua de la part de Schiff, écrit-il, des répliques acerbes, que les raisonnements plus pondérés de Strauss atténuèrent »[1].

À quelque temps de là, nouvelle entrevue qui n'eut pas plus de résultat.

Dès lors, impudemment, la banque *Kun, Loeb & Co* prépara la révolution : elle envoya au Japon des propagandistes parlant russe qui parcouraient les camps de prisonniers, en distribuant des secours matériels tout en leur fournissant des brochures révolutionnaires les incitant à l'insurrection dès leur rentrée en Russie.

Le traité de Portsmouth, du 29 août 1905, consacrait la cession au Japon du Port-Arthur et de Daïren, du chemin de fer du Sud-Mandchourien et du Sud de l'île de Sakhaline. La Russie en sortait saignée à blanc et très ébranlée.

Devant les mouvements suscités à l'occasion des revers russes, Nicolas II concédait, en ce même mois d'août 1905, la constitution d'une assemblée consultative élue, la *Douma*. Le mois suivant éclatait une grève générale qui, débutée sur des revendications « mencheviks », ne tarda pas à évoluer vers l'exigence de la dictature du prolétariat. Et octobre vit la constitution du Soviet des Députés Ouvriers de Saint-Pétersbourg qui, fin novembre, rassemblait six cents délégués à majorité menchevik.

Par le *Manifeste du 30 octobre 1905*, Nicolas II transformait la Russie en monarchie constitutionnelle. Il concédait les libertés civiques essentielles, liberté de conscience, liberté de réunion et d'association, droit de grève ; il accordait aussi la liberté de la Presse, le jour même où paraissait le premier numéro des *Izvestia*, journal du Soviet. Par contrecoup, recrudescence d'agitation et de désordres, tant à

1 Comte de Witte – Mémoires – Berlin, 1932, T. I, p. 394-395.

la ville qu'à la campagne. Mais aussi ce qu'avait prévu de Witte, une explosion brutale d'antisémitisme, qui se traduisit par des centaines de pogroms, tolérés, voire inspirés par la police, en représailles du rôle joué par les Juifs dans le mouvement révolutionnaire.

Le gouvernement ne tarda pas à réagir. Il décréta l'état d'alerte et envoya la troupe réprimer les désordres. Au début de décembre, il faisait arrêter et déporter les principaux dirigeants du Soviet, dont Leiba Bronstein, dit Lev ou encore *Léon Davidovitch Trotski* tandis que les autres, comme Lénine, s'exilaient. De plus, pour apaiser les campagnes, le ministre Stolypine concédait aux masses paysannes le droit à la propriété individuelle, ce dont profitèrent un million de familles qui, en peu de temps, s'approprièrent près de dix millions d'hectares. Ces mesures portèrent leur fruit : en janvier 1906, le calme était rétabli. Et lorsque, libéré de Sibérie l'année suivante, Trotski revint à Saint-Pétersbourg, le mouvement révolutionnaire, squelettique, s'était réfugié dans la clandestinité. Si bien que Trotski, à son tour, émigra pour ne revenir en Russie qu'en 1917.

Jacob Schiff ne se tint pas pour battu. En 1911, après une violente campagne de presse, il arrachait au président Taft la dénonciation des accords commerciaux avec la Russie, ce dont il devait se vanter ouvertement dans une déclaration au *New York Times* – contrôlé par la Table Ronde – parue le 5 juin 1916 : « Qui donc, sinon moi, a mis en mouvement l'agitation qui a contraint ensuite le président des États-Unis, comme vous devez bien le savoir vous-mêmes, à dénoncer notre traité avec la Russie ? »

La Russie allait en être encore plus affaiblie, ce qui explique en partie son impréparation lors de la déclaration de guerre à l'Autriche et à l'Allemagne en 1914. Il faut y ajouter la germanophilie de la noblesse et du Haut État-Major, la concussion à tous les niveaux et surtout les troubles sociaux incessants financés par l'étranger. La guerre déclarée, une entreprise de démoralisation s'exerça aussi bien sur les combattants du front que sur l'arrière, tandis que la propagande révolutionnaire travaillait la classe ouvrière. En Suisse, se tinrent à Zimmerwald (septembre 1915) et à Kienthal (mai 1916) deux Congrès socialistes internationaux auxquels participa une délégation russe. On y adopta le slogan : « À bas la guerre ! ». Le 23 février-8 mars 1917 – journée qui sera considérée plus tard comme le point de départ de la révolution – 90 000 ouvriers de Saint-Pétersbourg se mirent en grève à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, d'inspiration socialiste. Deux jours

plus tard, grève générale, arrestations de révolutionnaires et quelques exécutions. Le 27 février-12 mars, mutinerie de la Garde. Le 2-15 mars, abdication de Nicolas II. Le régime avait vécu.

*

On trouve[1] un télégramme caractéristique, adressé par l'Ambassadeur des États-Unis en Russie au Secrétaire d'État à Washington. Il est ainsi rédigé :

> Dossier n° 861.00/288
> L'Ambassadeur en Russie (Francis)
> au Secrétaire d'État (télégramme)
> Pétrograd, le 19 mars 1917, à 8 pm (reçu le 20.3 à 6 pm)
> 1110 - L'ordre règne toujours. Des dispositions sont prises actuellement pour empêcher toute prétention au trône comme celle du Grand Duc Michaël, représentant la succession héréditaire après l'abdication du Tsar et du Tsarévitch et rendre nulle toute prétention visant à préserver la succession impériale jusqu'à la décision populaire.
> Étant donné que le Gouvernement Provisoire avait un besoin urgent de fonds, l'Angleterre a financé la Russie et probablement continuera à le faire jusqu'à la reconnaissance du gouvernement par tous les Alliés. Une aide urgente serait très opportune et hautement appréciée. Une aide financière venant maintenant d'Amérique serait un coup de maître. Extrêmement important pour les Juifs que cette révolution réussisse. Si les Juifs font de telles avances, néanmoins une grande discrétion devra être observée, la révolution entrant dans une phase qui pourrait réveiller l'opposition des antisémites qui sont nombreux ici.
> Francis [2]

Or, ce même 19 mars, Jacob Schiff envoyait à Milioukov,

1 Cf. *Papers Relating To The Foreign Relations Of The United states 1918* – Russia (Documents relatifs aux Affaires étrangères des États-Unis 1918 – Russie), Tome I, p. 7, publié par le Gouvernement américain en 1931,
2 Le texte de ce télégramme est extrait de La Haute Finance et les Révolutions – numéro spécial de Lectures Françaises, avril 1963, p. 117, qui reproduit de nombreux documents.

ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire, le télégramme :

« Permettez-moi, en qualité d'ennemi irréconciliable de l'autocratie tyrannique qui poursuivait sans pitié nos coreligionnaires, de féliciter par votre entremise le peuple russe de l'action qu'il vient d'accomplir si brillamment et de souhaiter plein succès à vos camarades du gouvernement et à vous-même. »

Il ressort de ces deux documents que :

le gouvernement anglais a soutenu le Gouvernement provisoire issu d'une Douma sans pouvoir, puisque dissoute par le tsar depuis le 26 février-9 mars, et donc gouvernement révolutionnaire – le 3-16 mars, d'ailleurs, il avait annoncé par radio au monde entier que « la révolution était commencée » ;

le gouvernement anglais a cherché à faire reconnaître le Gouvernement provisoire par « tous les Alliés » ;

Jacob Schiff, parlant au nom du groupe de banquiers israélites américains qui ont soutenu le gouvernement révolutionnaire russe (dans son télégramme, il mentionne bien « nos coreligionnaires »), est alors partisan du Gouvernement provisoire.

Ce dernier point explique le peu de succès de Léon Trotski lorsqu'il vint à New York demander à Jacob Schiff son aide pour les bolcheviks : le financier américain misait alors sur les mencheviks du Gouvernement provisoire.

Il n'allait pas tarder, d'ailleurs, à retourner sa veste.

*

Le 3-16 avril, Vladimir Ilitch Oulianov dit *Lénine* et Grégoire Yevseïevitch Radomilsky dit *Zinoviev*, accompagnés de plusieurs socialistes et bolcheviks, arrivaient à Saint-Pétersbourg, venant de Suisse après avoir traversé l'Allemagne dans le fameux « train plombé ». Et Lénine apportait quarante millions-or par le gouvernement de Berlin.

Car depuis le début de la guerre, au moins, les Allemands subventionnaient, eux aussi, les révolutionnaires russes, soit directement par la *Reichsbank*, soit par l'intermédiaire de *Max Warburg*, de la banque *MM. Warburg & Co*, de Hambourg, frère de Paul Warburg, gendre de Loeb, de la *Kuhn, Loeb & Co*.

Cette subvention allemande est précisée par le document suivant, publié par le Gouvernement américain :

Note secrète, adressée, le 12 février 1918, par le 3e bureau aux Commissaires du Peuple.

C.G.S Bureau de Renseignements, Section R n° 292. Secret. Le 12 février 1918.

Au Président du Conseil des Commissaires du Peuple.

Le département du service secret a l'honneur de vous informer que, sur le capitaine Konshin arrêté, deux documents allemands ont été trouvés qui portaient des notes et des timbres de la police secrète de Pétrograd. Ces documents sont les ordres originaux de la Reichsbank n° 7422 du 2 mars 1917, relatifs à l'ouverture de comptes á MM. Lénine, Sumenson, Koslovsky, Trotski et autres personnes chargées de la propagande pacifiste, ouvertures faites en vertu de l'ordre de la Reichsbank n° 2754. Cette découverte prouve qu'en temps utile aucune mesure n'a été prise pour la destruction des documents ci-dessus mentionnés.

Pour le Chef de la division

R. Bauer ; adjoint : Buckhom[1].

*

Pour avoir une idée de l'ampleur des sommes mises à la disposition des révolutionnaires russes par la banque *Kuhn, Loeb & Co* : d'une part, Jacob Schiff petit-fils du dirigeant de la banque, a reconnu, dans un article publié le 3 février 1949 par le *New York Journal-American*, que son grand-père avait versé au total vingt millions de dollars-or ; – d'autre part, entre 1918 et 1922, Lénine aurait remboursé environ 600 millions de roubles-or (de l'ordre de 450 millions de dollars-or) à la banque *Kuhn, Loeb & Co*.

Mais les révolutionnaires russes reçurent aussi des subsides d'autres financiers internationaux. Outre Olaf Aschberg, de la *Nya Banken* de Stockholm, le *Syndicat Westphalien-Rhénan* et le banquier Jivotovsky (ou Giovotovsky) et, bien entendu les versements du

1 Documents parlementaires des États-Unis – trad. française, éd. Bossard – citation relevée dans P. Virion – Bientôt un Gouvernement mondial ? – p. 135-136.
Voir aussi Ch. Fronsac – Le Fil d'Ariane, p. 145-146, qui reproduit un rapport publié pour la première fois dans le n° 1, 25 septembre 1919, du journal A Moscou, édité à Rostow-sur-le-Don – cf. Pierre Virion – op. cit., p. 134.

Gouvernement impérial allemand par la *Diskonto Gesellschaft* ou par l'agence suisse de la *Deutsche Bank*, voire même directement par les ambassades et consulats, la preuve est faite que *Rockefeller* et *J.-P. Morgan* avaient contribué, le dernier pour au moins un million de dollars.

Plus significative encore apparaît l'intervention de la finance britannique qui, *dès 1907*, avait fourni des avances à Trotski – il y fait allusion dans son autobiographie. Or, en 1917, ce furent sir George Buchanam et Lord Alfred Milner – le fondateur de la *Table Ronde* – qui se chargèrent, *avec l'accord de leur gouvernement*, de collecter et de répartir les importantes subventions du consortium *Morgan-Rothschild-Lazard*, tous membres de la *Table Ronde*.

Le fait est confirmé par le général Janin, du G.Q.G. russe, qui note dans son *Journal*[1], à la date du 7 avril 1917, qu'au cours d'une conversation, un certain R. lui aurait déclaré que la Révolution russe « fut machinée par les Anglais et, plus précisément, par sir George Buchanam et Lord Milner ». R. pouvait, prétendait-il, donner les noms des rues et les numéros des maisons de Saint-Pétersbourg où logeaient les agents britanniques. De son côté, le général de Goulevitch, lui aussi du G.Q.G. russe, dans son ouvrage *Tsarisme et Révolution*, donne la précision que Lord Milner aurait fourni plus de 21 millions de roubles aux révolutionnaires russes[2].

*

Le 23 février-8 mars 1917, date de la Journée Internationale des Femmes et de la grève de Saint-Pétersbourg, ni Lénine, alors en Suisse, ni Trotski, réfugié aux États-Unis, ne se trouvaient donc sur place. S'ils revinrent en Russie dans les jours qui suivirent, ce ne fut pas sur appel du Soviet quasi-inexistant, mais sur l'injonction de la Haute Finance internationale, à qui le Gouvernement Provisoire était devenu rapidement suspect. Milioukov, ce même ministre des Affaires étrangères à qui Jacob Schiff avait envoyé, le 19 mars, un télégramme de félicitations ne venait-il pas d'adresser aux Alliés, le

1 Général Janin – « Au G.Q.G. Russe » in Le Monde Slave, cité par Arsène de Goulevitch – Tsarisme et Révolution ; citation reproduite par Gary Allen – None Dare It Conspiracy, p. 72.
2 Ibid.

18 avril-1er mai, une note diplomatique leur garantissant que la guerre serait menée « jusqu'à la victoire » ?

Or, si les Russes recevaient un renfort des Alliés et si ces derniers gagnaient la guerre, Kerensky, président du Gouvernement Provisoire, ne serait-il pas tenté de jouer le Monck russe et de rétablir Nicolas II sur le trône ?

À cette crainte, une seule parade : couper les vivres au Gouvernement Provisoire, alimenter copieusement les chefs bolcheviks et les inciter à renverser le gouvernement menchevik.

D'où le retour de Lénine et de ses compagnons à Saint-Pétersbourg le 3-16 avril avec les 40 millions-or, après avoir traversé toute l'Allemagne dans le « wagon plombé », dont le passage avait été concerté entre le Haut Commandement allemand et Paul Warburg. Quant à Trotski, il avait pris place, le 27 mars 1917, sur le *s/s Christiania*, avec 275 camarades et des fonds importants.

Le bateau ayant fait escale à Halifax, au Canada, Trotski fut appréhendé par la police canadienne et ses fonds confisqués. Mais sur intervention simultanée de l'Anglais sir William Wiseman — qui en sera récompensé plus tard par une association dans *Kuhn, Loeb & Co* — et du fameux « colonel » House personnellement. Trotski fut relâché au bout de cinq jours avec son argent, reçut un passeport américain et, le 17 mai, il rejoignait Lénine à Saint-Pétersbourg.

Malgré l'échec des « Journées de Juillet » (du 3-16 au 5-18), ils travaillèrent le public et les forces armées : le 25 octobre-4 novembre, l'insurrection éclatait, le 1-14 novembre, Kérensky prenait la fuite : les Soviets triomphaient à Saint-Pétersbourg et le lendemain à Moscou.

*

Dans la Révolution d'Octobre, on retrouve les mêmes caractéristiques que dans la Révolution française : la faiblesse du pouvoir en place et l'action d'une société secrète révolutionnaire avec l'appui de l'étranger et de la Haute Finance internationale.

Chapitre X

La Société des Nations

Lorsqu'en 1912, les Démocrates eurent réussi à pousser à la Maison Blanche le politicien « idéaliste » Woodrow Wilson, ce rêveur ambitieux se jugeait chargé d'une mission évangélique mondiale, à base de philanthropie assez nébuleuse. Ce serait son « alter ego », le « colonel » House qui l'aurait persuadé que cette mission consistait à sauver le monde par la démocratie… à l'américaine.

La guerre ayant éclaté en Europe avant la fin de son premier mandat, Wilson s'imagina en devenir l'arbitre et imposer aux belligérants une paix blanche. House en profita pour lui suggérer la création d'une fédération mondiale des nations comme unique moyen d'empêcher toute guerre dans le futur. Cette idée entrait dans les vues du Groupe de la Table Ronde américain, avec lequel House avait de sérieuses accointances, et des banquiers internationaux pour le compte desquels il surveillait Wilson qu'ils avaient fait élire.

C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la phrase de Wilson du 27 mai 1916 devant la *League to Enforce Peace* : « Notre intérêt est dans la seule paix et dans ses garanties futures. » Ces « garanties futures » étaient, dans sa pensée, la fédération mondiale des nations proposée par House. Aussi, à peine réélu, confia-t-il au « colonel » le soin de désigner un comité d'intellectuels chargés à la fois de rédiger un projet de conditions de paix en Europe et d'élaborer la Charge de la future fédération.

En septembre 1916, le comité, sous l'autorité de House, comprenait environ cent cinquante professeurs, juristes, économistes, politiciens et autres, parmi lesquels, bien entendu, des membres de la Table Ronde : le journaliste Walter Lippman, le futur chef du Parti Socialiste Norman Thomas, Allen Dulles, qui deviendra chef du Service de Renseignements (Central Intelligence Agency – C.I.A.), John Foster Dulles, qui sera secrétaire d'État, et Christian A. Herter, futur ministre.

Ces intellectuels mirent sur pied un *Pacte de la Société des Nations* (League of Nations Covenant), dont ils attendaient *l'avènement du socialisme mondial.*

Présenté à la Conférence de la Paix par le président Wilson, en même temps que « ses quatorze points et ses quatre points supplémentaires et ses cinq points complémentaires et toutes ses déclarations décousues » (Théodore Roosevelt), le Pacte fut adopté le 28 avril 1919 et intégré au Traité de Versailles.

La *Société des Nations* (S.D.N.) était composée à l'origine des États ayant participé à la guerre du côté des Alliés et de certains États invités. D'autres Nations pouvaient être admises par vote de l'Assemblée de la S.D.N. à la majorité des deux tiers.

L'organisation de la S.D.N. comportait :

- une *Assemblée*, composée de représentants de tous les États membres, chaque État, quelle que fût son importance, ne possédant qu'une seule voix dans les délibérations ;
- un *Conseil*, réunissant les seuls représentants des nations jouissant d'un siège permanent ;
- un *Secrétariat* permanent, à rôle administratif, siégeant à Genève ;
- des Organismes, permanents ou temporaires, comprenant de multiples Cours, Organisations, Commissions, Comités, qui correspondaient aux diverses attributions dévolues à la S.D.N. : justice internationale, réglementation internationale des conditions du travail, limitation des armements, répression du trafic d'armes et des stupéfiants, de la traite des femmes, etc.

Mais l'objet principal reconnu de la S.D.N. était la prévention et l'arrêt des conflits armés, au besoin par l'application de sanctions à l'égard des contrevenants.

Aux termes de l'art. 10 du Pacte, il est dit en effet :

« Les membres de la Société s'engagent à respecter et maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présentes de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. »

Les conflits devaient être soumis soit à l'arbitrage ou à la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, soit à la

médiation du Conseil de la S.D.N. – qui eut toujours tendance à abuser de ses prérogatives.

*

Officiellement, donc, cette organisation internationale « avait pour objet de développer la coopération entre les nations et de garantir la paix et la sécurité »[1]. Mais pour le « colonel » House et ses collaborateurs, elle constituait une importante étape vers l'instauration du Gouvernement socialiste mondial sous l'autorité de la Haute Finance internationale.

La tendance socialisante du « colonel » ne peut plus être mise en doute depuis qu'on le sait l'auteur du roman *Philip Dru : Administrator*, publié à l'automne 1912, immédiatement après la première élection de Woodrow Wilson à la présidence des États-Unis ; roman dans lequel House dévoile ses opinions socio-politiques. C'est, écrit le Pr. Charles Seymour – du clan Morgan –, dans son ouvrage *The Intimate Papers Of Colonel House* (Papiers intimes du colonel House), l'histoire d'une jeune gradé de West Point qui, révolté contre la tyrannie des intérêts privilégiés, prend la tête d'une rébellion armée et devient dictateur des États-Unis. Il cherche aussitôt à instaurer « le Socialisme, tel que rêvé par Karl Marx » – cinq ans, donc, avant la Révolution d'Octobre. À cet effet :

«… il procède par décrets pour modifier l'appareil gouvernemental, pour réformer les lois de base qui régissent les relations entre les classes, pour remodeler les forces défensives de la République et pour constituer une société ou ligue des puissances »[2].

---

1 Nouveau Larousse Universel – T. II, p.802.

2 Charles Seymour – The Intimate Papers Of Colonel House – Houghton Mifflin, Boston, 1926. L'étude du roman s'étend de la p. 152 à p. 157. On peut lire notamment :

« Cinq ans après sa publication, un libraire entreprenant, constatant l'influence grandissante de House dans l'Administration Wilson, écrivait au sujet de ce livre : « Avec le temps, son intérêt devient plus vif par le fait que tant d'idées exprimées dans Philip Dru : Administrator sont devenues des lois de notre République, et tant de ses idées sont discutées pour devenir des lois.

« […] Philippe Dru… donne un aperçu sur les principes essentiels politiques et sociaux qui font agir House en compagnie du président Wilson. On y trouve une touche de démocratie sociale qui fait penser à Louis Blanc et aux révolutionnaires de 1848.

« […] On y trouve aussi l'idée qu'aux États-Unis, le gouvernement n'est pas

Donc, en 1912 déjà, le « colonel » House avait en projet la création d'une Société des Nations comme faisant partie des réalisations socialistes – avec l'approbation de ses mandants de la Haute Finance internationale « les Schiff, les Warburg, les Kahn, les Rockefeller et les Morgan ». Il est d'ailleurs assez impudent de la part d'un représentant des « intérêts privilégiés » de faire de son héros l'animateur d'une révolte contre leur « tyrannie » ; mais quel sectateur s'est jamais soucié de décence ?

*

Outre sa tendance socialisante, le Pacte de la S.D.N. s'inspirait de l'idéologie maçonnique, portant la marque de ses principaux rédacteurs, hauts dignitaires de la F.·.M.·. – le « colonel » House appartenait à l'Ordre Illuministe des « Masters of Wisdom » (Maîtres de la Sagesse).

À ce sujet, M. Pierre Mariel écrit, en effet :

« La Société des Nations fut, essentiellement, une création maçonnique, et son premier président fut un maçon français, Léon Bourgeois. »[1]

D'où l'égalitarisme irréaliste qui voulut que chaque nation, quelle qu'en fut l'importance, eût égalité de vote à l'Assemblée. Dans l'esprit de House, cette disposition devait en outre assurer l'hégémonie des États-Unis qui, par leur puissance économique et financière développée par les hostilités, devaient se créer facilement la clientèle des petits pays. En fait, elle fut la cause majeure de l'impuissance congénitale de la S.D.N., transformée en forum international, où les rhéteurs s'affrontaient en joutes oratoires de pure forme, doctement commentées et arbitrairement interprétées par les

ouvert aux désirs du peuple – House l'appelle un gouvernement « négatif ». Parmi les innovations de l'« Administrateur » on trouve la suppression du protectionnisme douanier, la création d'un impôt sur le revenu progressif, l'institution d'une « monnaie flottante fondée en grande partie sur les intérêts commerciaux », le partage des bénéfices des entreprises avec le gouvernement et les États, l'abolition de la loi de l'offre et de la demande, la création d'assurances sociales et de retraites ouvrières, la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise et à ses bénéfices, après rémunération équitable du capital, la suppression du droit de grève et l'obligation de soumettre toutes les revendications à l'arbitrage.

1 Pierre Mariel – Les Francs-Maçons en France – Marabout, 1969, p. 204.

exégètes du monde entier, en particulier par les « égéries de Genève », Louise Weiss, de l'*Europe Nouvelle*, Geneviève Tabouis, de l'*Œuvre*, etc.

Comme dans toute institution parlementaire, les résolutions se jouaient dans les couloirs par tractations et marchandages avec les petits pays, dont la coalition décidait du sort des moindres propositions, même de celles qui ne les intéressaient en aucune manière.

D'où le danger de cet organisme, astreint à une incessante surenchère devant le chantage de ces nations mineures et qui, de dérobades en capitulations, a conduit directement à la Seconde Guerre Mondiale, voulue et préparée dans la coulisse.

La première et la plus importante de ces dérobades a été, dès l'origine, celle de ses promoteurs eux-mêmes : les États-Unis.

Les « constitutionalistes » du Sénat américain s'étaient rendu compte du but poursuivi par House et se refusaient à accepter la « super-autorité » d'un organisme international aussi exposé aux coalitions et aux chantages. Ils déclenchèrent dans tout le pays une campagne d'opposition contre « l'idéalisme mal équilibré de la Société des Nations qui entraîne automatiquement et totalement les États-Unis à s'associer aux affaires des autres peuples » (Théodore Roosevelt), contrairement aux recommandations du Message d'Adieux de George Washington. Sous la pression de l'opinion publique, le Sénat fut amené à repousser la ratification du Traité de Versailles, et par suite, celle du pacte de la S.D.N.

Le public américain manifestait ainsi qu'il n'était pas prêt à accepter l'idée d'internationalisme et de Gouvernement mondial.

*

Mais le « colonel » House avait prévu cette attitude et pris ses précautions en conséquence.

Tablant sur l'identité de vues de ses commettants, les Hauts Financiers internationaux américains et anglais, liés par leurs intérêts communs, la franc-maçonnerie et la Table Ronde, il avait projeté de manœuvrer la S.D.N. par l'intermédiaire de la Grande Bretagne.

Celle-ci, en effet, avait profité des dispositions du Pacte pour faire admettre à la S.D.N., séparément comme membres à part entière, ses divers Dominions, prétendus États indépendants. Leurs voix, jointes à celles des pays qui seraient plus ou moins épisodiquement ses obligés, devaient lui assurer la prépondérance à l'Assemblée.

House comptait bien agir sur le Gouvernement de Londres, au besoin par ses dettes de guerre envers les financiers américains.

Mais, à la Conférence de la Paix, il commit l'erreur de se mettre trop en évidence. Si bien qu'il se fit durement « contrer » par un certain nombre de délégués, dont les banquiers internationaux Bernard Baruch et Félix Frankfurter, les soutiens politiques de Wilson.

Naturellement, le président Wilson s'empressa de sacrifier House…

*

La dérobade des États-Unis impliquait l'échec même de la S.D.N. dont s'effondrait l'ambition principale d'universalité. Elle devenait, par le fait, une simple association d'États à dominance européenne, surtout à partir de l'admission de l'U.R.S.S., en 1933, qui, provoquant le retrait de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, lui supprimait toute velléité d'autorité, comme les événements allaient le démontrer péremptoirement.

Si la S.D.N. a pu donner une solution assez satisfaisante à certains conflits politiques, comme le conflit germano-polonais de Haute-Silésie de 1921, les conflits anglo-turc et gréco-bulgare de 1925 ou le conflit colombo-péruvien de 1933, son impuissance a éclaté pour le règlement de conflits armés dès 1919-1921 avec l'occupation de Fiume par Gabriele D'Annunzio et ses militants italiens, l'occupation française du Palatinat de 1920 et de la Ruhr de 1923, l'agression japonaise en Chine à partir de 1932 et surtout la tentative de colonisation italienne de l'Érythrée et de l'Éthiopie de 1935.

Le conflit sino-japonais donna lieu à un incident symptomatique de la pression exercée par le gouvernement américain sur la S.D.N., dont il avait refusé de faire partie – il y entretenait néanmoins des « observateurs ».

Lorsqu'en septembre 1931 se produisit un attentat contre la voie ferrée du Sud-Mandchourien, dont la garde était assurée depuis 1905 par les troupes japonaises, celles-ci, en représailles, ne tardèrent pas à occuper entièrement la Mandchourie. Puis le Japon provoqua la création du gouvernement indépendant du Mandchoukouo, avec lequel il signa aussitôt un traité d'alliance. Les États-Unis ne pouvaient manquer de s'en émouvoir. Aussi, par le biais du pacte Kellog-Briand de 1928 qui mettait la guerre « hors la loi », ils

cherchèrent à entraîner la S.D.N. à des mesures que l'opinion publique américaine n'aurait pas admises de son gouvernement. Ce qui fait dire à l'auteur anglais H.-C. Allen que le Secrétaire d'État Stimpson « donna au monde le spectacle assez étonnant d'un ministre américain incitant une Société des Nations hésitante – sous l'influence des Européens – à agir avec énergie contre le Japon »[1].

La pression américaine obtint que, le 24 février 1933, la S.D.N. se prononçât contre la création du Mandchoukouo. Ce dont le Japon, qui avait attaqué Shanghaï dès janvier 1932, ne se soucia guère, malgré les menaces – platoniques – de sanctions ; et, en 1937, il envahissait la côte chinoise. Sans parvenir, d'ailleurs, à pénétrer dans l'intérieur ni à mettre en échec le gouvernement de Pékin, abondamment ravitaillé en matériel de guerre par les États-Unis. Par sa capitulation du 14 août 1945, le Japon se vit obligé d'abandonner ses conquêtes sur le continent.

Dans le conflit entre l'Italie et l'Éthiopie, cause médiate de la Seconde Guerre Mondiale, l'attitude de la S.D.N. ne fut pas plus brillante.

Les visées de l'Italie sur l'Abyssinie dataient du Traité d'Ucciali (2 mai 1889), mais s'étaient heurtées à l'opposition de l'Angleterre, soucieuse de maintenir la liberté de la route des Indes. Il en était résulté le traité de 1891 qui accordait aux Italiens la Somalie italienne et l'Érythrée. À la suite de conflits de frontières, Mussolini, en octobre 1935, ordonna à ses troupes d'envahir l'Éthiopie. Sous la vive pression britannique, la S.D.N., par son Assemblée du 11 octobre 1935, déclarait l'Italie coupable d'agression et émettait le vœu que « les membres de la S.D.N. en dehors des Parties, constituent un comité en vue d'étudier et de faciliter la coordination des mesures (que chacun d'eux envisageait de prendre) ». C'était en fait, non seulement décider des « sanctions » à prendre, mais encore laisser le soin de les appliquer à un Comité de coordination extérieur à la S.D.N.

Le Comité adopta certaines mesures économiques et financières, qui eurent pour effet moins de gêner l'Italie que de provoquer la vive irritation de Mussolini, et, par suite, de le rapprocher de l'Allemagne.

---

1 H.C. Allen – Les États-Unis – Ernest Benn Ltd, Londres, 1964, trad. française Marabout, 1967, T.II, p. 99.

Par contre, aucune sanction ne frappa le ravitaillement en pétrole, dont le seul projet avait fait froncer les sourcils au président Roosevelt, l'Italie étant un important client des sociétés pétrolières américaines.

« L'annexion finale de l'Éthiopie par l'Italie, le 9 mai 1936, ne suscita aucune réaction de la part de la S.D.N., écrit le Pr. Charles Chaumont, et l'empereur dépossédé d'Éthiopie fut même expulsé du territoire helvétique »[1].

Cette peu glorieuse exclusion, qui infirme et réfute impudemment toute la procédure contre l'Italie, a sonné le glas définitif de la S.D.N.

C'est ainsi que « la guerre de 1939 a éclaté non pas comme une action collective de répression de la Société contre l'Allemagne, mais comme une riposte de l'Angleterre et de la France garantes de l'indépendance polonaise »[2].

Ridiculisée par cette mesure, la S.D.N. a été dissoute juridiquement au cours d'une session de l'Assemblée, tenue à Genève du 8 au 18 avril 1946, à effet de transférer ses biens et avoirs à l'Organisation des Nations Unies.

1 Pr. Charles Chaumont – L'O.N.U. – Coll. « Que sais-je ? », Paris 1962, p. 11.
2 Ibid., p. 10.

Chapitre XI

Institute of International Affairs et Council on Foreign Relations

Mis en échec par le Sénat américain qui refusa de ratifier et le Traité de Versailles et la Charte de la Société des Nations, désavoué par le président Wilson, le « colonel » House ne se tint pas pour battu.

Le 19 mai 1919, à Paris, à l'Hôtel Majestic, il invitait à déjeuner un certain nombre de délégués anglais et américains à la Conférence de la Paix, appartenant tous à la Table Ronde. Parmi ces personnalités, on comptait : du côté américain, Allen et John Foster Dulles, Christian A. Herter, le général Tasker H. Bliss, Jerome D. Greene, le Pr. Archibald Cary Coolidge, Whitney H. Shepardson, le Dr James T. Shotwell, et du côté anglais, Lord Robert Cecil (prix Nobel de la Paix 1937), sir Valentine Chirol, Lionel Curtis, Lord Eustace Percy et Harold Temperly.

Après cette prise de contact, House les invita de nouveau, le 30 mai, à un dîner-conférence, au cours duquel furent jetées les bases d'un *Royal Institute of International Affairs* (R.I.I.A. – Institut Royal des Affaires internationales), rattaché à la Table Ronde et avec la même dispersion géographique. Sa section américaine, par souci du chauvinisme de ses futurs adhérents, prit le nom de *Council on Foreign Relations* (C.F.R. – Comité des Affaires étrangères), avec siège à New York.

En fait, l'initiative de House ne faisait que concrétiser l'idée des dirigeants de la Table Ronde de constituer un nouveau « cercle intérieur » qui permît une extension de l'influence de l'organisation, tout en servant de couverture à l'activité secrète du « cercle intérieur ».

House fut grandement aidé dans sa tâche par le délégué américain *Jerome D. Grenne*. Né au Japon de parents missionnaires, diplômé de Harvard, Greene devint, en 1910, directeur de l'Institut Rockefeller et gravita ensuite, jusqu'en 1939, à la tête de divers autres

organismes de cette banque. Ce qui ne l'empêcha pas d'appartenir, de 1917 à 1932, à la haute administration de la banque *Lee, Higginson & Co*, de Boston, puis de sa succursale à Londres.

Nommé en 1918 secrétaire exécutif de la section américaine du Comité des Transports maritimes Alliés, à Londres, il résida à Toynbee Hall, l'institut colonial fondé par Alfred Milner, où il entra en relations avec le Groupe de la Table Ronde britannique. Aussi, lorsqu'il fut nommé secrétaire de la Commission des Réparations de Guerre à la Conférence de la Paix, il fut on ne peut mieux placé pour établir des relations entre les deux Groupes de la Table Ronde anglo-saxons.

C'est dans le courant de 1919 que furent mis sur pied à Paris les statuts du R.I.I.A. proposés par Lionel Curtis – futur Grand Maître de la Table Ronde. Le siège de l'organisation fut installé à Chatham House, dans le même immeuble que la Table Ronde, et ses principaux bailleurs de fonds furent encore sir Abe Bailey et la famille Astor.

*

Pour l'encadrement du Council on Foreign Relations, House et Greene choisirent des membres de la Table Ronde : Walter Lippman, Allen Dulles, John Foster Dulles et Christian A. Herter.

Les statuts du C.F.R. furent déposés en 1921. Il s'y présentait comme un groupe d'étude dont l'objet était :

« D'assurer un dialogue permanent sur les questions internationales intéressant les États-Unis, en réunissant des spécialistes en diplomatie, finances, industrie, enseignement et sciences… de créer et de stimuler dans le public américain un esprit international et, à cet effet… de coopérer avec le gouvernement des États-Unis et avec des organismes internationaux, en coordonnant les activités internationales pour supprimer, dans la mesure du possible, les répétitions d'initiatives, de créer de nouvelles organisations et d'employer tous autres et différents moyens qui, à l'occasion, pourraient paraître judicieux et opportuns »[1].

En réalité, le but réel et secret du C.F.R. était :

- en premier lieu, d'inciter le gouvernement américain à substituer à sa politique étrangère « négative » – au dire de House – d'isolationnisme, une politique « positive » d'immixtion dans les querelles militaires, diplomatiques et économiques du reste du monde, de l'Europe en particulier ;
- en deuxième lieu, de « conditionner » le public américain pour lui faire accepter cette évolution.

1 D'après Francis X. Gannon – Biographical Dictionary of the Left (Dictionnaire biographique de la Gauche) – Western Islands, Belmont, Massachusetts, U.S.A., 1969, T.I, p. 57.

Malgré l'appui du groupe Morgan et l'affiliation d'importantes personnalités, le C.F.R. ne fit guère preuve d'activité jusqu'à ce que, en 1927, les Rockefeller aient commencé à lui porter intérêt. Ce sont eux, en particulier, qui financèrent l'achat du siège social du C.F.R. en 1929 : The Harold Pratt House, 58 East 68 th Street, New York City. Les Fondations Carnegie, puis la fondation Ford apportèrent leur contribution.

Et bientôt, on retrouvait parmi les affiliés au C.F.R. tous les commettants américains du « colonel » House, les financiers internationaux « initiés » qui avaient travaillé à l'institution du Federal Reserve System, et qui avaient soutenu l'intervention des États-Unis dans la Grande Guerre, le Sionisme et la Révolution Russe : Jacob Schiff, de *Kuhn, Loeb & Co* ; Averell Harriman, de *Brown Bros. Harriman* ; Frank A. Vanderlip, de la *National City Bank* (Rockefeller) ; Nelson Aldrich et Paul Warburg, du complot de Jekyll Island ; Bernard Baruch, malgré son « accrochage » avec House à la Conférence de la Paix ; J.-P. Morgan et John D. Rockefeller.

Lorsqu'il mourut en 1938, à l'âge de 80 ans, le « colonel » House pouvait se vanter d'avoir mis sur pied la plus puissante organisation semi-secrète des États-Unis, qui, depuis près d'un demi-siècle, dirige toute la politique intérieure et étrangère de l'Amérique et pèse lourdement sur le destin du monde entier.

*

En fait, le Council on Foreign Relations est un groupement restreint qui, à l'heure actuelle, comprend environ 1 400 adhérents, dont 700 membres résidents – citoyens américains dont le domicile ou le lieu de travail se situe à moins de 50 miles (80 km) de l'Hôtel de Ville de New York –, et plus de 700 membres non-résidents – habitant ou travaillant à plus de 50 miles.

Mais tous ces membres occupent des situations importantes dans le gouvernement, la politique, les affaires, la finance, l'enseignement, la presse écrite ou parlée, la télévision, etc.

C'est ainsi que parmi les récents présidents ou membres de son Comité directeur, on relève des personnalités telles que Frank Altschul, président du Conseil d'administration de la *General American Investors Corporation* ; Arthur H. Dean, ambassadeur en Corée, puis chef de la délégation américaine à la Conférence du Désarmement ; Allen Dulles, ancien chef de la Central Intelligence Agency (C.I.A.) ; Thomas K. Finletter, ambassadeur des États-Unis à l'O.T.A.N. ; William C. Foster, directeur de l'U.S. Arm Control & Disarmament Agency ; Averell Harriman, ambassadeur en Russie et en Grande-Bretagne, conseiller du juge à la Cour Suprême ; Walter Lippman, éditorialiste au *New York World*, au *New York Herald-Tribune*, à *Newsweek* et, comme on l'a vu plus haut, rédacteur en chef de *New Republic* ; John J. McCloy, président de la *Banque Mondiale*, haut commissaire en Allemagne, président du Conseil d'administration de la *Chase Manhattan Bank* ; David Rockefeller, directeur général de la *Chase Manhattan Bank* ; Adlai Stevenson, ambassadeur des États-Unis à l'O.N.U., etc.

*

Dans son numéro du 1er septembre 1961, le *Christian Science Monitor* n'hésitait pas à déclarer « le Council on Foreign Relations – probablement une des organisations semi-publiques les plus influentes dans le domaine de la politique étrangère ».

Et s'il fallait des preuves de cette influence, on les trouverait dans le fait que sont ou furent membres du C.F.R. :

- cinq présidents des États-Unis, dont trois Républicains, Herbert C. Hoover, le général Dwight (« Ike ») Eisenhower, Richard Nixon, et deux Démocrates, Franklin D. Roosevelt et John F. Kennedy ;
- une vingtaine d'anciens ministres ou de ministres en exercice, les uns Républicains, dont John Foster Dulles, Clarence Douglas Dillon (de son vrai nom Lapowski, israélite d'origine polonaise)[1], Robert Strange McNamara, président de la *Banque Mondiale* en 1968, les autres Démocrates, tels Dean Rusk, le général George Marshall, qui furent tous les deux ministres des Affaires étrangères, Averell Harriman et Arthur Goldberg, nommé juge à la Cour Suprême par le président Kennedy en 1962, où il succéda à Felix Frankfurter au « fauteuil du Juif », puis ambassadeur à l'O.N.U. par le président Johnson en 1965, etc. ; au moins soixante-dix membres de l'Administration Nixon, dont « l'Éminence grise de la Maison Blanche », Henry A. Kissinger, membres appointés dans l'équipe dirigeante du C.F.R. et actuel ministre des Affaires étrangères.

1 D'après le journal américain Common Sense, du 1er mars 1963.

On touche ici du doigt l'éclectisme du C.F.R. qui lui permet de compter des affiliés parmi les personnalités des deux grands partis politiques des États-Unis et donc d'avoir toujours des représentants dans le gouvernement, voire à la Maison Blanche.

*

Pour soutenir son action, assurer ses liaisons et donner ses consignes, le C.F.R. publie depuis 1922 une revue trimestrielle, *Foreign Affairs*.

Bien qu'à faible tirage (43 500 exemplaires au 30 juin 1961), elle s'honore des signatures de membres du gouvernement, notamment celle du ministre des Affaires étrangères, ce qui lui assure une audience politique sans égale, non seulement aux États-Unis, mais aussi dans le monde entier.

Aussi les recettes provenant de ses abonnements et ventes et de sa publicité constituent une des principales ressources du budget du C.F.R.

*

Voici la répartition des recettes du C.F.R. pour l'année fiscale 1960-1961[1] :

Cotisations des membres	123 200 $
Fonds de soutien du Comité de direction	87 000 $
Fonds de soutien des Committees (*)	2 500 $
Service des Entreprises	112 200 $
Subvention des Fondations	231 700 $
Revenu net des investissements	106 700 $

1 1960-1961, Annual Report of the Council (Compte rendu annuel du C.F.R. pour 1960-1961), D'après M. Dan Smoot The Invisible Government, p. 10.

Recettes nettes de la vente de livres	26 700 $
Abonnements et ventes de *Foreign Affairs*	210 300 $
Publicité dans *Foreign Affairs*	21 800 $
Divers	2 900 $
Total	925 000 $

(*) Les Committees sont des filiales américaines du C.F.R. (Voir plus loin).

Le poste dénommé « Service des Entreprises » (Corporation Service) désigne en fait les subventions obtenues des grandes entreprises. Pour l'année fiscale 1960-1961, M. Dan Smoot en a relevé quatre-vingt-quatre, parmi lesquelles :

Aluminium Limited Inc., American Can Co, Bankers Trust Company, Bethleem Steel Co, The Chase Manhattan Bank, Corning Glass Works, E.I. du Pont de Nemours & Co, The First National City Bank of New York, Ford Motor Co, IBM World Trade Corp., International General Electric. Co, The International Nickel Co, International Telephone and Telegraph Corp., The National Cash Register Co, The New York Times, Otis Elevator Co, Pan American Arways System, Radio Corporation of America, The Rand Corp., The Singer Manufacturing Co, Times, Inc., United States Lines Co, United States Steel Corp., Wyandotte Chemicals Corp., et de nombreuses sociétés pétrolières : *Arabian American Oil Co, Asiatic Petroleum Co, California Texas Oil Corp., Continental Oil Co, Gulf Oil Co, Mobil International Oil Co, Standard Oil Company of California, Standard Oil Company (of New Jersey), Standard-Vacuum Oil Co, Texado, Inc.*, etc.

Le poste « Vente de Livres » concerne les publications du C.F.R. : trois documents annuels, *Political Handbook of the World* (Guide politique du Monde), *The United States in World Affairs* (Les États-Unis dans les Affaires mondiales) et *Documents on American Foreign Relations* (Documents sur les Affaires étrangères américaines), ainsi que de nombreuses études spécialisées et divers ouvrages.

*

L'annuaire officiel du Council on Foreign Relations (Directory of Members), longtemps secret, mais qu'il est possible maintenant de se procurer, comporte un peu plus de 1 400 membres. On notera, toutefois, que certaines personnalités : – ou bien n'y ont jamais figuré, quoique des documents du C.F.R. ou l'aveu de l'intéressé établissent

l'appartenance à l'association ; – ou bien ont disparu de l'Annuaire après accession à un poste élevé.

Le premier cas est celui du président John F. Kennedy qui, bien que son nom n'ait jamais été mentionné, a reconnu son affiliation dans une lettre en date du 7 juin 1960 :

« Je suis membre du Council on Foreign Relations de New York City. En tant qu'abonné de longue date au périodique Foreign Affairs et en tant que membre du Sénat, j'ai été invité à en devenir membre »[1].

L'autre cas est celui du président Richard Nixon, dont le nom figure dans l'Annuaire de 1960-1961, mais disparaît des suivants. M. Nixon prétend qu'il a démissionné du C.F.R. en 1962 parce que l'organisation n'avait pas soutenu sa candidature au poste de gouverneur de Californie.

Néanmoins, en octobre 1967, alors qu'il se portait candidat à la présidence des États-Unis, *Foreign Affairs*, la revue du C.F.R., publiait sous sa signature un article intitulé « L'Asie après le Vietnam », dans lequel il affirmait vouloir apporter du « réalisme » dans la politique américaine en Extrême-Orient et, en particulier, à l'égard de la Chine communiste.

Si l'on y ajoute que M. Nixon a fait entrer ou a maintenu dans son Administration au moins soixante-dix membres du C.F.R. – certains prétendent même plus d'une centaine –, il faut bien reconnaître qu'il n'a pas coupé les ponts avec le Council.

Ces relations sont-elles absolument de plein gré, cela est une autre affaire…

Il est d'ailleurs à noter que l'Annuaire du C.F.R. pour 1952 admet pour certains personnages la nécessité, de par leur situation, de dissimuler leur appartenance au Council.

*

Parlant des membres du C.F.R. qu'il appelle les « *Synarques de Manhattan* » – « dont le principal trait commun est d'appartenir au milieu des très grandes affaires de l'Est américain, à l'« Eastern Establishment » –, M. Pierre de Villemarest écrivait, en 1970 : « Depuis la fondation du C.F.R., en 1919, ils n'ont cessé de peser de façon occulte sur la politique des États-Unis »[2].

---

1 Dan Smoot – ibid., p. 9.

2 Pierre de Villemarest – « Les Synarques de Manhattan » in Valeurs

C'était exact jusqu'alors. Mais avec la nomination de M. Kissinger, ancien *directeur des études sur les armes nucléaires et la politique étrangère au C.F.R.*, comme chef du Département d'État – tout en demeurant conseiller du président Nixon –, il ne saurait plus être question d'action occulte :

*

DEPUIS LE 22 AOÛT 1973, LA POLITIQUE DU COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS EST DEVENUE LA POLITIQUE OFFICIELLE DES ÉTATS-UNIS.

*

QUI EST DONC M. HENRY A. KISSINGER ?

Il est né à Fuerth (Bavière) le 27 mai 1923 de parents israélites, Louis Kissinger et Paula Stern qui, fuyant le nazisme, émigrèrent aux États-Unis en 1938. Cinq ans plus tard, naturalisé américain après avoir troqué son prénom trop germanique de Heinz contre celui de Henry – c'était en pleine guerre –, il s'engagea dans les Forces U.S., où, « par hasard ou par influence, il fut affecté aux Services de Renseignement, la branche la plus indiquée pour les infiltrations par l'appareil communiste »[1]. À son départ de l'Armée, il fut nommé sur

---

Actuelles, 24 août 1970.

1 Hilaire du Berrier – « Is Henry Kissinger Mr. Nixon's Bismarck ? » (M. Kissinger est-il le Bismarck de M. Nixon ?) in The Review of the News, 15 juillet 1970.

Dans le numéro du 20 mars 1974 de l'hebdomadaire américain The Review of the News, M. Frank A. Capell écrit :

« Une autorité bien informée sur les Services de Renseignement soviétiques affirme que le Secrétaire d'État Henry Kissinger a été un agent soviétique, et que son appartenance à ces Services de Renseignement soviétiques avait été portée à la connaissance des bureaux de notre gouvernement avant même qu'il ne parvienne à sa haute position. »

L'« autorité bien informée » serait un transfuge de l'Est ayant eu rang de général dans une des principales organisations de Renseignement soviétiques. C'est à ce personnage qu'on devrait d'avoir démasqué des agents et espions soviétiques importants en Grande Bretagne, en Allemagne fédérale, au Danemark, en Suède et en Israël.

En 1973, le transfuge rappelait au Federal Bureau of Investigation américain et au British Security Service britannique que, en 1961-1962, il avait fourni des informations prouvant que M. Kissinger avait eu des contacts directs avec le K.G.B. soviétique pendant son temps de service en Allemagne dans les troupes d'occupation, alors qu'il appartenait comme « enquêteur » au Service

sa demande officier de réserve des S.R. militaires. Ces antécédents lui permirent de prendre ses grades à l'université Harvard, grâce à quatre bourses, dont une de la gauchisante *Rockefeller Fellowship for Political Theory* (Association Rockefeller pour la Théorie politique).

En 1950, à vingt-sept ans, il devient conseiller du gouvernement pour la Défense, la politique étrangère et la guerre psychologique. En 1955 et 1956, on le trouve directeur des études sur les armes nucléaires et la politique étrangère au C.F.R., dont il deviendra un dirigeant appointé. De 1956 à 1958, il est directeur des études spéciales au progressiste *Rockefeller Brothers Fund* ; en 1962, professeur à Harvard ; en 1963, conseiller en politique militaire et étrangère de Nelson Rockefeller dans sa campagne pour les élections présidentielles. Il occupera de hauts postes au ministère de la Défense, au Département d'État, à la Central Intelligence Agency (C.I.A.).

Et dès l'arrivée à la Maison Blanche de Richard Nixon, celui-ci, bien que M. Kissinger ait été le conseiller de son adversaire, en fait son alter ego et lui laisse prendre une influence grandissante, *sur injonction du C.F.R.*

*

Que la présence de M. Kissinger ait été *imposée* à M. Nixon par le C.F.R., cela ressort du fait que, « depuis cinquante ans, ce « club privé » a pour règle de placer ses hommes dans les rouages gouvernementaux, quel que soit le président »[1]. Or, depuis 1945, M. Kissinger a réalisé le tour de force d'être resté sans interruption conseiller de cinq présidents des États-Unis, dont trois Démocrates, Truman, Kennedy (C.F.R.) et Johnson, deux Républicains, Eisenhower (C.F.R.) et Nixon (ex-C.F.R.).

Que M. Kissinger ait mené campagne pour M. Nelson Rockefeller contre M. Nixon s'explique : d'une part, M. Kissinger est un obligé de vieille date de la famille Rockefeller, qui lui a mis le pied à l'étrier en 1950 ; d'autre part, M. Nelson Rockefeller, membre avoué du C.F.R., pouvait paraître plus « sûr » au Council que M. Nixon, démissionnaire. Et cette confiance mitigée a incité le C.F.R. à affirmer publiquement son action sur le président Nixon en

---

de Contre-espionnage américain. (Cf. « M. Henry Kissinger et le K.G.B. » in Lectures Françaises, juillet-août 1974).

1 Pierre de Villemarest – op. cit.

poussant M. Kissinger sur le devant de la scène internationale, au lieu de le laisser agir dans la coulisse comme les prédécesseurs de M. Nixon, au point de le faire nommer à la tête du Département d'État.

On en trouve la confirmation dans le fait que, depuis son arrivée à la Maison Blanche, le président Nixon applique constamment – bon gré, mal gré – la politique étrangère du C.F.R. Car le C.F.R. suit une politique bien définie. Émanation de la Table Ronde, elle-même issue de la société Rhodes-Stead, le C.F.R. poursuit, dans le sillage de Ruskin, *l'institution d'un régime socialiste « tel que rêvé par Marx » pour parvenir à l'instauration du Gouvernement Mondial.*

*

Pour « manipuler » l'opinion publique, le Council on Foreign Relations s'est assuré des connivences dans de nombreuses rédactions de la presse écrite ou parlée : *New York Times, New York Herald-Tribune, New York Evening News, Washington Post, Newsweek, Times, Life, Saturday Review, Christian Science Monitor, Harper's* etc., et les stations de radio et de télévision : *A.B.C., N.B.C., R.C.A. Victor*, etc.

*

Le Council on Foreign Relations ne tarda pas à vouloir élargir son audience. À cet effet : « En 1938, avec l'aide financière de la Carnegie Corporation de New York, le Council commença à créer des Committees (Groupes d'études) affiliés dans quelques villes américaines…

« Chaque Committee est composé de quarante membres ou plus, personnalités marquantes dans leur profession ou par leur situation sociale, représentants des affaires, de la justice, des universités et collèges, de la presse, etc.… Depuis 1938, la Carnegie Corporation de New York a continué à assurer le financement de ce programme des Committees par des subventions »[1].

Cela au témoignage même du C.F.R.

À l'heure actuelle, ces Committees sont au nombre de trente, répartis sur l'ensemble du territoire des États-Unis, tantôt dans des capitales d'État, comme Atlanta, Boston, Denver ou Philadelphie, tantôt dans des villes importantes, comme Detroit, Los Angeles, San

1 Committee on Foreign Relations : Directory of Members, janvier 1961.

Francisco ou Seattle, tantôt même dans des villes d'importance moyenne, comme Portland (Maine), Tucson ou Worcester.

LES SATELLITES DU C.F.R.

Outre la « coopération avec le gouvernement des États-Unis » – coopération qui ressemble fort à une prise en mains –, les statuts du C.F.R. prévoient de « créer de nouvelles organisations » qui pourraient paraître judicieuses ou opportunes. Le C.F.R. n'y a pas manqué et, actuellement, on a reconnu une vingtaine d'associations sur lesquelles il exerce une influence manifeste.

Bien entendu, il soutient fermement que, à part les trente Committees on Foreign Relations, il n'entretient aucune accointance avec elles. La tactique est classique.

Cependant, ces organisations présentent des caractères communs qui dénotent une activité concertée :

- même objet : l'instauration du communisme mondial ;
- même source de financement : les Fondations (Ford, Carnegie et Rockefeller, en particulier) ;
- chevauchement des membres entre elles, à la manière des Sociétés de Pensée françaises du XVIII[e] siècle, avec présence parmi les adhérents de nombreux membres du C.F.R., parfois communs ;
- surtout, présence à leur tête de dirigeants du C.F.R.

Toutes ont aussi en commun le dépôt de statuts constitutifs déclarant l'association comme groupement d'études et de recherches sans but lucratif – ce qui a l'avantage de les exempter de taxes et d'impôts à titre « éducatif ». Au vrai, les statuts officiels ont pour objet d'attirer dans le Comité directeur des personnalités éminentes notoirement apolitiques, voire affichant une idéologie opposée aux objectifs réels, pour servir de paravent à l'action occulte de l'organisation conforme aux directives du C.F.R.

Cette toile d'araignée tendue sur les États-Unis, permet au C.F.R. de « couvrir » toutes les classes de la société et tous les problèmes de l'heure ; par suite, de « manipuler » et d'« intoxiquer », directement ou indirectement, une grande partie du public américain, et donc, éventuellement, de faire pression sur le gouvernement et sur le Congrès, avec répercussion sur le monde entier.

INSTITUTE OF PACIFIC RELATIONS

(*I.P.R.* – Institut des Affaires du Pacifique) – l'I.P.R. est le « satellite » du C.F.R. qui a rendu publics les agissements de toutes les organisations qui découlent de la société Rhodes-Stead. Fondé en 1925 pour l'étude des problèmes politiques intéressant les États bordant l'Océan Pacifique qui étaient à l'époque : États-Unis, Russie, Chine, Angleterre, France et Pays-Bas – depuis 1950, la Russie, la Chine et les Pays-Bas ont été remplacés par l'Inde, le Pakistan et le Japon –, il avait installé dans chacun de ces pays et dans leurs Dominions ou colonies : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Philippines, un « Conseil national » ; l'ensemble en était coiffé par un *Pacific Council* sous l'autorité d'un Secrétaire international résidant à New York.

Or, au début de 1945, une des revues qu'il patronnait, *Amerasia*, publiait un long article dans lequel l'*Office of Strategic Services* (O.S.S.) reconnut la reproduction presque mot pour mot d'un document officiel « top secret ». Une perquisition aux bureaux de la revue permit la saisie de 1 800 documents soustraits aux archives secrètes de plusieurs services gouvernementaux, Affaires étrangères, S.R. de l'Armée et de la Marine notamment. Parmi ces documents figuraient des rapports ultra-secrets concernant les positions et les dispositifs des armées nationalistes chinoises de Tchang Kai-chek, alors allié des Américains, informations de la plus haute importance pour les dirigeants de la Chine communiste. Les investigations d'une sous-commission sénatoriale de la Sécurité intérieure de l'État, dite « commission McCarran », permirent d'identifier de nombreux communistes parmi les membres de l'I.P.R., et même des agents soviétiques, comme : Laughlin Currie (C.F.R.), qui fut conseiller du président Franklin Roosevelt et son représentant personnel en Chine ; Israël Epstein ; Frederick Vanderbilt Field (C.F.R.) de la tribu des Vanderbilt ; Alger Hiss (C.F.R.), haut fonctionnaire au Département d'État, poursuivi pour espionnage au profit de l'U.R.S.S. ; Owen Lattimore (C.F.R.) ; Harry Dexter White (C.F.R.), ancien ministre, etc.

Parmi les membres de l'I.P.R. qui donnèrent lieu à enquête pour menées pro-communistes, il est significatif de voir figurer dix-sept personnes attachées au Département d'État, dont onze appartiennent au C.F.R.[1].

1 Les dix-sept personnes attachées au Département d'État qui donnèrent lieu à enquête sont : Robert Barnett (C.F.R.), « Rhodes Scholar » d'Oxford, chef adjoint aux Affaires d'Extrême-Orient ; Esther Brunauer ; Ralph Bunche (C.F.R.), professeur à Harvard, sous-secrétaire général de l'O.N.U. ; Harlan Cleveland, (C.F.R.), « Rhodes Scholar », ambassadeur des États-Unis à l'O.T.A.N. ; Oliver E. Clubb, directeur du Bureau des Affaires de Chine au Département d'État en 1950, obligé de démissionner, le 5 mars 1952, à la suite de l'enquête du Loyalty Board, professeur à Columbia ; John Paton Davies Jr, sept fois « blanchi » de l'accusation de communisme, mais destitué en 1954 par John Foster Dulles (C.F.R., qui pourtant…) ; Arthur H. Dean (membre du Comité exécutif du C.F.R. depuis 1955), ex-vice-président de l'I.P.R., ambassadeur en Corée, président de la délégation des États-Unis à la Conférence de Désarmement de Genève ; Harold Hanson ; Philip C. Jessup (membre du Comité exécutif du C.F.R. de 1934 à 1942), ambassadeur, juge à la Cour Internationale de Justice ; Joseph E. Johnson (membre du Comité exécutif du C.F.R. depuis 1950), président du Carnegie Endowment for International Peace, membre de la Foreign Policy Association ; le général George Catlett Marshall (C.F.R.), ex-chef d'État-Major Général de l'Armée américaine pendant la Seconde Guerre Mondiale, auteur du Plan d'aide économique à l'Europe qui porte son nom, ex-secrétaire d'État à la Défense, prix Nobel de la Paix en 1953 ; Bernard Noble ; Edwin O. Reschauer (C.F.R.), professeur de langues extrême-orientales à Harvard, ambassadeur au Japon ; Dean Rusk (C.F.R.), ministre du président Kennedy ; William T. Stone ; Summer Welles (C.F.R.), ancien ministre ; Charles Yost (C.F.R.), ambassadeur à l'O.N.U.
Pour plus de détails sur l'Institute of Pacific Relations et l'affaire de l'Amerasia, lire John T. Flynn – While You Slept (Tandis que vous dormiez) – The Devin-Adair Company, New York, 1958, Rééd. American Opinion, septembre 1961, chapitres 14 et 15.

*

Les accusations portées contre l'I.P.R. lui furent fatales.

Il poursuivit vaille que vaille ses activités jusqu'en mars 1961 puis il se saborda. Les poursuites contre l'I.P.R. ont nettement démontré :

- *la collusion entre l'Institute of Pacific Relations et le Council on Foreign Relations* ;
- *la tendance pro-communiste de ces deux organisations, que confirme d'ailleurs le haut « Initié » Dr Carroll Quigley* ;
- *le noyautage du Département d'État par des éléments pro-communistes, voire par des agents de l'U.R.S.S.*

Aussi, malgré le sabordage de l'I.P.R., son influence persiste-t-elle, comme le prouve l'admission de la Chine populaire à l'O.N.U., le 25 octobre 1971, et le voyage officiel du président Nixon à Pékin,

voyage préparé par deux missions secrètes de M. Kissinger des 9 juillet et 20 octobre 1971, *avant même donc la décision de l'O.N.U.*

*

FOREIGN POLICY ASSOCIATION

(*F.P.A.* – Association de politique étrangère) – En 1918, les gauches socialistes, pacifistes et internationalistes fondèrent la *League of Free Nations* (Ligue des Nations libres) qui, en 1921, devint la *Foreign Policy Association*, déclarée en 1928 comme organisation éducative apolitique, ayant pour but l'étude des problèmes internationaux.

En fait, à peine déclarée officiellement, la F.P.A. se lança dans une intense propagande pour la reconnaissance *de jure* de l'U.R.S.S. par les États-Unis. Pour élargir son audience, la F.P.A. a constitué des *World Affairs Councils* (*W.A.C.* – Comités des Affaires mondiales) dans toutes les villes-clés des États-Unis. En 1960, les deux organisations ont fusionné.

Spécialement intéressée par les étudiants, la F.P.A. a créé, en 1955, les *Great Decisions* (Grandes Décisions), qui comportent chaque année un programme d'études et de débats étalé sur huit semaines, pour traiter « huit problèmes critiques de politique étrangère concernant le peuple américain ». En 1967, deux cent cinquante mille élèves du secondaire y ont participé. Or, le 29 avril 1960, sur plainte de l'*American Legion*, le Grand Jury du comté de Fulton (Georgie) condamnait le caractère subversif des documents fournis aux établissements secondaires par le programme des Great Decisions ; il attestait que certains dirigeants ou auteurs de cette documentation « possédaient depuis de nombreuses années un volumineux dossier qui démontrait leur appartenance ou leur soutien actif à des organisations progressistes ou subversives ».

Il n'en reste pas moins que la F.P.A.-W.A.C. demeure la plus puissante organisation qui gravite autour du Council on Foreign Relations. On n'en veut pour preuve que la constitution de son Bureau, en 1962, où figurent les initiés au C.F.R. : – *Président* : Eustace Seligman, associé du cabinet juridique *Sullivan & Cromwell* ; – *Vice-président* : Walter H. Wheeler, PDG de *Pitney-Bowes* ; – *Directeur général* : John W. Nason, président du Carleton College ; *Trésorier* : Gerald F. Beal, de la banque *J. Henry Schroeder* ; – *Président du Comité exécutif* : Emile E. Soubry, vice-président et

administrateur de la *Standard Oil of New Jersey* ; – *Membres du Comité exécutif* : Benjamin J. Buttenwieser, de la banque *Kuhn, Loeb & Co* ; Joseph E. Johnson, président du Carnegie Endowment for International Peace ; Harold F. Linder, vice-président de la *General Investors Co* ; A. William Loos, administrateur de la Church Peace Union ; Henry Siegbert, ancien associé de la banque *Adolf Lewishon & Sons* ; Il n'est pas jusqu'à la *Secrétaire générale*, Mrs Andrew G. Carey, dont le mari n'appartienne au C.F.R.

Cette mainmise du C.F.R. sur la F.P.A., un membre du Congrès, Louis T. McFadden, l'expliquait dès 1934, en affirmant que Felix Frankfurter et Paul Warburg, *tous les deux membres de la Table Ronde*, ont présidé à la fondation de la F.P.A. pour favoriser l'institution aux États-Unis d'une économie planifiée et l'intégration du système américain dans un système socialiste mondial. Dans cette intention, la F.P.A. devait opérer « en liaison étroite avec un groupe britannique analogue » – la Table Ronde.

BUSINESS ADVISORY COUNCIL

(*B.A.C.* – Comité consultatif sur les Affaires) – Il fut créé le 26 juin 1933 par M. Daniel C. Roper, ministre du Commerce, peu après l'arrivée à la Maison Blanche du président Franklin Roosevelt. Il avait l'intention de réunir d'importants hommes d'affaires comme conseillers officieux du gouvernement en vue de soutenir la politique du *New Deal*, qui tendait à sortir les États-Unis de la grande crise économique et financière, *volontairement* déclenchée, le 24 octobre 1929, par la Federal Reserve et Haute Finance internationale.

Chargé de l'organisation du B.A.C., *M. Sidney J. Weinberg*, principal associé de la banque de placement *Goldman, Sachs & Co*, recruta la plupart de ses membres. Il était d'ailleurs on ne peut mieux placé pour cela car, outre son association avec Goldman, Sachs & Co, il était administrateur d'une trentaine de très grosses sociétés, telles que : *Champion Paper & Fiber Co, Continental Can Co, General Cigar Co, General Electric Co, General Foods Corp.*, etc. – dont certaines financent aussi bien le B.A.C. que le C.F.R. De plus, il avait été gouverneur du *Stock Exchange*, la Bourse de New York.

Or, le ministre Roper ne tarda pas à s'apercevoir que le B.A.C. en vint à proposer des solutions socialistes peu en rapport avec les intentions du gouvernement, voire en opposition complète ; aussi,

après avoir boudé le B.A.C., il finit par s'en désintéresser complètement et tenir ses avis pour nuls et non avenus.

Mais l'ouverture des hostilités de la Seconde Guerre Mondiale, en 1939, obligea les Américains à un gros effort industriel pour la fourniture de matériels de guerre et d'approvisionnement aux belligérants européens puis, après Pearl Harbor (7 décembre 1941), pour l'armement des États-Unis. Épaulé par les puissances économiques et financières de son organisation, Sidney Weinberg parvint facilement à *imposer* la politique du B.A.C.

À cet effet, plusieurs fois par an, le B.A.C. organisa – et organise encore – des réunions entre des membres de son Bureau et de hautes personnalités de l'Administration fédérale[1].

Le 10 juillet 1961, le B.A.C. modifia son appellation en celle de *Business Council*, sans changer son activité. Dans son numéro de janvier 1970, la *Dun's Review* écrit en effet : « Dans les rangs du Business Council figurent 160 des plus puissants hommes d'affaires de la nation. Plusieurs fois par an, ils se réunissent avec des personnalités du gouvernement soit à The Homestead (hôtel de Virginie), soit à Washington, pour discuter de questions économiques »[2]. Et l'auteur ajoute que le B.A.C. a établi un Comité de

1 Ces réunions demeurèrent secrètes jusqu'en octobre 1950, date à laquelle un journaliste réussit à s'introduire dans la salle de séance. À l'en croire, l'objet principal de la discussion aurait été le partage des lucratifs contrats pour la guerre de Corée.
Bien entendu, le Business Council dément it ; mais, depuis lors, il communique à la presse un compte rendu de séance.

2 Ces « plus puissants hommes d'affaires de la nation » comprennent notamment : Winthrop W. Aldrich (C.F.R.), de la Chase Manhattan Bank ; William M. Allen, directeur général de Boeing Airplane Co, administrateur de la Pacific National Bank, de Seattle ; Henry Alexander (C.F.R.), de Morgan Guaranty Trust ; Robert Anderson (C.F.R.), de la Federal Reserve Bank, de Dallas ; S. Clark Beise, directeur général de la Bank of America, etc. ; Roger M. Blough (C.F.R.), de l'U.S. Steel ; Harold Boeschenstein (C.F.R.), directeur général de l'Owens-Corning Fiberglass Corp., etc. ; général Lucius D. Clay (C.F.R.), de Lehman Brothers ; Ralph J. Cordiner, PDG de General Electric Co ; Charles D. Dickey, président du Comité exécutif et administrateur de Morgan Guaranty Trust, administrateur de General Electric Co, de Kennecott Copper Corp. etc. ; Douglas Dillon (C.F.R.), de la banque Dillon Read & Co ; Henry Ford II, directeur général de Ford Motor Co ; William C. Foster (C.F.R.), directeur de l'U.S. Arm Control

Liaison avec cinq des principaux ministères fédéraux : Finances, Travail, Affaires étrangères, Défense et Commerce, ainsi qu'avec le Comité des Conseillers économiques « et avec la Maison Blanche elle-même ».

On peut en déduire l'influence du Business Council sur les décisions du gouvernement, car, bien que la participation à l'organisation soit limitée à environ 70 membres « actifs » (*active*) qui, au bout de quelques années deviennent « sociétaires » (*graduated*) en conservant les mêmes droits, elle regroupe *la plus grande puissance économique et financière du monde*.

Or, sur un total de 120 membres actifs et sociétaires reconnus par M. Dan Smoot[1], il en a décompté 41, soit le tiers, appartenant au Council on Foreign Relations. Ce qui permet à M. Francis X. Gannon d'affirmer que *« le Business Council est, en fait, l'intermédiaire par lequel le C.F.R. impose son autorité sur le gouvernement fédéral »*[2].

AUTRES SATELLITES DU C.F.R.

Il serait fastidieux de passer en revue les nombreuses autres organisations connues comme faisant partie du filet tendu sur les États-Unis par le Council on Foreign Relations. On se contentera d'en indiquer quelques-unes particularisées dans la « mise en condition » de catégories sociales définies ou dont l'objet spécifique importe plus spécialement aux dirigeants du C.F.R.

Committee for Economic Development

(C.E.D.) – Comité pour le Développement économique – Il n'est autre qu'une annexe du Business Council, comme l'explique

& Disarmament Agency ; G. Keith Funston (C.F.R.), ex-président du Stock Exchange de New York ; Crawford H. Greenewalt (C.F.R.), PDG de E.I. du Pont de Nemours Co ; Averell Harriman (C.F.R.), ancien ministre, ambassadeur, ex-gouverneur de New York ; Paul G. Hoffman (C.F.R.) ; Fréderick Kappel, PDG de American Telephone and Telegraph Co ; Augustus C. Long, PDG de Texaco, Inc., administrateur de la Federal Reserve Bank de New York ; George P. McNichol Jr, PDG de Libbey-Owens-Ford Glass Co, administrateur de la Federal Reserve Bank de Cleveland ; Thomas F. Patton, PDG de Republic Steel Corp., administrateur de Standard Oil Co of Ohio, etc.

1 Dan Smoot – op. cit., p. 61 à 70.

2 Francis X. Gannon – op. cit., T. I, p. 359.

M. William Domhoff, un « libéral » opposé à l'« Establishement », dans son ouvrage : *The Higher Circles* (Les Cercles supérieurs – par allusion aux cercles concentriques des Illuminés de Bavière).

« Le B.A.C., écrit-il, n'était pas équipé pour éduquer ses membres ni pour effectuer des recherches approfondies, et le C.E.D. fut créé pour répondre à ces besoins. À ces deux exceptions près, les premiers adhérents au C.E.D. furent des membres du B.A.C. »[1].

Et parmi ces premiers adhérents on comptait huit membres du Council on Foreign Relations.

Advertising Council

(Comité de la Publicité) – Constitué en 1941, au capital initial de cent millions de dollars, par un publicitaire, un professeur de faculté et trois dirigeants de la Rockefeller Foundation, il s'est donné pour but avoué la diffusion des travaux des Fondations par les méthodes de la publicité moderne. En 1945, il s'est arrogé le droit de sélectionner les publicités qui, présentant un intérêt national, pourraient bénéficier d'une diffusion gratuite dans les *mass media*. Le choix en est effectué par un *Public Policy Committee* (Comité de l'Intérêt public) de 20 membres dont, au 23 juin 1958, 8 au moins étaient affiliés au Council on Foreign Relations, en particulier : le président Paul G. Hoffman, président-fondateur du Committee for Economic Development, membre de l'Institute of Pacific Relations, etc., l'ambassadeur Ralph J. Bunche, impliqué dans l'affaire de l'Institute of Pacific Relations ; Benjamin J. Buttenweiser, de la banque *Kuhn, Loeb & Co*, membre du Comité exécutif de la Foreign Policy Association.

EXEMPLE DES IMBRICATIONS ENTRE LE C.F.R. ET SES SATELLITES.

American Civil Liberties Union

(A.C.L.U. – Union américaine pour les Libertés civiles) – Cette Union descend de l'American League to Limit Armaments qui avait en vue « de combattre le militarisme et la propagation de l'esprit militariste aux États-Unis ». Elle fut animée par Roger Baldwin, membre d'une invraisemblable quantité d'associations

1 Cité par Gary Allen – « Who they are » (Qui ils sont) in American Opinion, octobre 1972, p. 77.

antimilitaristes, pacifistes, communistes, voire anarchistes – il fera d'ailleurs de la prison en 1917, comme insoumis à l'appel sous les drapeaux. Après trente-sept ans à la direction de l'A.C.L.U., il abandonnera le poste à Patrick M. Malin (C.F.R.), auquel succédera en 1962 John de J. Pemberton Jr. Le premier bureau se composait, en juillet 1919, de dix-sept membres, parmi lesquels Felix Frankfurter, de la Table Ronde, et son ami britannique Harold J. Laski, alors professeur à Harvard. En 1952, on y comptait huit affiliés au C.F.R et au moins six en 1968, dont l'ubiquiste Walter Lippman. À cette époque, le nombre d'adhérents s'élevait à environ 130 000 personnes, parmi lesquelles le célèbre écrivain Pearl Buck.

En janvier 1931, la Commission de la Chambre des Représentants sur les Activités communistes avait signalé l'affiliation de l'A.C.L.U. au mouvement communiste. En 1943, le Comité Législatif de Californie a déclaré formellement que : « L'American Civil Liberties Union peut être définitivement classée comme une organisation communiste ou une « courroie de transmission communiste ».

Americans for Democratic Action

(A.D.A. – Les Américains pour le Combat démocratique) – Cette association a pris la suite, par simple changement de nom et en gardant les mêmes dirigeants, de l'Union for Democratic Action, fondée en 1941 par un groupe de communistes ou de pro-communistes, dont son président, le pasteur évangélique Reinhold Niebuhe, membre du Conseil du Council on Foreign Relations, et son animateur Louis Fraina, président du premier Congrès communiste de l'Amérique Nord, tenu à Chicago en septembre 1919. Le Bureau de l'A.D.A., constitué en 1946, comportait une majorité d'affiliés au C.F.R., dont les journalistes Marquis Childs, de l'*United Feature Syndicate,* et Chester Bowles, adjoint au Secrétaire Général de l'O.N.U. et futur ministre, les professeurs John K. Galbraith, de Harvard, et Arthur M. Schlesinger Jr, de Harvard et New York, les politiciens H. Humphrey, vice-président des États-Unis, Jacob K. Javits et Thomas K. Finletter, sénateurs.

Institute for American Democracy

(Institut pour la Démocratie américaine) – Prétendument fondé le 18 novembre 1966 par le Pr. Franklin H. Little, du Wesleyan College

d'Iowa entouré d'un « Comité de garantie » de quarante-sept membres, dont vingt-trois provenaient du défunt progressiste National Council for Civic Responsability, y compris son président, Arthur Larson, internationaliste notoire ; sur ces vingt-trois membres, dix au moins étaient affiliés au C.F.R. et appartenaient à des satellites.

En fait, une enquête menée en 1968 par la Church League of America (Ligue des Églises d'Amérique) prouva que l'Institute avait déposé ses statuts le 27 juin 1944. En outre, le 6 mars 1956, l'Attorney General de New York, Jacob K. Javits (C.F.R. et membre d'Americans for Democratic Action) avait signalé dans un rapport officiel que l'Institute for American Democracy était une section de l'Anti-Defamation League, organisation judéo-communisante des B'nai B'rith, la franc-maçonnerie juive.

Common Cause

– Se vantant d'avoir réuni 250 000 adhérents moins de deux ans après sa fondation en 1970, *Common Cause* (La Cause commune), surnommée « la faction du petit peuple », réunit les classes peu fortunées, les étudiants et les jeunes de banlieue en vue de « secouer l'emprise de l'Establishment ».

Or, curieusement, son fondateur, *John W. Gardner* (C.F.R.), est un ancien président de la *Carnegie Corporation* et ministre du président Johnson. De plus, le notoirement progressiste Washington Post, du 23 août 1971, publiait :

« Common Cause, la faction nationale qui veut changer les structures politiques et abolir les privilèges, a une liste de principaux donateurs qui se lit comme le Who's Who de l'Establishment.

Les Rockefeller, Ford Motor Co, les dirigeants des Fondations Carnegie, les chefs d'entreprises, les banques d'affaires, les grands patrons des maisons d'édition, y compris Time Inc., sont parmi les donateurs de $ 500 et plus à Common Cause…

« Plusieurs membres du Council on Foreign Relations, qui se compose de nombreux intellectuels de l'Est et de chefs d'entreprises, figuraient parmi les donateurs. Frank Altschul, vice-président et secrétaire général du Council, a fait un don de $ 500 à Common Cause ».

Parmi ces donateurs du C.F.R., on trouve encore David Rockefeller, John D. Rockefeller III, J. Richardson Dilworth, de la *Chase Manhattan Bank*, Sol Linowitz, de *Xerox*, Thomas Watson, d'*I.B.M.*, etc.

Ces souscriptions de richissimes « initiés » du C.F.R. prouvent une fois de plus que, derrière les mouvements progressistes, se trouve toujours l'Establishment.

Etc., etc.

LE ROYAL INSTITUTE OF INTERNATIONAL AFFAIRS

Autant on possède des informations sur le Council on Foreign Relations, autant son homologue britannique, le *Royal Institute of International Affairs* (R.I.I.A.) est demeuré dans l'ombre.

On sait qu'au Canada, le noyau du R.I.I.A. fut formé d'étudiants d'Oxford amis de Milner, comme Arthur Glazbrook et George Parkin. Ce furent les anciens membres du Milner's Kindergarten qui formèrent le noyau de l'Afrique du Sud, avec (Sir) Patrick Duncan, B.K. Long, Richard Feetham et (Sir) Dougal Malcolm, et celui des Indes, avec (Sir) William Marris, James (Lord) Meston et Malcom (Lord) Hailey. En Australie et en Nouvelle-Zélande, ce furent des personnalités recrutées par Stead, Parkin et Lionel Curtis. Mais leur activité n'est guère connue.

Ceci proviendrait, d'après certains, du fait que, faisant double emploi avec la Table Ronde, il aurait été absorbé par l'Institute of Pacific Relations et aurait été plus ou moins entraîné dans sa disparition.

*

Il se peut aussi que la transformation de l'Empire britannique en Commonwealth, en relâchant les liens des Dominions avec l'Angleterre et en les incitant à regarder vers les États-Unis, comme le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ait fait passer le R.I.I.A. de ces pays dans l'orbite du Council on Foreign Relations sous l'influence de l'Institute of Pacific Relations. Il faut tenir compte aussi de l'indépendance de l'Inde et de l'Afrique du Sud. Toutefois, comme le note M. Pierre Hofstetter, on est frappé de l'étrange similitude de certaines pratiques gouvernementales à Londres et à Washington. Tel est le cas de Lord Arnold Goodman, conseiller « autocrate » du gouvernement travailliste de M. Harold Wilson, qui a été confirmé à son poste et avec les mêmes prérogatives par le gouvernement conservateur de M. Edward Heath. Et, le 26 février 1967, le *Sunday Times* écrivait à son propos : « Aucun autre homme de Grande Bretagne ne possède autant d'influence en étant aussi peu connu. » C'est d'ailleurs Lord Goodman que M. Heath a envoyé en

mission secrète en Rhodésie dans le courant de juin 1971 – à la manière de son homologue américain, M. Henry Kissinger. Or, précise M. Hofstetter, le « cas » Goodman n'est pas unique. Il en a été de même de *Sir Solly Zuckerman*, de *Nicolas Kaldor* et de *Thomas Balogi*[1].

Mais c'est surtout le cas de Nathaniel Mayer Victor *Lord Rothschild*, troisième baron et chef de la branche anglaise, « inscrit depuis des années au parti travailliste », que le conservateur M. Heath a placé « à la tête d'un groupe d'experts, nouvellement formé, et chargé de « superviser » les plans politiques et le programme de dépenses publiques, [...] poste mystérieux payé 14 000 livres par an, soit presque autant que ce que touche un premier ministre.

« Mystérieux », oui...

« Sept mois après avoir été créée sous la direction de Lord Rothschild », a noté le *Daily Telegraph* du 24 mai dernier (1971), « l'équipe d'experts chargés de revoir la politique centrale du Cabinet reste, plus que jamais, un grand mystère... »

Peu de gens savent exactement de quoi elle s'occupe.

Or, le Premier ministre a délibérément tout fait pour qu'il en soit ainsi »[2]. Coïncidence au moins curieuse : Lord Rothschild, second baron du nom et père de Nathaniel Mayer Victor, a participé à la fondation de la société Rhodes-Stead, dont descend la Table Ronde.

1 Pierre Hofstetter remarque qu'ils semblent tous israélites « L'Angleterre a-t-elle aussi son Pouvoir occulte ? » in LF, octobre 1971.
2 Ibid.

CHAPITRE XII

LES FONDATIONS AMÉRICAINES

En principe, les Fondations américaines sont des institutions sans but lucratif, à intentions philanthropiques, éducatrices, religieuses, scientifiques ou autres, financées par une personnalité ou un groupement dont elles portent souvent le nom. Assimilées à des œuvres charitables, les lois fédérales leur accordent le privilège d'être exemptes de tous impôts.

La première des grandes Fondations semble avoir été la *Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching* (Fondation Carnegie pour le Progrès de l'Enseignement), créée en 1905 avec une dotation de 15 millions de dollars. Son objet était d'assurer une retraite aux enseignants et à leurs veuves, de leur fournir information et renseignements, d'effectuer des études sur l'enseignement, etc. Elle paraît bien, du moins à ses débuts, avoir satisfait à la prétention d'institution de bienfaisance.

On ne saurait en dire autant de la *Rockefeller Foundation*, dont la création se situe peu après 1906. À l'origine se trouve le journaliste Ivy Lee, qui venait de monter à New York le premier cabinet de « Public Relations ».

Le milliardaire John D. Rockefeller, dont la fortune avait été acquise par des procédés au moins discutables et qui venait de faire tirer par sa milice privée sur les grévistes d'une de ses entreprises pétrolières, était devenu l'homme certainement le plus impopulaire des États-Unis. Ivy Lee parvint à faire admettre au requin du pétrole que, pour améliorer sa réputation et éviter l'ingérence du gouvernement dans ses affaires sous la pression de l'opinion publique, il avait intérêt à renoncer au « sacro-saint secret professionnel » dans « les domaines présentant une importance et un intérêt pour le public » et « à mettre sur pied des fondations philanthropiques (centres de recherches, hôpitaux, musées, universités, etc.), à multiplier les bourses, à faciliter les vacances des enfants et à

l'assistance aux déshérités »[1]. Le succès de cette campagne fut tel que, en peu de temps, l'image de l'« ogre Rockefeller » fut remplacée par celle de « Rockefeller, le grand philanthrope »... qu'il conserve encore de nos jours.

L'exemple fut suivi : en 1910, on comptait une vingtaine de Fondations diverses. Or, en octobre 1913, le Congrès votait la mise en application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, puis, en 1916, l'impôt sur les successions. Du coup, les Fondations, qui permettaient d'échapper à ces deux impôts, allaient se multiplier. On admet qu'en 1939, leur nombre s'élevait à un peu plus de 1 500 ; en 1950, il atteignait 3 000 ; en 1969, il était estimé voisin de 100 000, dont 7 000 seulement faisaient leur déclaration annuelle au fisc, ce qui ne les empêchait pas d'être toutes exemptes d'impôts. Le 21 juillet 1964, le ministre des Finances C. Douglas Dillon avait dû reconnaître que « les Finances ne savent pas combien il existe de Fondations ».

N'importe qui, en effet, peut créer une Fondation sur simple formulaire, s'il la présente comme ayant un caractère religieux, éducatif, scientifique, littéraire ou charitable – définitions qui se prêtent aux interprétations les plus fantaisistes. C'est ainsi qu'il existe des Fondations pour la distribution de bonbons aux enfants hospitalisés, pour la fourniture de chaussures aux unijambistes, pour les gens qui souffrent de migraines, et même, à en croire le député Wright Patman, pour le recrutement des joueurs de football, pour payer les frais de banquets, pour assurer l'entretien d'une maîtresse...

Les grands financiers n'ont pas mis longtemps à reconnaître les avantages que les Fondations présentaient pour eux. Le Dr Martin Larson les résume en six points :

« Quand une Fondation est constituée : 1) les avoirs qui lui sont transmis constituent une contribution à une œuvre de bienfaisance, déductible des revenus ; 2) au décès du donateur, ces avoirs sont exempts de tous droits de succession ; 3) la fortune ou l'entreprise demeurent intactes ; 4) si le donateur est une société, elle continue ses activités comme auparavant ; 5) la Fondation elle-même est exempte à perpétuité de tous impôts ; et 6) les personnalités qui composent le

1 Jean Chaumely et Denis Huisman – Les Relations Publiques, p. 9.
À ce même souci appartiennent les donations à l'étranger, comme celles pour la restauration du château de Versailles.

directoire ou le conseil d'administration commun se trouvent en position stratégique pour s'enrichir elles-mêmes par des opérations qui, bien que non charitables ni sociales, sont néanmoins légales ; et même si elles ne le sont pas, elles peuvent être effectuées pratiquement en toute impunité »[1].

La Fondation peut, en effet, acheter, vendre, posséder des biens immobiliers ou des valeurs mobilières, accorder des prêts à faible intérêt au donateur, voire engager le donateur et ses proches pour gérer la Fondation, en leur octroyant un salaire élevé et en leur donnant l'occasion de bénéfices marginaux. Certaines Fondations ont même été accusées d'entente et de collusion en vue de manœuvres boursières.

Pour profiter de ces avantages, les grandes dynasties financières ont constitué, chacune, un réseau de Fondations, dont certaines, à but spécifiquement philanthropique – encore qu'utilisées le plus souvent sur le plan politique –, servent d'écran aux autres à fins lucratives. C'est ainsi qu'on a identifié sept Fondations Ford, cinq Fondations Carnegie, six Fondations Mellon et quatorze Fondations Rockefeller.

Bien entendu, le promoteur d'une Fondation prend ses précautions pour s'en assurer le contrôle. À cet effet, il en truffe le directoire ou le conseil d'administration – dont il s'attribue la présidence – de membres de sa famille ou de prête-nom à sa discrétion. En outre, la Fondation est constituée en société par actions, dont certains artifices permettent au promoteur d'en garder le contrôle. Comme par exemple, la création de deux séries d'actions : une série A, portant intérêt, mais sans droit de vote et non négociable en Bourse, qui forme l'actif de la Fondation, et une série B, seule habilitée à voter, que le promoteur se réserve en totalité.

Ainsi, non seulement il échappe à l'impôt sur le revenu de son vivant, mais encore il évite à ses héritiers les droits de succession après sa mort. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que depuis le New Deal du président Franklin Roosevelt, ces derniers sont devenus prohibitifs. Par exemple, après les lois successorales en vigueur en 1947, date du décès du grand industriel de l'automobile Henry Ford, ses héritiers

1 D'après Gary Allen – « Foundations » in American Opinion, novembre 1969 – rééd. Collective « Foundations and Tax-Free Cash », par Gary Allen et Harold Lord Varney – American Opinion, p. 3.

auraient dû acquitter des droits s'élevant à 91,5 % du montant total de la succession, ce qui les aurait forcés, évidemment, à céder le contrôle de l'entreprise. Le fidéicommis de la Fondation leur a évité cette véritable spoliation fiscale.

L'expédient de la Fondation a été utilisé par le magnat du pétrole, John D. Rockefeller, non point tant pour échapper à l'impôt sur le revenu – contre lequel les pétroliers possèdent l'arme de la « depletion allowance », qui leur permet de déduire 27,5 % du bénéfice brut, déjà fortement diminué par l'artifice du forage de puits « secs » –, que pour tourner la législation antitrust.

Poursuivie à plusieurs reprises pour atteinte à la libre concurrence, la *Standard Oil* de Rockefeller fut condamnée en 1911 par la Cour Suprême et dut éclater en plusieurs entreprises : Standard Oil of New Jersey, Socony (Standard Oil Co of New York), Standard Oil of Ohio, Tide Water, Vacuum Oil, Humble Company, etc. Mais il s'agissait pour Rockefeller de conserver la mainmise sur ces différentes sociétés sans qu'on puisse l'incriminer de tendance au monopole. À cet effet, il constitua des Fondations auxquelles il distribua les titres des diverses sociétés. C'est ainsi que, à elle seule, la *Rockefeller Foundation* reçut plus de quatre millions d'actions de la *Standard Oil of New Jersey* (en 1968, 15 milliards de dollars de chiffre d'affaires, 1,3 milliard de dollars de bénéfice net), deux millions d'actions de la Standard Oil of Indiana, etc. Et on a recensé quatorze Fondations Rockefeller… ![1].

Ainsi, l'astuce des Fondations a permis aux Rockefeller de reconstituer le trust pétrolier de la Standard Oil en échappant aux lois antitrust.

*

La puissance financière de ces Fondations est colossale. En 1969, le total des avoirs des 7 000 Fondations environ faisant leur déclaration annuelle s'élevait à plus de 18 milliards de dollars, la *Ford Foundation* en accusant près de 4 milliards à elle seule. Encore faut-il tenir compte de ce que la plupart des actifs sont systématiquement sous-évalués par les intéressés, certains réduits au chiffre symbolique de un dollar. Et comme à cette époque le nombre de Fondations était estimé voisin de 100 000, on imagine le total fabuleux des

1 Cf. Christian Jelen et Olivier Oudrette – La Guerre Industrielle, ch. 4.

investissements qu'elles représentent, même en admettant que les deux tiers d'entre elles ne disposent pas d'un capital supérieur à 200 000 dollars.

« Nées de la nécessité de protéger la fortune familiale contre le fisc, les Fondations américaines ont acquis depuis la guerre une telle puissance, qu'on a pu dire qu'elles forment dans le pays un véritable « quatrième État », écrit M. Pierre Hofstetter.

« Le Congrès a décidé d'y mettre une limite, le Tax Reform Act de 1969 réclame d'elles désormais 4 % sur leurs revenus. En outre, il est interdit aux Fondations d'user de leurs fonds pour « influencer la législation », et le soutien qu'elles accordent pour « encourager les gens à s'inscrire au bureau de vote » est strictement réduit »[1].

C'est que, pour assurer leurs avantages et servir les intérêts de leurs donateurs, les Fondations ont cédé à la tentation de s'immiscer dans la politique. Et leurs énormes moyens financiers ont été utilisés sans vergogne pour épauler les candidats de leurs choix aussi bien que pour acheter les opposants.

L'exemple de la campagne présidentielle de 1952 est caractéristique à cet égard. En fin de mandat, le président Truman, Démocrate, avait déclaré « réserves nationales » le plateau continental qui borde les côtes des États-Unis, créant ainsi pour les grands pétroliers la menace de constitution d'une compagnie nationale qui fasse échec à leur monopole. Ils décidèrent de tout mettre en œuvre pour le triomphe d'un Républicain, qui fut le général Eisenhower (C.F.R.). La campagne avait coûté environ 100 millions de dollars, dont la moitié fut financée par les Fondations des magnats du pétrole, Rockefeller, Mellon, etc.

Et l'on ne parla plus de compagnie nationale…

*

Si en l'état actuel des mœurs démocratiques, l'intrusion des puissances financières dans la vie politique pour la défense de leurs intérêts et privilèges ne paraît guère choquante, il est, par contre bien difficile d'admettre le soutien des Fondations aux activités socialo-communistes, voir anarchistes, comme celles des Black Panthers, qui

1 Pierre Hofstetter – « La puissance des Fondations américaines » in Lectures Françaises, juillet-août 1972.

ne peut plus être nié après les enquêtes des commissions Cox et Reece de la Chambre des Représentants.

Le 1er août 1951, Eugène E. Cox, député Démocrate de Georgie, demandait la constitution d'une Commission d'enquête sur les Fondations, qu'il accusait de manœuvres contre l'ordre social et d'immixtion dans la politique étrangère. Il mettait nommément en cause la Fondation Rockefeller, la Fondation Guggenheim, la Corporation Carnegie, le Fonds Rosenwald et autres.

Le projet fut enterré en Commission, mais Cox le déposa de nouveau le 10 mars 1952. Il se vit aussitôt incriminé d'antisémitisme pour s'être attaqué à la Guggenheim Foundation et au Rosenwald Funds, de racisme pour avoir reproché aux Fondations de soutenir les mouvements séditieux Noirs. Malgré quoi, le projet fut adopté.

Étant donné l'importance des intérêts, financiers et politiques en jeu, il s'agissait d'une lutte à mort. Ce fut le malheureux Cox qui, en butte à l'opposition des Républicains, lâché par une partie des Démocrates, se vit dans l'impossibilité de poursuivre sa tâche et mourut au cours de l'enquête. La Commission conclut par un non-lieu.

Auquel, toutefois, un de ses membres, Carroll Reece, député Républicain, cette fois, refusa d'acquiescer. Il déposa un projet de nouvelle Commission pour poursuivre les « travaux inachevés » de la défunte Commission Cox. Approuvée par le Congrès le 27 juillet 1953, la Commission Reece reçut des directives formulées en termes identiques à celles de la Commission Cox, mais élargies à la recherche des « buts politiques », de la « propagande » et des « tentatives d'influence sur la législation ».

L'administration Eisenhower utilisa contre elle les mêmes procédés dilatoires et les mêmes obstructions que contre la Commission Cox ; c'est ainsi, par exemple, que sur les cinq membres de la Commission Reece, trois avaient été choisis parmi les députés ayant voté contre l'enquête.

Il est vrai que le président Eisenhower se sentait vulnérable pour avoir placé lui aussi sa fortune dans une Fondation. Comme l'avait fait sa « garde du palais », dans laquelle on retrouve de vieilles connaissances : le financier Bernard Baruch, du Comité pour l'élection du Président Wilson en 1912, un des premiers affiliés au Council on Foreign Relations ; Sidney Weinberg, l'animateur du Business Advisory Council ; Paul Hoffman, du Council on Foreign

Relations, de la Foreign Policy Association, de l'Institute of Pacific Relations et autres satellites du C.F.R.

Comme il l'écrit dans la préface au livre de M. René Wormser, *Les Fondations : leur Pouvoir, leur Influence*, M. Carroll Reece s'attendait à des obstacles. La presse dite « libérale », *New York Times, New York Herald-Tribune, Washington Post, Times Herald*, allait tirer à boulets rouges ; la presse conservatrice devrait tenir compte de la puissance des Fondations ; les universités ne subsistaient que grâce à leurs subsides ; l'enquête devait s'étendre « même à des intimes de la Maison Blanche »[1].

Malgré les oppositions, les résistances, les pressions et même la collusion avérée d'un de ses membres avec les représentants des sept plus grosses Fondations – et dont l'obstruction systématique amena le président Reece à arrêter les travaux le 3 janvier 1955, au bout d'environ dix-huit mois d'enquêtes –, la Commission tint seize audiences publiques et rédigea un rapport publié le 16 décembre 1954 par l'imprimerie du Gouvernement.

Les conclusions en sont édifiantes. Avec preuves à l'appui, les Fondations sont accusées d'avoir, par leur argent : « pesé lourd... pour amener l'éducateur à devenir un agent de mutation sociale et un protagoniste de l'évolution de notre société vers quelque forme de collectivisme » ; « exercé une puissante influence sur notre politique étrangère et sur l'information de l'opinion publique en ce qui concerne les questions internationales » par « les imbrications de quelques-unes d'entre elles avec certaines organisations interposées » et « par la mise en place de membres et de conseilers du gouvernement ».

« *Ces efforts combinés*, est-il précisé, *ont eu pour résultat certain*

---

1 René Wormser – Foundations : Their Power and Influence – (Fondations : leur Puissance et leur Influence) – Devin-Adair, New York, 1958.
Nota – Pour plus d'informations sur les Fondations américaines, outre les sources ci-dessus, on peut consulter :
W. Cleon Skouse – The Naked Capitalist, p. 57 et suiv.
Dan Smoot – The Invisible Government, ch. II.
Phoebe Courtney – Nixon and the C.F.R. – Free Men Speak, Inc., New Orleans, 1971, ch. X.
Medford Evans – The Usurpers – Western Islands, Belmont, Mass. 1968.
Gary Allen – « Who They are » in American Opinion, octobre 1972.
Francis X. Gannon – Biographical Dictionary of The Left.

de propager l'« internationalisme », dans le sens particulier d'une tendance vers le « gouvernement mondial » et d'une atteinte au « nationalisme » américain. Les Fondations... ont montré une tendance généralement « progressiste » dans l'approche des problèmes internationaux. »

À ceci, rien d'étonnant. Dans le rapport final de la Commission Reece, on peut lire :

« La déposition de Miss Casey (Comptes rendus d'audience, p. 877 et suiv.) montre nettement l'interpénétration entre la *Carnegie Endowment for International Peace* (Fondation Carnegie pour la paix internationale, créée en 1910 avec une dotation de $ 10 millions) et de quelques-unes de ses organisations associées, telles que le *Council on Foreign Relations* et autres Fondations, avec le Département d'État. En vérité, il ne vient pas à l'idée des dirigeants de ces Fondations et organisations de nier cette interpénétration. Ils s'en font gloire dans leurs comptes rendus. Ils ont mis en chantier pour le Département d'État des projets d'importance vitale ; à cet effet, ils ont pratiquement créé de petits services ou groupes à l'intérieur d'un ministère ; ils ont fourni des conseillers et du personnel d'exécution venus de chez eux ; ils ont entretenu dans le Département d'État un courant constant de personnel formé par eux-mêmes ou suivant des programmes qu'ils ont financés ; et ils ont participé pour beaucoup à la conception de la politique étrangère dans son principe et dans son détail.

« Ils ont agi, pour une bonne part, en tant qu'agents directs du Département d'État. Et ils se sont engagés activement et à grands frais dans la propagande auprès de l'opinion publique (« éducation » ?) pour soutenir les politiques qu'ils avaient contribué à définir. »

Faute de temps, de personnel et de moyens, la Commission Reece avait dû limiter son enquête à quelques grosses Fondations, et plus spécialement aux Fondations Carnegie, Rockefeller et Ford, plus particulièrement visées par les conclusions de la Commission.

Pour avoir une idée de l'interpénétration du Council on Foreign Relations – qui est lui-même une Fondation – avec les autres, le *Foundation Directory* (Répertoire des Fondations) pour 1960, colligé par The Foundation Library Center et publié à New York par la Russel Sage Foundation, donne des précisions :

Ford Foundation : – avoirs : 3 milliards 315 millions de dollars ; – Conseil d'administration : *15 membres dont 10 affiliés au C.F.R.*,

parmi lesquels le président, John J. McCloy, et le vice-président, Donald K. David, auxquels il faut ajouter quatre membres du Comité exécutif (en 1966, le C.F.R. comptait 12 administrateurs sur 15, dont le président McGeorge Bundy, conseiller des présidents Kennedy et Johnson, et le vice-président, David E. Bell, du clan Kennedy).

Fund for the Republic, filiale de la Ford Foundation : – avoirs : 6 millions 667 mille dollars ; – *sur 18 membres du Bureau et administrateurs, 7 affiliés au C.F.R.*, dont Paul G. Hoffman, fondateur du Committee for Economic Development et président de l'Adversiting Council.

Rockefeller Foundation : – avoirs : 647 millions 695 mille dollars ; – *sur 20 membres du Bureau et administrateurs, 12 affiliés au C.F.R.*, dont John D. Rockefeller III, Dean Rusk, Chester Bowles, un des fondateurs d'Americans for Democratic Action, Robert A. Lovett, l'homme de l'Establishment (« Establishmentarian », d'après M. Medford Evans) auprès du président Johnson.

Rockefeller Brothers Fund : – avoirs : 53 millions de dollars ; – *sur 9 membres du Bureau et administrateurs, 4 affiliés au C.F.R.*

Carnegie Corporation of New York : – avoirs : 261 millions de dollars ; – *sur 16 membres du Bureau et administrateurs, 10 affiliés au C.F.R.*

Carnegie Endowment for International Peace : – avoirs : 22 millions et demi de dollars ; – *sur 26 membres du Bureau et administrateurs, 18 affiliés au C.F.R.*, dont Philip C. Jessup, inquiété par la Commission McCarran sur l'Institute of Pacific Relations.

Carnegie Foundations for the Advancement of Teaching : – avoirs : 20 millions de dollars ; – *sur 26 membres du Bureau et administrateurs, 15 affiliés au C.F.R.*, dont Arthur H. Dean, qui fut vice-président de l'Institute of Pacific Relations et membre de la Foreign Policy Association, et Robert A. Lovett, qui appartient aussi à la Rockefeller Foundation.

Carnegie Institute of Washington : – avoirs : 80 millions 839 mille dollars ; – *sur 22 membres du Bureau et administrateurs, 8 affiliés au C.F.R.*, dont encore Robert A. Lovett.

On trouvait de même : *12 membres du C.F.R. sur 16 dirigeants de l'Alfred P. Sloan Foundation* (175 533 110 dollars) ; *6 membres du C.F.R. sur 10 dirigeants du Commonwealth Fund of New York* (119 904 614 dollars) ; *13 membres du C.F.R. sur 20 dirigeants du Twentieth Century Fund* (17 522 441 dollars), etc.

Ainsi, pour les neuf Fondations dépendant de Ford, Rockefeller et Carnegie, la moyenne des dirigeants appartenant au C.F.R. s'élève à plus de 55 % dont 69,2 % pour le Carnegie Endowment for International Peace.

Ce n'est plus une interpénétration, mais une prise en main des grosses Fondations par le C.F.R., qui lui donne un extraordinaire moyen de pression tant sur l'opinion publique que sur le Congrès, le gouvernement et la Maison Blanche. D'autant que la présence de mêmes affiliés dans plusieurs Fondations, tel Robert A. Lovett, lui permet une concentration d'activités sur un même sujet et facilite l'action de ceux de ses membres infiltrés dans la haute administration.

Grâce à quoi, le C.F.R. a pu se sortir sans trop de casse de la situation très inconfortable dans laquelle l'avaient plongé les révélations de la Commission Reece. L'enquête avait remonté la filière qui, partant de communistes avérés, comme Wittaker Chambers et Alger Hiss (C.F.R.), avait conduit à Thomas Lamont (C.F.R., administrateur de la Carnegie for the Advandement of Teaching), le riche associé de la Banque Morgan et, par suite, à la banque Morgan elle-même, puis au Council on Foreign Relations et au réseau interconnecté des Fondations sous sa coupe.

*

La publication du compte rendu de la Commission Reece ayant produit une grosse émotion dans le public, le C.F.R. mit tout en œuvre pour l'apaiser. Tandis que le gouvernement, les Fondations et le C.F.R. se débarrassaient ostensiblement des personnages trop « mouillés » – alors qu'en fait ils se contentaient de les mettre provisoirement hors circuit jusqu'à des temps meilleurs –, d'énergiques pressions sur les politiciens et la presse leur imposèrent de minimiser l'affaire qui fut rapidement étouffée[1].

1 Avant même le début de la Seconde Guerre Mondiale, le président Franklin Roosevelt avait été averti qu'Alger Hiss (C.F.R.), était un important agent soviétique. L'information provenait du chef de la « boîte aux lettres » soviétique à Washington, Whittaker Chambers, désireux de monnayer ses renseignements contre un coup d'éponge sur ses agissements passés. Mais le C.F.R. Roosevelt refusa non seulement de croire à la trahison d'Alger Hiss, mais refusa même de faire vérifier l'information. Et tandis que Chambers devait se réfugier dans la clandestinité, Alger Hiss, devenu très haut fonctionnaire au Département d'État, prit une part active à la politique étrangère des États-Unis. Comme il sera indiqué plus loin, ses manœuvres à la conférence de Yalta en faveur de l'U.R.S.S. eurent des conséquences catastrophiques pour le monde occidental.
En 1950, pour avoir nié sous serment qu'il avait été Communiste et espion soviétique, Alger Hiss fut condamné à cinq ans de prison pour faux témoignage, prouvé par la découverte de films reproduisant des documents secrets prêts à être transmis à la Russie. Il fut libéré de prison en novembre 1954.
Sur l'affaire Hiss, voir : Ralph de Toledano – Seeds of Trahison (Semences de trahison) – Henry Regnery, Chicago, 1962 ; voir aussi : Whittaker Chambers – Witness (Témoignage) – Random House, New York, 1952.
Whittaker Chambers est devenu rédacteur en chef de Time, aux appointements de 30 000 dollars par an.

*

C'est aussi la haute main du C.F.R. sur les plus puissantes fondations qui a assuré l'invraisemblable liberté d'action de M. Henry Kissinger sous cinq présidents des Etats-Unis successifs, tant Républicains que Démocrates, et son accession à la tête du Département d'État, où il peut à loisir diriger officiellement la politique américaine dans le sens de l'idéologie du Council on Foreign Relations : celle de Ruskin et de la société Rhodes-Stead pour l'instauration d'un gouvernement mondial par le triomphe du communisme universel.

*

À noter toutefois que toutes les Fondations américaines n'obéissent pas aux mêmes « motivations » que celles citées par la Commission Reece. Il en est qui affichent une option nettement conservatrice, comme le Pew Memorial Trust et le Lily Endowment. D'autres, complètement apolitiques n'exercent leur activité que dans un sens éducatif ou philanthropique, voire religieux.

Chapitre XIII

La Synarchie

Le *Littré* donne comme définition : *Synarchie* – Règne de plusieurs princes qui gouvernent simultanément les diverses portions d'un même empire. Le *Nouveau Larousse Universel* y ajoute : Par extension : Autorité exercée par un groupe de personnes. C'est dans cette dernière acceptation qu'il faut envisager le mouvement synarchiste dont on a tant parlé depuis quelque trente ans. Mais en ajoutant que le groupe de personnes exerçant l'autorité est constitué de représentants des plus gros intérêts professionnels et financiers.

Laissant de côté les origines plus ou moins ésotériques de la Synarchie et ses attaches avec les Illuminés de Bavière et le Martinisme, la Synarchie a pris naissance en France avec la création, en 1922 – année de la Marche sur Rome de Mussolini –, du très secret *Mouvement Synarchiste d'Empire* (*M.S.E.*), dont les buts sont exposés dans le non moins secret *Pacte Synarchiste révolutionnaire pour l'Empire français*, rédigé probablement vers 1935 et découvert par la police de Vichy en 1941.

Notons toutefois que, dans les sphères politiques, on avait beaucoup parlé d'un *Plan du 9 juillet*, publié en 1934 par l'écrivain Jules Romains (Louis Farigoule), l'auteur des Hommes de Bonne Volonté et futur académicien (1946), qui avait pour objet de rassembler tous les jeunes, à quelque parti qu'ils appartinssent, en vue d'« empêcher les Français de se battre dans la rue, en des rencontres qui eussent été cent fois plus sanglantes que la nuit du 6 février [...] C'est ainsi que les chefs des Volontaires Croix de Feu, le chef des Jeunesses Patriotes, faisaient partie de mon équipe. En face d'eux, allaient s'asseoir autour d'une table de jeunes chefs syndicalistes, socialistes, radicaux... L'objectif plus vaste et plus lointain, c'était de donner à la France une nouvelle constitution issue de l'ancienne, identique à elle dans son esprit républicain et dans son respect absolu des Droits de l'Homme, mais débarrassée de quelques tares, et mieux

adaptée aux besoins modernes, en un mot plus dynamique – une constitution que la jeunesse aimerait et défendrait avec énergie parce qu'elle serait son œuvre »[1].

Cette réforme de la constitution prévoyait le renforcement de l'exécutif aux dépens du législatif, la refonte du judiciaire, la création d'un ministère de l'Économie nationale, etc. Le recrutement du personnel supérieur de l'État serait exclusivement assuré par une École Polytechnique d'Administration. On voit que les constitutions des IV[e] et V[e] Républiques se sont amplement inspirées de ce Plan du 9 Juillet.

Parmi les rédacteurs du Plan figurait *Jean-René Coutrot*, né à Paris, le 27 mars 1895, de Henry et de Mme née Eugénie Saillard, époux de Mlle Annette Gaut. Ancien élève de l'École Polytechnique, il était grand mutilé de la guerre 1914-1918, officier de la Légion d'Honneur et titulaire de la Croix de Guerre. En 1934, il gérait avec son beau-frère, M. Gaut, les *Papeteries Gaut et Blancan*, et il présidait la *Chambre Syndicale des Transformateurs de Papier*. En juillet 1935, Pierre Laval, président du Conseil, le nommait au Comité des Économies au ministère des Affaires étrangères et, en 1936, le gouvernement Front Populaire de Léon Blum le donnait comme collaborateur au socialiste Charles Spinasse, ministre de l'Économie nationale.

Parallèlement à ces occupations, Jean Coutrot se livrait à d'autres activités mi-publiques, mi-occultes, toutes en relations avec le Mouvement Synarchiste d'Empire.

*

Dans son journal, publié en 1947 sous le titre *Cinquante mois d'Armistice*, M. Pierre Nicolle, ancien président du Comité de Salut Économique, notait qu'à Vichy, dès juin 1941, on parlait « à mots couverts, d'une organisation secrète (Synarchie) réunissant des polytechniciens » ; qu'au 14 juillet, « la Synarchie serait dévoilée et connue » et que « cent quarante personnes seraient appréhendées » ;

1 Jules Romains – Sept Mystères du Destin de l'Europe – New York, 1940, cité par Henry Coston in Les Technocrates et la Synarchie – numéro spécial de Lectures Françaises, février 1962, p. 10.
Le Plan du 9 juillet a été édité par Gallimard en 1934.
Les citations du Rapport Chavin ont été prises dans ce numéro spécial de Lectures Françaises.

enfin, au 12 août, que le Mouvement Synarchique serait « une véritable entreprise d'intrigues et de complots ».

Le 21 août, l'hebdomadaire parisien *L'Appel*, que dirigeait le commandant Pierre Constantini, publiait sous la signature de Paul Riche – pseudonyme de Jean Mamy, ancien vénérable de loge maçonnique –, un long article sur le M.S.E. Comme obligatoire pour la presse parisienne, cet article avait dû obtenir, non sans mal, le visa de la *Propagandastaffel*, qui en avait « caviardé » de nombreux passages mettant en cause des personnalités de l'entourage du Maréchal, notamment Pierre Pucheu, alors ministre de l'Intérieur. Il lui était reproché d'appartenir au M.S.E. et d'avoir fendu l'oreille à l'inspecteur général Chavin, de la Sûreté Nationale, pour un rapport trop bien étayé concernant le *M.S.E.* et ses affiliés ; rapport qui, par suite d'indiscrétions, aurait servi de base à l'article de *L'Appel*. Pucheu riposta par… un mandat d'arrêt contre Jean Mamy et le commandant Constantini. Ce mandat ne fut pas exécuté ; mais il fut considéré par les hautes sphères de Vichy comme un aveu implicite de Pucheu.

Le *Rapport Chavin* – qui a pour titre complet : « *Rapport confidentiel sur la société secrète polytechnicienne dite M.S.E. (Mouvement Synarchiste d'Empire) ou C.S.R. (Convention Synarchique Révolutionnaire)* » – s'appuyait sur des documents découverts au cours de perquisitions chez les francs-maçons, dont l'ancien député radical de Lot-et-Garonne, Gaston-Martin, 31.˙., membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient et auteur d'une excellente *Histoire de la Franc-Maçonnerie française*. Le plus important de ces documents, intitulé : « *Les 13 points fondamentaux et les 598 propositions du Pacte Synarchiste Révolutionnaire pour l'Empire Français* », dit *Pacte Synarchique*, se composait de plus de cent pages ronéotypées sous forte couverture de papier doré[1].

Le texte débute par un « Avertissement » : « Toute détention illicite du présent document expose à des sanctions sans limite

1 Le texte intégral du Pacte Synarchique est donné en annexe dans Les Technocrates et la Synarchie.
Précisons qu'il ne faut pas confondre, comme l'ont fait certains auteurs, la C.S.R. (Convention Synarchiste Révolutionnaire) avec le C.S.A.R. (Comité Secret d'Action Révolutionnaire) dit « Cagoule ». Le fait que certains « cagoulards » aient appartenu au C.S.R. explique peut-être cette erreur.

prévisible… » Il est suivi d'une « Explication plus courtoise », dans laquelle il est dit que ce document est à la base de la C.S.R. (Convention Synarchique Révolutionnaire), « dont le but est la prise du pouvoir par l'instauration coûte que coûte d'un régime synarchique approprié », mais sans violence.

Ni conservatrice, ni marxiste, ni parlementariste, ni totalitaire, « la révolution synarchiste est une application réaliste des données positives dégagées par les technocrates modernes de tous les pays et de leurs solutions les plus hardies,

- qui visent à plier scientifiquement les forces de la nature au bénéfice de tous les hommes ;
- jusqu'à ce que soit fondée une société d'aristocrates servis par les machines… » (Prop. 99)[1].

Pour aussi affirmées que soient ses intentions humanistes maintes fois proclamées, LE BUT DÉCLARÉ DE LA SYNARCHIE EST L'INSTAURATION D'UN RÉGIME OLIGARCHIQUE, DIRIGÉ PAR UN GROUPE DE TECHNOCRATES, LES « ÉLITES VRAIES » (Prop. 101), EN APPLIQUANT LES PRINCIPES DU SOCIALISME À LA CONSOMMATION, À LA RÉPARTITION ET À LA PRODUCTION. (Prop. 109 à 114).

La révolution synarchique s'applique à l'ensemble de l'Empire français, « réalité formelle » de l'Ordre synarchique.

Mais le Pacte Synarchiste ne s'adressait pas seulement à l'Empire français, « voulu par nous comme le facteur primordial de l'Union fédérative de l'Europe » (Prop. 581) ; pour ses auteurs, la paix mondiale ne pourrait être assurée que par une Société des Nations, « préalablement soustraite à toute hégémonie de grande puissance, et formant une réelle Société Universelle des Nations, coiffant une « structure synarchique pyramidale » qui implique :

–… la complète formation des cinq grandes fédérations impériales (ou Sociétés mineures de Nations) déjà constituées ou en voie de constitution dans le monde moderne :

- la Société mineure des Nations britanniques ;
- la Société mineure des Nations pan-américaines ;
- la Société mineure des Nations pan-eurasiennes de l'U.R.S.S. ;
- la Société mineure des Nations pan-eurafricaines ;

1 Les Technocrates et la Synarchie, Annexe.

- et la Société mineure des Nations pan-asiatiques » (Prop. 592)

étant donné que « l'Empire synarchique français est d'ores et déjà voulu par nous comme le promoteur de la Pan-Eurafrique » (Prop. 586)[1].

LE PACTE SYNARCHIQUE ENVISAGEAIT DONC, EN FAIT, LA CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT MONDIAL SOUS L'AUTORITÉ D'UNE SOCIÉTÉ UNIVERSELLE DES NATIONS À DIRECTION TECHNOCRATIQUE – C'EST-À-DIRE SOUS LE CONTRÔLE DE LA HAUTE FINANCE INTERNATIONALE, DONT LES TECHNOCRATES NE SONT QUE LES REPRÉSENTANTS.

*

La constitution à Bordeaux, le 16 juin 1940, du gouvernement du Maréchal Pétain, à la demande du président de la République, Albert Lebrun, gouvernement entériné et doté des pleins pouvoirs par l'Assemblée Nationale réunie à Vichy le 10 juillet, parut au *Mouvement Synarchiste d'Empire* l'occasion de mettre à exécution le *Pacte Synarchique*.

Au dire de M. Paul Rassinier, les travaux d'approche furent facilités par l'appui de la banque *Worms*, « devenue toute-puissante, son personnel de direction et ses conseillers qui appartenaient tous à la confrérie des diplômés de Polytechnique ayant réussi à s'infiltrer partout à la faveur du désarroi consécutif à la débâcle »[2].

L'importance de la banque *Worms* dans l'État français s'explique par le fait que, à la suite des décrets et ordonnances de 1940-1944 contre les Juifs, les dirigeants des grandes banques *Rothschild, Lazard, Dreyfus* et autres s'étaient exilés, leurs entreprises mises sous séquestre, alors que la banque *Worms* échappait à cette législation. Petit-fils du fondateur, Hypolite Worms, né à Paris, le 26 mai 1889, de l'israélite Lucien Worms et de la catholique Virginie Adèle Houcke, avait été baptisé peu après sa naissance, avait rompu avec le judaïsme et épousé, en 1912, Mlle Gladys Mary Lewis-Morgan « conformément aux rites et cérémonies de l'Église Établie ».

1 Ibid.
2 Paul Rassinier – Le Parlement aux mains des Banques – numéro spécial de Contre Courant, octobre 1955, p. 38-39.

Aux yeux de l'État français, il n'était donc pas considéré comme « *juif* ».

Les Allemands eux-mêmes, dont l'attention avait été attirée sur la banque « tant par l'origine partiellement israélite du capital que par l'importance de l'activité de la société, par la personnalité même de M. Worms, dont les attaches familiales anglo-saxonnes étaient connues »[1], se contentèrent de nommer, le 25 octobre 1940, un « administrateur aryen », dont l'action se borna à ratifier les décisions des dirigeants de Worms.

Ces dirigeants étaient à l'époque, outre M. Worms, ses deux co-gérants : Jacques Barnaud, inspecteur des Finances, ancien directeur-adjoint du Mouvement des Fonds, et l'israélite Michel Goudchaux, qui s'était dessaisi de ses parts sociales au profit de ses enfants. Or M. Jacques Barnaud, ami de Jean Coutrot, était un membre très actif du *Mouvement Synarchiste d'Empire*.

On en a déduit, un peu hâtivement, que toutes les personnalités touchant de près à la banque *Worms* étaient affiliées au M.S.E. Il en est de même, d'ailleurs, de celles citées dans le Rapport Chavin comme « synarchistes ». Que certaines aient appartenu au M.S.E., c'est certain, mais le doute subsiste pour les autres. Par contre, on peut affirmer qu'elles partageaient la plupart des activités de la Synarchie et qu'elles ont favorisé plus ou moins ses activités.

Les activités du M.S.E., M. Chavin les résume ainsi :

« 1) Faire échec à la politique du nouveau gouvernement en ce qui concerne la révolution nationale pour tout ce qui serait susceptible d'instaurer un régime jugé trop socialiste au sein du pays.

« 2) Saper à la base tout effort social pouvant avoir pour résultat d'affaiblir la position de certains groupes financiers internationaux et chercher, par tous les moyens, à renforcer la position de ces groupes jusqu'à ce qu'ils détiennent tous les leviers de la production industrielle.

« 3) Sauvegarder par tous les moyens, et dans tous les domaines intéressant l'économie, les intérêts même juifs, liés avec les groupes financiers intéressés au Mouvement.

« 4) Faire échec à toute tentative d'organisation économique ou douanière d'inspiration exclusivement européenne et ayant pour

1 Les Documents, de M. Roger Mennevée, avril 1952, p. 20.

conséquences de rendre l'Europe continentale indépendante des importations américaines.

« L'exécution de ce vaste programme nécessite la nomination de membres du M.S.E. à tous les postes importants des divers départements ministériels et notamment des ministères d'ordre économique : Finances, Économie Nationale, Travaux Publics, Travail, Commerce, etc.

« Ce qui fut fait dans les plus brefs délais par la promulgation immédiate de la fameuse loi du 17 juillet 1940 suspendant le statut des fonctionnaires, et permettant de les révoquer et de pourvoir à leur remplacement sans autre formalité qu'un simple décret. »

Et le Rapport Chavin précise :

« Les membres du M.S.E. mis en place, la réalisation des plans concertés commença immédiatement.

« Sa première œuvre (pièce principale de la nouvelle architecture de l'économie française) est la promulgation par M. René Belin de la loi du 18 août 1940, qui crée des comités d'organisation et de la répartition établis sur les directives de MM. Bouthillier et Barnaud (ce dernier avait été placé comme directeur du cabinet de M. René Belin).

« C'est grâce à cette organisation monumentale de l'Industrie et du Commerce que toute activité économique du pays pourra être contrôlée par un petit nombre de banquiers et d'industriels et accaparée à leur profit. »

Les Comités d'Organisation dont parle M. Chavin avaient pour objet de recenser les entreprises, d'arrêter les programmes de fabrication, de proposer aux autorités le prix des produits et services et de veiller à la formation des ententes. Dès leur création, la Synarchie imposa à leur tête ses affiliés ou ses partisans. C'est ainsi que le C.O. de la Fonderie eut pour président M. Maurice Olivier, président du *Syndicat Général des Fondeurs* ; le C.O. des industries de la Forge eut pour animateur M. Jean Lobstein, président d'honneur du *Syndicat Général de la Fonderie* ; le C.O. de la Construction électrique, M. Auguste Detœuf, d'*Alsthom*, etc., tous personnages cités par M. Chavin comme synarques.

Le maréchal Pétain ne s'y était pas trompé, qui proclamait dans son Message du 12 août 1941 :

« Quant à la puissance des trusts, elle a cherché à s'affirmer, de nouveau, en utilisant pour ses fins particulières, l'institution des Comités d'organisation économique. Ces comités avaient été créés,

cependant, pour redresser les erreurs du capitalisme... Ces organismes provisoires, créés sous l'empire d'une nécessité pressante, ont été trop nombreux, trop centralisés et trop lourds. Les grandes sociétés s'y sont arrogé une autorité excessive et un contrôle souvent inadmissible. »

Malgré quoi, les C.O. poursuivirent leur œuvre jusqu'à la Libération.

*

Autre « réalisation des plans concertés » du M.S.E. signalée par le Rapport Chavin :

« Le groupe synarchique procéda également très rapidement à l'éviction des conseils du gouvernement de certaines personnalités qui marquèrent une activité socialiste ou dangereusement révolutionnaire. Ce furent successivement :

M. Adrien Marquet à l'Intérieur, suspect de tendresse pour un national-socialisme trop socialiste ;

M. Alibert jugé révolutionnaire sur le plan juridique ;

Enfin M. Pierre Laval suspect de sympathie pour un régime proprement national-socialiste et pour une autarcie économique européenne.

« Toutes les opérations politiques pour l'éviction de ces trois suspects ont été dirigées par M. Bouthillier et ses seconds, et la victoire finale a été obtenue le 13 décembre 1940, avec la collaboration de M. Peyrouton qui fut l'exécuteur des plans du groupe synarchiste. M. Peyrouton a réalisé la performance qui restera sans doute fameuse dans les annales de l'Intérieur en France, d'avoir été à la fois ministre chargé de faire la chasse aux Sociétés Secrètes (loi du 13 août 1940) et le jouet au sein même des conseils gouvernementaux, d'une maffia dont il a toujours ignoré l'existence. »

Notons au passage que la « performance » de M. Peyrouton prend tout son sel quand on sait que, « chargé de faire la chasse aux sociétés secrètes, il appartenait lui-même à la franc-maçonnerie avec le 18e degré, « Rose-Croix », l'un des plus importants, d'après M. Alain Guichard, et « l'un des rares qui fassent toujours l'objet d'une cérémonie initiatique ».

*

Pour assurer la diffusion des idées qu'il avait exposées dans ses ouvrages *L'Humanisme économique*, *De quoi vivre* et *Les entretiens de Pontigny*, ainsi que dans deux périodiques *L'Humanisme économique* et la *Semaine Cephéenne*, Jean Coutrot fonda ou anima diverses associations, dites « Groupements Coutrot », plus ou moins imbriquées entre elles et avec le M.S.E. par des adhérents communs. On en donnera un rapide aperçu, renvoyant pour plus de détails à l'étude de M. Jean-Louis Martin, parue dans *Les Technocrates et la Synarchie*.

CENTRE POLYTECHNICIEN D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES – en 1931, Jean Coutrot fondait, avec son ami Gérard Bardet, l'association *X Crise*, qui avait pour objet l'étude de la crise économique mondiale, consécutive à l'effondrement de Wall Street en octobre 1929, artificiellement provoquée par la Federal Reserve.

M. *Gérard Bardet*, de la *Sté des Machines Automatiques Bardet* contrôlée par la banque Worms, était le gendre du général Pouderoux, Maçon notoire et partisan du Front Populaire en 1936. M. Bardet sera nommé en 1941 administrateur des *Ets Japy frères*, eux aussi sous le contrôle de la banque *Worms*, succédant à ce poste à Pierre Pucheu qui venait de démissionner pour devenir ministre du Maréchal Pétain.

Selon *Les Documents* de M. Roger Mennevée[1], M. Bardet était Maçon, secrétaire de la *loge Lalande* de la Grande Loge de France. Il est considéré comme ayant servi d'agent de liaison entre la Franc-Maçonnerie et la Synarchie[2].

En 1933, X Crise se transformait en Centre Polytechnicien d'Études Économiques (C.P.E.E.), dont les membres étaient tous anciens élèves de Polytechnique, parmi lesquels on retrouve, à côté de

---

1 Ibid, avril 1948, P. 13.

2 Parmi ses affiliés et sympathisants, la Synarchie comptait un certain nombre de Francs-Maçons. Mais Les Documents d'avril 1948 font remarquer, à propos des « Groupements Coutrot » et C.P.E.E. en particulier :

« La parenté de structure de ces Groupements avec la Maçonnerie est évidente :

« Les « Équipes » différentes du C.P.E.E., ainsi que les divers groupements annexes (X-Information – X-Amérique – X-Région parisienne, etc.) constituent de véritables « Loges » ayant leurs « tenues » propres et leurs « tenues blanches », etc.

« L'ensemble de ces « Loges » qu'est le C.P.E.E. tout entier constitue une sorte d'obédience de « maçonnerie polytechnicienne ».

« Enfin le Mouvement Synarchique d'Empire, recruté à l'intérieur des Groupements, constitue son « Ordre Intérieur Secret », connu des seuls affiliés ».

Jean Coutrot et de Gérard Bardet, MM. Jean Letœuf et Alfred Sauvy.

Comité de l'Organisation Française (C.N.O.F.) – Fondé en 1920, le C.N.O.F. a pour but de « répandre dans tout le public français, et par tous les moyens appropriés, les grands principes d'organisation nécessaires à la vie d'une grande nation civilisée ». Jean Coutrot s'y intéressa à partir de 1934. En 1937, il lui constituait un patronage politique composé du président du Conseil Camille Chautemps et de ministres : Paul Marchandeau, Anatole de Monzie, Raymond Patenôtre, Charles Pomaret, Albert Sarraut. Parmi les membres, on retrouve MM. Jacques Branger, qui figure dans tous les « Groupements Coutrot », Gérard Bardet, Auguste Detœuf, François Hekking, Ernest Lhoste, Jean Mersch, etc.

Centre d'Organisation Scientifique du Travail – En 1936, le gouvernement Léon Blum créa ce Centre pour « étudier toutes les questions et suggérer toutes solutions relatives à l'organisation scientifique du travail ». Le ministre de l'Économie nationale, le socialiste Charles Spinasse, en prit la présidence et nomma vice-président Jean Coutrot, qui présidait un Bureau Technique Permanent où il fit entrer Synarques et sympathisants.

Centre d'Études des Problèmes Humains (C.E.P.H.) – Déclaré le 29 avril 1937, le C.E.P.H. cherchait à « regagner le retard des Sciences de l'Homme par rapport aux Sciences de la Matière », en organisant des réunions d'un certain nombre d'esprits de toutes disciplines intéressés par les problèmes humains. Ces réunions eurent lieu tant à Paris qu'à l'abbaye de Pontigny.

Jean Coutrot animait un Comité exécutif de quatre personnalités de grand renom : MM. Henri Focillon, professeur à la Sorbonne, le Dr Alexis Garrel, prix Nobel de médecine (1921), l'écrivain anglais Aldous Huxley et l'économiste suisse Georges Guillaume. En outre, un groupe de quarante conseillers réunissait des personnages aussi disparates que MM. Gérard Bardet, Jacques Branger et Alfred Sauvy, du Mouvement Synarchiste d'Empire, Robert Lacoste et Roger Nathan, professeurs au Centre Polytechnicien d'Études Économiques, René Belin, secrétaire de la C.G.T., André Siegfried, de l'Académie des Sciences morales et politiques, futur membre de l'Académie française, le R.P. Teilhard de Chardin, « l'existentialiste catholique », et le Pr. Ludovic Zoretti, socialiste pacifiste, révoqué de l'Université en 1940, réintégré en avril 1944, condamné à 7 ans de prison par la Cour de Justice, décédé en détention, etc.

On trouve ici un exemple typique des procédés des « Groupements Coutrot » : réunir avec des Synarchistes des personnalités ignorant tout des buts secrets du M.S.E. pour servir de « couverture ».

Institut de Psychologie Appliquée – Émanation du C.E.P.H. qui lui donnait asile, son but avoué était l'étude de l'application aux faits sociaux des données acquises par la psychologie individuelle. Créé en mai 1938 par Jean Coutrot et Gérard Bardet, il fut remplacé, fin 1939, par les Groupements non-conformistes.

Il faudrait citer encore le *Comité Central d'Organisation Professionnelle*, présidé par M. Maurice Olivier, du M.S.E., avec l'aide de M. H. Frèrejean, futur directeur de *Réalités* et d'*Entreprise*, avec la collaboration de MM. Jean Lobstein et A. Detœuf.

Enfin, une mention spéciale doit être faite de *France 50* qui, n'appartenant pas aux « Groupements Coutrot », ne peut en être dissocié à cause de la personnalité de son animateur, M. Francis Hekking, que l'on retrouve au M.S.E., au C.N.O.F., au Centre d'Organisation scientifique du Travail et qui était rédacteur à *L'Humanisme Économique* de Jean Coutrot.

*

En octobre 1941, Dominique Sordet, chef de l'Agence *Interpresse*, constatait : « Le fin du fin était de jouer la collaboration franco-allemande au comptant et la victoire anglo-américaine à terme. »

Telle fut bien la politique de l'équipe *M.S.E.-Worms* qui, selon M. Paul Rassinier, « avait réussi, paraît-il, à entrer en contact avec le trust Hermann Göring et la I.G. Farben en Allemagne, avec les Dupont de Nemours aux États-Unis, le trust germano-hollandais Lever-Brothers, les Lazard Brothers and Co et l'Anglo and Foreign Industrial Corporation de Londres : ceci explique cette communauté d'aspirations qu'on décela chez les chefs du grand capitalisme mondial, à partir de 1943, dans le sens d'une paix de compromis ».

Grâce à cette politique du « double jeu », tant revendiquée à la Libération, les Synarchistes et leurs sympathisants, même les plus « mouillés » avec la « collaboration », s'en sont sortis sans trop de mal. Gérard Bardet, par exemple, se retrouva toujours directeur de sa *Sté des Machines Automatiques Bardet*, demeurée liée avec la banque *Worms* ; Jacques Branger sera professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers, membre du Conseil Supérieur de la Recherche

Scientifique, président de la *Cie Française pour l'Application de la Recherche Scientifique*, etc. ; Yves Bouthillier deviendra administrateur de la *Banque Commerciale de Paris* (de Marcel Dassault) et de l'*Union Industrielle et Maritime* ; Robert Buron, secrétaire général du *Comité d'Organisation de l'Industrie Cinématographique*, en 1944, et mêlé à la liquidation des affaires israélites en Afrique du Nord, n'en est pas moins devenu plusieurs fois ministre des IV^e^ et V^e^ Républiques et l'un des trois négociateurs d'Évian ; Jean Filippi, chef de cabinet de M. Yves Bouthillier, réintégré en 1945 dans les cadres de l'Inspection des Finances, deviendra secrétaire d'État au budget (1956-1957), P.D.G. de la banque *Louis-Dreyfus et Cie*, censeur de la *Banque de France* et du *Crédit National*, etc. ; François Lehideux, secrétaire d'État à la Production industrielle en février 1941, titulaire de la Francisque, se retrouve président du *Centre d'Études Politiques et Civiques* (C.E.P.E.C.), administrateur de la société *Ford*, de *Poliet et Chausson*, etc. ; Alfred Sauvy, un des synarchistes les plus actifs, membre du *C.P.E.E.*, du *C.E.P.H.*, etc. qui occupa de hautes fonctions dans l'État Français, n'a rien perdu de ses activités administratives après la Libération, Commissaire du Gouvernement près le Conseil d'État (1945), membre du Conseil National Économique (1951), Conseiller économique et social, professeur au Collège de France, etc.

Il n'est pas jusqu'à la banque *Worms* qui, un instant inquiétée, a bénéficié d'un non-lieu pour avoir prouvé que « la moyenne des bénéfices réalisés pendant les années 1940-1945 n'était pas supérieure à celles des années d'avant-guerre » !

Quant à la *Synarchie* elle-même, une information fut ouverte à la Libération par le président Béteille et le conseiller Gareau sur son rôle et ses activités pendant l'Occupation. C'est le F.·. Alexis Zoussmann qui fut chargé de l'instruction. En avril 1947, le dossier fut classé sans suite.

*

L'histoire de la *Synarchie* présente, toutefois, quelques « bavures ».

C'est ainsi que l'économiste russe Dimitri Navachine, directeur de la *Banque Commerciale pour l'Europe du Nord*, l'agent financier en France pour l'U.R.S.S., franc-maçon de haut rang (Chevalier kadosh du rite Écossais) et Martiniste, était très lié avec Anatole de Monzie et Charles Spinasse. Il aurait joué dans la coulisse un rôle

important au *Centre d'Organisation Scientifique du Travail* auprès de Jean Coutrot. Il fut mystérieusement assassiné au Bois de Boulogne, le 26 janvier 1937.

Au début de la guerre, Jean Coutrot avait pris pour secrétaire un journaliste de *La Petite Gironde*, Franck Théallet. Parti se reposer en Bretagne chez des amis, le 20 avril 1940, il y tombe malade et meurt le 23, sans avoir repris connaissance. Peu après, ses papiers sont volés au cours d'un déménagement de sa mère.

Le 19 mai 1941, c'est au tour de Jean Coutrot d'être trouvé mort dans son lit, d'après les uns, expirant sur le trottoir de son appartement, d'après d'autres, sans que la police ait jamais fourni une explication.

En juillet de la même année, le beau-frère de Jean Coutrot, Alex Brulé, « s'effondre sur le trottoir en sortant de chez un personnage important, M. Gabriel Leroy-Ladurie, qui passait pour être un des chefs de la Synarchie »[1].

Au décès de Franck Théallet, Jean Coutrot avait pris pour secrétaire Yves Moreau. C'est ce dernier qui, à la mort de Coutrot, avait alerté Gérard Bardet et Jacques Branger pour faire le tri des papiers de Coutrot. Le 19 octobre 1941, Yves Moreau décédait après une courte maladie.

D'Espagne où il s'était réfugié en quittant Vichy, Pierre Pucheu, avec l'accord du général Giraud, avait débarqué à Casablanca le 6 mai 1942. Arrêté peu après, condamné à mort à Alger, Pucheu fut fusillé le 19 mars 1944.

Constant Chevillon, Grand Maître de l'*Ordre Martiniste*, chez qui avaient été découverts une copie du *Pacte Synarchique* et divers documents concernant la Synarchie, fut enlevé chez lui, à Lyon, le 24 mars 1944, par des inconnus ; son cadavre fut retrouvé quelques jours plus tard à Saint-Fons, avec une balle dans la nuque.

Quant à Paul Riche (Jean Mamy), dont l'article dans *L'Appel*, en 1941, avait révélé l'existence de la Synarchie, il a été fusillé à la Libération.

*

1 Jean-Louis Martin in Les Technocrates et la Synarchie, p. 20-21.

L'organisation synarchique a-t-elle disparu avec l'État français ? Il est difficile de le savoir et seuls, peut-être, les Renseignements Généraux pourraient répondre à la question.

De toute manière, c'est l'esprit synarchique qui anime un puissant groupe de technocrates, auquel appartiennent MM. Jean Monnet, Jacques Rueff, Pierre Lefaucheux, Emmanuel Monnick, etc., et dont feu Louis Armand était un des plus illustres représentants.

CHAPITRE XIV

LE DOUBLE JEU FINANCIER DANS LES RÉVOLUTIONS

Qu'à l'origine de toute révolution on trouve un groupe financier, rien de plus naturel. Les bailleurs de fonds comptent tirer un bon parti de la victoire de leurs obligés, qui ont besoin de fortes sommes d'argent pour la préparation et l'exécution de leurs projets, plus encore peut-être pour l'achat des connivences indispensables. On l'a vu dans la Révolution française et dans la Révolution d'octobre ; il serait facile de démontrer qu'il en a été de même dans les révolutions de 1830 et de 1848, dans les coups d'États du 2 décembre 1851 par Louis-Napoléon Bonaparte et du 13 mai 1958 par Charles De Gaulle[1], dans la « marche sur Rome » de Mussolini ou dans l'insurrection du général Franco, pour ne rien dire des « pronunciamientos » sud-américains. Et il n'est pas jusqu'à des tentatives avortées, comme celles du « brav'général » Boulanger[2], de la Cagoule ou du Biafra qui n'aient eu de soutiens financiers.

Il peut paraître normal aussi que la durée d'un régime révolutionnaire dépende du bon vouloir de la Banque, au gré des intérêts financiers qui s'en sont mêlé. Il en fut ainsi pour la Révolution française : les mêmes banquiers, dont Le Couteulx et Perrégaux, aidèrent son instauration, soutinrent ses entreprises aussi longtemps qu'ils en profitèrent et en provoquèrent la chute en

---

1 Sur le coup d'État et De Gaulle, cf. J.B. – « La Révolution des Dupes » in La Haute Finance et les Révolutions, p. 84 à 87.

2 Cf. Georges Bernanos – La Grande Peur des Bien-Pensants – Grasset, 1931, p. 218 à 220.
On y lit en particulier : « (Boulanger) spectateur de sa propre légende, imposée à l'opinion par Rochefort, financée par Thiebaud et Dillon selon les meilleures méthodes américaines… » ; et plus loin : « Du premier coup… il (Drumont) devine que derrière ce bel uniforme posé sur le dossier de la chaise, il y a Cornélius Herz et le syndicat juif… »

finançant le 18-Brumaire – quittes, d'ailleurs, à lâcher Napoléon en 1814.

Par contre, on peut juger au moins fâcheux que des financiers soutiennent à la fois le régime établi et ses opposants révolutionnaires. C'est pourtant de pratique courante. Il a été donné plus haut l'exemple des Rothschild, finançant à la fois les Nordistes et les Confédérés dans la guerre de Sécession américaine.

Ce double jeu s'explique aisément. Dans tous les cas, les financiers sont assurés de se trouver dans le camp du vainqueur et peuvent escompter sa reconnaissance, qui lui fera passer l'éponge s'il apprend les tractations avec ses adversaires. À moins que – et c'est le danger de cette attitude –, le vainqueur n'en profite pour régler sa dette de reconnaissance en supprimant ses créanciers. Ce fut le sort de la Banca Commerciale Italiana qui, en 1919, ayant soutenu de ses subsides à la fois la communiste Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgiques et le « Fascio » de Mussolini, se vit nationaliser par le Duce en 1931.

*

L'exemple le plus caractéristique de la duplicité de la Haute Finance internationale est peut-être celui de l'aventure hitlérienne.

Bref rappel chronologique des événements :

- 11 novembre 1918 : armistice de Rethondes. Il est suivi de graves troubles communistes en Allemagne ;
- 21 novembre : à sa sortie de l'hôpital où il était soigné pour intoxication par ypérite aux yeux, le caporal Adolf Hitler, décoré de la Croix de fer de 1re classe, rejoint le dépôt du 2e Régiment d'Infanterie ; il y trouve installé un soviet de soldats ;
- Mai 1919 : la Reichswehr, hostile au gouvernement de Berlin, reprend les troupes en main. Le caporal Hitler est désigné comme membre d'une commission d'enquête et d'épuration contre les communistes du 2e R.I. ;
- 11 août : constitution de la République de Weimar, avec l'appui des Alliés. Elle se donne pour président le social-démocrate Friedrich Ebert ;
- septembre : devenu « Bildungsoffizier » (officier d'éducation ou, en fait, commissaire politique), Hitler est chargé par ses chefs d'enquêter sur un petit groupement, le *Parti Ouvrier Allemand*, fondé le 5 janvier 1919 par le serrurier munichois Anton Drexler. Hitler y adhère et devient membre du Comité, aux côtés du capitaine Röhm et du journaliste Dietrich Eckart. De nouveaux adhérents viennent au Parti, dont Rudolf Hess, Alfred Rosenberg et l'« as » de l'aviation, capitaine Hermann Göring ;
- 24 février 1920 : première réunion de masse du Parti à Munich ;
- 8 septembre : le Parti Ouvrier Allemand se rebaptise *National-Sozialistische Deutschen Arbeit Partei* (*N.S.D.A.P.* – Parti national-socialiste des Travailleurs allemands) ;
- 29 juillet 1921 : Hitler prend la direction du Parti ;
- 7-9 novembre : tentative malheureuse de putsch Hitler-Ludendorff à Munich, qui vaut à Hitler une condamnation à cinq ans de détention dans une enceinte fortifiée. Il en profite pour dicter à Rudolph Hess son *Mein Kampf* (Mon Combat). Libération anticipée le 20 décembre 1924. Réorganisation du Parti ;
- 1931 : achat du palais Barlow, de Munich, transformé en Maison Brune ;
- 10 avril 1932 : fort de ses 200 000 adhérents, Hitler s'est présenté comme candidat à la présidence de la République, contre le maréchal Hindenburg. Ce dernier est élu ;
- 31 juillet 1932 : le N.S.D.A.P. fait élire 230 de ses membres au Reichstag, dont Göring sera nommé président le 30 août ;
- 28 janvier 1933 : Hindenburg désigne Hitler comme chancelier du Reich ;
- 2 août 1934 : mort du maréchal Hindenburg ; Hitler cumule les fonctions de chancelier et de chef de l'État sous le nom de Führer.

On connaît la suite.

*

Il va sans dire que l'ascension prodigieuse du petit peintre en bâtiment, Autrichien de naissance, qui ne sera naturalisé allemand que le 24 février 1932, n'a pas pu se faire sans de puissants appuis.

Si peuple et classes moyennes se sentaient attirées par le socialisme patriotique du N.S.D.A.P., les *Junkers* et la haute bourgeoisie capitaliste ne pouvaient que se dresser contre un Parti dont les chefs lançaient des diatribes telles que :

« L'industrie allemande, l'économie allemande entre les mains

du capital financier international, c'est la fin de toute possibilité de libération sociale... Nous, jeunes Allemands de la guerre, nous, révolutionnaires nationaux-socialistes, nous engageons la lutte contre le capitalisme » (Gregor Strasser – *Kampf um Deutschland*).

L'abolition de « l'esclavage de l'intérêt » constitue le seul « moyen de conduire le combat gigantesque engagé à travers tout l'univers entre le Capital et le Travail... (et d'aboutir) à une libération du Travail, mais sans porter atteinte à la propriété » (Gottfried Feder – *Kampf gegen Hochfinanz*).

« Quelques individus ne peuvent avoir le droit d'utiliser l'économie nationale contre la nation. Or, dans la réalité, dominent quelques monopoles, quelques individus qui ont amassé des fortunes énormes. Ces individus ont des moyens illimités d'enlever au peuple son morceau de pain quotidien, de lui retirer son travail » (Joseph Goebbels – Discours du 1er octobre 1931).

Et alors que Le programme du N.S.D.A.P. de 1920, prévoyait déjà : « l'étatisation de toutes les entreprises actuellement anonymes », trois députés nazis, Strasser, Feder et Frick, déposaient, en 1930, un projet de loi prévoyant l'expropriation sans indemnités des holdings, des « magnats de la banque et de la finance », des « Juifs d'Europe Orientale », et la nationalisation des grandes banques.

Mais ce projet fut retiré peu après son dépôt et, croit-on, « d'ordre de Hitler ». Ce qui s'explique fort bien.

Les paroles enflammées contre le Capital, les diatribes vengeresses contre la « Hochfinanz » correspondaient sans doute aux sentiments profonds de ceux qui les émettaient, du moins dans les débuts ; mais c'était avant tout de la propagande de Parti. Or, ce Parti, il fallait le faire vivre et, pour cela, trouver de l'argent, beaucoup d'argent même.

Dans les premiers temps, écrit M. Peter Ferguson[1], le Parti vécut d'expédients. Il obtint quelques petites subventions de deux nationalistes, Ernst von Borsig, président de l'Association de l'Industrie Métallurgique, et Grandl, chef d'entreprise à Augsbourg. « Le président de la fédération des industriels bavarois, Hermann

1 Peter Ferguson – « Les Financiers de Hitler » in Miroir de l'Histoire, n° 272.

Aust, des industriels des Sudètes offrirent également des moyens financiers. L'essentiel des ressources du Parti provenait des cotisations et des dons des membres dont le nombre s'élevait déjà à 15 000 en 1923 ». C'est alors que Fritz Thyssen, le puissant sidérurgiste de la Ruhr, remit 100 000 marks-or à Hitler par l'intermédiaire du général Ludendorf, à qui Hitler avait été présenté par le général von Epp, le vainqueur du putsch communiste de 1919.

Devant les excès du *Spartakus-Bund* de Karl Liebknecht et l'inflation galopante qui provoquait l'effondrement du mark, les financiers et les magnats de l'industrie avaient formé, dès 1921, un *Kuratorium für den Wiederbau des Deutschen Wirtschaft*, sous la présidence de Werner von Siemens, chargé de préparer et de financer les élections provinciales et nationales, en soutenant les partis favorables à leurs intérêts, le parti national-populaire, le parti populaire, le parti démocrate et le parti du Centre, à l'exclusion des partis nationalistes pour ne pas « se marquer ». De son côté, la banque israélite favorisait de préférence les partis de gauche. Le programme du N.S.D.A.P. avait réussi à indisposer les uns et les autres. Krupp von Bohlen se fit remarquer comme un des plus acharnés opposants à Hitler.

Mais en 1930, alors que le N.S.D.A.P. comptait 200 000 adhérents et avait envoyé 107 députés du Reichstag, nombre de grands patrons alimentaient la caisse du parti, dont : Emil Kirdorf, trésorier de la caisse noire des industriels de la Ruhr ; Georg von Schnitzler, dirigeant de l'*I.G. Farben* ; Cuno, de la *Cie de Navigation Hamburg-Amerika* ; les dirigeants de compagnies d'assurances, comme l'*Allianz*, et diverses banques, *Deutsche Bank*, *Commerz und Privat Bank*, *Dresdner Bank*, etc.

Aux élections du 13 avril 1921, Hindenburg est élu président du Reich avec 19 400 000 voix, mais Hitler en a obtenu 13 500 000. Le 31 juillet, les électeurs envoient au Reichstag 230 députés nazis. Résultats qui précipitent le ralliement à Hitler du grand capital, notamment celui du Dr Schacht, ancien président de la *Reichsbank*, franc-maçon et libéral. Et il n'est pas jusqu'à Krupp von Bohlen qui, retournant sa veste, ne devienne, selon l'expression de Fritz Thyssen, « un super-nazi ».

Le 4 janvier 1933, le banquier Kurt von Schroeder réunissait chez lui, à Cologne, Hitler et M. von Papen, chancelier du moment. Le 30, c'était Adolf Hitler que le maréchal-président Hindenburg,

suivant toutes les formes constitutionnelles, nommait Chancelier du Reich.

Le 20 février – le 25, d'après certains –, Göring convoquait à la présidence du Reichstag une vingtaine de grands patrons, dont Krupp von Bohlen, pour leur soutirer trois millions de marks destinés à la propagande du Parti ; les élections du 5 mars amenèrent au Reichstag 288 députés nazis.

Comme le constate M. Peter Ferguson : « Les patrons allemands n'auront pas à regretter leur contribution au développement du parti nazi : de 1933 à 1938, les profits industriels passeront de 6,6 milliards de marks à 15 milliards. Le nombre de chômeurs se réduira de 6 millions en 1932 à 429 461 en 1938. *« Dans un but de rationalisation, le nombre de sociétés par actions passera de 11 966 en 1933 à 5 353 en 1939, soit une réduction de 43 % ».* Concentration au profit du grand patronat, bien entendu.

Mais tous les grands patrons n'en profitèrent pas. Thyssen, par exemple, allait s'apercevoir que la reconnaissance n'est pas le propre des obligés : réfugié en Suisse en août 1939 pour s'être élevé contre la politique d'agression de Hitler, il devait tomber entre les mains de la Gestapo en France en 1940.

*

Dès que Hitler a eu le vent en poupe, il est normal que la Haute Finance allemande ait volé au secours de la victoire. Après tout, la suite des événements devait lui donner raison, et le tribunal de Nuremberg a fait preuve d'une étrange indulgence à l'égard des bailleurs de fonds du nazisme, qui ont retrouvé, à peu près tous, une situation privilégiée.

– Tel M. Robert PFERDMENGES, qui fut vice-président de la *Dresdner Bank* et membre du Conseil de régence de la *Reichsbank*, avant de devenir l'associé de la banque *Salomon Oppenheim Jr & Co*, de Cologne, échappée aux lois antisémites, puis le proche collaborateur du Dr Schacht, ministre des Finances de Hitler. En 1947, on retrouve M. Pferdmenges comme mandataire de l'industrie des mines allemandes auprès des banques et des groupes industriels français, britanniques et américains pour obtenir des investissements en Allemagne fédérale ; avec le Dr Adenauer, il fonde le Parti Démocrate-Chrétien ; en 1951, il est président de l'Association des entreprises bancaires privées et figure au Conseil d'administration de banques et d'entreprises telles que : *August Thyssen-Hütte*, *Demag*, *Duisburg* (groupe Mannesmann), *Rheinisch-Westfälische Boden-Credit Bank*, etc.

Il est vrai que les Oppenheim ont des liens de parenté ou d'affaires avec les Wendel, de Lorraine, les Fould, de Paris, les Bischoffsheim, de Bruxelles, les Hutchins, de New York. Ils ont fondé une banque germano-belge à La Plata par l'intermédiaire de la banque *G. von Baur & Co*, de New York (plus tard *Baltzer and Taaks*). Ils ont des intérêts communs avec le groupe américain *Great Neck* et avec le groupe international *Philips*.

– Tel aussi M. Hermann Josef ABS, directeur de la *Deutsche Bank* sous Hitler, qui, condamné à mort par contumace à Belgrade comme « spoliateur » de la nation yougoslave et complice de crimes de guerre, fut chargé par les Anglais, en 1945, d'organiser la *Deutsche Bank* dans leur zone d'occupation, puis nommé par les Américains directeur général du *Kredit Anstalt für Wiederaufbau*, banque chargée de la répartition de l'aide américaine à l'Allemagne pour la reconstruction, et qui, toujours président de la *Deutsche Bank*, est pratiquement le maître de l'économie allemande.

Il est vrai que[1] M. Abs aurait acheté son impunité par la livraison aux autorités britanniques des archives de la *Deutsche Bank*. Et les dites autorités n'auraient pas eu à se plaindre de leur mansuétude : d'après M. Roger Mennevée, si M. Abs supervise les grandes branches de l'activité économique de l'Allemagne fédérale, ce ne serait ni pour son propre compte, ni pour celui du gouvernement de Bonn, mais pour le compte des « intérêts permanents anglais ». Ou plutôt, précise M. Henry Coston :

« Disons qu'il est, surtout, l'homme lige de puissants groupes internationaux dont la City est le port d'attache »[2].

– Tel encore M. Alfred KRUPP VON BOHLEN UND HALBACH, le grand magnat de l'acier, qui, condamné à la prison et à la confiscation totale de ses biens, le 31 juillet 1948, par le tribunal de Nuremberg, fut gracié par le Haut commissaire américain John J. McCloy et relevé

---

1 Si l'on en croit M. Bloch-Morange (*Informations et Conjonctures* du 24-5-1955).

2 Henry Coston – L'Europe des Banquiers, p. 46-47. On y trouvera une liste impressionnante, quoique non limitative, des entreprises soumises au contrôle de M. Abs pour le compte de financiers internationaux.

de la confiscation de ses biens en zone américaine par le général Lucius Clay – imité en cela par les commandants des zones françaises et britanniques ; quant aux Russes, ils s'étaient empressés de déménager tout le matériel des usines de leur zone sans rien demander à personne. À l'heure actuelle, M. Alfred Krupp von Bolhen se retrouve à la tête d'un des plus gros trusts du monde, aux activités multiples. Il est vrai que les Krupp sont cousins de M. Charles BOHLEN, qui a trouvé préférable, en tant que diplomate américain, de mutiler son patronyme – aux États-Unis, le nom de Krupp, n'est-ce pas… L'importance de M. Bohlen se mesure au fait qu'il a participé aux délégations américaines de toutes les conférences interalliées : Moscou, Téhéran, Dumbarton Oaks, Yalta, Postdam, Londres, Moscou, San Francisco, etc. Et M. Charles Bohlen est un haut affilié au C.F.R.

Comme le Haut commissaire américain John J. MCCLOY, qui en deviendra président, et qui sera président de la Ford Foundation. Il était conseiller juridique de l'*American I.G. Chemical Co*, filiale américaine de l'*I.G. Farben*, et de *Kuhn, Loeb & Co*.

Affilié lui aussi au C.F.R., le général Lucius CLAY, lié à la Haute Finance internationale, en particulier par le trust des cigares de la Havane.

Les *Informations* Krupp de 1960 mentionnent qu'un accord a été signé, le 23 décembre 1959, entre le trust et la *Conférence sur les Revendications matérielles juives contre l'Allemagne*. Cet accord porterait sur une indemnité de 6 à 10 millions de D.M. versée au profit des déportés juifs ayant travaillé dans une usine Krupp pendant la guerre ; d'où, sans doute, un des motifs de l'indulgence des Alliés envers M. Krupp von Bohlen.

Les trois cas ci-dessus sont loin d'être isolés. On pourrait citer bien d'autres exemples de dirigeants de grosses entreprises allemandes restés à la tête de leur firme après 1945, bien que figurant sur la liste des criminels de guerre, comme MM. Hugo Stinnes, Florian Klöckner et l'ex-ministre nationaliste Alfred Hugenberg.

Plus caractéristique encore apparaît le cas du trust INTERNATIONAL TELEPHON & TELEGRAPH CORPORATION (*I.T.T.*) de New York[1]. En 1930, le colonel *Sosthenes Behn*, président-fondateur

1 Cf. Anthony Sampson – I.T.T. L'État souverain, 1973, p. 34 à 64.Parmi les financiers étrangers qui appuyèrent la montée au pouvoir de Hitler, on trouve la banque J. Henry Schröder Co, dont le directeur était Allen Dulles, un des fondateurs du C.F.R. en tant que membre de la Table Ronde. Allen Dulles et son frère John Foster avaient appartenu à la firme de conseillers juridiques Sullivan & Cromwell, représentant la Standard Oil et d'autres sociétés contrôlées par les Rockefeller.

d'*I.T.T.*, créait avec le géant allemand *AEG* une société de holding, *Standard Elektrizitäts Gesellschaft* (S.E.G.), puis achetait à Philips la société *Lorenz*. Le 4 août 1933, le *New York Times* rapportait dans un entrefilet que Sosthenes Behn et son agent général pour l'Allemagne, Henry Mann, avaient été reçus par Hitler à Berchtesgaden. Après avis du conseiller économique du Führer, Wilhelm Keppler, Behn fit entrer le banquier *Kurt von Schroeder*, de la *Stein Bank*, comme administrateur de la *S.E.G.*, à laquelle il fit obtenir de substantiels contrats d'armement, surtout lorsque, devenu général SS, il fut chargé de procurer des fonds à la Gestapo d'Himmler[1].

En 1938, par l'intermédiaire de la société *Lorenz*, l'*I.T.T.* achetait 28 % du capital social de la fabrique d'avions *Focke-Wulf*. Au printemps 1940, le directeur général de l'*I.T.T.* allemande, le Dr *Gerhard Alois Westrick*, qui avait sous son contrôle les filiales d'Autriche, de Hongrie et de Suisse, se rendit aux États-Unis comme émissaire personnel du ministre des Affaires étrangères du III[e] Reich, Ribbentrop. Behn signa à Westrick une procuration générale sur toutes les filiales sous son contrôle. Malgré la déclaration de guerre des États-Unis aux forces de l'Axe (décembre 1941), Behn maintenait ses liaisons avec l'Allemagne par l'intermédiaire de ses filiales d'Argentine, d'Espagne et de Suisse, qui, non contentes de fournir du matériel de guerre aux Allemands, leur servaient d'agences de renseignements. Et pendant ce temps, ces mêmes filiales procuraient des renseignements aux Alliés, tandis que la maison mère d'*I.T.T.* faisait un remarquable effort en leur faveur, en particulier dans les procédés de guidage et de repérage des avions et sous-marins. Ce cynique double jeu[2] fut bénéfique à l'*I.T.T.* qui, non seulement

1 À son interrogatoire du 15 novembre 1945, von Schroeder devait reconnaître avoir reçu de Behn une gratification de 250 000 Reichsmark.

2 Tous les bailleurs de fonds de Hitler ne jouèrent pas le double jeu. Tel le Hollandais Henrik Deterding, le magnat de Royal Dutch-Shell : «… ce sont ses capitaux qui ont porté Hitler au pouvoir en 1933 – comme ils ont soutenu toutes les contre-révolutions susceptibles, dans son imagination, de détruire

récupéra la majeure partie de ses installations allemandes après la guerre, mais encore, en 1967, obtenait du gouvernement américain une indemnité de 27 millions de dollars pour les dommages subis en Allemagne au cours du conflit, dont 5 millions de dollars au titre des usines Focke-Wulf... Depuis 1972, *I.T.T.* a installé un bureau à Moscou et traite directement avec le gouvernement soviétique, sans guère se soucier de la politique étrangère de Washington.

l'U.R.S.S. En 1937 encore, il versait au Parti Nazi dix millions de florins ». – Jacques Bergier et Bernard Thomas – La Guerre secrète du Pétrole – Coll. « J'ai Lu », 1971, p. 61-62.

Chapitre XV

Les « Fauteurs de guerre »

La déclaration de guerre du 3 septembre 1939 à l'Allemagne fut précédée d'une intense campagne « belliciste » en Angleterre, en France et même aux États-Unis, sur le thème : Hitler bluffe dans sa partie de poker contre l'Europe ; son armée n'est qu'un « troupeau d'hommes sans encadrement », comme le déclarait Paul Reynaud à la Chambre des Députés le 26 avril 1938 ; d'ailleurs, l'armée allemande manquait de matériel par suite de l'agitation ouvrière et des sabotages dans les usines d'armement.

Aussi la déclaration de l'*Anschluss*, le 13 mars 1938, n'avait-elle pas plus soulevé d'émotion que la réoccupation de la Rhénanie en juin 1930 et son réarmement par les Allemands en mars 1936. Il faudra les menaces contre la Tchécoslovaquie pour ébranler l'opinion publique : ce fut l'œuvre des « bellicistes ».

Le 27 septembre 1938 au soir, en pleine crise, le ministre des Colonies Georges Mandel (Louis Rothschild) déclarait au président du Conseil Édouard Daladier : « Nous allons faire de vous un héros malgré vous. Hitler bluffe. Vous n'aurez qu'à lui résister pour vous couvrir de gloire. » Et il faisait téléphoner à plusieurs reprises par le journaliste Oreste Rosenfeld, du *Populaire*, au Dr Bénès, président de Tchécoslovaquie, pour l'encourager à tenir bon devant les exigences de Berlin – conversations enregistrées par les « écoutes » allemandes.

Le 28, sur intervention de Mussolini, fut décidée une conférence « de la dernière chance » entre Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier. Le 29, ce furent Munich et les concessions aux Allemands.

Le 30, retour triomphal de Daladier aux acclamations de la foule. Cérémonie d'actions de grâce à Lyon par le cardinal Gerlier, à Lille par le cardinal Liénart, à Paris par le pasteur Boegner. Approbation de l'accord par la Chambre des Députés à la majorité de 535 voix contre 75, dont 73 communistes. Chamberlain applaudi par la Chambre des

Communes debout. Chaleureuses félicitations de la Société des Nations aux « artisans de la paix »…

… bientôt traînés dans la boue ! Dès le début d'octobre, le Premier Lord de l'Amirauté Duff Cooper donna sa démission parce que « les conditions du diktat lui restaient en travers de la gorge ». Puis Churchill accusa Chamberlain d'« avoir choisi la honte pour obtenir ensuite la guerre ». Le major Attlee, leader des Travaillistes, déclara à la Chambre des Communes que l'Angleterre et la France avaient subi à Munich la plus grande défaite diplomatique de l'Histoire. Hore Belisha, Antony Eden, Lord De La Warr, sir Vansittart leur firent écho.

Il en fut de même en France. Passé son « lâche soulagement » de la première heure, Léon Blum dénonça la politique de Munich comme « une capitulation honteuse », « une concession déshonorante », « une trahison ». Dans *L'Époque*, le conservateur Henri de Kérillis développa contre les traîtres de Munich une campagne féroce qu'appuyait Émile Buré dans *L'Ordre*. À *L'Œuvre*, Albert Bayet et Geneviève Tabouis poussaient à la guerre, comme Louis Lévy et Oreste Rosenfeld au *Populaire*, Paul Lévy *Aux Écoutes*, Jean Fayard à *Candide*, Louis Joxe et Maurice Schumann à l'*Agence Havas*, Pierre Brossolette à l'*Agence Radio*, Henri Bénazet et Maurice Bourdet au *Poste Parisien*, Gabriel Péri et Jacques Duclos à *L'Humanité*, Jean-Richard Bloch à *Ce Soir*, etc.

Aux États-Unis, la situation était plus complexe. D'une part, 80 % du public était hostile à toute intervention dans les affaires d'Europe ; d'autre part, la proximité des élections présidentielles de 1940 ôtait à Franklin Roosevelt toute liberté de décision jusqu'à son éventuelle réélection. Aussi, à plusieurs reprises, le gouvernement américain avait-il insisté sur la neutralité, allant jusqu'à prévenir par écrit le gouvernement français, quelques jours avant Munich, que, si la guerre éclatait, il ne pourrait même pas livrer les avions commandés au mois de mai.

Pourtant, si officiellement, le 26 septembre 1938, dans un message à Hitler, Roosevelt, en tant que président des États-Unis, « *adjure le chancelier du Reich « de ne pas rompre » les négociations et de rechercher un règlement pacifique, juste et constructif des questions en cause* », il est opposé personnellement à toute politique de concessions envers les États totalitaires. Aussi bien, les accords de Munich furent-ils très vivement ressentis par lui, presque comme une

offense. Son secrétaire privé, M. Irsout, dans une déclaration faite à la presse le 1er octobre 1938, affirma que la réunion et les accords de Munich « *ne correspondaient pas aux intentions du Président* »[1].

Roosevelt et son « brain-trust » n'admettaient d'ailleurs pas sans amertume que, pour la première fois depuis 1918, quatre nations européennes se fussent autorisées à discuter et à conclure directement un accord de pareille importance sans l'entremise de Washington. Précédent qui risquait de porter un coup sensible à l'influence américaine en Europe. Il prouvait aussi que l'isolationnisme était une arme à deux tranchants.

Aussi Roosevelt envoya-t-il à Londres son conseiller Bernard Baruch, un des fondateurs du Council on Foreign Relations et un représentant de la Haute Finance américaine, pour amorcer la volte-face de la politique britannique. Il y trouva des oreilles complaisantes.

Chamberlain n'avait pu manœuvrer à Munich qu'avec l'accord tacite de la City. Or, dans les jours qui suivirent Munich, le ministre de l'Économie du Reich, Walther Funk, avait entrepris une tournée en Europe, qui lui avait permis de conclure d'importants accords économiques avec la Yougoslavie, la Bulgarie et la Turquie. De plus, le gouvernement mexicain était en pourparlers avec Berlin pour la livraison, en 1939, d'une valeur de 17 millions de dollars de pétrole contre des produits manufacturés – accord qui sera signé le 10 décembre. D'autre part, les Japonais, cosignataires avec l'Allemagne du « Pacte Antikomintern » du 25 novembre 1936, s'étaient emparés de Canton et d'Hankéou en octobre 1938, coupant Hong-Kong de la Chine continentale. Enfin, le 8 novembre, dans un discours à Munich, Hitler avait revendiqué le retour des colonies ex-allemandes.

Cette situation n'était pas sans inquiéter la City et le gouvernement anglais, inquiétude qui fut un des éléments décisifs de la volte-face de la City. Au point que, le 8 décembre 1938, Anthony Eden débarquait à New York : il venait apporter au président Roosevelt les « *excuses* » du gouvernement britannique pour l'accord de Munich.

Dans sa revue *Pavés de Paris*, le grand journaliste Emmanuel

---

1 René d'Argile – « L'Affaire Grynszpan » in Les Origines secrètes de la Guerre 1939-1945, p. 262-263.

Berl n'hésitait pas à accuser certaines « puissances d'argent » d'avoir constitué un véritable syndicat belliciste, qui avait chargé diverses personnes, dont, paraît-il, Robert Bollack, directeur de l'*Agence Fournier* et de l'*Agence Économique et Financière*, d'« arroser » la presse en faveur de la guerre.

Le 3 février, il écrivait :

« Que de l'argent, beaucoup d'argent ait été donné à ce qu'on peut appeler justement « le parti de la guerre », M. Bollack le sait aussi bien que moi. »

Et quoiqu'israélite, il s'en prenait « aux ploutocrates qui travaillent dans ce sens, et d'abord à ceux qui pourraient être de la même race et de la même religion que moi ».

Thèse soutenue par un polémiste d'horizon politique diamétralement opposé, le directeur de l'*Action Française*, Charles Maurras, affirmant que les financiers américains avaient consacré 3 millions de dollars pour acheter la presse française dans le sens belliciste.

*

Le 4 avril 1935, le comte Jean Szembek, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Pologne, notait dans son *Journal* « que toutes les rumeurs qui circulent au sujet de la guerre proviennent toujours de la même source, c'est-à-dire des milieux juifs et francs-maçons et sont répandus par les II[e] et III[e] Internationales »[1].

Ce qui devait lui être confirmé à Rome, le 8 février 1939, par l'ex-roi d'Espagne, Alphonse XIII, lui affirmant que « les Internationales poussent à la guerre » et que « la juiverie et la franc-maçonnerie jouent un grand rôle dans ces machinations »[2].

*

Lorsque, le 30 janvier 1933, à la surprise quasi-générale[3], le président de la République de Weimar, le feld-maréchal von Hindenburg avait appelé Adolf Hitler à la Chancellerie du Reich, ce dernier s'empressa de mettre en application les conceptions racistes et

1 Jean Szembek – Journal 1933-1939 – Plon, 1952, P. 58.
2 Ibid., p. 167.
3 Le 8 novembre 1932 encore, Léon Blum écrivait dans Le Populaire : « Hitler est désormais exclu du pouvoir ; il est même exclu, si j'ose dire, de l'espérance du pouvoir. »

antijuives exposées dans son *Mein Kampf*. Une loi du 3 avril 1933 introduisit la clause « aryenne » dans le statut de la fonction publique ; avec la loi du 25 avril, ce fut le « numerus clausus » dans l'enseignement secondaire et supérieur. Les droits civiques et politiques des Juifs furent restreints, au point que leur étaient pratiquement interdits : la banque, la Bourse, le barreau et le journalisme. Le droit au commerce, surtout au commerce de détail, leur était formellement limité.

Ce fut alors, dans le monde entier, une levée de boucliers.

Avec des résultats décevants : les gouvernements ne voulaient pas être accusés d'immixtion dans les affaires intérieures de l'Allemagne. On faisait observer que Hitler laissait les Juifs libres de s'expatrier ; et déjà, une première vague de banquiers, de gros commerçants, de savants et d'universitaires avisés avait commencé à émigrer à New York, Londres et Paris. D'autre part, de nombreux israélites internationaux redoutaient qu'une ingérence étrangère n'attirât des représailles sur les Juifs demeurés en Allemagne. C'est d'ailleurs dans ce sens que, le 31 août 1933, l'Association Nationale des Juifs Allemands avait voté la motion :

« Conformément à l'attitude que nous avons déjà adoptée à maintes reprises, nous autres Juifs allemands de tendance nationale, nous désapprouvons résolument toute tentative de faire pression sur le gouvernement allemand par l'intermédiaire de l'étranger. »

Le 24 août 1934, elle adressera encore un télégramme au chancelier Hitler, dans lequel elle condamnait le panjudaïsme au nom « des Juifs qui se sentent allemands ».

Hitler ne se fit pas faute d'utiliser l'argument. On comprend alors que le gouvernement britannique, où figuraient pourtant des « assimilés », et le gouvernement américain, en dépit des sentiments intimes du président Roosevelt, de mère juive, et de ses conseilleurs israélites Bernard Baruch, Ben Cohen, Felix Frankfurter, Henry Morgenthau, Rosenman, se soient cantonnés dans une prudente réserve.

C'est alors que se produisit un événement aux conséquences incalculables. Le vendredi 7 novembre 1938, à Paris, dans les locaux de l'ambassade d'Allemagne, Herschell Feibel Grynszpan abattait de trois balles de pistolet le conseiller Ernst von Rath, qui devait succomber peu après. Le meurtrier, un israélite de dix-sept ans, né à Hanovre mais de nationalité polonaise, sous le coup d'un arrêté

d'expulsion, prétendit avoir tiré sur von Rath, qu'il ne connaissait pas, pour « venger ses coreligionnaires et plus particulièrement les Juifs polonais expulsés d'Allemagne ».

On n'a jamais pu élucider les mobiles de cet attentat. À la déclaration de guerre, l'instruction n'était pas terminée et le dossier a disparu. Quant à Grynszpan, réclamé par les Allemands pendant l'Occupation, il a été exécuté dans un camp de concentration. En tout cas, par son geste, toute la politique de Munich allait être remise en question – et c'était peut-être son but.

Aussitôt connue, la nouvelle de l'attentat déclencha dans toute l'Allemagne une violente agitation antisémite – spontanée ou provoquée –, avec manifestations de rues, pillages de magasins juifs, incendies de synagogues – neuf sur douze à Berlin –, arrestations de milliers de Juifs sous prétexte de les « protéger contre la fureur populaire ». Le 14 novembre, une ordonnance de Göring supprima aux Juifs les derniers droits qui leur restaient. En outre, la communauté juive était frappée d'une amende collective d'un milliard de marks.

Ces mesures suscitèrent de violentes réactions à l'étranger. Manifestations et protestations se multiplièrent. La presse, unanime se déchaîna. Les gouvernements furent entraînés.

Dès le 13 novembre, le ministre anglais Lord De La Warr rappelait à ses compatriotes que la défense de la civilisation exigeait la force par les armes aussi bien que par les convictions morales. Le lendemain, c'était au tour du Premier ministre Chamberlain de réprouver devant la Chambre des Communes les mesures antijuives. Le 16 novembre, dans une conférence de presse, le président Roosevelt prenait la relève et déclarait que le peuple américain avait été profondément choqué par les nouvelles d'Allemagne. Le voyage de Ribbentropp à Paris, le 30 novembre, était perturbé par de violentes manifestations.

L'Allemagne avait tenté de justifier son attitude. Le 14 novembre, Goebbels avait déclaré à l'agence Reuter que la nouvelle législation antijuive n'avait pour objet que « l'élimination des Juifs dans la vie économique visible du pays » et qu'elle laissait libres de « quitter l'Allemagne en emportant avec eux un certain pourcentage de leurs biens dans le cadre des lois monétaires ».

Et c'est là que le bât blesse. Émigrer, soit ; mais où ? Quelles nations vont accepter d'accueillir les centaines de milliers de réfugiés

d'Allemagne ? Le gouvernement britannique annonce qu'ayant admis déjà 11 000 Juifs depuis 1933, il ne peut faire davantage. Et, peu soucieux d'aggraver ses difficultés dans le Proche-Orient, il repousse aussi un projet qui autoriserait 10 000 jeunes Juifs à s'installer en Palestine. Washington objecte que la législation américaine interdit l'immigration à tout étranger ne disposant pas d'au moins mille dollars. La Suisse se déclare dans l'impossibilité économique et financière de recevoir de forts contingents. De beaucoup la plus accueillante jusqu'alors, la France laisse entendre qu'elle est saturée.

Finalement, le bel élan de solidarité envers les Juifs opprimés du III^e^ Reich : de la poudre aux yeux. L'indignation de la « conscience universelle » : un fallacieux prétexte à faire basculer l'opinion publique dans le camp des « bellicistes » et un argument à utiliser dans le jeu diplomatique.

Si donc la question juive a influé grandement sur le climat politique des années qui ont précédé la Seconde Guerre Mondiale, on peut ne pas dire qu'elle en ait été l'élément unique.

*

La participation de la franc-maçonnerie internationale, et surtout, il faut le préciser, du Grand Orient de France, n'a pas eu moins d'importance.

Si, en 1917, Alexandre Ribot avait fait échouer, en les dévoilant à la Chambre des Députés, les négociations du prince Sixte de Bourbon-Parme avec l'empereur d'Autriche en vue d'une paix séparée, c'est que la franc-maçonnerie avait projeté de démembrer l'Empire catholique des Habsbourg pour « créer un État laïque à l'Est de l'Europe », selon les propres termes du F.·. Bouglé, sous-directeur de l'École Normale Supérieure. Cet État laïque sera la Tchécoslovaquie, dont la création, au dire de M. Pierre Mariel, « fut l'œuvre de francs-maçons de l'ancien empire bicéphale, grâce à l'appui de la maçonnerie mondiale. Les deux premiers présidents de la nouvelle république, Tomas Masaryk et Edouard Bénès, étaient tous des maçons influents ». Devenue le « bastion économique » de l'Europe[1], la Tchécoslovaquie imposait ses vues aux obédiences du

1 Les archives de la F.·. M.·. auraient été confiées au gouvernement de Prague, d'où, à la veille de l'entrée des troupes allemandes, elles auraient été transportées par avion en Irlande, puis aux États-Unis.

monde entier, en particulier de la France où Philippe Berthelot, secrétaire général inamovible au Quai d'Orsay, dirigea en fait la politique étrangère de 1920 à 1933, politique poursuivie par son successeur et ancien collaborateur Alexis Léger.

La prise du pouvoir par Hitler en 1933 provoqua une vive émotion dans la franc-maçonnerie mondiale, déjà affectée par l'hostilité de Mussolini, à la tête du gouvernement italien depuis 1922, et de Salazar, chef du gouvernement portugais depuis 1932. Au Convent du Grand Orient de 1933, le F.·. Paul Perrin déclarait :

« Jetant un regard sur le monde, ne constatons-nous pas que l'avènement du fascisme ou du national-socialisme équivaut à la disparition totale de la Maçonnerie ? Donc, ne fût-ce que dans un sentiment de self défense, nous aurions le devoir de nous préoccuper de ce péril et d'organiser la lutte »[1].

Or, à peine Chancelier du Reich, Hitler avait lancé l'interdit sur la Maçonnerie.

De leur côté, Mussolini et Salazar avaient interdit l'activité des Loges. D'où les violentes campagnes contre les « dictatures » menées dans les États « démocratiques ».

En France, notamment, où il s'agissait de colmater les « lézardes du Temple », qui allaient s'agrandissant. À l'opposition de plus en plus vive entre l'Écossisme initiatique de la Grande Loge et la politisation du Grand Orient s'était ajouté le trouble causé par les nombreuses complicités maçonniques dans « l'affaire Stavisky ». Y étaient compromis les FF.·. Pierre Darius, directeur de *Bec et Ongles*, Gaston Bonnaure, député – le seul condamné comme bouc émissaire –, Albert Dalimier, ministre de la Justice et Camille Chautemps, ministre de l'Intérieur – ce dernier par pure solidarité maçonnique –, etc. Les loges du G.·. O.·. étaient divisées ; les démissions se multipliaient ; le recrutement se tarissait. Bien que s'étant tenue en dehors de l'affaire, la Grande Loge pâtissait elle aussi du climat anti-maçonnique.

Le conflit italo-éthiopien et le vote des sanctions contre l'Italie par la maçonnique Société des Nations, l'activité des loges d'émigrés italiens en France accentuèrent encore le malaise, que la prise de

1 Compte rendu du Convent du Grand Orient, 1933, p. 127.

position des deux Obédiences en faveur de la communisante République espagnole contre l'insurrection franquiste porta à son comble. Les colonnes du Temple étaient fortement ébranlées, au point que, le 28 décembre 1935, fut déposée à la Chambre des Députés une proposition de loi ayant pour objet de prononcer la dissolution de tous les organismes maçonniques ; elle fut repoussée par trois cent soixante-dix voix contre quatre-vingt-onze.

Il fallait à tout prix un dérivatif qui permît de rétablir l'union maçonnique ; ce fut la Grande Loge Nationale de Tchécoslovaquie qui l'apporta en organisant un Convent Maçonnique International à Prague, du 8 au 31 août 1936, sur le thème de la lutte contre le national-socialisme allemand opposé à l'idée de Démocratie. L'approbation des délégués fut unanime.

Malgré tout, le rattachement de l'Autriche au III[e] Reich, le 13 mars 1938, ne souleva pas l'émotion des loges, qui appliquèrent la consigne de Bénès : « Plutôt l'Anschluss que les Habsbourg ! » Par contre, dès que Hitler eut exigé le rattachement des Sudètes à l'Allemagne, la franc-maçonnerie internationale se déchaîna. Tandis que les fonds secrets de Prague alimentaient une virulente campagne de presse, le Grand Orient, réuni en Convent, adressait, le 24 septembre 1938, un télégramme au F.·. Franklin Roosevelt pour lui demander son intervention en faveur de la Tchécoslovaquie[1].

Le 1[er] février 1939, les Grands Maîtres des deux grandes Obédiences françaises intervenaient de nouveau auprès de Roosevelt pour lui demander la convocation d'une Conférence internationale de tous les États intéressés par les problèmes de l'Europe centrale.

Roosevelt en profita pour adresser à Chamberlain, au lendemain de l'entrée des Allemands à Prague, une note comminatoire, l'informant que les États-Unis ne soutiendraient plus les pays démocratiques s'ils observaient les prescriptions de l'accord de Munich. En même temps, il assurait les ambassadeurs de Pologne, d'Angleterre et de France d'une aide illimitée des États-Unis à la Pologne, ajoutant qu'« en aucun cas, les démocraties ne doivent

1 Sur les versements tchèques à la presse française, cf. Henry Coston – « Les fonds secrets de Prague alimentaient la campagne belliciste » in Les Origines secrètes de la Guerre. Cf. aussi Jacques Béarn – « Le rôle de la Franc-Maçonnerie dans la préparation de la Seconde Guerre Mondiale », ibid.

capituler ». Le 25 avril et le 2 mai, l'ambassadeur des États-Unis à Paris, M. William Bullitt, avertissait la Maçonnerie française « qu'un compromis entre les démocrates et l'Allemagne hitlérienne serait le renversement des conditions de vie que les Américains ont l'habitude de considérer comme sacrées. »

D'où l'intransigeance de Paris et de Londres sur le « corridor » de Dantzig.

*

Si l'attitude de la Maçonnerie à l'égard de l'Allemagne peut s'expliquer par les menaces de Hitler sur la Tchécoslovaquie, il est plus difficile de comprendre sa volte-face envers l'Union soviétique.

Au Congrès de Moscou de 1922, en effet, la III[e] Internationale avait décrété l'incompatibilité fondamentale entre l'appartenance à la Maçonnerie et au Parti Communiste. Sur injonction du Bureau Politique du P.C. de démissionner de la F.·. M.·. ou du Parti avant le 1[er] janvier 1923, Alexandre Bachelet, Antonio Coen, Ludovic-Oscar Frossard, Charles Lussy, André Morizet et beaucoup d'autres maçons abandonnaient le P.C., tandis que Marcel Cachin et André Marty quittaient leur loge.

Or cette même année, le *Bulletin Officiel du Grand Orient* d'octobre proposait le rétablissement des relations commerciales avec la Russie. Le 7 février 1924, le F.·. Jammy-Schmidt, membre du Conseil de l'Ordre du G.·. O.·., prônait le rapprochement avec l'U.R.S.S. En mars, le F.·. Ariès, secrétaire général du G.·. O.·., fondait le *Comité des Nouvelles Amitiés Franco-Russes*, où il exerça les fonctions de secrétaire général ; le 17 juin, le nouveau président du Conseil et président d'honneur du *Comité*, Édouard Herriot, annonçait dans sa déclaration ministérielle la reprise des relations normales avec la Russie. En novembre, la France, ayant reconnu l'U.R.S.S., recevait l'ambassadeur Krassine. En 1934, le F.·. Édouard Bénès faisait admettre la Russie à la S.D.N. et lui faisait attribuer un siège permanent.

Et c'est bien le plus surprenant de l'affaire. Car, dès 1918, l'U.R.S.S. s'était déclarée hostile à la création de la Tchécoslovaquie et avait donné des consignes dans ce sens aux divers partis communistes. Le 14 novembre 1933 encore, alors qu'il était demandé à la Chambre des Députés une adresse de sympathie à la République tchécoslovaque, le député communiste Gabriel Péri avait rétorqué :

« La fraction communiste ne s'associe pas au vote qui vous est demandé. Notre sympathie va tout entière aux masses laborieuses de la Tchécoslovaquie, aux minorités nationales slovaques, allemandes, juives, hongroises, opprimées par le pouvoir central de Prague. »

Mais, en octobre 1934, à la mort de Hindenburg, Hitler devient Führer du Reich. Les hommes du Kremlin mesurent le danger que leur fait courir l'idéologie nationale-socialiste. Dès lors, ils décident d'abattre l'Allemagne, qu'ils se sentent cependant incapables d'affronter seuls. D'où leur nouvelle politique de rapprochement avec Prague et la signature d'un traité d'alliance en mai 1935, peu de jours après le pacte franco-soviétique négocié par Pierre Laval. Le 18 septembre 1938, le quotidien communiste de Prague, *Pravo Ludu*, révélait la manœuvre :

« Peut-être ne sommes-nous pas assez forts pour battre l'Allemagne, mais nous sommes assez forts pour entraîner l'Europe entière dans une guerre. »

*

On peut se demander comment le gouvernement anglais, connaissant fort bien son impréparation en matériel et en personnel, celle de la France, et sachant que les États-Unis se refusaient à fournir une aide quelconque aux belligérants, a brusquement pris la tête de cette « croisade des démocraties ».

C'est l'ambassadeur William Bullitt qui en donne l'explication. Se trouvant à Washington, il fit, le 19 novembre 1938, des confidences à l'ambassadeur de Pologne, le comte Georges Potocki, qui en rendit compte à son gouvernement :

« D'après ce que les experts militaires avaient dit à Bullitt durant la crise de l'automne 1938, une guerre durerait au moins six ans et, selon eux, se terminerait par un désastre complet de l'Europe et par le triomphe complet du communisme dans tous les États. Il était indubitable que la Russie soviétique tirerait finalement le profit de tout ceci.[1] »

Et Bullitt avait ajouté que les États démocratiques avaient absolument besoin de deux ans pour parachever leurs armements. Un conflit entre l'Allemagne et la Russie affaiblirait le Reich, et les

1 Georges Champeaux – La Croisade des Démocraties – 1943, t. II, p. 352 – ibid., p. 73-74.

Américains interviendraient alors pour l'obliger à capituler, « mais seulement après que l'Angleterre et la France auraient bougé ».

Ainsi, toute l'Europe épuisée serait une proie facile pour les Soviets qui pourraient y imposer le communisme.

Le 12 janvier 1939, dans un rapport secret au colonel Beck, l'ambassadeur Potocki écrivait que les divers intellectuels juifs des États-Unis avaient participé à la campagne belliciste, en particulier les familiers du président Roosevelt, le financier Bernard Baruch, le gouverneur de l'État de New York Herbert H. Lehman, le juge à la Cour Suprême Felix Frankfurter, le secrétaire au Trésor Henry Morgenthau, *tous ayant participé au financement de la Révolution d'Octobre en Russie et tous affiliés au Council on Foreign Relations*, ainsi que les autres conseillers israélites Ben Cohen, Rosenman et Harry Dexter White.

De son côté, dans sa préface à l'édition française du *Journal* de Forrestal, secrétaire à la Défense U.S.A., M. Raymond Cartier écrit que, pendant la guerre, le public américain était plein d'illusions et de tendresses pour l'U.R.S.S. par la faute de ses intellectuels. Il ajoute :

« Les hommes d'extrême-gauche, apologistes du système soviétique, s'étaient infiltrés sans difficulté dans les sphères les plus hautes et les plus secrètes. Un collaborateur intime du Président Roosevelt était un agent de renseignements pour la Russie et un réseau d'espionnage, dont le travail pèse aujourd'hui sur toute la situation mondiale, avait été tissé avec la complicité morale des plus hautes autorités »[1].

Les « apologistes du système soviétique » étaient plus spécialement *les membres du Council on Foreign Relations qui noyautaient complètement l'entourage du président Roosevelt et le département d'État* ; quant à l'agent de renseignements pour la Russie, il s'appelait *Alger Hiss* (C.F.R.), haut fonctionnaire au Département d'État, conseiller personnel de Roosevelt et président du Carnegie Endowment for International Peace, condamné à cinq ans de prison[2].

1 Journal de Forrestal – Amiot-Dumont, 1952, p. 13.
2 Sur Alger Hiss et le réseau d'espionnage communiste aux États-Unis, voir en particulier : Ralph de Toledano – Seeds of Trahison – Henry Regnery, Chicago, 1962 ; James Burnham – The Web of subversion – The John Day Company, New York, 1954, réimp. par American Opinion, Belmont (Mass.), 1961.
1 Gary Allen – « The C.F.R. », in American Opinion, avril 1969.
2 On a même allégué des ascendances juives de Roosevelt. M. Curtis B. Dall, écrit : *« D'après ce que j'ai pu recueillir, l'ascendance de Franklin Roosevelt était un mélange d'Anglais, de Hollandais, de Juif et de Français »* – op. cit., p. 98.

Et M. Gary Allen apporte cette précision :

« Tandis que la Seconde Guerre Mondiale approchait, le Groupe de la Table Ronde mit en jeu toute son influence pour que Hitler ne soit pas arrêté en Autriche, en Rhénanie ou aux Sudètes – et par suite, il est grandement responsable d'avoir précipité l'holocauste. Une deuxième guerre mondiale augmentait les chances de l'établissement du Gouvernement mondial.

« Alors que la Table Ronde faisait son travail en Europe, le Council on Foreign Relations menait le bal aux États-Unis. »[1]

*

Dans la préparation de la Seconde Guerre Mondiale, on retrouve les mêmes éléments qui avaient poussé les États-Unis à intervenir en Europe en 1917 : la Haute Finance internationale, la question juive, la franc-maçonnerie et le communisme, avec, cette fois, un meneur de jeu : la Table Ronde. Ceci explique pourquoi ce fut la Grande-Bretagne qui prit la tête de la « Croisade des Démocraties ».

Ceci pourrait expliquer aussi pourquoi Franklin Roosevelt[2], Maçon de haut grade et affilié au Council on Foreign Relations, poussa à l'intervention contre le national-socialisme et, à Yalta, permit à Staline de se tailler la part du lion.

*

Sur le rôle du président Roosevelt comme « fauteur de guerre », on a le témoignage de James Vincent Forrestal, secrétaire de la Marine U.S.A. du 19 mai 1944 au 27 juillet 1947, où il devint le premier secrétaire d'État à la Défense jusqu'au 2 mars 1949. Dans le Journal (Édition française, Paris, 1952, p. 113-114), il écrit, à la date du 27 décembre 1945 : *« Joué au golf aujourd'hui avec Joe Kennedy* (Joseph P. Kennedy avait été l'ambassadeur de Roosevelt en Grande Bretagne au cours des années qui précédèrent immédiatement la guerre). *Je lui ai parlé de ses conversations avec Roosevelt et Chamberlain à partir de 1938. Il m'a dit qu'en 1938 Chamberlain estimait que l'Angleterre n'avait rien pour se battre et qu'elle ne pouvait pas courir le risque d'une guerre avec Hitler. Opinion de Kennedy : Hitler se serait battu*

contre la Russie et la Grande-Bretagne n'aurait pas été entraînée dans le conflit s'il n'y avait eu Bullitt (William C. Bullitt, alors ambassadeur en France) *qui, tout au long de l'été de 1939, avait insisté auprès de Roosevelt pour que les Allemands soient stoppés net dans l'affaire polonaise ; ni la France, ni la Grande-Bretagne n'auraient déclaré la guerre pour la Pologne sans les perpétuels coups d'épingle de Washington. D'après lui, Bullitt répétait à Roosevelt que les Allemands ne se battraient pas, Kennedy qu'ils se battraient et envahiraient l'Europe. Chamberlain aurait dit que c'était l'Amérique et les Juifs du monde entier qui avaient poussé l'Angleterre de force dans la guerre. Au cours de la conversation téléphonique que Kennedy avait eue avec Roosevelt dans l'été de 1939, le Président n'avait cessé de lui dire qu'il fallait pousser le fer dans les reins de Chamberlain et Kennedy répondait invariablement que cela ne pouvait servir à rien si les Anglais n'avaient pas de fer pour combattre l'ennemi, ce qui était malheureusement le cas...*

« Ce que Kennedy m'a dit au cours de cette conversation concorde dans une large mesure avec les remarques que Clarence Dillon m'avait déjà faites et qui se résumaient à ceci : Roosevelt lui avait demandé de se mettre secrètement en rapport avec les Britanniques afin d'obtenir que Chamberlain fasse preuve de plus de fermeté avec les Allemands. Dillon me dit qu'à la demande de Roosevelt, il avait parlé à Lord Lothian dans ce sens, et que sa démarche avait dû être à peu près parallèle à celle que Roosevelt avait pressé Kennedy de faire auprès de Chamberlain. Il est probable que Lothian devait communiquer à Chamberlain l'essentiel de sa conversation avec Dillon. »

Le bellicisme de William C. Bullitt, franc-maçon de haut grade et affilié au Council on Foreign Relations, est attesté par Szembek dans son Journal, à la date du 11 avril 1935, p. 60. De son côté, M. Pierre Virion écrit qu'en 1938 la banque Kuhn, Loeb & Cie « se mit en mouvement au service de l'Intelligentsia entourant le F.·. Roosevelt. La Pologne dont Hitler voulait s'assurer fut le piège et l'homme de la situation fut William Bullitt, diplomate, ancien agent de la « Schiff, Kuhn & Loeb » ; il pérégrina à travers l'Europe pour pousser à la déclaration de guerre que le F.·. Groussier, alors Grand Maître du Grand Orient de France, disait avoir été exigée par New York » (Pierre Virion – Bientôt un Gouvernement Mondial ?, p. 51).

CHAPITRE XVI

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

L'échec de la Société des Nations, dont l'impuissance s'était manifestée à l'évidence, surtout lors de la déclaration de guerre de l'Angleterre et de la France au III[e] Reich, le 2 septembre 1939, n'avait pas découragé les puissances occultes qui l'avaient imaginée.

Déjà, le 14 août 1941, le président Franklin Roosevelt et Winston Churchill, à Terre-Neuve, avaient établi la *Charte de l'Atlantique*, esquissant les principes de leur politique de sécurité mondiale, « un document étonnant, qui scelle l'union de la Grande-Bretagne (en guerre) avec les États-Unis (non-belligérants) et qui établit les buts de guerre communs aux deux pays »[1]. Et ceci confirme, s'il en était besoin, que, à cette date, les dirigeants américains, sous la pression de la Haute Finance, étaient bien décidés à intervenir dans le conflit avant même l'agression de Pearl Harbor du 8 décembre 1941.

Le 1[er] janvier 1942, à Washington, vingt-cinq pays signaient la *Déclaration des Nations Unies*, manifestant l'union de ces États sur le thème de la « défense des libertés » et s'engageant à soutenir solidairement et jusqu'au bout la guerre aux Puissances totalitaires. Et c'est le 30 octobre 1943, à Moscou, à l'issue d'une conférence des ministres des Affaires étrangères Cordell Hull (U.S.A.), Anthony Eden (G.-B.) et Mikhailovitch Molotov (U.R.S.S.), que fut mis sur pied le projet d'une « organisation internationale fondée sur le principe d'une égale souveraineté de tous les États pacifiques, organisation dont pourront être membres tous ces États pacifiques, grands et petits, afin d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales ».

---

1 H.C. Allen – Les États-Unis – Ernest Brenn Ltd., Londres, 1964, trad. française Marabout Université, 1967, t. II, p. 108.

Mais à la Conférence de Téhéran (28 novembre/1er décembre 1943), Staline remet tout en question par des exigences nouvelles. Son obsession de l'encerclement est traduite par le chef de la propagande au Comité Central, Alexandrov, en 1943, à la réunion des secrétaires locaux du parti, faisant part de la crainte que « l'U.R.S.S. ne devienne une île socialiste battue par un océan capitaliste ». « D'où l'idée, défendue par les Soviets, pour rompre ce danger d'encerclement, de faire coiffer l'Organisation par un Conseil des Trois Grands – chacun de ces grands ayant puissance de veto sur les décisions que pourrait prendre à la majorité l'assemblée de l'Organisation. Évidemment, dans ce Conseil, la Russie sera à un contre deux. Mais mieux vaut cette infériorité, d'ailleurs platonique puisqu'il suffit d'un veto pour équilibrer les deux autres, que le risque d'encerclement – et la prison de la règle majoritaire »[1].

En outre, de même qu'à la Société des Nations, la Grande-Bretagne, pour être assurée de la majorité, avait fait admettre ses Dominions comme membres à part entière, de même l'U.R.S.S. demanda que les seize républiques composant l'Union soviétique possèdent une voix chacune dans la nouvelle Organisation ; demande jugée évidemment inacceptable par les deux autres Grands.

Des négociations s'engagèrent, qui aboutirent à la convocation de la Conférence quadripartite de Dumbarton Oaks (U.S.A.). Elle réunit, du 27 août au 7 octobre 1944, d'abord les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., auxquels se joignit plus tard la Chine, qui se contenta d'entériner les décisions des trois autres.

Du 4 au 11 février 1945, se tint à Livadia, en Crimée, une réunion des Trois Grands, dite Conférence de Yalta, où furent traités deux sujets politiques : le partage des zones d'occupation et d'influence après la guerre et la mise au point de l'Organisation internationale.

Cette conférence donna lieu à un communiqué final, dans lequel il était dit que la difficulté du système de vote, laissée en litige à Dumbarton Oaks était résolue. Il s'agissait de trois voix à l'Union soviétique, au titre de l'U.R.S.S., de l'Ukraine et de la Biélorussie.

Le communiqué prévoyait la convocation à San Francisco, le

1 Arthur Conte – Yalta ou le Partage du Monde – Robert Laffont, 19644, rééd., coll. « J'ai Lu », 1974, p. 259.

25 avril 1945, d'une Conférence des Nations Unies chargée d'établir la charte définitive de l'Organisation.

Il était spécifié que la Chine et le gouvernement provisoire de la France seraient priés de s'associer aux Trois Grands comme puissances invitantes. Mais le général De Gaulle, furieux d'avoir été tenu à l'écart des conférences précédentes et de celle de Yalta en particulier, refusa cette invite et même toute participation à la conférence elle-même – il devait revenir sur ce dernier point par la suite[1].

La Conférence de San Francisco, du 25 avril au 25 juin 1945, adopta « un traité compliqué et parfois obscur », la *Charte des Nations Unies*, qui « comporte cent onze articles, auxquels il convient d'ajouter une annexe de soixante-dix articles formant le Statut de la Cour internationale de Justice, qui « fait partie intégrante de la Charte »[2].

Les buts assignés par la Charte à l'*Organisation des Nations Unies* (*O.N.U.* – que les Américains appellent United Nations) sont définis par son art. 1, § 1 et concernent : – le maintien de la paix et de la sécurité internationale ; – le progrès politique ; – le progrès économique et social ; – le progrès juridique. Ces divers objectifs doivent être poursuivis par la coopération de tous les peuples.

1 Communiqué du 11 février 1945 – § IV – Conférence des Nations Unies – [...] Nous sommes convenus de convoquer, le 25 avril 1945, à San Francisco, une Conférence des Nations Unies, qui établira, sur la base des entretiens officieux de Dumbarton Oaks, la charge de l'organisation dont il s'agit. Le gouvernement de la Chine et le gouvernement provisoire de la France vont être immédiatement consultés et priés de s'associer, pour les invitations, aux gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Dès que la Chine et la France auront été consultées, le texte des propositions relatives au système de vote sera publié » – Ibid., p. 418.

À son départ de Livadia, le président Roosevelt avait reçu une lettre de Staline disant :

« Cher monsieur Roosevelt. Puisque le nombre de voix accordé à l'Union soviétique est porté à trois par l'inclusion de l'Ukraine et de la Biélorussie parmi les membres de l'Assemblée, le nombre des voix des États-Unis pourrait être porté à trois, comme dans le cas de l'Union soviétique et de ses deux Républiques. Je suis disposé, si nécessaire, à appuyer officiellement cette demande. Avec mes respects sincères, J. Staline. » – Ibid., p. 437-438.

2 Charles Chaumont – L'O.N.U. – coll. « Que sais-je ? », 1962, pp. 14-15.

Pour mettre au point l'application pratique de la Charte et régler les détails de constitution des principaux organismes de l'O.N.U., la Conférence de San Francisco désigna une Commission préparatoire qui se réunit à Londres du 24 novembre au 23 décembre 1945.

*

L'O.N.U. comporte des *organes principaux*, institués comme tels par la Charte même, des *organes subsidiaires*, constitués par les organes principaux dans le cadre de leur compétence quand le besoin s'en fait sentir, et des *organisations ou organismes* reliés à l'O.N.U. sans en faire partie intégrante.

Les *organes principaux* comprennent :

– L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE – Elle se compose de tous les États membres originaires et membres admis. « Les membres originaires sont les États-Unis qui ont signé et ratifié la Charte après avoir participé à la Conférence de San Francisco, ou tout au moins signé la Déclaration des Nations Unies de 1942… Les membres admis sont les « États pacifiques qui acceptent les obligations de la Charge et, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir et disposés à le faire » (art. 4, § 1). Ce « jugement de l'Organisation » est porté (art. 4, § 2) par « l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de Sécurité »[1]. Des quarante-sept signataires de la Déclaration de 1962, le nombre des membres s'élevait à cent vingt-six en 1969.

L'Assemblée générale est réunie en session annuelle institutionnelle ou en session extraordinaire sur demande du Conseil de Sécurité ou de la majorité de l'Assemblée.

Chaque État, quelle que soit son importance, ne dispose que d'une voix.

– Le CONSEIL DE SÉCURITÉ – Composé à l'origine de onze membres – cinq membres permanents désignés par la Charte (États-Unis, U.R.S.S., Grande-Bretagne, France et Chine) et onze membres non permanents élus tous les deux ans par l'Assemblée générale –, il a été élargi à quinze par l'admission de quatre membres non permanents supplémentaires.

Le Conseil de Sécurité « est organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence », ce qui implique l'institution

1 Ibid., p. 20-21.

de délégations permanentes des États membres du Conseil à New York, siège de l'O.N.U.

C'est sur le Conseil que repose « la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales ». À ce titre, sa compétence s'étend à l'arbitrage des conflits entre États membres ou non membres, et à la lutte contre l'agression par les mesures qu'il juge appropriées, pouvant aller jusqu'à l'intervention armée d'États membres, suivant des modalités qui n'ont jamais été déterminées. D'ailleurs, la désignation de l'agresseur est généralement délicate et donne lieu à discussions.

Pour toutes les questions autres que celles de procédure, la décision exige la majorité de neuf voix, dont, obligatoirement, celles des cinq membres permanents. Mais le droit de veto permet à chacun des cinq membres permanents de paralyser le Conseil. Dans ce cas, l'Assemblée générale peut être appelée à trancher le débat par un vote à la majorité des 2/3 – rarement obtenue.

– Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL – L'administration de l'Organisation est confiée à un secrétaire international, dirigé par un Secrétaire général, « le plus haut fonctionnaire de l'Organisation », élu pour cinq ans par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de Sécurité. Il est rééligible.

Mais outre ses fonctions administratives, le Secrétaire général peut être chargé de n'importe quelle fonction, même politique, par le Conseil de Sécurité ou par l'Assemblée générale. De toute manière, c'est à lui qu'incombe l'exécution des décisions des organes de l'O.N.U. Par suite, son rôle politique est primordial, comme l'ont montré ses interventions en Égypte, en 1956, et au Congo belge, en juillet 1960.

– Le CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL – Il est chargé de toutes les questions concernant la coopération économique et sociale internationale, de la coordination des activités des organismes spécialisés (Organisation Internationale du Travail, O.I.T. ; Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture, F.A.O. ; U.N.E.S.C.O. ; Assistance technique internationale pour l'aide économique aux pays en voie de développement, etc.)

– Le CONSEIL DE TUTELLE – Il contrôle l'administration d'un certain nombre de territoires sous tutelle, anciens territoires sous mandat, non encore parvenus à l'indépendance, dont le nombre se restreint chaque jour.

– La COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE – Elle a pris la suite de l'ancienne Cour permanente de Justice internationale, fondée à La Haye en 1920.

Parmi les ORGANES SUBSIDIAIRES, on peut classer la Force des Nations Unies, dite « Casques Bleus », dont la formation a donné lieu à de violentes controverses.

La Charte de l'O.N.U. a prévu que, dans le cas d'une agression, le Conseil de Sécurité est habilité à exercer les fonctions de pouvoir exécutif et, par suite, à prendre des décisions d'intervention, qui peut être, au choix du Conseil, d'ordre diplomatique, économique ou militaire, ce choix engageant tous les membres des Nations Unies.

Pour les interventions militaires, le Conseil ne dispose pas d'une armée permanente sous ses ordres, mais seulement de contingents nationaux mis temporairement à sa disposition. L'exécution est confiée à un *Comité d'État-Major*, composé de représentants des seuls cinq membres permanents.

À cet effet, l'article 43 de la Charte prévoyait que des accords militaires spéciaux devaient être conclus entre le Conseil de Sécurité et des États membres, définissant les conditions de mise à la disposition du Conseil et d'emploi des contingents nationaux. Mais des divergences fondamentales ayant opposé les membres du Comité d'État-Major, les accords militaires spéciaux n'ont jamais pu être négociés. Réduit ainsi à des « recommandations », le Conseil de Sécurité est contraint à quémander le bon vouloir des participants.

L'emploi des contingents nationaux a revêtu trois aspects différents.

Leur première intervention a eu lieu dans la guerre de Corée. Il s'agissait, en fait, pour les États-Unis, de donner un coup d'arrêt à l'expansion soviétique dans le Pacifique tout en évitant de faire figure d'agresseur. Pour sauvegarder les apparences, une résolution du Conseil de Sécurité, prise le 27 juin 1950 *en l'absence des représentants soviétiques*, « recommandait » aux États membres d'apporter à la Corée du Sud « toute l'aide nécessaire pour repousser les assaillants ». Des corps de *volontaires individuels* répartis par nationalités, jouant le rôle des contingents nationaux – alors que, au vrai, ils étaient des mercenaires –, furent constitués dans certains pays. Et pour fignoler le scénario, par une résolution du 7 juillet, le Conseil créait un symbolique Commandement unifié des Forces des Nations Unies en Corée, sous l'autorité du général américain Mac

Arthur. Mais l'importance de ces prétendus contingents nationaux demeura sans commune mesure avec celles des forces américaines engagées.

Autre intervention des « Casques Bleus » : l'affaire du Canal de Suez. Sur injonction des États-Unis et de l'U.R.S.S., irrités de l'initiative franco-britannique en Égypte pour le soutien d'Israël, l'Assemblée générale imposait, le 2 novembre 1956, le cessez-le-feu et, le 4, elle décidait « la création d'une force internationale exceptionnelle des Nations Unies aux fins d'assurer et de surveiller la cessation des hostilités » ; le 5, elle remettait le commandement des contingents nationaux au général canadien Burns ; et le 7, elle prescrivait le retrait immédiat des forces franco-anglo-israéliennes du territoire égyptien.

Mais déjà, sous la pression diplomatique de Washington et de Moscou, le cessez-le-feu avait été signé : les « Casques Bleus » n'avaient plus qu'à contrôler l'exécution.

Il est à remarquer qu'en l'espèce, aucun des contingents n'appartenait à l'un des membres du Conseil de Sécurité ; ils provenaient tous de « petites nations ». Ce processus se renouvellera en plusieurs occasions.

Le troisième aspect d'intervention des contingents nationaux a été mis en évidence par l'expédition des « Casques Bleus » au Congo belge, de juillet 1960 à décembre 1962, contre la sécession du Katanga – dont on lira plus loin les péripéties. Cette intervention diffère essentiellement des deux autres en ce qu'elle constitue une véritable *agression* de l'O.N.U., aux ordres des États-Unis – son plus gros bailleur de fonds qui seul l'empêche de s'effondrer – et en contradiction flagrante avec « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », dont les Américains se montrent si jalousement soucieux… chaque fois qu'ils y trouvent leur intérêt. Il s'agissait en l'espèce, après avoir rapidement étouffé la tentative de pénétration russe au Congo belge, de maintenir et d'assurer la mainmise de la Haute Finance internationale sur la très riche *Union Minière du Haut-Katanga*[1]. Il est à remarquer que la France et l'U.R.S.S., hostiles à

1 On notera le manque de réaction de l'U.R.S.S. à l'éviction de ses « conseillers techniques », parce qu'assurée de pouvoir reprendre sa pénétration par sa propagande auprès des États indépendants de l'Afrique

l'intervention armée mais sans opposer leur veto, ont refusé obstinément de payer leur quote-part des frais de l'expédition[1].

Cet épisode, peu reluisant pour l'O.N.U., montre : – d'une part, la faiblesse de la conception des contingents nationaux qu'aucun idéal n'anime et que les différences de langage rendent difficiles à commander, puisqu'il faudra jusqu'à vingt mille « Casques Bleus », appuyés par des blindés et de l'aviation, pour réduire quelque deux mille gendarmes katangais, encadrés par trois cents mercenaires ; – d'autre part, le danger d'une Organisation internationale qui s'arroge le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures des États sur la demande d'un quelconque Lumumba sans la moindre autorité légitime.

Nombreux sont les organismes ou organisations reliés à l'O.N.U. sans en faire partie intégrante. On se contentera de signaler :

noire. On notera aussi que le communiqué officiel ayant suivi la séance du 9 février 1945 de la Conférence de Yalta comportait le passage suivant : « C'est un des principes fondamentaux de la Charte de l'Atlantique que le droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils vivront, la restauration des droits souverains et de l'autonomie chez les peuples que des nations en ont privé par la force et l'agression… »
Le « coup de Budapest », en 1956, et le « coup de Prague », en 1968, comme l'intervention au Guatémala, en 1954, et le débarquement dans la Baie des Cochons à Cuba, en 1961, montrent l'application que les deux « Grands » font de ce texte.

1 Pour avoir une idée du coût d'une intervention de la Force d'Urgence des Nations Unies (F.U.N.U.), on citera l'entrefilet paru dans Le Monde, du 8 novembre 1973, sous le titre : « L'O.N.U. en quête de fonds – Aux Nations Unies, M. Waldheim a demandé mardi (6-11), dans un rapport à l'Assemblée générale, à tous les États membres de consentir « d'extrême urgence » des avances, en argent liquide, pour couvrir les frais d'opération de la force d'urgence des Nations Unies (F.U.N.U.). M. Waldheim rappelle que le Conseil de sécurité a constitué cette force pour une période de six mois, du 25 octobre 1973 au 24 avril 1974, et autorisé pour elle des dépenses de 30 millions de dollars durant cette période. De même, le secrétaire général voudrait être autorisé à faire des prévisions de dépenses à raison de 5 millions de dollars par mois au maximum, pour la période du 25 avril au 31 octobre 1974. Le porte-parole de la F.U.N.U. a fait, enfin, le point de la situation jusqu'au 5 novembre des forces d'urgence en Égypte : Effectifs autrichiens : 171 au Caire et 34 à Ismaïlia et Suez ; Canadiens chargés des questions logistiques : onze sont arrivés lundi au Caire ; Finlandais : 64 au Caire et 230 à Suez ; Irlandais : 202 au Caire et 31 à Ismaïlia ; Suédois : 113 au Caire et 417 à Ismaïlia ; Au total, 1273 hommes se trouvent en Égypte. »

– La *Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement* (*B.I.R.D.*), créée à la Conférence de Bretton Woods (juillet 1944), dont le but est de contribuer au développement économique des États en favorisant leur commerce international et en avançant les sommes nécessaires pour les investissements privés. Son capital autorisé est de 24 milliards de dollars.

– Le *Fonds Monétaire International* (*F.M.I.*), constitué en 1945 et composé d'un Gouverneur par État. Il est destiné à faciliter le retour à la liberté des changes en contribuant à leur stabilité par un système de prêts.

– L'*Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture* (*U.N.E.S.C.O.*), créée en 1946 pour établir une collaboration intellectuelle des États en vue du maintien de la paix.

*

Du 10 janvier au 14 février 1946, première Assemblée générale de l'O.N.U. à Londres, où il est décidé :

- 12 janvier : constitution du Conseil de Sécurité ;
- 13 janvier : constitution du Conseil Économique et Social ;
- 1er février : désignation du Secrétaire général, le Norvégien Trygve Lie ;
- 6 février : désignation des membres de la Cour internationale de Justice ;
- 14 février : décision d'installer le siège de l'O.N.U. à New York.

*

Si, à Yalta, « Roosevelt a tout cédé à Staline et s'est livré pieds et poings liés à l'U.R.S.S. et à la Chine communiste[1] », l'absence de minutes des délibérations rend difficile de faire le départ entre les décisions prises en fonction des opinions personnelles du président des États-Unis et celles imposées par Staline. En gros, les principaux reproches faits à la Charte par les adversaires de l'O.N.U. sont les suivants :

– l'influence prépondérante donnée aux « Big Three » – les Trois Grands, États-Unis, U.R.S.S. et Grande-Bretagne, « celle-ci perdant bientôt la plus grande partie de son influence au bénéfice des deux autres »[2] –, qui implique la collaboration espérée aveuglément par

1 Suivant l'opinion du sénateur républicain Robert Alfonso Taft (1889-1953)
2 G. Allen – op. cit., t. II, p. 132.

Roosevelt, entre les États-Unis et la Russie ; le résultat, aisément prévisible, a été la scission de l'O.N.U. – et du monde – en deux blocs rivaux ;

– la concession aux Russes du droit de veto *préalable* à l'inscription d'une affaire à l'ordre du jour de l'Organisation : « en interdisant de la sorte *toute* discussion, ils entendaient par là même interdire à leur guise tout droit de regard, toute éventualité d'examen et toute possibilité de critique publique dans des débats dont tout laissait présumer qu'ils seraient de très large résonance »[1] ;

– l'égalité de tous les États, grands ou petits, disposant chacun d'une voix, ce qui transformait chaque séance en palabre stérile à la manière de la Société des Nations, mais permettait la formation de coalitions ;

– la concession de trois voix à l'U.R.S.S. par l'admission comme États membres de la Biélorussie et de l'Ukraine ; il est vrai que la Grande-Bretagne avait fait accepter ses principaux Dominions comme membres de plein droit.

*

Pour déterminer les responsabilités, une étude chronologique s'impose.

On a vu que la Société des Nations avait été conçue par un comité de 150 personnalités, réuni en septembre 1916 sous l'autorité du « colonel » Edward Mandell House, factotum du président Wilson, auprès de qui il avait été placé en surveillance par des banquiers internationaux – ce même House, promoteur du Council on Foreign Relations. Or, le magazine américain *Time*[2] décernait le titre d'« architecte de la Charte des Nations Unies » à un certain *Leo Pasvolsky*, d'origine russe, membre du C.F.R., né de parents communistes, et progressiste lui-même. Entré au Département d'État en 1934, il y devint chef de la Division des Études spéciales.

Mais M. Leo Pasvolsky n'était pas le seul rédacteur du projet de Pacte des Nations Unies. Il était le chef de file d'un groupe de collaborateurs qui, d'après un rapport officiel du Département d'État, publié en 1950 sous le titre de *Postwar Foreign Policy Preparation, 1939-1945* (Préparation de la politique étrangère de l'après-guerre

1 Arthur Conte – op. cit., p. 348.
2 Dans son numéro du 18 mai 1953.

1939-1945), comprenait : Alger Hiss (C.F.R.), Harry Dexter White (C.F.R.), Virginius Frank Coe, Dean Acheson (C.F.R.), Noel Fiel, Laurence Duggan, Henry Julian Wadleigh, John Carter Vincent, David Weintraub, Nathan Gregory Silvermaster, Harold Glasser, Victor Perlo, Irving Kaplan, Solomon Adler, Abraham George Silverman, William Ullman et William Taylor. Or, à la seule exception de M. Dean Acheson, conseiller juridique officiel de l'U.R.S.S. aux États-Unis, les seize autres personnes citées devaient être *convaincues par la suite d'avoir appartenu à des réseaux d'agents soviétiques*. Ils figurèrent à la Conférence de San Francisco parmi les 200 délégués environ du gouvernement américain. Lorsqu'on sait qu'Alger Hiss, « protégé de Dean Acheson (C.F.R.) et surtout de l'un des amis les plus proches du Président, Félix Frankfurter (C.F.R.) », fut, « au moment de Yalta, l'un des diplomates le plus souvent consultés et écoutés par Roosevelt[1] », qu'il remplit le même rôle auprès de M. Stettinius à la Conférence de San Francisco, on n'est pas étonné des concessions des États-Unis à l'U.R.S.S.

Mieux encore. La Charte prévoyait que la *Force Internationale de la Paix*, équipée même d'armes nucléaires, serait placée sous l'autorité du Secrétaire général adjoint chargé des Affaires politiques et du Conseil de Sécurité. Et, à la Commission préparatoire de Londres, Alger Hiss faisait attribuer ce poste pendant cinq ans à un représentant soviétique ; mais, par entente tacite, il a toujours été occupé par un Soviétique, sauf pendant deux ans où le titulaire en fut un communiste yougoslave. Le premier Secrétaire général de l'O.N.U., le socialiste norvégien Trygve Lie, confirme le fait. Dans son autobiographie : *In The Cause Of Peace* (Pour la Cause de la Paix), il écrit : « M. Vychinsky ne tarda pas à intervenir. Il fut le premier à m'informer d'une entente convenue entre les Cinq Grands, à Londres, sur la nomination d'un ressortissant soviétique au poste de Secrétaire général adjoint aux Affaires Politiques et du Conseil de Sécurité… M. Stettinius me confirma son accord avec la délégation soviétique sur ce point ». Cet état de fait paraît d'autant plus aberrant que l'intention de la Charte est de parvenir progressivement à la suppression des forces armées nationales, remplacées par la seule *Force Internationale pour la Paix*, de l'O.N.U. Or ce projet constitue

1 Ibid, p. 288.

un des points essentiels du programme du Gouvernement Mondial, tel qu'envisagé, en particulier, par le Council on Foreign Relations. Et à ce sujet, on remarquera que la délégation américaine à la Conférence de San Francisco comprenait 74 affiliés au C.F.R.[1] – soit plus du tiers des membres –, qui comptaient parmi les personnalités les plus marquantes des représentants de la Haute Finance internationale, comme : le président de la délégation, Edward R. Stettinius, associé de *J.-P. Morgan & Co* ; le futur ministre John Foster Dulles, de la *J. Henry Schröder Bank*, qui avait financé Hitler ; Nelson Rockefeller, de la famille qui contrôle la *Chase Manhattan Bank* et la *First National Bank* ; John McCloy, président du C.A. de la *Chase Manhattan Bank* ; Artemus Gates, de la *New York Trust Co*, etc.

Pour expliquer les concessions faites aux Russes à Yalta, il faut faire entrer en compte le mauvais état physique du président Roosevelt, qui avait frappé tous les participants. Il n'est plus que l'ombre de lui-même et mourra quelques mois plus tard[2].

Dans ces conditions, les avis de son entourage ne pouvaient manquer de l'influencer fortement ; et les Harry Hopkins, Alger Hiss, Stettinius, Charles Bohlen, Averell Harriman sont ouvertement soviétophiles, sinon plus.

Mais Roosevelt avait-il tellement besoin d'être influencé ? Il est un document peu connu qui permet d'en douter : c'est le rapport au Vatican d'un ami intime du président, Mgr Spellmann, archevêque de New York.

« Or, écrit M. Arthur Conte, le soir même de son retour de la Conférence de Québec, le 2 septembre (1943), Roosevelt a tenu à Spellmann des propos qui l'ont épouvanté au point d'en aller faire immédiatement rapport à Rome. Et voici pourquoi aujourd'hui, le Pape, à son tour, éprouve une identique épouvante. Le partage est simple, a dit Roosevelt. À la Chine l'Extrême-Orient. Le Pacifique

1 W. Cleon Skousen – The Naked Capitalist, p. 52.

2 Une partie de la délégation américaine est dans le même cas. Harry Hopkins, rongé par le cancer et doté d'un estomac en argent, est arrivé à Livadia sur une civière ; il mourra quelques semaines après son arrivée aux États-Unis. Le conseiller particulier de Roosevelt, Patson, grand cardiaque, décèdera à bord du croiseur des États-Unis Quincey le lendemain de l'appareillage. Il n'est pas jusqu'à M. Stettinius qui ne soit gravement malade.

aux États-Unis. L'Afrique et l'Europe partagées entre la Russie et la Grande-Bretagne… J'espère que l'intervention russe en Europe ne sera pas trop rude (en anglais : *harsh*)… Je pense m'entendre mieux avec Staline qu'avec Winston. Winston est un idéaliste. Staline est un réaliste, comme moi. Dès lors un accord entre nous sur des bases réalistes va de soi… Le souci est, bien que cela semble improbable, d'obtenir de Staline l'engagement de ne pas étendre son empire au-delà d'une certaine ligne. Il devrait sûrement recevoir la Finlande, les États baltes, la moitié Est de la Pologne et de la Bessarabie. Il n'est pas question de contrecarrer ces désirs de Staline qui a le pouvoir de les satisfaire par ses propres moyens. Autant vaut y consentir »[1].

Ainsi, dix-huit mois avant Yalta, le président Roosevelt était prêt à prendre le risque d'accorder à Staline la quasi-totalité de ses demandes impérialistes. En ce qui concerne l'O.N.U., Roosevelt est prisonnier d'un rêve : celui d'être l'*Homme de la Paix*. Rêve aussi flou qu'impérieux, auquel il est décidé à *tout* sacrifier pour y rallier Staline. C'est donc sans peine qu'il accepte les concessions proposées par ses conseillers. Car on ne doit pas oublier que Roosevelt est affilié au Council on Foreign Relations, ainsi que les principaux membres de la délégation qu'*il a choisis*. Ainsi : Harry Hopkins, qui était « l'homme de Baruch », l'éminence grise de Roosevelt qu'il remplaçait officiellement à la Maison Blanche pendant les vacances du président ; et Baruch était un des premiers affiliés au C.F.R. Ainsi Edward Riley Stettinius, vice-président du gigantesque trust *U.S. Steel*, contrôlé par *J.-P. Morgan & Co* ; Charles Bohlen, de la famille *Krupp*, le gros trust allemand ; W. Averell Harriman, le « roi du rail » ; et, bien entendu, Alger Hiss.

Or le C.F.R. a vigoureusement appuyé dès les débuts, de toute sa puissance politique et financière, la constitution de l'O.N.U., considérée comme une étape majeure vers la réalisation du Gouvernement Mondial ; comme il a soutenu – et il soutient encore – le communisme soviétique pour la destruction de « tout régime et toute structure sociale existants », préliminaire indispensable, d'après John Ruskin, Cecil Rhodes et William Stead, pour l'établissement de l'hégémonie mondiale. Détail caractéristique : c'est l'Union soviétique qui a insisté pour que le Quartier Général des Nations

1 Arthur Conte – op. cit., p. 128.

Unies soit établi aux États-Unis ; or c'était ce que Rhodes et Stead avaient projeté. Et, déclare le Dr Carroll Quigley, ce n'est pas non plus simple coïncidence si le terrain sur lequel est construit ce Quartier Général a été donné par les Rockefeller[1].

*

Dans son *Journal*, le Secrétaire d'État à la Défense, Forrestal, écrivait à la date du 22 novembre 1948 : « Marshall a parlé des activités de l'O.N.U., d'où il ressortirait que notre situation à Berlin et le problème russe en général empirent rapidement. Evatt, le président de l'Assemblée générale, est une source constante d'irritation aussi bien que d'incertitude. Le résultat de ses activités, et, pour une moindre part, de celles de Bramuglia (Juan A. Bramuglia, ministre des Affaires étrangères d'Argentine), président, lui, du Conseil de Sécurité, a été de saper dangereusement la position américaine auprès des nations neutres. Il a réussi à donner l'impression qu'après tout, les exigences russes n'étaient pas si exorbitantes ni si inacceptables que cela »[2]. Cette tendance soviétophile n'a fait que s'accroître avec l'afflux des États afro-asiatiques au Palais de Manhattan, compliquée encore, depuis le 25 octobre 1971, par l'entrée de la Chine communiste et à l'Assemblée générale et au Conseil de Sécurité avec droit de veto.

Finalement, le « *Machin* », suivant l'expression du général De Gaulle, aura fait preuve d'une inefficacité au moins aussi grande que feu la Société des Nations ; inefficacité qui a éclaté en particulier lors de l'intervention russe à Budapest (4/8 novembre 1956), l'annexion de Goa par l'Inde (18 décembre 1961) et l'invasion des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie (20 août 1968). Par contre, comme l'écrit M. Charles Chaumont, son « efficacité » s'est surtout manifestée dans le domaine de la décolonisation »[3], un des objectifs de la société Rhodes-Stead, afin d'affaiblir les puissances européennes et de les faire tomber sous la coupe des deux Grands. Aussi inefficace donc que la Société des Nations, l'O.N.U. s'est

1 Dr. Carroll Quigley – Tragedy and Hope, p. 133.
2 Forrestal – Journal – Paris, 1952, p. 378.
Dans son livre : La Guerre Secrète (Robert Laffont, 1962) – M. Sanche de Gramont donne en Appendice une liste des membres russes de l'O.N.U. poursuivis pour espionnage au profit de l'U.R.S.S.
3 Charles Chaumont – op. cit., p. 124.

montrée encore plus *dangereuse* par ses interventions armées, notamment au Congo belge. *Créée prétendument pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité mondiale, l'O.N.U. SE RÉVÈLE AU CONTRAIRE COMME UN INSTRUMENT MAJEUR AUX MAINS DE LA HAUTE FINANCE INTERNATIONALE POUR LE TRIOMPHE DU GOUVERNEMENT MONDIAL.* »

Chapitre XVII

La « Décolonisation »

Il est devenu lieu commun d'affirmer que, si « le coq gaulois, en grattant de ses pattes les sables du Sahara » — dont personne ne voulait –, n'en avait pas fait jaillir le pétrole, méharistes et goumiers français continueraient de sillonner les territoires de Touaregs et que le drapeau français flotterait encore sur le Maghreb, de l'Atlantique au Golfe de Gabès.

Ce sont les Anglo-Saxons qui, au cours même de la Seconde Guerre Mondiale, en invoquant le principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », ont lancé et propagé parmi nos tabors marocains, nos bataillons algériens, nos tirailleurs tunisiens et sénégalais, dont la présence à leurs côtés prouvait cependant l'attachement à la France, l'idée de la « décolonisation », visant *exclusivement* au départ les possessions françaises qu'ils comptaient bien se partager. Par la suite, ils y ajoutèrent les colonies hollandaises – il y a du pétrole, du caoutchouc et de l'étain aux Indes néerlandaises –, et les colonies belges – le Congo belge est si riche !

Bien sûr, les États-Unis et surtout la Grande-Bretagne y ont laissé quelques plumes ; mais leur fidélité au principe des nationalités n'est point tel que l'Angleterre ait rendu Gibraltar à l'Espagne ni Hong-Kong à la Chine, et que l'Amérique se soit retirée des Hawaï, de la zone de Panama ou de Guam.

Pour MM. Jacques Bergier et Bernard Thomas, toutes les guerres, révoltes, révolutions auxquelles nous avons assisté depuis 1945 font partie d'une « gigantesque partie d'échecs… à l'échelle de la planète.

« Hommes, races, nations, sentiments, idéaux ne sont que des pions poussés par des adversaires qui pensent en termes de puissance, non de philanthropie.[1] »

---

1 Jacques Bergier et Bernard Thomas – La Guerre secrète du pétrole –

Toutefois, si les convoitises des uns et des autres ont pu transparaître dans les diverses étapes des décolonisations, nulle part elles ne se sont manifestées avec autant de cynisme que dans l'affaire du Katanga.

LA SÉCESSION KATANGAISE

Après les explorations de Livingstone et de Stanley – surtout celle de 1876-1877 –, le vaste territoire situé de part et d'autre de l'équateur au Sud-Ouest du lac Tanganyika avait attiré l'attention du roi des Belges Léopold II, désireux de doter son pays de colonies.

Très au courant des procédés anglo-saxons, il cacha lui aussi ses ambitions sous le couvert de la philanthropie. Et dès 1876, il convoquait à Bruxelles une Conférence géographique internationale, qui constituait une *Association Internationale Africaine*, avec drapeau et capital de 500 000 francs-or, chargée d'explorer l'Afrique équatoriale et de supprimer la traite des noirs. En 1878, il créait un *Syndicat pour l'Étude du Congo et pour la formation d'une Société de Chemin de Fer en Afrique et d'une Société commerciale dans le Haut-Congo*, alimenté par ses propres deniers et par des banquiers privés, dont surtout Léon Lambert.

La *Banque Lambert*, un des plus puissants établissements financiers belges, fut créée à Bruxelles, en 1853, par un israélite lyonnais, Samuel Cahen dit Lambert, fils de Lambert Cahen dit Lambert et de Gothon Bloq. Établi en Belgique depuis 1835, Samuel Lambert était le collaborateur d'un de ses parents, Richtenberger, représentant des Rothschild de Paris à Bruxelles et à Anvers.

Léon Lambert, fils de Samuel, né à Anvers en 1851, naturalisé belge en 1872, devait épouser dix ans plus tard Zoé Lucie Betty de Rothschild, de la branche française. Il en eut quatre enfants dont l'aînée, Claude, épousa Jean Stern, de la famille des banquiers, le cadet, Henry, prendra ultérieurement la direction de la banque, et la troisième, Betty, épousera son cousin Rudolf Maximilien de Goldschmidt-Rothschild, de la branche de Naples[1].

Denoël, 1968, rééd. Flammarion, coll. « J'ai Lu », 1971, p. 5-6.

1 Pour plus de détails sur la Banque Lambert et sur la Société Générale de Belgique, cf. Henry Coston – L'Europe des Banquiers.

La prise de participation de Léon Lambert dans le *Syndicat du Congo* traduisait donc l'intérêt des Rothschild.

*

Profitant de l'irritation de Stanley, reçu froidement à Londres sans que la City se soit rendu compte de la valeur de ses découvertes, Léopold II le prit à son service et lui fit préparer une expédition « sous la bannière internationale » pour « camoufler le mieux possible son action personnelle ». Rassemblée à l'entrée du Congo, elle s'engagea sur le fleuve le 21 août 1879 et, en dix ans, elle avait parcouru ce qui allait être l'*État indépendant du Congo*, reconnu par quatorze puissances à la Conférence de Berlin de 1884 et placé sous l'administration personnelle de Léopold II.

La finance internationale ne s'intéressa guère au nouvel État, et entre 1876 et 1885, Léopold II dût y consacrer dix millions de francs-or, avec l'aide de financiers ses amis, Philippson, Nagelmackers, Cassel et plus spécialement Léon Lambert – qui y gagna le titre de baron.

Deux compagnies furent fondées : la *Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie* (*C.C.C.I.*) et la *Compagnie du Chemin de Fer du Congo* (*C.C.F.C.*), pour l'exploration et la mise en valeur du territoire. En 1887, à son corps défendant, Léopold II dut faire appel au Trésor belge ; moyennant engagement qu'à sa mort le Congo reviendrait à l'État, le Parlement accorda un prêt de 25 millions de francs-or.

L'immensité du territoire et les moyens financiers restreints mis à sa disposition n'avaient pas permis à Léopold II de s'intéresser aux trois-quarts Nord-Ouest de l'État du Congo. Or, précisément, la partie Sud-Est sacrifiée, le Katanga, avait attiré l'attention de Cecil Rhodes, alors Premier ministre de la colonie du Cap, qui venait de créer, en 1889, avec l'appui du gouvernement britannique, la *British South Africa Company*, compagnie à charge pour l'exploration, l'exploitation et l'administration des territoires au Nord du Cap et du Transvaal. Pour le devancer, Léopold II organisa une expédition qui, en 1891, donna naissance à la *Compagnie du Katanga*, société privée chargée de la mise en valeur de la province.

À cet effet, la Compagnie reçut une certaine autonomie. Moyennant la cession de 10 % de son capital à l'État du Congo et la présence d'un de ses délégués au conseil d'administration, la Compagnie recevait en toute propriété le tiers des terrains concédés,

les deux autres tiers demeurant à l'État ; chargée de l'organisation et de l'administration de la province, elle avait le droit d'établir des postes d'occupation sur tout son territoire et de posséder ses propres forces de police.

Pour résoudre certaines difficultés qui s'étaient élevées entre eux, la Compagnie et l'État décidèrent d'un commun accord de mettre leurs biens indivis en commun et d'en confier la gestion à un *Comité Spécial du Katanga* (C.S.K.), créé en 1900.

C'est alors qu'une campagne de prospection conduite par Franqui et Cornet révéla les prodigieuses richesses du sous-sol en cuivre, zinc, cobalt, argent, charbon, diamants, etc., non seulement du Katanga, mais encore de la province voisine du Kasaï et du Bas Congo. Dès qu'il en eut connaissance, Léopold II chercha des appuis financiers et pensa un moment à une entente avec Cecil Rhodes. Mais finalement, le 28 octobre 1906, était constituée l'*Union Minière du Haut-Katanga* (*U.M.H.K.*), dont le capital était souscrit moitié par la *Tanganyika Concession Ltd.*, fondée par l'ingénieur écossais Robert Williams, moitié par la *Société Générale de Belgique*, les apports du *C.S.K.* étant rémunérés par 100 000 actions de dividende ayant mêmes droits que les actions de capital.

Depuis la loi du 20 août 1908, un an avant la mort de Léopold II, qui rattachait officiellement le Congo à l'État belge comme colonie, la *Société Générale de Belgique* prenait le contrôle des sociétés créées par le roi en 1906 : l'*Union Minière*, la *Cie du chemin de fer Bas-Congo-Katanga* et la *Forminière*, qui exploitait Les mines de diamant du Kasaï avec le groupe *Ryan-Oppenheimer*. Par la suite, si elle cédait la majorité de l'*Union Minière* au *C.S.K.*, elle n'en contrôlait pas moins la *Cie du Katanga* qui détenait 1/3 du portefeuille géré par le *C.S.K.* De plus, elle se livra à une opération financière qui, à la veille de l'indépendance du Congo, lui avait permis de contrôler 70 % de l'économie congolaise.

L'*Union Minière du Haut-Katanga* (*U.M.H.K.*) étendait sa domination sur quelque 30 000 km^2 et produisait en 1960 : 300 000 tonnes de cuivre – troisième production mondiale après les Américaines *Kennecott* et *Anaconda* ; 8 200 tonnes de cobalt – première production mondiale ; 192 000 tonnes de zinc ; 9 000 tonnes de germanium ; de l'argent, du cadmium, du manganèse, de l'oxyde d'uranium, des diamants bijoux et industriels, etc., soit directement, soit par ses filiales.

Au capital de 160 millions de dollars U.S., elle assurait un bénéfice moyen de 70 millions de dollars, employant 21 000 ouvriers noirs et 2 200 cadres blancs.

Une telle richesse ne pouvait manquer de faire naître des convoitises. Les États-Unis ne cachaient pas leur désir de mettre la main sur un tel producteur de produits stratégiques. Un petit nombre d'indigènes instruits, poussés par l'U.R.S.S., rêvaient de nationaliser la société.

Mais les dirigeants de l'*U.M.H.K.* avaient pris, de longtemps, leurs précautions en établissant un système de défense qui ne sera jamais mis en échec.

L'*Union Minière* a la haute main sur les quatre centrales hydro-électriques, les installations électriques – dont les chemins de fer –, la distribution publique du courant, mais aussi sur l'élevage, les produits alimentaires de base – huile de palme, de palmiste, d'arachide, manioc, riz, blé, sucre, etc. Moyennant quoi, elle tient à sa merci le sort économique du pays.

Elle s'est assurée aussi le pouvoir politique. Dès 1944, elle avait favorisé la création de l'*Union pour la Colonisation* (*U.C.O.L.*), militant en faveur d'une massive immigration belge au Congo. Parallèlement à l'*U.C.O.L.* fut créée l'*Union Katangaise*, où étaient admis les « bourgeois noirs »[1], parmi lesquels MM. Tshombé et Munungo, l'un commerçant, l'autre fonctionnaire, qui, en 1958, ont fondé la *Conakat*, association des diverses ethnies indigènes. Lors des élections communales de la mi-1959, l'*U.M.H.K.* accorda quelques subsides à la Conakat ; ce soutien devint bien plus important à partir du 10 juillet 1960, lorsque Tshombé revint de Léopoldville à

1 Dans une note secrète de l'Union Minière, du 3 mars 1955, remise au ministre des Colonies, à Bruxelles, il était dit notamment :
« Il faut organiser une classe d'indigènes évolués, qui se déclareront d'accord avec les idéaux et les principes de notre civilisation occidentale et qui seront, à standing égal, nos égaux en droits et en devoirs ; moins nombreux que la masse indigène, mais puissants et influents, ils seront ces alliés qu'il nous est indispensable de trouver auprès des communautés indigènes. Ces classes moyennes seront la bourgeoisie noire qui commence à se développer partout, et que nous devons aider à s'enrichir et à s'organiser et qui, comme tous les bourgeois du monde, seront opposés à tout bouleversement aussi bien intérieur que venant de l'étranger » – Christian Jelen et Olivier Oudiette – La Guerre Industrielle – Paris, 1969, rééd.. « J'ai Lu », 1970, p. 63.

Elisabethville, déçu de n'avoir par obtenu la vice-présidence du Conseil, et fit cause commune avec les troupes expéditionnaires belges.

En politique étrangère, l'*Union Minière* peut compter sur l'appui des gouvernements belge, anglais et rhodésien, puisque son capital social a été souscrit par des financiers de ces trois pays.

« État dans l'État » ; l'*Union Minière* se préoccupe des tendances à l'indépendance du Congo manifestées à la Table Ronde de Bruxelles qui, en février 1960, réunissait des représentants du gouvernement belge et les principaux meneurs nationalistes congolais. Elle avait déjà pris des contacts avec les dirigeants de la Copperbelt (union des producteurs de cuivre de Rhodésie) dès la fin de 1959, contacts dont le but est cyniquement dévoilé par sir Roy Welensky, Premier ministre de la Fédération des Rhodésies, dans une déclaration au correspondant du *Daily Express*, reproduite par le grand quotidien londonien dans son numéro du 2 mars 1960. Approuvant le désir d'association plus étroite entre le Katanga et les Rhodésies formulé par des personnalités katangaises, sir Roy Welensy n'hésitait pas à prétendre :

« Si le Katanga décidait de devenir l'un des États de la Fédération, sa richesse minière pourrait s'adjoindre au cuivre, au charbon et à l'énergie hydraulique de la Rhodésie du Nord et de la Rhodésie du Sud : l'Afrique centrale s'en trouverait plus forte et donc plus proche de la liberté.[1] »

Cette déclaration, faite *quatre mois avant l'indépendance* du Congo, par une personnalité israélite de cette importance, est une véritable incitation à la sécession.

C'est, d'ailleurs, ce qui va se passer. En juin 1960, malgré les nombreuses oppositions métropolitaines, le roi Baudouin, « nous battant largement, nous-mêmes Français, dans toutes les compétitions de fond et de vitesse pour la fuite hors des colonies »[2], promet l'indépendance et la décolonisation du Congo pour le 30. « Un certain Lumumba, dans le privé repris de justice condamné pour escroquerie,

1 Ibid., p. 65.
2 Pierre Nord alias colonel André Brouillard, ancien chef des Services de Renseignements français – Vols de Vautours sur le Congo – Paris, 1961, p. 8.

et politiquement suspect d'attaches orientales »[1], proclame l'indépendance le 30 juin et s'installe à la tête d'un gouvernement hétéroclite où le communiste Gizenga coudoie Mununga du *Conakat*.

Les troubles commencent aussitôt, pour atteindre leur paroxysme de violence le 7 juillet à Léopoldville, déclenchés par l'Armée elle-même déchaînée contre les Blancs : leur commandant, le général Janssens, dut se déguiser pour échapper au massacre.

Le 10 juillet, les troupes belges stationnées à la base militaire de Kamina et les grenadiers aéroportés du commandant Weber envoyés de Belgique rétablirent promptement l'ordre au Katanga, à partir du 11 juillet 1960, avec l'aide de quelques dizaines d'officiers et de sous-officiers belges de la Force Publique encore présents au Katanga.

À Elisabethville, Moïse Tshombé proclame la sécession du Katanga et son indépendance.

Aussitôt, Lumumba adresse à Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'O.N.U., le télégramme :

« Accusons gouvernement belge avoir minutieusement préparé sécession katangaise dans but garder main sur notre pays. »

Ce dont M. « H » profite pour intimer au gouvernement belge de rapatrier ses troupes, qu'il fait remplacer, dès le 15 juillet, par un petit contingent de « Casques Bleus » de l'O.N.U.

Et, comme par hasard, à ce moment même arrivent, appelés par Lumumba, quelques dizaines de « conseillers » soviétiques. Le 23 août, l'ambassadeur soviétique Jacovleff annonçait à Lumumba la livraison de 15 avions de transport et de 100 camions – promesse qui n'eut pas de suite. Car Washington ne pouvait admettre cette intrusion russe ; il riposta en suscitant à Lumumba un rival, le colonel Joseph Mobutu, « ancien sergent comptable de la force publique et ancien rédacteur de deux revues congolaises ».

Le 14 septembre, Joseph Mobutu s'empare du gouvernement, met Lumumba en prison et intime aux ambassades d'U.R.S.S., de Tchécoslovaquie « et de tous les pays socialistes » de quitter le Congo dans les quarante-huit heures.

Les Russes ne reparaîtront plus au Congo. En novembre, Lumumba a disparu et, en janvier 1961, on apprendra que, livré à

1 Ibid.

Tshombé, il a été exécuté dans des circonstances mal établies[1].

La mort de Lumumba va déchaîner les appétits étrangers sur le Congo, les uns en soutenant la sécession katangaise, les autres en utilisant l'O.N.U. pour faire triompher le pouvoir central.

Depuis que, au nom de l'« anticolonialisme », Lumumba avait exigé la remise de l'avoir des sociétés congolaises, les dirigeants et les financiers des entreprises intéressées faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour s'opposer à ces prétentions. En particulier l'*Union Minière*, dont la première réaction fut de soutenir Moïse Tshombé, en finançant la levée des mercenaires français du colonel Trinquier et du commandant Faulques, environ cinq cents officiers et cadres qui, munis d'un abondant matériel moderne, feront de la gendarmerie katangaise une troupe bien entraînée à la « guerre révolutionnaire » et disciplinée.

Bien entendu, l'Afrique du Sud, et spécialement les Rhodésies, « collent » au plan de sir Roy Welensky d'attirer le Katanga – et le Kasaï qui a fait lui aussi dissidence – dans leur Fédération. L'Angleterre ne peut donc qu'être favorable.

La France compte de grosses entreprises soucieuses de voir disparaître le monopole belge sur le Katanga, en particulier celui de la *SABENA* ; avec l'appui de l'abbé Fulbert Youlou et de Tshombé, la compagnie aérienne française *U.A.T.* se propose de créer une ligne assurant la liaison Elisabethville-Brazzaville-Afrique du Sud.

Les Américains sont divisés. En 1961, se fonde une puissante organisation, *The American Committee for Aid to Katanga Freedom Fighters* (Comité américain d'aide aux combattants pour la liberté du Katanga), qu'appuient l'ancien vice-président Herbert Hoover, Richard Nixon, les sénateurs Barry Goldwater, Thomas J. Dodd et Truston Morton. Dans le même sens agissent des associations conservatrices ou isolationnistes, comme l'anticommuniste *Young*

1 Michel Honorin écrit : « En novembre, Patrice Lumumba est arrêté, puis livré à son ennemi mortel, Tshombé. On ne saura jamais comment Lumumba est mort, mais il est certain qu'il a été assassiné à Elisabethville » – La Fin des Mercenaires – Paris, 1968, rééd. Coll. « J'ai Lu », 1972, p. 9-10.
Par contre, Christian Jelen et Olivier Oudiette donnent la précision : « En janvier 1961, grâce à l'hélicoptère personnel de l'ambassadeur américain Timberlake, les sbires du colonel Mobutu capturent et exécutent Patrice Lumumba » – op. cit., p. 72.

American for Freedom. Ces associations recueilleront de fortes sommes pour le soutien au Katanga.

Par contre, l'Administration de John F. Kennedy est entièrement opposée à la sécession. La politique du nouveau président – qui est aussi celle du Council on Foreign Relations auquel il est affilié – tend à rechercher les faveurs du Tiers-monde ; il ne peut donc que désapprouver l'entrée du Katanga et du Kasaï dans la Fédération, blanche et raciste, des Rhodésies et de l'Afrique du Sud. D'autant qu'aux États-Unis mêmes, la question des noirs commence à se poser sérieusement. Washington penche pour le soutien massif du gouvernement central modéré de Kasavubu-Mobutu. C'est d'ailleurs le plan de Wall Street. Car, un peu partout, mais surtout aux États-Unis, se sont constituées des sociétés pour l'exploitation des richesses du Congo après leur abandon forcé par les « colonialistes ».

En particulier, « l'une d'elles, animée a-t-on dit par les groupes américains qui veulent contrôler le marché mondial du cuivre, associée pour la circonstance avec des hommes d'affaires suédois, ouvrit un important bureau à Léopoldville. À la tête de ce bureau fut placé le propre frère de M. Hammarskjöld, secrétaire général de l'O.N.U. »[1]. Pour s'emparer de l'*Union Minière*, il était évidemment plus facile de manœuvrer les dirigeants d'un pouvoir central obligé des États-Unis que d'attaquer de front la société.

Aussi, profitant de l'émotion causée à l'O.N.U. par l'assassinat de Lumumba – qu'ils avaient provoqué ! –, les États-Unis obtiennent du Conseil de Sécurité une résolution du 21 février 1961, acceptant le recours à la force « si besoin est et en dernier ressort ».

Poussé dans les reins par les Américains et les Russes, Dag Hammarskjöld se résigne à expédier au Katanga un nouveau contingent de cinq mille « Casques Bleus », Indiens, Éthiopiens, Suédois et Irlandais qui, le 28 août 1961, s'emparent par surprise d'Elisabethville. Tshombé feint de capituler. Il renvoie trois cents gendarmes katangais belges dont la fidélité lui paraissait suspecte, puis il se réfugie en Rhodésie du Nord. Mobutu ordonne alors aux « Casques Bleus » de s'emparer des casernes et bâtiments officiels, le 13 septembre. C'est ce qu'attendaient les mercenaires : en quelques heures, décimées, les troupes de l'O.N.U. sont forcées de se rendre. Il

1 Henry Coston – L'Europe des banquiers, p. 180.

en est de même dans tout le Katanga, tandis que Tshombé, de Rhodésie, adresse des protestations au monde entier. Ses appels sont entendus, et de nombreux pays incriminent l'action agressive de troupes dont la seule fonction est d'assurer la paix.

Pour éviter le massacre de ses « Casques Bleus », Hammarskjöld accepte de rencontrer Tshombé à N'Dola, en Rhodésie, le 17 septembre. Au cours du voyage, le DC 6 de l'O.N.U. s'écrase dans la brousse, sans survivant.

En décembre 1961, U Thant succède à M. « H » comme secrétaire général de l'O.N.U. et propose un plan de « réconciliation nationale » qui s'oppose à la sécession et invite l'*Union Minière* à supprimer toutes redevances à Tshombé. Les États-Unis adoptent ce plan et s'engagent à fournir le matériel militaire nécessaire aux « Casques Bleus » pour l'appliquer et bloquer les expéditions de l'*Union Minière*. En même temps, U Thant fait pression sur Bruxelles pour inciter l'*Union Minière* à cesser tout versement à Tshombé.

Les tractations échouent. U Thant décide de s'emparer du réduit katangais en y mettant le prix ; il engagera jusqu'à 20 000 « Casques Bleus », avec aviation et blindés, contre… 300 mercenaires et guère plus de 2 000 gendarmes katangais, bientôt abandonnés à leur triste sort.

Car l'*Union Minière* va modifier du tout au tout sa politique.

D'abord, le raidissement des États-Unis lui a fait comprendre que, dorénavant, la sécession n'avait plus aucune chance de triompher.

D'un autre côté, l'union avec la Fédération Rhodésies-Afrique du Sud n'est pas sans présenter des dangers. La *Copperbelt* est, en effet, sous le contrôle de quatre groupes financier anglo-américains : la *British South Africa*, la fameuse compagnie à charte fondée par Cecil Rhodes ; la *Tanganyika Concessions*, déjà actionnaire de l'*Union Minière* à 14,5 % ; le *Rhodesian Selection Trust*, qui coiffe pratiquement l'exploitation du cuivre rhodésien et qui est sous la coupe de l'énorme trust *American Metal* ; la puissante *Rhodesian Anglo-American*, du groupe *Anglo-American Corporation of South Africa*, qui a le quasi-monopole de l'or, du diamant, du cuivre et du charbon de l'Afrique du Sud, avec pour président Harry Oppenheimer, président de la *De Beers*, le grand trust commercial du diamant. L'entrée du Katanga dans la Fédération Rhodésies-Afrique du Sud risque fort d'amener l'*Union Minière* à passer soit sous le

contrôle du groupe *Oppenheimer*, soit sous celui de l'*American Metal*, contre lesquels elle « ne fait pas le poids ».

Mieux vaut donc pour l'*Union Minière* renoncer à la sécession et se rallier à un gouvernement central modéré, en profitant de ses faiblesses internes, de son incapacité politique et économique, et de son impécuniosité pour le tenir à sa discrétion.

D'autant que, probablement sur l'avis des conseillers qu'elle a placés près du gouvernement de Léopoldville, le président du Congo Kasavubu vient de décider, le 9 janvier 1963, d'aligner le franc katangais sur le franc congolais, soit pour le premier une dévaluation de 30 %. Les exportations de l'*Union Minière* s'effectuant en dollars U.S., leur valeur en franc congolais va augmenter d'autant, ce qui, joint à la suppression des impôts levés par Tshombé, procurera à l'*Union Minière* un bénéfice de l'ordre de deux milliards de francs congolais.

Enfin, dernier argument, les dirigeants de l'*Union Minière* ne sont pas sans savoir que, depuis 1960, le général Joseph Mobutu est en tractations avec la Central Intelligence Agency (C.I.A.) américaine.

Bien entendu, les réactions de Tshombé sont à craindre ; mais, lâché par l'Union Minière, il n'est plus en position de force. Ce n'est pas lui qui paie les mercenaires, mais l'*Union Minière* : ils appliqueront donc ses consignes et non celles de Tshombé.

Ainsi, quand, le 28 décembre 1962, les « Casques Bleus » attaquent, les combats prennent tout de suite un caractère acharné. Roger Faulques, qui a pris le commandement des mercenaires au départ du colonel Trinquier, mène la vie dure aux troupes de l'O.N.U. par une guérilla sans répit, leur abandonnant les villes qu'elles pillent en toute sécurité. Et quand la sécurité des installations de l'*Union Minière* est assurée, les mercenaires décrochent et se réfugient dans la brousse. Ils tiendront ainsi trois semaines, gardant constamment l'initiative du combat. Mais le 20 janvier 1962, leur épuisement, la désertion des gendarmes katangais et le manque de munitions obligent Tshombé à capituler. C'est la fin de la sécession katangaise[1].

C'est aussi l'heure des marchandages entre l'*Union Minière* et le

1 En fait, la situation du Congo passe par des péripéties dignes d'un roman d'aventures. Sur révolte sanglante des Balubas, Tshombé est rappelé à

gouvernement de Léopoldville, soutenu en sous-marin par les États-Unis, qui lui fourniront des prêts de 150 millions de francs congolais en 1965, un milliard et demi et 19 millions de dollars de matériel en 1966, etc.

Après de nombreux épisodes, Mobutu, devenu président de la République du Congo, prend, le 1er janvier 1967, une ordonnance-loi qui dépossède l'*Union Minière* de ses concessions et avoirs au Congo, transférés à une *Société Générale Congolaise des Minerais* (*GECOMIN*), dont le capital est attribué à 60 % à la République du Congo, 40 % étant offerts à des intérêts privés étrangers. Soutenue par la *Société Générale de Belgique*, l'*Union Minière* déclare illicites tant la saisie de ses produits que l'offre de 40 % de la *GECOMIN* et annonce son intention de porter l'affaire devant les tribunaux internationaux. Ces menaces n'auraient sans doute pas suffi à décourager les acheteurs intéressés – encore que les Américains n'eussent pas tenu à voir leurs intrigues dévoilées au grand jour –, si deux obstacles majeurs ne les eussent dissuadés. D'une part, le refus quasi unanime des cadres et spécialistes belges de collaborer avec toute autre direction que celle de l'*Union Minière*, ce qui éliminait toute candidature américaine par l'impossibilité de recruter les 2 000 agents techniques francophones spécialisés. D'autre part, la difficulté de reconstituer le réseau commercial très diversifié.

Finalement, le gouvernement congolais signait, le 17 février 1967, une convention par laquelle la *Société Générale des Mines*

Léopoldville, le 10 juillet 1964, et y forme un gouvernement de coalition. Ayant fait appel pour la troisième fois aux mercenaires, il écrase la rébellion. Mais il est lui-même renversé par Kasavubu et le colonel Mobutu, le 13 octobre 1965. Puis c'est au tour du général Mobutu de renverser Kasavubu et de se nommer président de l'État du Congo, le 24 novembre 1965.
Tshombé, faisant de nouveau appel aux mercenaires, devenus les « Affreux », tente de reprendre le Katanga. Mais kidnappé, dit-on, le 30 juin 1967 dans un avion privé, il aurait été incarcéré en Algérie, où il serait mort le 29 juin 1969. Ces faits sont contestés, d'aucuns prétendant qu'il a été assassiné au Congo et que les déclarations du président Boumédienne ne correspondent pas à la réalité.
Quant aux « Affreux », retranchés dans Bukavu en juillet 1967, au nombre de 123 mercenaires blancs et de 600 gendarmes katangais, ils y sont attaqués le 29 octobre par les 15 000 hommes de l'armée de Mobutu, avec de l'aviation, et ils y résisteront jusqu'au 5 novembre, date à laquelle les rescapés se réfugieront en Rhodésie.

(SOGEMIN), filiale de l'*Union Minière*, s'engageait moyennant participation, à poursuivre les activités de sa société-mère qui demeuraient sous son contrôle absolu.

*

Cet épisode, très résumé, de la « décolonisation » montre amplement l'imposture hypocrite de ceux qui prétendent agir au titre du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Il ne s'agit, en réalité, que de *substituer au colonialisme politique*, qui avait mis fin aux luttes tribales, construit des ports, des écoles, des hôpitaux, des routes, des voies ferrées, *un colonialisme économique* oppressif *au seul profit de la Haute Finance internationale*.

Il montre aussi le danger que présente l'O.N.U. pour la paix du monde, en se livrant à une véritable agression contre le Katanga, coupable de vouloir échapper à la dictature sanglante de Lumumba, sans mandat, mais dont la plainte à l'O.N.U. a servi de prétexte à l'intervention armée des peu brillants « Casques bleus ».

CHAPITRE XVIII

LE BILDERBERG GROUP

La constitution du *Bilderberg Group* a été imaginée par un étrange aventurier d'origine polonaise, Joseph Retinger, né à Cracovie en 1887 ou 1888, fils d'un israélite fortuné, qui devint orphelin à quatre ans. Il fut recueilli par le comte Ladislas Zamoyski qui, en 1906, l'envoya faire ses études à la Sorbonne. Il s'y lia avec André Gide. De riches Polonais réfugiés à Paris, les Bodebski, cousins des Zamoyski, le mirent en relations avec le célèbre écrivain anglais, d'origine polonaise lui aussi, Joseph Conrad. Vers 1913, celui-ci se présenta à l'éditeur Walter Hines Pages, ami du « colonel » Edward Mandell House, conseiller intime du président Woodrow Wilson, qu'il était chargé de « manipuler » pour le compte de la Haute Finance internationale.

À cette époque, Retinger appartenait à la franc-maçonnerie suédoise où il avait un haut grade, ce qui facilita sans doute ses relations avec le F.·. House, de la Maçonnerie Illuministe et Synarchique des « Masters of Wisdom » (Maîtres de la Sagesse), fondateur du Council on Foreign Relations et membre de la Table Ronde.

Il a été prouvé que Retinger était un agent secret du gouvernement polonais au moins depuis 1913, et qu'il le demeura jusqu'à sa mort en 1960. On le trouve mêlé à un nombre invraisemblable de « grenouillages ». Ainsi, vers 1914, il avait ouvert à Londres un *Polish Bureau*, rattaché au *Conseil National Polonais*, constitué en août 1914 à Varsovie par Dmowski, qui rêvait la réunion en seul État des trois tronçons allemand, autrichien et russe de la Pologne. Mais en 1916, Retinger fut expulsé d'Angleterre et de France pour avoir tenté de « torpiller » la création d'une Légion polonaise dont on lui refusait la direction.

Il se réfugia en Espagne, d'où, en liaison avec le R.P. Ledochowski, comte polonais et Général des Jésuites, il aurait été

l'instigateur des négociations de 1917 entre le prince Sixte de Bourbon-Parme et l'empereur d'Autriche Charles 1er, son beau-frère, en vue d'une paix séparée de l'Autriche avec les Alliés.

En 1919, on retrouve Retinger à Mexico, où il créait un Parti Travailliste et où il intriguait pour pousser le gouvernement mexicain à nationaliser les compagnies pétrolières américaines ; chargé des négociations avec les États-Unis, il eut l'audace de se rendre à Washington, où il fut incarcéré peu après son arrivée. À sa libération, le gouvernement mexicain lui confia le rétablissement de ses relations diplomatiques avec le Vatican.

En 1924, Retinger organisait à Mexico une Conférence internationale du Travail, qui le délégua à Varsovie pour soutenir le gouvernement socialiste du général Sikorski, Grand Maître de la Franc-Maçonnerie polonaise. Renversé par le coup d'État de Pildsuski en 1926, Sikorski, sur les conseils de Retinger, adopta une politique pro-anglaise et pro-française, opposée à la politique germanophile du colonel Beck. Aussi quand, en 1939, Hitler envahit la Pologne, Sikorski installa à Paris un Gouvernement Polonais en exil, dont Retinger devint conseiller officiel. En juin 1940, il organisa l'évasion de Sikorski vers Londres, où il le présenta à Churchill qu'il connaissait depuis 1914.

Certains prétendent qu'il fut à l'origine du projet Churchill-Paul Reynaud d'une nationalité commune anglo-française en 1940.

Lorsqu'en juin 1941, la Wehrmacht pénétra en Russie, Retinger se fit envoyer à Moscou comme chargé d'affaires polonais. Mais la mort de Sikorski, en juillet 1943, dans un accident d'avion au-dessus de Gibraltar, amena une éclipse dans la carrière de Retinger. Toutefois, dès 1946, il accomplit plusieurs voyages en Pologne dont il était toujours agent secret.

À cette époque, Retinger était en liaison avec deux politiciens belges, MM. Paul-Henri Spaak et Paul van Zeeland, qui appartenaient au *Mouvement Européen*, ayant pour objet la constitution d'une Europe unie. Et en 1947, on trouve Retinger à Paris comme correspondant de l'*Association Internationale pour l'Unité Européenne*, présidée par van Zeeland ; association dans laquelle s'étaient infiltrés trois agents soviétiques, Udeanu, alias Dolivet, de son vrai nom Ludwig Brecher, et deux Belges, Aceer et Ennals, chargés de la manipuler.

En 1948, Retinger organisait à La Haye un *Congrès de l'Europe*, auquel participa le *Conseil pour une Europe Unie*, fondé en 1946 par MM. Jean Monnet et Robert Schuman.

Tel est le promoteur du Bilderberg Group[1].

*

La mise sur pied de cette organisation revient à Son Altesse Royale le prince consort Bernhard des Pays-Bas, richissime actionnaire de la *Royal Dutch Petroleum* et de la *Société Générale de Belgique*, la plus importante banque belge, liée aux *de Rothschild Frères* par des intérêts multiples.

En mai 1954, le prince Bernhard réunissait à Oosterbeek, dans les salons de l'hôtel du Bilderberg – d'où le nom du Groupe – une centaine de personnalités de nationalités diverses, appartenant aux milieux politiques, aux organismes internationaux, à la Haute Finance, aux entreprises multinationales, aux universités, à la presse, etc., pour la constitution d'une assemblée destinée à construire l'unité occidentale contre l'expansion soviétique. Le *Bilderberg Group* était né, dont les membres furent les *Bilderbergers*.

Le Groupe se réunit environ deux fois par an, en des lieux différents, toujours discrets – c'est à l'Hôtel du Mont d'Arbois, à Megève, que MM. Edmond et Élie de Rothschild ont accueilli les Bilderbergers du 19 au 22 avril 1974, avec sévère filtrage par les C.R.S. Les délibérations sont tenues rigoureusement secrètes et ne donnent lieu à aucun compte rendu.

On voit figurer plus ou moins sporadiquement à ces réunions des membres des familles régnantes, comme le prince Axel de Danemark, le prince Klaus des Pays-Bas, le duc d'Edimbourg ou Lord Mountbatten. Le président en est toujours le prince Bernhard. Mais cet illustre parrainage dissimule les vrais maîtres du groupement : les Rockefeller, *Kunh, Loeb & Co*, Carnegie, Ford, les Warburg américains, britanniques et allemands, les Rothschild d'Angleterre et de France, les Otto Wolf. À côté d'eux, on trouve des représentants de l'« Establishment » anglo-saxon et de son homologue la « Synarchie » européenne.

Par exemple, à la conférence d'avril 1965, qui s'est tenue à la

1 Dans le cinquième Bulletin (1960-1961) du Centre de Culture Européenne, constitué à Genève par Retinger, on lit que «... ce fut lui qui conçut et anima le Bilderberg Group, consacré à la compréhension et à l'union atlantique ».

Villa d'Este (Italie), une des rares sur lesquelles on ait pu obtenir des renseignements assez précis, on comptait 387 participants en provenance de 17 pays, Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Turquie. La plus grande participation était celle des États-Unis avec 101 représentants (26,1 %), suivie par la Grande-Bretagne avec 62 participants (16 %). La France comptait 37 assistants, l'Italie 19.

On remarquera que :

– Sur les 101 représentants des États-Unis, 59 – soit plus de la moitié – étaient affiliés au Council on Foreign Relations, parmi lesquels : Dean Acheson, ancien chef du Département d'État, George W. Ball, président de la banque *Lehman Brothers International* et membre de l'Atlantic Union Committee, qui a pour objet la fusion politique entre les États-Unis et l'Europe occidentale comme étape obligatoire vers le Gouvernement Mondial, McGeorge Bundy, président de la Ford Foundation, Arthur Dean, président de la délégation permanente américaine à la Conférence du Désarmement, Christian A. Herter, administrateur de la Foreign Policy Association, Jacob K. Javits, sénateur, inquiété par le Senate Internal Sécurity Committee pour pro-communisme, John J. McCloy, président du Conseil d'administration du C.F.R. et de la Ford Foundation, David Rockefeller, président de la *Chase Manhattan Bank* et, bien entendu, Henry A. Kissinger, conseiller du président Nixon et, actuellement, ministre des Affaires étrangères, etc. ;

– la représentation de la Grande-Bretagne comprenait à côté de membres de la Chambre des Lords : Lord Geddes of Epsom, Lord Hope, Lord Ismay, viscount Hampden, etc., de riches financiers : Francis Astor, de la famille des propriétaires du *Times* qui a financé la société Rhodes-Stead et la Table Ronde, Lord Gladwin, associé de la banque *S.G. Warburg*, etc., et des politiciens : Harold Wilson, alors Premier ministre travailliste, voisinant avec son futur « tombeur », le conservateur Edward Heath et le futur ministre Reginald Maudling, etc. ;

On y trouvait :

– les Italiens Giovanni Agnelli, P.D.G. du trust *Fiat*, Giovanni Malagodi, administrateur de la *Banca Commerciale Italiana*, Alberta Pirelli, vice-président du trust Pirelli & Co ;

– les Allemands de l'Ouest Hermann J. Abs, directeur de la

Reichsbank, Berthold Beitz, directeur général du grand trust *Krupp*, Hans Günther Sohl, directeur général d'*August Thyssen-Hütte* ;

– les Belges Paul-Henri Spaak, ancien Premier ministre, le baron Snoy et d'Oppuers, du Conseil de surveillance de la *Banque Lambert*, Jean Willems, administrateur de la *Banque du Congo*, de la *Banque Industrielle Belge* et de la *Société Métallurgique de Hoboken*, Paul van Zeeland, ancien Premier ministre ;

– les Néerlandais John W. Beyen, de *Philips* et *Unilever*, ancien ministre des Affaires étrangères et ambassadeur à Paris, Joseph Luns, ministre des Affaires étrangères.

Quant à la France, elle était représentée par une vingtaine de gros industriels et financiers, tels que : MM. Robert André, du Conseil National du Patronat Français (C.N.P.F.), président de l'Union des Chambres Syndicales de l'Industrie du Pétrole, président d'honneur d'*Esso Standard*, président de *Philips Éclairage Radio*, administrateur de la *Française des Pétroles* et de *Petrofigaz* ; Wilfrid Baumgartner, inspecteur des Finances, P.D.G. de Rhône-Poulenc, ex-gouverneur de la Banque de France, ex-ministre des Finances de Debré (1960-1962) ; Pierre Dreyfus, P.D.G. de *Renault*, administrateur des *Charbonnages de France* ; René Sergent, inspecteur des Finances, secrétaire général de l'*Organisation Européenne de Coopération Économique* (O.E.C.E.), beau-frère de M. Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères ; Jacques Rueff, membre de l'Académie française (1964), conseiller financier du général De Gaulle, professeur à Sciences Po, administrateur de la *Cie Nationale du Rhône*, de la *Société des Investissements mobiliers*, président de la *Cie de Réassurances Nord-Atlantique* ; Pierre Uri, directeur pour l'Europe de la banque Lehman Brothers, de New York, collaborateur et représentant spécial du baron Edmond de Rotshchild.

La délégation française comprenait en outre trois journalistes, Raymond Aron, de *Combat* et du *Figaro*, André Fontaine, du *Monde*, l'académicien André Maurois, de *France-Soir*, *Carrefour*, *La Revue de Paris*.

Mais il faut noter la massive cohorte de quatorze politiciens : MM. Jacques Baumel, sénateur, secrétaire général de l'U.D.R. ; Gaston Deferre, député-maire socialiste de Marseille, plusieurs fois ministre ; Rocher Duchet, ex-ministre, fondateur du Centre National des Indépendants qu'il abandonna pour rallier le gaullisme ; Maurice Faure, député, ancien ministre radical de l'Intérieur au cabinet

Pflimlin lors du coup d'État de De Gaulle en mai 1958 ; Olivier Guichard, « baron du régime », plusieurs fois ministre ; Christian de la Malène, ex-secrétaire d'État à l'Information de Michel Debré ; Jean Letourneau, homme d'affaires, P.D.G. de la *Cie Foncière et Commerciale de Distribution,* des *Ciments d'Abidjan*, des *Ciments du Dahomey*, des *Ateliers et Chantiers maritimes de Dakar*, haut-commissaire en Indochine, plusieurs fois ministre ; Jean de Lipkowski, député racial mendésiste passé au gaullisme, qui sera secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères de Chaban-Delmas ; Guy Mollet, député socialiste, président du Conseil lors de la « folle équipée » de Suez, en 1956, vice-président du Conseil de Pflimlin, en 1958, qui favorisa le coup d'État de De Gaulle ; Antoine Pinay, industriel, plusieurs fois président du Conseil et ministre des Finances ; René Pleven, « porte-pélerine » de l'« Eurocrate » Jean Monnet, qui le fit nommer directeur de l'*Anglo-Canadian Telephone*, de l'*Automatic Electric Co*, président du Conseil et ministre à répétition sans distinction d'étiquette politique, considéré comme l'agent politique des banques américaines ; Pierre-Henri Teitgen, M.R.P., nombreuses fois ministre ; Georges Pompidou, alors Premier ministre du Général De Gaulle ; Henri Yrissou, inspecteur général des Finances, ancien député indépendant-paysan, P.D.G. du *Crédit Naval-C.M.A.T* ; et si l'on en croit la revue italienne *Relazioni*, de mai 1965, à qui nous empruntons la liste de noms ci-dessus, assistait aussi à la Conférence de la Villa d'Este M. Jean Lecanuet, sénateur M.R.P., ancien secrétaire d'État, animateur du Centre Démocrate (commandité par M. Wildenstein), futur Garde des Sceaux, ministre de la Justice du cabinet Chirac du 29 mai 1974.

Mais ici, deux observations s'imposent.

D'une part, si le plus grand nombre de participants aux conférences sont bien des « Bilderbergers », il en est qui sont de simples invités occasionnels, soit en vue d'un recrutement éventuel, soit, parmi les plus notoires, à titre de répondants et servant de couverture.

D'autre part, le nom de M. Jean Lecanuet ne figurait pas sur les listes d'émargement ; et cela confirme ce que l'on savait déjà, à savoir qu'un certain nombre de personnalités participantes ne sont pas portées sur les listes de présence, bien que faisant partie du Bilderberg Group depuis sa fondation, tels : les Américains Gale McGee

(C.F.R.), sénateur du Wyoming, J. William Fulbright, président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, Walter Lippman, le journaliste membre de la Table Ronde et du C.F.R. ; le député travailliste britannique Denis Healey ; les Allemands de l'Ouest Walter Hallstein, ancien président de la Commission de la Communauté Européenne, actuel Secrétaire général de l'O.N.U. et les anciens chanceliers Kurt Kiesinger et Ludwig Erhard ; les deux anciens Premiers ministres du Canada Lester Pearson Jean Lesage ; le socialiste hollandais Sicco Mansholt, le « père de l'Europe verte », ancien président de la Commission Exécutive Européenne ; les Français Jacques Duhamel, *leader* des centristes (soutenus par le baron Edmond de Rothschild), administrateur de sociétés, ancien E.N.A., allié aux Mendès-France et aux Servan-Schreiber, ministre de M. Chaban-Delmas ; Jean Monnet, marchand de cognac, représentant des intérêts britanniques (*Lazard Brothers and Co*, de Londres) et américains (*J.-P. Morgan*, de New York), « Eurocrate »-type, instigateur du « Plan Schuman » pour la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.), dont il fut le premier président ; Robert Schuman, le « père de l'Europe », président du Conseil et sept fois ministre des Affaires étrangères ; sans oublier… M. Valéry Giscard d'Estaing, polytechnicien, E.N.A. et inspecteur des Finances, ministre des Finances et des Affaires Économiques (1962-1966 et 1969-1974), actuel président de la République française…

*

Quel est l'objectif des Bilderbergers ?

En dépit du secret dont ils entourent leurs réunions, certaines indiscrétions ont permis d'avoir connaissance des principaux sujets proposés périodiquement à leurs délibérations :

- les problèmes financiers internationaux,
- la liberté d'émigration et d'immigration,
- la libre circulation des produits sans entraves douanières,
- l'union économique internationale,
- la constitution d'une force de police internationale avec suppression des armées nationales,
- la création d'un Parlement international,
- la limitation de la souveraineté des États, déléguée à l'O.N.U. ou à tout autre gouvernement supra-national.

C'est, comme on le voit, le processus vers la constitution d'un *Gouvernement Mondial*.

*

Le prince Bernhard, lui-même, en apporte la confirmation.

À plusieurs reprises, il s'est ouvertement élevé contre les particularismes nationaux qui entravent l'institution de l'« Europe unie », parce que sacrifiée à leurs problèmes internes.

À ce propos, on pouvait lire dans *Le Monde* du 4 novembre 1971 une dépêche de l'Agence France-Presse, que ce quotidien publiait sous le titre significatif :

> Un « roi d'Europe » ?
>
> La Haye (A.F.P.) – Une interview du prince Bernhard des Pays-Bas au journal « Nieuwe Rotterdamsche Courant » a provoqué, mardi 2 novembre, des remous dans les milieux parlementaires.
>
> « Le prince Bernhard s'était demandé si, « par pitié pour tous les gouvernements qui ont des difficultés avec leur Parlement », on ne pourrait pas instaurer un nouveau système démocratique permettant au gouvernement de « demander les pleins pouvoirs pour toutes décisions, sauf peut-être les conventions internationales soumises à ratification ». « Au bout de deux ans, proposait le prince, le gouvernement soumettrait un rapport au Parlement, rapport sur lequel il serait jugé par les élus de la nation ».
>
> « D'autre part, le prince s'est prononcé en faveur d'un système monarchique pour l'Europe unie. « Cette forme monarchique, avec un chef d'État neutre, présenterait des avantages certains tant sur le plan de la stabilité que sur celui de la constitution d'un gouvernement de l'Europe unie », a-t-il déclaré. « L'histoire nous prouve qu'une monarchie coûte moins cher aux contribuables qu'un système présidentiel », a-t-il conclu. »

Peut-on mieux définir les deux étapes d'un gouvernement autocrate de l'Europe unie – phase essentielle pour l'instauration d'un Gouvernement Mondial. Dans un premier temps, museler le contrôle

parlementaire par les pleins pouvoirs permanents, dont l'exercice serait soumis au contrôle des élus du peuple tous les deux ans seulement et sur un simple rapport établi par le gouvernement lui-même. Dans un deuxième temps, instituer une monarchie héréditaire régnant sur l'Europe unie, soumise tous les deux ans, toujours sur simple rapport, au contrôle d'une sorte d'O.N.U., facile à neutraliser par des intrigues de couloir, des pressions politiques, économiques ou financières, voire par la corruption.

Et le prince Bernhard laisse passer le bout de l'oreille avec ce qu'on pourrait prendre pour une ingénuité puérile. Mais cette ingénuité avec laquelle il pose sa candidature n'est qu'apparente. Le prince n'a rien d'un naïf. Sa déclaration doit être considérée comme un ballon d'essai pour jauger les réactions des « démocraties », lasses de leurs institutions, incohérentes, périmées, devant un projet de fédération de l'Europe occidentale sous une autorité quasi dictatoriale.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que les propositions du prince Bernhard vont dans le sens de l'évolution actuelle des États-Unis où, depuis le président Franklin Roosevelt surtout, des modifications insidieuses de la Constitution tendent à une centralisation au profit du pouvoir fédéral et au détriment de l'autonomie des États, manœuvre amorcée par l'institution du Federal Reserve System en 1913. Manœuvre qui, on l'a vu, avait pour but de placer l'économie américaine entre les mains des grands financiers internationaux de Wall Street et, par suite, de les rendre maîtres de l'économie mondiale, prémices indispensables du Gouvernement Mondial.

S'il en fallait une preuve, on la trouverait dans les événements qui ont suivi la conférence des Bilderbergers tenue, du 23 au 25 avril 1971, à Woodstock, petite ville du Vermont (U.S.A.) où M. Laurance Rockefeller leur avait offert l'hospitalité à Woodstock Inn, propriété de sa famille.

Interrogé à sa descente d'avion sur l'aéroport de Boston-Logan, le prince Bernhard « voulut bien admettre » que les débats de la conférence porteraient sur deux points : – la possibilité d'un changement dans le rôle mondial des États-Unis ; – la contribution du monde des affaires aux problèmes actuels de l'instabilité sociale.

Or, comme le constatait le député John R. Rarick dans *The Review of the News* du 12 janvier 1972, deux mois et demi après la Conférence de Woodstock, à laquelle M. Henry Kissinger « représentait le président des États-Unis », le conseiller de la Maison

Blanche était allé à Pékin préparer le voyage-surprise du président Nixon ; les États-Unis avaient fourni à l'U.R.S.S. une grosse quantité de céréales « à un prix de faveur » ; et six mois après la conférence, « le ministre du commerce, Maurice Stans, accompagné de plus d'une centaine d'industriels américains, s'était rendu à Moscou négocier un accroissement de 60 % des échanges commerciaux des États-Unis avec l'Union soviétique », favorisés par de grandes facilités de crédit garanti par le Trésor américain, commerce maintenant étendu à la Chine de Mao. À quoi il faut ajouter l'admission, le 25 octobre 1971, de la Chine populaire à la fois à l'O.N.U. et au Conseil de Sécurité avec droit de veto, après expulsion immédiate de la Chine nationale.

Comment ne pas voir dans le revirement de la politique de Washington envers Moscou et Pékin une conséquence du « changement dans le rôle mondial des États-Unis » annoncé par le prince Bernhard ?

Quant à « la contribution du monde des affaires aux problèmes actuels de l'instabilité sociale », un journaliste du *Rutland Herald* en avait pressenti l'orientation. Il écrivait, le mardi 20 avril 1971 :

« Une réunion à portes fermées a été tenue à Woodstock, la semaine dernière, pour exposer à une poignée de personnalités locales quelques phases de la conférence. Un des participants à cette réunion a affirmé lundi (19 avril) que la session serait, leur avait-on dit, « une conférence internationale sur la paix ». Cependant, d'autres sources dignes de foi assurent que la conférence traiterait de finance internationale ».

Et, fait remarquer M. Gary Allen, « peu de temps après l'assemblée de Woodstock [...] s'est manifestée une crise monétaire internationale après laquelle le dollar a été dévalué »[1].

À quoi le député John Rarick apporte des précisions. Après avoir insisté sur le fait que ni le Congrès, ni le président n'ont organisé de conférence internationale de financiers et d'industriels pour décider de « changer le rôle mondial des États-Unis » par une manipulation de la position de l'or sur le marché mondial, il ajoute :

« Mais les Bilderbergers, par entente collective, possèdent une puissance financière telle que, par le retrait de leurs fonds, ils peuvent

1 Gary Allen – « Who They Are » in American Opinion, octobre 1972, p. 73.

conduire un pays à la banqueroute ou, comme cela a été annoncé en octobre, créer un déficit de la balance commerciale des États-Unis avec l'étranger atteignant 821 millions de dollars en un mois ! Les investissements américains ont été transférés à des banques étrangères et les dollars US joués à la baisse dans les établissements de change étrangers pour créer une *panique* qui vienne aggraver la crise du dollar. Et ceux qui ont créé la panique ont rapidement manœuvré pour tirer profit de leur escroquerie par la dévaluation. »

« Le procédé n'est pas nouveau », déclare le député Rarick, en rappelant le précédent de 1967 : peu après la première conférence Bilderberg tenue aux États-Unis, s'était produit une crise du dollar, mise sur le compte de la France qui était accusée d'avoir rapatrié de l'or des États-Unis contre des dollars pour pallier une diminution de 50 % de son encaisse métallique.

*

Ce qui frappe dans l'organisation du Bilderberg Group, c'est son étroite analogie avec le Council on Foreign Relations, la Table Ronde et les autres associations issues de la société Rhodes-Stead, articulées sur le modèle des Illuminés de Bavière.

Le « cercle extérieur » est constitué par les membres des conférences, comportant à la fois des affiliés et des invités en vue de recrutement ou de paravent.

Le premier « cercle intérieur », dont tous les membres sont des Bilderbergers, est le *Steering Committee* (Comité de Direction), composé de 24 Européens et de 15 Américains. Ces derniers sont à peu près tous – ou ont été – affiliés au C.F.R. On y retrouve en effet : George W. Ball, Robert Murphy, David Rockefeller, Arthur Dean, Dean Rusk, etc.

Certains de ses membres font partie d'un second « cercle intérieur » encore plus fermé, le *Bilderberger Advisory Committee* (Comité consultatif), dont on sait seulement qu'il comprend des membres européens et américains, ces derniers appartenant tous au C.F.R., dont le secrétaire général du Bilderberger pour les États-Unis, David Rockefeller.

Le colonel Curtis B. Dall, ex-gendre du président Roosevelt et bien placé dans les milieux de Wall Street, est d'avis que le Bilderberg Group représente la « phase mondiale » des deux organisations : Council on Foreign Relations, des États-Unis, et (Royal) Institute of International Affairs, d'Angleterre. Le Bilderberg

Group se situerait ainsi entre la Table Ronde et ses satellites, le C.F.R. et l'I.I.A.

Dans ce cas, les conférences bisannuelles des Bilderbergers constitueraient, en quelque sorte, les sessions d'un Parlement, ayant pour objet l'échange d'informations et de points de vue entre les deux organisations jumelles, et la prise de décisions communes.

Le *Bilderberger Advisory Committee* ressemblerait fort à un Conseil des ministres, élu par le Parlement, et élisant lui-même un Secrétariat général, le *Steering Committee*, dirigé par un Secrétaire général, actuellement le prince Bernhard.

Et, coiffant le tout, la Table Ronde formerait le Gouvernement Mondial, avec sa propre hiérarchie.

L'analogie se trouve justifiée lorsqu'on se rappelle que :

– Le Council on Foreign Relations est la section américaine de l'organisation dont l'Institute of International Affairs est la section britannique.

MALGRÉ SA PUISSANCE COLOSSALE, LE COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS N'EST DONC PAS LE « CERCLE INTÉRIEUR », SECRET MONDIAL. Ce que confirme M. Cleon Skousen, d'après le Dr Carroll Quigley[1].

– Le Council on Foreign Relations, comme l'Institute of International Affairs, ont été créés simultanément par la Table Ronde britannique comme satellites.

ON SE TROUVE AINSI EN PRÉSENCE D'UNE ORGANISATION À CARACTÈRE POLITICO-ÉCONOMIQUE, HAUTEMENT STRUCTURÉE, ET À VOCATION MONDIALE, SOUS DIRECTION COLLÉGIALE ANGLO-SAXONNE – le Comité directeur de la Table Ronde –, COMPORTANT UN EXÉCUTIF – le Bilderberger Advisory Committee – ET UNE ASSEMBLÉE DÉLIBÉRATIVE – le Bilderberg Group –, ADMINISTRÉS PAR UN SECRÉTARIAT GÉNÉRAL – le Steering Committee.

Cette structure correspond bien à celle du Gouvernement Mondial tel que conçu par Cecil Rhodes et Alfred Milner.

1 « Bien que le Council on Foreign Relations ne soit pas le cercle intérieur secret… » - W. Cleon Skousen – The Naked Capitalist, p. 51.
M. Skousen cite (p. 109-111) divers autres membres du Bilderberg Group que ceux mentionnés ci-dessus.

CHAPITRE XIX

LES CONFÉRENCES DES MILLIARDAIRES

Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, la Déclaration Balfour, du 2 novembre 1917, qui fut à l'origine de la création en Palestine d'un « Foyer National Juif », ne souleva pas l'hostilité de la population arabe. Fayçal lui-même écrivit, le 3 mars 1919, au leader sioniste américain Felix Frankfurter :

« Nous autres Arabes, particulièrement ceux qui ont reçu une éducation, considérons le mouvement sioniste avec la plus profonde sympathie… Nous souhaiterons la bienvenue aux Juifs très chaleureusement quand ils rentreront chez eux… Le mouvement juif est national et non impérialiste. Notre mouvement est national et non impérialiste. Il y a place en Syrie pour l'un et l'autre »[1].

La conférence de San Remo, d'avril 1920, confirma la Déclaration Balfour et confia à la Grande-Bretagne le mandat sur la Palestine – dont le texte ne fut publié qu'en juillet 1922.

« Le texte du Mandat, écrit M. Jacques Soustelle, est un long document dont le préambule confère à la Déclaration Balfour la sanction non seulement de l'Angleterre et de ses alliés, mais de tous les membres de la Société des Nations. De ce fait, « le lien historique du peuple juif avec la Palestine est reconnu, ainsi que son droit de reconstituer son Foyer National dans ce pays » et l'autorité mandataire est proclamée « responsable de rendre effective la déclaration faite le 2 novembre 1917 par le gouvernement de Sa Majesté britannique… pour le compte de la Société des Nations ».[2] »

1 Jacques Soustelle – La longue marche d'Israël, p. 94.
2 Ibid., p. 97-98.
Dans le Journal de Forrester, ministre de la Marine américaine, on peut lire, à la date de juillet 1945 :
« À Londres […] Brenden Bracken (collaborateur intime de Churchill qui était alors sur le point de prendre sa retraite comme Premier Lord de

En même temps, le gouvernement britannique publiait le premier *Livre Blanc*, « visiblement destiné, comme ceux qui l'ont suivi, à vider de leur contenu la Déclaration de 1917 et le Mandat qui en découlait »[1].

De nombreux incidents, plus ou moins sanglants, opposèrent alors les communautés arabes et juives. À partir de novembre 1937, la situation se compliqua encore par l'intervention de Hitler, sur la demande du mufti Saïd Iman. Les documents allemands publiés après la Seconde Guerre Mondiale montrent les efforts de l'Allemagne en faveur du nationalisme panarabe.

Dès la fin de 1919, Jabotinsky avait organisé des groupes d'autodéfense, noyau de ce qui devait devenir, en 1921, la *Haganah* (« Défense »), sous l'autorité d'Eliahou Golomb. Mais la Haganah fut impuissante devant les pogroms de 1929 ; et deux ans plus tard, une scission à l'intérieur de la Haganah donna naissance à l'*Irgoun* Zvaï Leoumi (Organisation militaire nationale), qui ne tarda pas à se lancer dans la clandestinité pour de dures opérations de représailles contre les Arabes.

C'est dans ces conditions que la déclaration de guerre de septembre 1939 surprit les Juifs de Palestine. Et comme les Britanniques s'obstinaient à refuser l'entrée aux immigrants échappés aux camps de concentration de Hitler, en janvier 1944, Menahem Begin, au nom de l'Irgoun, lança un appel à la révolte armée contre la Puissance mandataire car, disait-il dans son appel : « il n'existe plus aucune base morale au maintien du régime britannique dans l'Eretz Israël ». C'est alors que commencèrent les attentats terroristes qui, pendant quatre ans, allaient faire couler le sang. Parmi les plus saisissants de ces attentats, il faut citer le meurtre au Caire, le

---

l'Amirauté) insista sur les lieux étroits qui unissaient la Palestine et la Stratégie mondiale. « Branden a exprimé son inquiétude, nota Forrestal, au sujet de l'engagement pris par quelque deux cents membres du nouveau Parlement de soutenir le Foyer National Juif. Il a déclaré que cela pourrait bien provoquer une explosion au Moyen-Orient qui est devenue une véritable poudrière ; que des millions d'Arabes seraient prêts à prendre les armes immédiatement si un pareil programme était mis en application. Il a ajouté que les Russes seraient probablement enchantés de tels désordres et qu'ils avaient déjà adopté une attitude fort agressive en Perse » – p. 90.

1 Ibid., p. 101.

6 novembre 1944, du Très-Honorable Walter Edward Guinness, Lord Moyne, ministre du cabinet britannique résidant en Égypte ; la destruction par explosif, le 22 juillet 1946, de l'aile de l'hôtel King David de Jérusalem occupée par le secrétariat du gouvernement mandataire et par les services de police ; l'attaque, le 4 mai 1947, de la vieille forteresse d'Acre et l'évasion de ses quarante et un prisonniers juifs, etc.

*

Jusqu'au débarquement américain en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, la Maison Blanche considérait la Méditerranée et ses côtes méridionales et orientales comme une sphère d'influence britannique. Encore que, depuis 1936, une association de la *Standard Oil of Californie* et de la *Texas Oil* eût donné naissance en 1944 à l'*Arabian American Oil Co* (*Aramco*), dont l'intérêt évident était de s'assurer l'amitié des Arabes – et donc au détriment des intérêts juifs. Mais le « lobby » juif des États-Unis ne tarda pas à se manifester. Le 12 avril 1945, Harry S. Truman prêtait serment comme président des États-Unis. Le 22 juin il chargeait Earl D. Harrison, doyen de la faculté de droit à l'université de Pennsylvanie – un des États à forte densité israélite – d'une enquête sur les Juifs maintenus derrière les barbelés en Europe Centrale. M. Harrison recommanda l'évacuation de 100 000 Juifs d'Allemagne et d'Autriche en Palestine. Ce qui ne fut pas du gré du cabinet de Londres, désireux de se ménager la bienveillance de la Ligue Arabe pour garder une base militaire en Palestine.

Aux États-Unis même, le Président Truman se heurta à l'opposition des milieux pétroliers, inquiets pour l'avenir de l'*Aramco* et pour leurs projets d'exploitation des riches gisements du Moyen-Orient.

Mais l'insécurité qui régnait en Europe Centrale devant la poussée communiste, aussi redoutée des Juifs que l'hitlérisme, lança des milliers d'émigrants vers les ports méditerranéens pour gagner la Palestine par des filières clandestines. Et trop d'entre eux connurent de nouveau les camps d'internement et les prisons britanniques de Palestine, de Chypre, du Soudan, d'Érythrée, d'Ouganda, voire même du Kenya.

Finalement, le 14 février 1947, le gouvernement de Londres décidait de soumettre le problème juif à l'O.N.U., sans même proposer la solution. Et le 29 novembre, l'Assemblée générale

adoptait la fin du Mandat britannique sur la Palestine et le partage du pays en deux États indépendants, l'un juif, l'autre arabe. Mal accueillie des deux côtés, cette solution amena de nombreux troubles sanglants, qui tournèrent à l'anarchie.

Le 12 mai 1947, l'Exécutif sioniste décida de proclamer l'État juif. Le 14, à minuit, le Haut-commissaire britannique amenait l'Union Jack à Jérusalem et partait s'embarquer à Haïfa pour l'Angleterre. Au même moment, David Ben Gourion, à Tel Aviv, proclamait la création de l'État d'Israël « la veille du Shabbath, le 5 Iyar de l'an 5708 ». Le même jour, les États-Unis reconnaissaient le nouvel État ; l'U.R.S.S., le 17 mai.

Les Arabes, par contre, refusèrent d'admettre la décision de l'O.N.U. et lancèrent de tous côtés des attaques avec un puissant armement fourni par les Anglais – notamment à la « Légion Arabe » de Glubb Pacha. Il fallut la pression des États-Unis pour que l'O.N.U. imposât, le 29 mai, une suspension des hostilités pendant un mois, sous le contrôle d'un « médiateur », le comte Folke Bernadotte, de la famille royale de Suède, président de la Croix Rouge Internationale. Ce dernier proposa un Plan Bernadotte, très différent de celui décidé par l'O.N.U. et sensiblement pro-arabe : il fut assassiné dans Jérusalem, le 17 septembre.

Après des débats confus à l'O.N.U., et tandis que les Israéliens tenaient tête aux Arabes, les belligérants engageaient des négociations d'armistice. Le 29 janvier 1949, Londres reconnaissait l'État d'Israël. Le 20 juillet prenait fin la guerre de l'indépendance israélienne.

*

Pour M. Georges Friedmann[1], l'histoire moderne de la Palestine comporte deux Israëls différents. Le premier, qui part de l'Alyah 1882-1903 jusqu'à la proclamation de l'indépendance en 1948, est caractérisé par un afflux d'immigrants en provenance de l'Europe, à majorité de Polonais et de Russes au début pour échapper aux pogroms, puis, à partir de 1939, à majorité d'Allemands et de Roumains, fuyant la discrimination antisémite et les camps de la mort. Si les premiers immigrants s'occupèrent surtout de fonder des colonies agricoles collectivisées (les kibboutzim), les vagues

1 Georges Friedmann – Fin du Peuple Juif ? – Paris, 1965, p. 174 et suiv. Alyah (plur. Alyoth), vague d'immigration en Israël.

comprenaient aussi des artisans, des ouvriers d'usine, des cadres, des gens de professions libérales et des théoriciens sociaux.

Mais à partir de 1948, et surtout après la promulgation de la Loi du Retour, le 5 juillet 1950, qui permet à tout Juif de s'installer en Israël et d'y jouir des pleins droits de citoyen, l'immigration changea d'origine. Les statistiques officielles de l'État d'Israël montrent que, du 15 mai 1948 au 21 mai 1961, le pourcentage d'immigrés provenant des États-Unis et d'Europe n'atteignait que 46,9 % contre 53,1 % provenant d'Asie ou d'Afrique, parmi lesquels environ 500 000 Juifs du Yémen, de l'Irak, de l'Égypte et du Maghreb, craignant les représailles arabes.

Si l'intégration des premières vagues n'avait posé aucun problème, il n'en fut pas de même des immigrants provenant d'Asie et d'Afrique, sephardim imprégnés du fatalisme musulman, petits artisans, boutiquiers, prêteurs sur gages, alors que leurs cadres et leurs gens des professions libérales avaient préféré s'installer aux États-Unis ou en Europe – tels ceux du Maghreb s'établissant en France. Ces derniers venus, étrangers aux valeurs du socialisme israélien et à l'esprit pionnier, incapables de s'adapter aux techniques modernes, déçus, aigris, ou bien ont quitté Israël, ou bien y forment une classe de parias que seule la menace arabe a préservés de la révolte.

*

Acceptée de plus ou moins bon gré, l'indépendance d'Israël bouleversait l'échiquier politique mondial, avec toutes les incidences que cela comporte.

Le 26 juillet 1956, sans préavis, le colonel Nasser nationalisait le Canal de Suez. Paralysés par la campagne présidentielle d'Eisenhower sur le slogan : « Ike, c'est la paix », et soumis à la pression du « lobby » pétrolier, les États-Unis n'eurent d'autre réaction que la proposition d'une association des usagers du canal, qui ne vit jamais le jour. Aussi, cette impunité accrut l'audace de Nasser, dont les menaces contre Israël se firent de jour en jour plus précises.

Si bien que, le 29 octobre, les Israéliens, avec un appui aérien français, opérèrent une offensive-éclair sur le Sinaï. Le 5 novembre, une offensive franco-britannique s'emparait de Port-Saïd et perçait la défense égyptienne du canal. Mais à 23 h 30, le maréchal Boulganine envoyait à la France, à l'Angleterre et à Israël un ultimatum pour arrêter les hostilités. Eisenhower, qui jouait son sort aux élections du 6 novembre, faisait pression sur le Premier britannique, Anthony

Eden, qui décidait le cessez-le-feu à 0 h le 7. Nasser triomphait d'autant plus que les Israéliens se voyaient obligés d'évacuer le Sinaï et Gaza, tandis qu'un cordon de « Casques Bleus » de l'O.N.U. s'établissait sur la frontière israélo-égyptienne.

Un an après la campagne du Sinaï de 1956, Moshé Sharett déclarait : « Il est possible de soutenir que si nous avions adopté une approche différente, si nous avions tenté de minimiser les incidents au lieu de les gonfler [...] les développements politiques auraient pris une tournure différente de l'autre côté. Nasser n'aurait peut-être pas été forcé de conclure sa transaction sur les armes avec les Tchèques, et l'Union soviétique n'aurait peut-être pas trouvé une ouverture si facile pour sa pénétration au Proche-Orient »[1].

C'est que, d'après M. Paul Balta[2], « Tsahal, qui se présentait à l'origine comme une armée de libération, est accusée aujourd'hui d'être une arme d'occupation aux tendances annexionnistes ».

Elle n'allait pas tarder à le prouver.

Dans sa liste des grandes dates de l'histoire de l'État d'Israël depuis 1948, *Le Monde* du 9 mai 1973 écrit :

« 15 mai 1967 – Des mouvements de troupes égyptiennes commencent en direction du Sinaï à la suite d'informations parvenues au Caire sur des concentrations israéliennes à la frontière syrienne. »

Le 18 mai, Nasser exigeait le retrait des « Casques Bleus », que le secrétaire général de l'O.N.U., U Thant, s'empressait d'ordonner, le 21, sans en référer à qui que ce soit. Le 22, Nasser décrétait le blocus du golfe d'Akaba. Le 5 juin, Israël déclenchait la « guerre des Six-jours » qui se terminait par la déroute complète des armées égyptiennes, tandis que les troupes jordaniennes étaient refoulées à l'Est du Jourdain. Le 28 juin, le Knesset (Parlement israélien) décrétait l'annexion de la partie jordanienne de Jérusalem en Cisjordanie et sur les hauteurs syriennes du Golan.

---

1 Cf. Simha Flapan in Le Monde, 9 mai 1973 – sous le titre général « Israël a vingt-cinq ans » et le sous-titre « Des occasions de paix manquées ».
M. Simha Flapan, fondateur et directeur du mensuel Perspective Nouvelle, de Tel Aviv, a été représentant du parti politique MAPAM en Europe de 1965 à 1968.
Moshé Sharett, l'un des fondateurs d'Israël, en fut ministre des Affaires étrangères et Premier ministre.
2 Ibid.

Le samedi 6 octobre 1973, fête du Yom Kippour (« Jour de l'Expiation », le jour le plus saint de l'année juive), à 13 h 28, la radio du Caire annonçait une attaque israélienne sur le golfe de Suez ; à 13 h 30, c'était au tour de la radio de Damas ; à 13 h 32, la radio israélienne accusait les « forces adverses » d'« une attaque dans le Sinaï et sur les hauteurs du Golan ». Le 8 octobre, le Conseil de sécurité de l'O.N.U. tenait une réunion d'une heure et demie. « Le court débat, écrivait M. Philippe Ben dans *Le Monde* du 10 octobre, a permis de constater ce qu'on savait déjà, à savoir qu'il serait très difficile sinon impossible d'aboutir à un accord sur un simple texte demandant aux belligérants de cesser les hostilités » – sans commentaire... Après quelques difficultés, une contre-offensive israélienne franchissait le canal de Suez, créait une vaste poche sur la rive occidentale et encerclait une armée égyptienne au Nord-Est de Suez. Le 22 octobre, sur proposition conjointe de l'U.R.S.S. et des États-Unis, le Conseil de sécurité adoptait et faisait admettre par les principaux belligérants un cessez-le-feu sur place.

Et les Arabes ripostaient par la « guerre du pétrole ».

*

Car toute la politique du Proche-Orient est dominée par deux problèmes : les « réfugiés palestiniens » et le pétrole.

Les *réfugiés palestiniens* sont les quelques deux millions d'Arabes de Palestine qui avaient fui devant les troupes israéliennes.

Prétextant la nécessité d'accueillir les immigrants juifs en provenance d'Asie et d'Afrique, Israël s'est refusé à un rapatriement même partiel de ces « personnes déplacées ». Finalement, c'est dans des camps sommaires de Jordanie, de Syrie, du Liban ou de la bande de Gaza que ces Palestiniens sont maintenus depuis plus de vingt-cinq ans, vaguement assistés par l'O.N.U. et quelques organisations charitables. Aussi n'est-il pas étonnant que ce soit dans ces camps qu'aient pris naissance les organisations terroristes des « fedayin » comme l'O.L.P. (Organisation pour la Libération de la Palestine), El Fatah ou Septembre Noir.

En septembre 1973, M. Bernard Cabanes notait dans *Carrefour* : *« Nous avons fait 2 millions de déracinés, dont les enfants sont offerts en pâture aux recruteurs de la révolution universelle, toujours en quête de misères et d'injustices à exploiter. Sans pour autant résoudre le problème juif ! Les Palestiniens ont bon dos... »*

Et M. Cabanes donnait cette inquiétante précision :

« Voilà belle lurette que les groupuscules extrémistes de tous bords sont infiltrés (quand ce n'est pas dirigés) par tous les services secrets de la terre. Le plus capable de tous est le S.R. israélien. Du côté des Palestiniens, 3 facteurs lui facilitent les choses :

1) Le grand nombre de Fedayin qu'Israël détient, qu'il peut exploiter sur le plan du renseignement (directement ou par « moutons » interposés) et, à l'occasion, retourner ;

2) Les liens étroits tissés entre les organisations palestiniennes et les groupuscules gauchistes européens ;

3) Le rôle actif joué par la diaspora au sein de ces groupuscules. »

D'où la conclusion :

« Loin de cesser d'être un problème une fois retourné à la Terre Promise, Israël constitue un foyer de troubles planétaire et, pour la paix quotidienne, voire pour la paix tout court, le risque numéro 1 de notre époque. »

*

L'importance du pétrole pour le Proche-Orient a été reconnue par le Dr Nahum Goldmann, président du Congrès Juif Mondial, lors de la 7e session plénière du Canadian Jewish Congress de mai 1947, un an donc avant l'indépendance d'Israël. Il déclarait :

« Je me souviens que M. Ickes, qui était chargé de l'administration du pétrole en Amérique pendant la guerre, me déclara que les rapports des experts affirmaient la présence de plus de pétrole au Moyen-Orient que dans tout l'ensemble de l'Amérique du Nord et l'Amérique Centrale, de dix à vingt fois plus. Et vous savez ce que le pétrole signifie pour le monde ? Une fois que nous aurons établi un État juif en Palestine, tout cela sera en notre faveur… »[1].

En l'espèce, les États-Unis allaient se livrer à un double jeu. Les compagnies pétrolières gravitant autour de l'*Aramco* faisaient pression sur les divers présidents à leurs ordres, Franklin Roosevelt, Truman, Eisenhower, pour empêcher tout soutien à la cause d'Israël.

Pour Roosevelt, un État juif de Palestine ne pouvait être mis en place et maintenu que par la force armée. D'ailleurs, aussi bien le Département d'État que la Conférence des Chefs d'État-Major

1 The Congress Bulletin, de Montréal, Seven Plenary Session, National Dominion Canadian Jewish Congress, may 31, 1947.

affirmaient que : 1) le Moyen-Orient était d'importance vitale pour les États-Unis par la présence du pétrole et par sa position stratégique ; 2) la population arabe, qui s'élevait à près de 100 millions d'individus, et ses gouvernements manifestaient une amitié traditionnelle envers les États-Unis ; 3) le soutien des États-Unis à un État juif en Palestine éloignerait les Arabes et les pousserait dans l'orbite soviétique.

Aussi, le 5 avril 1945, Roosevelt écrivait au roi Séoud d'Arabie une lettre dans laquelle il lui confirmait que les États-Unis n'appuieraient pas l'établissement d'un État juif en Palestine. Truman renouvela cet engagement ; mais ni lui, ni tous les autres présidents qui lui succédèrent ne purent résister aux pressions du lobby juif, dont la puissance financière décidait de leur élection à la Maison Blanche. Truman se plaint de ces pressions dans ses *Mémoires*. Et il est remarquable que, Ben Gourion ayant proclamé la création de l'État d'Israël le 14 mai 1948 à minuit, la Maison Blanche annonçait qu'elle le reconnaissait officiellement « onze minutes plus tard ».

« La vérité, écrit M. Dan Smoot, est que Harry Truman, mis en difficulté aux élections présidentielles de 1948, avait un besoin désespéré de l'appoint juif, notamment à New York où, dans la seule Cité, résidaient au moins deux millions de Juifs »[1].

Et M. Dan Smoot précise :

« À partir du 14 mai 1948, notre gouvernement est venu maintes et maintes fois au secours d'Israël quoi qu'il ait fait, et beaucoup de ce qu'il a fait l'a été au détriment des intérêts américains. Mais en même

1 Dan Smoot – « The Dan Smoot Report » in The Review on the News, 21 novembre 1973, p. 38.
Dans Lectures Françaises d'octobre 1973, on peut lire l'entrefilet suivant :
Los Angeles – Tout comme Henry Ford il y a un demi-siècle, le « patron » de la Standard Oil de Californie vient de capituler. On se souvient que celui-ci avait envoyé une lettre circulaire aux actionnaires et aux employés de sa société pour les inviter à plus de compréhension pour les aspirations du peuple arabe […] Cédant aux injonctions de la Fédération juive de Los Angeles, présidée par Edward Sanders, la Standard Oil a envoyé le 10 septembre une nouvelle lettre aux destinataires de la première donnant toutes satisfactions à la communauté israélite. Cependant l'affaire n'est pas réglée puisque les trois grands trusts pétroliers américains : Mobil Oil, Standard Oil of California et Texaco sont accusés, annonce l'A.T.J. (Agence Télégraphique Juive) « d'accord concerté, sinon de conspiration, avec les pays arabes producteurs de pétrole » par le président de l'Ordre maçonnique international du B'nai B'rith, M. David Blumberg.

temps, nous avons apporté aux nations arabes une aide de milliards de dollars, pour essayer en vain d'acheter leur amitié. *Ainsi, dans les conflits du Moyen-Orient, nous avons financé les deux parties* ».

Mais il est un autre aspect de l'importance du pétrole dans la politique du Proche-Orient. Comme l'écrit M. François d'Orcival[1] :

« La clé de la sécurité d'Israël, le désert du Sinaï, ne l'est pas seulement au point de vue militaire. Il renferme aussi, sur les rives du golfe de Suez, les puits de pétrole d'Abou Rodeis et d'Abou Dourba qui suffisent déjà à la consommation israélienne. Mais le pétrole est un problème de stratégie mondiale. Aussi, le conflit mystique israélo-arabe s'inscrit dans la stratégie russe et américaine. »

Pour preuve, le fait que signale M. Pierre Hofstetter[2] :

«... le 21 décembre (1973), le Herald-Tribune *reproduisait une dépêche du* Washington Post *selon laquelle, plusieurs mois avant le déclenchement du récent conflit israélo-arabe, l'U.R.S.S. « mit en garde » les États-Unis sur le danger d'une nouvelle guerre moyen-orientale, et à de nombreuses reprises. Autrement dit, les « deux compères » savaient. Le troisième, en l'occurrence l'État d'Israël, aussi ».*

En effet, dans le *Daily Express* du 8 octobre 1973, le journaliste britannique Champan Pincher établissait que les Israéliens, contrairement à ce qui a été prétendu, ne furent pas « pris par surprise ».

*

Mais, pour un jeune État d'à peine un quart de siècle d'existence, loin d'avoir trouvé son équilibre, obligé d'importer tout son équipement sans autre moyen d'échanges qu'une faible exportation de produits agricoles, contraint, tant pour sa défense que pour la poursuite d'une politique ambitieuse, de maintenir en permanence un onéreux potentiel militaire, la question des finances se pose avec acuité.

À cet effet, le 9 août 1967, une conférence réunissait, d'après *Paris-Presse*, « 70 milliardaires venus de 14 pays à Tel-Aviv pour répondre à l'appel au secours de M. Levi Eshkol », alors chef du gouvernement. En fait il n'y eut que soixante participants, mais l'un

1 Cf. Valeurs Actuelles du 30 avril 1973.
2 Cf.Lectures Françaises de février 1974.

d'eux déclara : « Je n'arrive même pas à imaginer combien de milliards représentent les gens qui sont dans cette salle. »

La délégation américaine, la plus nombreuse avec quelque quarante assistants, ne comprenait que deux membres du Council on Foreign Relations : MM. Robert R. Nathan, conseiller économique et haut fonctionnaire du gouvernement durant de longues années, ancien président de *Americans for Democratic Action*, et William Rosenwald, président de l'*American Securities Corp.* et fondateur des *William Rosenwald Entreprises*. Parmi les cinq délégués britanniques, on comptait en particulier sir Siegmund G. Warbourg, fondateur de la banque *S.G. Warburg & Co* de Londres, associé de *Kuhn, Loeb & Co* de Hambourg (1930-1938), puis de *New Trading Co* de Londres (1938-1946). Quant à la France, elle était représentée par MM. J.-P. Heilbron et Polak, émissaires des *Rothschild*.

Bien qu'annoncée par divers organes de presse, les débats et les décisions sont demeurés secrets. On a su, par le discours d'accueil de M. Levi Eshkhol, qu'Israël demandait aide, appui et conseil à ses invités. Mais certaines indiscrétions laissent supposer que les sujets traités ont débordé largement le cadre économique et financier.

En tout cas, tel fut bien le cas de la deuxième « conférence de Jérusalem », qui s'y est tenue au début d'avril 1968. Le programme présenté par M. Charles Clore, directeur de *Sears Holdings City Centre Properties, British Shoe Corp., Wolfson Clore & Mayer Co*, « le Juif le plus fortuné de Grande-Bretagne », comportait :

« La question de l'or ; le soutien aux pays opposés à l'étalon-or ; les attaques contre la France et De Gaulle ; la mise au pas de la Pologne et de la Tchécoslovaquie ; les campagnes contre les livraisons d'armes aux pays arabes ; les ouvertures de crédits très larges à Israël pour s'armer, au besoin au-dessus des prix mondiaux ; la réorganisation mondiale de la puissance d'Israël grâce à des crédits très importants ; tout cela forme l'ensemble que nous devons mettre au point, et nous sommes réunis à cette unique fin. »

On voit ainsi que les sujets traités sont au moins autant politiques qu'économiques ou financiers. Mais ce qui attire surtout l'attention est l'intention hautement avouée de « la réorganisation mondiale de la puissance d'Israël ». Et certains n'ont pas hésité à en déduire que ces « conférences de milliardaires » poursuivaient le rêve messianique de l'hégémonie d'Israël sur le monde entier grâce à la Haute Finance internationale.

De toute manière, le simple sujet d'une aide juive à Israël pourrait se traiter par un secrétariat général, sans exiger le déplacement en Palestine des milliardaires de la Diaspora. Pour que ce déplacement soit justifié, il paraît certain que leur objet doit être d'importance – comme dans le cas des Bilderbergers, auxquels ces « conférences de milliardaires » font invinciblement penser.

Simple remarque : à chaque réunion d'Arabes ou au cours de chaque contact entre Arabes et Occidentaux, les participants se voient munis, entre autres documents, d'un exemplaire des *Protocoles des Sages de Sion*…

CHAPITRE XX

HAUTE FINANCE ET COMMUNISME

Les bolcheviks, on l'a vu, n'ont pu abattre le régime tsariste et s'installer au pouvoir en Russie que grâce à l'aide de la Haute Finance internationale, en particulier celle des banques américaines : *Kuhn, Loeb & Co* et *J.-P. Morgan* ; britanniques : *Lazard Brothers* et *Rothschild Brothers* ; allemandes : *Deutsche Bank* et *Diskonto Gesellschaft* ; suédoise : *Nye Banken.*

Mais la collusion entre les super-capitalistes et les Soviétiques ne s'en est pas tenue là. Elle s'est poursuivie, même aux époques de tension extrême, comme le blocus de Berlin, l'affaire des missiles de Cuba et la guerre du Kippour.

Les investissements occidentaux en Russie sont de tradition ancienne. Sans remonter plus haut que la fin du XIX^e^ siècle, le total des emprunts russes émis en France de 1889 à 1901 par les soins de MM. de *Rothschild frères* s'élève à 7 milliards 400 millions de francs-or ; après 1901, le *Crédit Lyonnais* prit la relève. En outre, sur les 585 millions de roubles-or constituant l'ensemble du capital-actions sur les banques privées russes, 231 millions avaient été fournis par la France, 185 millions par l'Allemagne et 45 millions par l'Angleterre. Il faudrait y ajouter la livraison de locomotives et de bâtiments de guerre, la construction de lignes de chemin de fer comme celle du Sud-Mandchourien, etc.

La Révolution d'Octobre n'arrêta pas ces échanges commerciaux avec la Russie, dont le système économique avait été anéanti par les exécutions, les emprisonnements et l'émigration. Le 2 décembre 1918, le *War Trade Board américain* (Commission des marchés de guerre) accordait une licence d'exportation de câble téléphonique destiné aux bolcheviks – au moment où une division U.S. tentait, en Russie, de s'opposer à ces dits bolcheviks. Parmi les membres du War Trade Board figurait alors Edwin F. Gay, qu'on retrouvera au premier Conseil d'Administration du Council on Foreign Relations (1921-

1945), en attendant d'en devenir vice-président (1933-1940). Un conseiller de cette Commission, Thomas L. Chadbourne, fondera l'*International Motor Company*, devenue *Mack Truck Company*, le plus puissant constructeur de camions du monde.

Les industriels occidentaux se livrèrent à une concurrence acharnée, tant pour la fourniture à la Russie de produits manufacturés que pour son équipement lourd. Tandis que, de 1922 à 1926, par exemple, *Ford Motor Co* vendait à l'U.R.S.S. 20 000 tracteurs avec leurs pièces de rechange, *McKee Corporation*, de Cleveland, établissait les plans du complexe sidérurgique de Magnitogorsk, équipé presque entièrement de matériel américain et allemand ; la *Freyn Corporation*, de Chicago, construisait le complexe de Kuznetsk ; *A.J. Brandt Co*, de Detroit, montant, en 1929, l'usine de camions *Zil* ; et il faudrait parler des usines de construction de locomotives, des cimenteries, des barrages hydroélectriques, etc. Pour donner une idée de l'importance du marché russe pour les Occidentaux, il suffit de constater qu'en 1926, la *Chambre de Commerce Russo-Américaine de New York*, présidée par M. Reeve Schley, vice-président de la *Chase Manhattan Bank* (de Rockefeller), comptait comme administrateurs des représentants des grandes banques et de trusts tels que : *Deere & Co*, *Worthington Pump*, *Singer*, *Mercantile Trust*, *International Fur Exchange*, *International Harvester*, *Lucey Manufacturing*, *American Locomotive*, *International General Electric*, *Guaranty Trust*, *Westinghouse Air Brake*, *American Car and Foundry*.

L'appui financier allait de pair. Si Jacob Schiff mourut en 1920, les Baruch, Frankfurter et Warburg poursuivirent son œuvre et il est bien connu que la banque *Kuhn, Loeb & Co* a financé au moins le premier « Plan quinquennal ». Ils y furent aidés, en particulier, par la *Banque Commerciale Russe*, fondée à Moscou en 1921 par M. Wladimir Olaf Aschberg, le dirigeant de la *Nye Banken*, de Stockholm, qui avait financé Trotski en 1917. M. Aschberg fut le négociateur des emprunts soviétiques auprès des instituts financiers occidentaux ; pour la France, il agit par l'intermédiaire de son correspondant parisien, M. Nicolas Kagan, associé gérant de la banque *Seligman et Cie*.

Cet engouement pour le marché russe ne laisse pas de paraître assez étonnant. Car industriels et financiers y avaient déjà éprouvé quelques mécomptes.

Ainsi, en 1918, *International Harvester* possédait, dans la banlieue de Moscou, une usine laissée intacte par la Révolution. En 1924, les bolcheviks la nationalisèrent ; l'année suivante, ils la remirent à la société moyennant l'avance de gros crédits. Et en 1927, ils la nationalisaient de nouveau.

Aventure analogue pour la société suédoise de roulements à bille *SKF*, dont l'usine est nationalisée en 1918. En 1920, la société est autorisée à construire une nouvelle usine qui, peu après la mise en marche, est nationalisée à son tour.

En 1922, les Soviétiques avaient confié la remise en état des installations électriques du champ pétrolifère de Bakou à la firme américaine *International Barnsdall Corporation.* Dès que le gisement redevint productif, les Américains furent expulsés de Russie.

En 1925, une entreprise britannique, *Lena Goldfields*, ouvrait un chantier pour lequel elle importa une drague géante des États-Unis. En mars 1929, elle avait investi plus de 28 millions de roubles en équipement. L'année suivante, le directeur anglais, condamné à huit mois de travaux forcés pour espionnage, était expulsé, la drague confisquée et l'entreprise refoulée.

On pourrait multiplier les exemples de pareils errements, parfois accompagnés de sévices, voire de condamnations à mort.

Il peut donc paraître aberrant que les Occidentaux aient continué leurs relations économiques avec les Soviétiques, si certains facteurs idéologiques et politiques ne les viennent justifier comme, par exemple, à partir de 1933, l'opposition au national-socialisme.

La Seconde Guerre Mondiale entraîna la fourniture par les Alliés à la Russie d'une énorme quantité de matériels de guerre, de vivres et d'approvisionnements divers, pour une valeur impossible à chiffrer. D'après M. Alan Stang, les États-Unis, à eux seuls, auraient exporté en U.R.S.S. environ pour 11 milliards de dollars de matériels divers, dont 581 bâtiments de guerre ou de commerce, plus de 642 000 tonnes de cuivre, bronze et laiton, l'équipement d'usines de fabrication d'instruments de précision, de produits alimentaires, d'une raffinerie de pétrole, de cinq unités de production de caoutchouc synthétique, etc.[1].

1 Cf. Alan Stang – « Red Traders » American Opinion, janvier 1972.

Mais le rapprochement américano-soviétique pendant la guerre a eu d'autres conséquences plus importantes encore.

Dans la revue *Défense de l'Occident* du 13 mai 1954, le major américain Jordan affirme qu'en mars 1941, M. Aschberg, directeur de la *Banque Commerciale Russe*, de Moscou, aurait envoyé un émissaire secret, M. Kleinstein, auprès de ses contacts des États-Unis, et spécialement auprès de M. Herbert Lehman, associé de la puissante banque *Lehman Brothers* et le « strong right arm » (« solide bras droit ») du président Franklin D. Roosevelt. Ce sont ces tractations qui expliqueraient l'ampleur des concessions de Roosevelt à Staline lors des conférences de Téhéran (28 novembre au 1er décembre 1943) et de Yalta (4 au 11 février 1945)[1].

En outre, le même auteur[2] accuse un autre conseiller intime du président Roosevelt – demeuré en fonctions auprès du président Truman –, Harry Hopkins, d'avoir fait livrer aux Soviétiques de l'uranium, de l'eau lourde, d'énormes quantités de câbles en cuivre et autres matériels importants. Il l'accuse aussi d'être à l'origine d'une affaire assez singulière, que l'*American Mercury* de juin 1957 rapporte sous le titre : *« Une monnaie-fantôme hante le Trésor des États-Unis »* :« Henry Morgenthau Jr, ministre des Finances, de connivence avec Harry Dexter White, sous-secrétaire d'État, et Harold Glaser, tous préposés à la gestion du Trésor, ont fourni au Gouvernement russe des planches à billets (banknotes en dollars), ainsi que plusieurs cargaisons d'avion d'encre spéciale et quatre cargaisons d'avion de papier spécial pour l'impression de nos billets en Allemagne de l'Est, afin de payer deux ans de solde aux soldats russes. Les réfugiés ont rapporté aux États-Unis des millions de dollars de cet argent, qui leur ont servi à y monter des entreprises. On assure que les rentrées connues de cet argent aux États-Unis sont

1 M. Herbert Lehman, ancien sénateur Démocrate, était un membre influent du du C.F.R., d'Americans for Democratic Action et autres satellites du C.F.R. Il appartenait au comité directeur du Fund For The Republic, filiale de la Ford Foundation, et il était fondateur du Free Europe Committee, dont l'objet principal est de gérer Radio Free Europe et Free Europe Press dans le sens du socialisme international.

2 dans son livre *From Major Jordan's Diary* (Extraits du Journal du major Jordan)

estimées à environ 19 milliards de dollars dont plus de 3 milliards proviennent du Canada et 1,8 milliard de banques suisses… »[1]

Les expéditions étaient faites à partir d'un aérodrome situé à Great Falls, dans le Montana. Le montant total de l'émission de cet « argent militaire » – s'il est connu – n'a jamais été divulgué. M. Curtis B. Dall, qui relate le fait, précise que cette incroyable affaire « Hopkins-Morgenthau-White » s'est faite avec l'accord au moins tacite des plus hautes personnalités de la Maison Blanche.

Depuis 1945, la Haute Finance internationale n'a eu de cesse qu'elle ait obtenu des divers gouvernements occidentaux l'autorisation de venir en aide à l'U.R.S.S. par tous les moyens possibles, en particulier de lui fournir l'équipement que son retard technologique ne lui permettait pas de réaliser elle-même.

À l'été 1970, un groupe d'Américains, conduits par M. David Rockefeller, président de la *Chase Manhattan Bank*, était invité à Moscou par M. Alexis Kossyguine, pour étudier les possibilités d'investissements américains en U.R.S.S. L'année suivante, c'était au tour de M. Maurice Stans, ministre du Commerce des États-Unis Vers la même époque s'ouvrirent des tractations pour l'édification sur les bords de la rivière Kama d'un vaste complexe destiné à la fabrication de camions ; négociations ardues avec *Mack Truck Co*, qui finissait par se récuser, puis avec un consortium de firmes européennes, *Mercédès-Benz*, *Renault*, *Fiat*, *Daf*.

En janvier 1973, on apprenait que la *French American Banking Corp.*, contrôlée par la *Banque Nationale de Paris* (*B.N.P.*), venait de créer un *pool* avec sept banques américaines : *Industrial National Bank of Rhode Island*, de Rhode Island, *Union Commerce Bank*, de Cleveland, *Indiana National Bank*, d'Indianapolis, *City National Bank*, de Detroit, *Republic National Bank*, de Dallas, *Hartford National Bank & Trust Co*, de Hartford et *First National Bank*, de Memphis, pour fournir un crédit de cent millions de dollars à l'Institut bancaire soviétique de Commerce avec l'étranger, en vue de l'achat

1 Cité par Curtis B. Dall – F.D.R. My Exploited Father-in-Law, p. 81, d'après une réimpression d'Economic Liberty, Oakland, Californie.
On notera que MM. Henry Morgenthau Jr et Harry Dexter White appartenaient au C.F.R. Harry Dexter White fut convaincu en 1952, par une Commission sénatoriale, d'avoir été un agent soviétique.

d'équipements américains pour l'U.R.S.S. En juin 1973, la *Chase Manhattan Bank* ouvrait une succursale à Moscou, précédée par notre *Banque de Paris et des Pays-Bas* et suivie de la *Bank of America* et de la *First National City Bank*.

En avril 1973, M. Armand Hammer, président du trust *Occidental Petroleum*, et la *Bechtel Corporation*, de San Francisco, signaient avec M. Nicolas Kamarov, ministre adjoint du Commerce extérieur de l'Union soviétique, un contrat pour l'édification à Kouybichef, sur la Volga, d'un gigantesque complexe chimique, capable de produire la majeure partie des engrais nécessaires à l'agriculture des pays de l'Est. Et M. Hammer avait à l'étude un projet de pipeline pour le transport de l'ammoniaque liquide jusqu'à la Mer Noire.

Il faudrait mentionner encore les papeteries, cimenteries, lavoirs à charbon, sucreries, etc. Sans parler de la fourniture d'ordinateurs les plus récents, comme l'IBM 360, vendu en 1971 par *I.B.M.* pour le prix d'un million de dollars.

*

Au premier abord, ces transactions commerciales paraissent naturelles. Il est normal qu'un pays sous-équipé s'adresse à des nations plus évoluées pour pallier ses carences. On conçoit même que, dans un esprit humanitaire, les Occidentaux suppléent aux déficiences des récoltes de blé en Russie par la cession de leurs excédents à des prix inférieurs à ceux du marché.

Mais à y regarder de plus près, ces transactions présentent d'étonnantes anomalies.

Anomalie, d'abord, dans le fait que pendant toute la « guerre froide » (de 1946, date des incidents à Berlin, à 1971, annonce du voyage du président Nixon à Pékin), les industriels américains et européens ont continué à ravitailler l'U.R.S.S. Le fait est reconnu même par le progressiste *New York Times* : « M. Nixon savait parfaitement que l'idéologie n'empêchait pas le Gouvernement soviétique de se procurer jusqu'aux ordinateurs les plus « sophistiqués » et l'équipement scientifique par l'Allemagne de l'Ouest et le Japon. Les ordinateurs américains les plus perfectionnés et les appareils les plus modernes allaient d'Europe et du Japon en Union soviétique – à la connaissance de la C.I.A., et depuis

longtemps[1]. » Ceci en infraction à l'*Export Control Act* de 1949, qui interdisait l'exportation vers les pays de l'Est de tous matériaux ou matériels stratégiques, en particulier les ordinateurs.

Or cette « contrebande de guerre » était organisée sur une grande échelle, avec Vienne pour centre, comme le précise encore le *New York Times* du 5 avril 1970. « Agitant l'appât du commerce entre l'Est et l'Ouest, écrit ce quotidien, Vienne attire un nombre croissant de succursales d'entreprises et de banques américaines. » Parmi lesquelles, il cite : les banques *Bank of America*, *Chase Manhattan*, *First National City*, *Chemical*, *Philadelphia National* et *Continental Illinois* ; les entreprises *Dow Chemical*, *Rockwell Manufacturing*, *Black & Decker*, *Halliburton Oil*, *Ideal Standard*, *Friden*, *Mead Johnson*, *General Foods* et *Elizabeth Arden* ; les sept constructeurs d'ordinateurs et de matériel mécanographiques, *International Business Machines* (*I.B.M.*), *Honeywell Controls*, *Addressograph-Multigraph*, *Bull General Electric*, *Memorex*, *Burroughs* et *Control Data* – ce qui prouve l'intérêt des Russes pour ce type de matériel. Le *New York Times* précise en particulier :

« Vienne sert de base de marketing pour les activités d'I.B.M. en Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Hongrie, Pologne, Roumanie et Yougoslavie. La société ne commerce pas avec l'Union soviétique. »

On ne peut mieux se moquer du monde…

Autre anomalie : en 1969, le président Nixon promulguait l'*Export Administration Act*, qui se substituait, en le libéralisant très sensiblement, à l'*Export Control Act*, de 1949. Désormais, le commerce avec les États communistes est non seulement autorisé, mais encore vivement recommandé par le gouvernement américain. Ce dont l'U.R.S.S. s'est empressée de profiter, en proposant des gigantesques complexes sidérurgiques, de cimenteries, d'installations pétrolières et chimiques, etc.

Et l'on ne peut que s'étonner de voir les plus puissantes entreprises américaines, européennes et japonaises se disputer, avec les encouragements de leurs gouvernements respectifs, la réalisation d'un équipement pléthorique, qui permet déjà de les concurrencer sur le marché des « États satellites », en attendant de le faire sur leurs

1 le 19 novembre 1971, sous la signature de M. James Reston .

propres marchés. Concurrence d'autant plus menaçante que les conditions de travail et de salaires sont nettement avantageux pour l'U.R.S.S.

Ainsi, d'ailleurs, que les modes de paiement. À de rares exceptions près, la Russie ne règle plus « cash », comme elle le faisait dans les années 1930, par versements en or. Elle a parfois recours au troc : ainsi le contrat signalé par le *New York Times* du 16 janvier 1970, concernant la fourniture pendant vingt ans de gaz naturel sibérien à l'Allemagne fédérale en échange d'un crédit de 400 millions de dollars pour l'achat aux firmes *Mannesman* et *Thyssen* de tubes de fort diamètre destinés à la construction d'un gazoduc. Mais ce type d'échanges est limité par les besoins en matières premières de l'industrie soviétique. En fait, la plupart des gros marchés ne sont traités par les Soviétiques que sur ouverture par les fournisseurs de crédits équivalents. Or, instruits par l'expérience, les soumissionnaires exigent au préalable la garantie de leur gouvernement. Ainsi assurés de leurs bénéfices, ils laissent au contribuable le risque d'une défaillance de l'U.R.S.S.

M.S. Mendelshon fait remarquer que, jusqu'en 1964, les Russes utilisaient les crédits commerciaux normaux sur moins de cinq ans. Et il ajoute : « Mais depuis que l'U.R.S.S. s'est lancée dans son programme actuel à l'Ouest d'équipement lourd et d'usines clé en main, des crédits à plus long terme lui ont été consentis. Les premiers, pour une valeur de 250 millions de dollars à 15 ans, lui ont été accordés par un groupe de banques britanniques – Midland, Lloyds et Barclays – avec aval par l'*Export Crédits Guarantee Department* (Direction de la Garantie des Crédits à l'Exportation) *du ministère du Commerce britannique.* Depuis lors, un grand nombre de crédits analogues ont été accordés par des banques anglaises, françaises, italiennes et autres établissements de l'Ouest, à 10 ans ou plus, au taux annuel de 5 % à 6 %. Plus récemment, ces crédits ont été étendus aussi aux importations russes de pays tiers : *Les crédits sont la condition principale du commerce de l'Ouest avec l'U.R.S.S.*, déclarait un officiel de la Gosbank.[1] »

Quel industriel occidental peut se vanter de conditions aussi avantageuses de crédit ? Pour ce type de prêts, étendus au Tiers-

1 Dans l'*American Banker* du 19 octobre 1970.

monde, les Occidentaux ont créé des organismes spécialisés, comme l'*Export-Import Bank* américaine, la *Banque Française du Commerce Extérieur*, etc. Il semble, toutefois, que les Américains commencent à prendre conscience du danger que présente, à brève échéance, la concurrence soviétique. Bien que le ministère du Commerce des États-Unis ait ouvert de forts crédits pour la réalisation du complexe de construction de camions sur la rivière Kama, les tergiversations de *Mack Truck Co*, puis sa renonciation, auraient été motivées par l'importance de la production envisagée. M. Zénon Hansen, un des dirigeants de la société américaine, a déclaré « déraisonnable » de prévoir une production annuelle de 150 000 camions, alors que l'ensemble de la construction automobile américaine n'en produisait que 120 000. Malgré quoi, le complexe est en cours d'édification avec une importante partie de matériel américain.

Mais l'anomalie la plus étonnante et la moins compréhensible est, peut-être, que le président Nixon ait promulgué l'*Export Administration Act* en 1969, au plus fort de la guerre du Vietnam, alors que les G.I.'s américains se faisaient décimer par le matériel fourni aux Nord-Vietnamiens par l'U.R.S.S. et la Chine populaire. Il ne pouvait ignorer que, par exemple, la majorité des installations de construction mécanique sont susceptibles de fabriquer du matériel de guerre ; il en avait la preuve avec la *General Motors* qui, au cours de la Seconde Guerre Mondiale, avait produit bombardiers et avions d'assaut, chars et canons automoteurs, obus et torpilles d'avion, artillerie, mitrailleuses, etc.Il ne pouvait pas ignorer que les usines Zil, de Moscou construites par *A.J. Brand Co* en 1929, fabriquent des tracteurs pour artillerie, des plates-formes de lance-fusées BP613, des camions blindés Zil 150 et 151 ; que les usines Gaz de Gorki, montées par *Ford Motor Co*, construisent des jeeps, des camions militaires, scout-cars et command-cars, le porte-fusée Shmel et le transport amphibie Gaz-47, etc. Il ne pouvait pas ignorer surtout que seuls les ordinateurs américains ont permis à l'U.R.S.S. le lancement de ses Spoutniks, des satellites-espions et des stations orbitales porte-bombes nucléaires qui menacent le monde entier, à commencer par les États-Unis.

N'est-il pas aberrant que l'Occident facilite ainsi l'armement d'un pays dont les dirigeants n'ont jamais caché qu'ils cherchaient, par tous les moyens, la ruine du système capitaliste ? Ou faut-il admettre que Lénine était bon prophète lorsqu'il s'exclamait : « Vous

verrez que les capitalistes nous vendront la corde qui nous permettra de les pendre ! » En attendant, les dirigeants soviétiques cherchent à amadouer ces précieux collaborateurs. Faisant éloge du *Big Business*, M. Brejnev déclarait devant le président Nixon, lors du voyage que celui-ci fit récemment en Russie soviétique : « Ces hommes d'affaires américains clairvoyants qui ont compris d'une manière correcte le caractère mutuellement avantageux du développement des liens économiques entre nos deux pays et qui soutiennent actuellement la ligne de leur gouvernement sur cette question. »[1].

Comme il est impensable que les hommes d'État occidentaux ne se soient pas rendu compte des dangers de l'équipement de l'U.R.S.S. par leurs industriels, et qu'ils aient pu oublier la désinvolture avec laquelle les Soviétiques renient leurs engagements les plus solennels dès qu'ils estiment y trouver profit, il faut de bonnes raisons pour passer outre.

Et *ces raisons ne peuvent être que politiques*.

1 Cité dans Lectures Françaises, n° 207, juillet-août 1974.

Chapitre XXI

La dupérie du désarmement atomique

En 1954, le milliardaire Cyrus S. Eaton affectait sa somptueuse résidence de Pugwash, en Nouvelle-Écosse (Canada), sur les bords du détroit de Northumberland, en lieu de repos pour les intellectuels de son choix.

Sujet canadien né à Pugwash le 27 décembre 1883, M. Cyrus Eaton s'est installé aux États-Unis en 1900 et s'est fait naturaliser Américain en 1913. Ayant débuté dans les affaires auprès de M. John D. Rockefeller, l'ancêtre, il devint en quelques années une importante personnalité de la Finance, possédant de gros intérêts dans des firmes américaines ou canadiennes telles que *Republic Steel Corp.*, *Otis & Co*, *Sherwin-Williams Co*, *Baltimore & Ohio Railroad*, *Chesapeake & Ohio Railway*, *Steep Iron Mines*, etc.

M. Eaton se lança dans la politique en soutenant Franklin Roosevelt dans sa première campagne présidentielle de 1932. Depuis lors, il a tourné au communisme le plus rouge, au point que ses amis personnels, Khrouchtchev, Mikoyan et Kossyguine lui firent décerner le Prix Lénine de la Paix, réservé à la récompense de ceux qui ont travaillé en faveur de l'U.R.S.S.[1]

En 1955, le grand Albert Einstein et le socialiste britannique

1 Le rapport de 1961 de la Commission sénatoriale sur la Sécurité intérieure dont il est parlé plus bas attestait :
« Les attaques de M. Eaton contre le F.B.I. et contre les tribunaux instruisant les cas d'espionnage ont été, si possible, plus malveillantes que celles de Bertrand Russel. En outre, il a [...] dénoncé les chefs militaires américains comme bellicistes, et il a condamné à diverses reprises le gouvernement pour ses essais nucléaires, tandis qu'il donnait son approbation sans réserves à la politique nucléaire soviétique. Les services de propagande soviétique ont fait un large usage des discours anti-américains de M. Eaton, y compris de leur traduction pour la radio-diffusion des deux côtés du rideau de fer. »

Bertrand Russel organisaient à Londres une réunion des spécialistes mondiaux de l'atome pour leur demander leur coopération dans la lutte contre les dangers nucléaires.

M. Cyrus Eaton s'inspira de cette démarche. En 1956, il invita à Pugwash, en session d'étude sur les problèmes de l'atome, une vingtaine de savants venant des États-Unis, du Canada, d'Australie, de France, de Grande-Bretagne, d'Autriche, d'U.R.S.S., de Pologne et de Chine communiste. Ce fut la première des *Pugwash Conferences on Disarmament and World Security*, plus connues sous le titre simplifié de « *Conférences Pugwash* » dont les délibérations n'ont jamais été révélées. Il en sera de même des suivantes.

Ce parti pris de secret n'est pas sans inquiéter, quand on connaît les tendances communistes de leur promoteur, et quand on constate l'étrange résonance du communisme dans les milieux atomistes internationaux.

Einstein a prêté son nom à de nombreuses organisations communistes ; les professeurs Frédéric Joliot-Curie et Francis Perrin se sont vantés ouvertement de leur appartenance au P.C. ; les Britanniques Alan Lunn May et Klaus Fuchs ont été condamnés pour avoir transmis à l'U.R.S.S. des informations très secrètes sur la bombe atomique. Quant aux Américains, M. James Burnham écrivait, en 1954 déjà, que « lorsque le projet atomique américain a démarré, il n'a pas été nécessaire aux Communistes d'y infiltrer des membres de l'extérieur – bien qu'ils l'aient fait. Des savants, des techniciens et des ouvriers hautement qualifiés, communistes ou sous l'influence des Communistes, y ont été normalement introduits »[1]. Et il ajoute que si la sanction prise contre le Pr. J. Robert Oppenheimer peut prêter à discussion, on ne saurait nier ses relations avec des agents soviétiques ou avec des Communistes notoires[2]. Pas plus que celles de son frère Frank Friedman Oppenheimer, savant atomiste lui aussi, de Philip Morrison, de Clarence Hiskey et de John Hitchcock Chapin. Encore moins celles de Bruno Pontecorvo.

1 James Burnham – The Web Of Subversion – ch. XIV.
2 M. J. Robert Oppenheimer a épousé Mrs. Katherine Puening Harrison, veuve d'un volontaire de la Brigade Internationale de la Guerre civile d'Espagne. Or, Mrs. Harrison appartenait au réseau de Steve Nelson – de son vrai nom Mesarosh –, un Yougoslave d'origine condamné à la prison comme chef d'espionnage soviétique pour la région de San Francisco.

Dans un rapport de 1961, la Commission sénatoriale sur la Sécurité intérieure déclarait :

« Le financier de la première Conférence Pugwash fut l'industriel Cyrus S. Eaton, qui s'intitule lui-même l'ami personnel du dictateur soviétique Nikita Khrouchtchev. Apparemment, M. Eaton a assumé la plus grande part des dépenses relatives aux cinq premières conférences, après quoi un certain nombre de Fondations exemptes d'impôts prirent la relève »[1].

L'intervention des Fondations est symptomatique de l'orientation des Conférences Pugwash. Les plus importantes de ces Fondations, on l'a vu, sont sous la coupe du Council on Foreign Relations. Or – et ce n'est pas simple coïncidence – la sixième Pugwah Conference s'est tenue précisément à Moscou, en 1960. Et le président John F. Kennedy (C.F.R.) y avait délégué Walt Whitman Rostow (C.F.R.) et le Pr. Jerome Wiesner (C.F.R.).

M. Walt Whitman Rostow est né le 7 octobre 1916 à New York. Son père, socialiste révolutionnaire d'origine israélite russe, avait émigré aux États-Unis en 1905 pour échapper à la répression tsariste contre les activités terroristes. Son frère aîné, Eugene V. Rostow, doyen de la Faculté de Droit de Yale, sous-secrétaire d'État de Lyndon Johnson, ne cachait pas ses idées socialistes avancées.

Quant à Walt Rostow, après des études à l'université de Yale, il devint « Rhodes scholar » à Oxford. Il a été professeur d'histoire américaine aux universités britanniques d'Oxford et de Cambridge, puis professeur d'histoire économique à l'Institut Technologique du Massachussets (M.I.T.).

Attaché à l'Office of Stratégic Services (O.S.S.) pendant la Seconde Guerre Mondiale, il devint chef adjoint de la Section économique pour l'Allemagne et l'Autriche au Département d'État, puis attaché au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, à Genève, le socialiste-marxiste suédois Gunnar Myrdal. Sous l'Administration Eisenhower, Rostow devait participer à un projet de guerre psychologique, mais il ne put obtenir son attestation de civisme (*security clearance*). De 1951 à 1960, il

1 D'après Duane Thorin – The Pugwash Movement and U.S. Army Policy (Le mouvement Pugwash et la politique de l'armée américaine) – cité par Gary Allen – « Disarmament » in American Opinion, juin 1970.

appartint au MIT's Center of International Study, annexe de la Central Intelligence Agency (C.I.A.).

C'est parce qu'il avait fait partie de son équipe pour les élections présidentielles que John Kennedy l'avait délégué à la VI[e] Conférence Pugwash de Moscou.

Né le 30 mai 1915 à Detroit (Michigan), Jerome B. Wiesener, spécialiste en électronique, fut ingénieur au laboratoire de radio-activité du Massachussets Institute of Technology, dont il devait devenir doyen puis recteur. Il avait déjà assisté à la II[e] Conférence Pugwash, tenue, en 1958, à Lac Beauport (Canada).

L'année même de sa participation à la Conférence Pugwash de Moscou, en 1960, M. Rostow publiait un ouvrage, *The United States in the World Arena* (Les États-Unis dans l'Arène mondiale), dans lequel il insistait sur le fait que les États-Unis n'avaient pas besoin de développer leur potentiel nucléaire de dissuasion ou autre, mais qu'ils devraient, au contraire, désarmer et placer leurs forces militaires sous le contrôle international d'une « organisation fédérale mondiale »[1].

Pendant son séjour à Moscou, M. Rostow eut une entrevue secrète avec le premier Vice-ministre Vasily V. Kuznetsov au ministère des Affaires étrangères. Dans son *Lyndon's Legacy* (L'héritage de Lyndon), M. Frank Kluckhohn, commentant cette entrevue, écrit :

« D'après un compte rendu du *Chicago Sun-Tribune* sur le « tête-à-tête » de Rostow avec l'officiel soviétique, Rostow était d'accord avec la thèse présentée par les Soviétiques que les États-Unis devaient diminuer leurs armes offensives (*first-strike weapons*), y compris les bombardiers B-70. On prétend que Kuznetsov aurait dit à Rostow que la mise à la ferraille (*scrapping*) des armes offensives américaines apaiserait les tensions mondiales »[2].

M. Rostow s'est défendu d'avoir fait part de cette opinion soviétique au président Kennedy, même après qu'il en fut devenu le conseiller pour les affaires de Sécurité nationale, en janvier 1961. Pourtant, le 11 mars 1961, quatre mois seulement après l'entrevue

1 Walt Rostow – United States In the World Arena – Harper and Row, New York, 1960, p. 549.
2 D'après Francis X. Gannon – Biographical Dictionnary of the Left, t. I, p. 509.

Rostow-Kuznetsov, le président Kennedy sacrifiait la force offensive américaine, comme le constate M. Kluckhohn :

« En conséquence, on arrêta la construction de nos bombardiers intercontinentaux (l'un de nos principaux matériels de dissuasion) ; on abandonna le missile Skybolt ; on détruisit le satellite orbital empenné Dyna-Soar ; et les programmes militaires spatiaux ne furent pas poussés »[1].

L'Administration Kennedy donna la plus large publicité au plan Rostow-Kuznetsov et, le 28 mars 1961, à une réunion du Département d'État, qui groupait quelque soixante-quinze représentants des groupes « radicaux », le ministre E.A. Gullion (C.F.R.) proposa la création d'une organisation permanente de désarmement sous le contrôle du Département d'État. Le 23 juin, le président du C.F.R. John J. McCloy adressait au président Kennedy un projet de loi pour la constitution d'un *Office du Désarmement* (Disarmament Agency) dont il ne cachait pas qu'elle avait pour but de conduire au Gouvernement Mondial.

Et en septembre 1961, le Congrès adoptait la loi sur le Contrôle des Armes et le Désarmement, portant création de l'*Office de Désarmement*, avec à sa tête M. William C. Foster (C.F.R.) au salaire annuel de $ 52 500…

Sous le Titre III, Section 31 de la Loi Publique 87-97, le directeur de l'Office est habilité à exercer ses pouvoirs de manière à assurer :

« a) La détection, l'identification, la vérification, l'information, la limitation, la réduction, le contrôle et la suppression des forces armées et des armements, y compris les armes thermo-nucléaires, nucléaires, vectorielles, conventionnelles, bactériologiques, chimiques et radiologiques […] ;

« d) Le contrôle, la réduction et la suppression des forces armées et des armements dans l'espace, dans les zones aériennes et souterraines, et dans les régions sous la surface de la mer ;

« e) La structure et le fonctionnement du contrôle international et des autres organisations utiles pour le contrôle des armes et le désarmement. »

Quarante-huit heures seulement après la création de l'Office,

1 Ibid.

M. William Foster présentait aux Nations Unies un programme de désarmement, publié le 25 novembre 1959 – soit deux ans avant la constitution de l'Office –, par le Council on Foreign Relations sous le nom d'« *Étude n° 7* » et édité plus tard en une plaquette de dix-neuf pages intitulée : *Délivrance de la Guerre – Le Programme des États-Unis pour le Désarmement général et complet dans un Monde en Paix* – Publication n° 7277 du Département d'État[1].

Ainsi, dès le départ, le Gouvernement américain entérinait purement et simplement la thèse du C.F.R. sur le désarmement ; et par la publication de l'*Étude n° 7* sous le contreseing du Département d'État, cette thèse devenait la *position officielle* du Gouvernement de Washington.

Si l'on considère :

– d'une part, qu'ont participé à cette opération le président John Kennedy, ses conseillers Walt Rostow et Jerome Wiesener, le ministre des Affaires étrangères E. A. Gullion, MM. John McCloy, président de la *Ford Foundation*, et William C. Foster, vice-président et administrateur de *Olin Mathieson Chemical Corp.*, tous affiliés au C.F.R. ;

– d'autre part, que la loi instituant l'Office du Désarmement prévoyait la constitution d'un *General Advisory Committee* (Commission consultative générale) pour « conseiller le Président, le ministre des Affaires étrangères et le directeur de l'Office sur toutes les questions intéressant le contrôle des armes, le désarmement et la paix mondiale » ; que parmi les quinze membres de cette Commission, neuf appartenaient au C.F.R. : John J. McCloy, Dr Harold Brown, C. Douglas Dillon, William C. Foster, Kermit Gordon, Dr James R. Killian, général Lauris Norstad, Dean Rusk et Cyrus Vance,

... on y trouve la confirmation éclatante : – et de l'influence du C.F.R. sur le Département d'État et sur la Maison Blanche ; – et de la tendance internationaliste, pacifiste et pro-communiste du C.F.R.

Dans son *Étude n° 7*, soumise en son temps à la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, le C.F.R. recommande de

1 Freedom From War – The United States Program For General And Complete Disarmament In A Peaceful World – State Department Document 7277.

« négocier sur les propositions de désarmement, peut-être directement et en secret avec l'U.R.S.S. »

Ces propositions voient le *transfert* – et non la suppression – de tous les armements, les armes nucléaires notamment, à une puissante armée des Nations Unies, renforcée progressivement par les nations signataires de la Charte « jusqu'à ce qu'elle possède des effectifs et un armement suffisant pour qu'aucun pays ne puisse la défier. »

Or il n'est pas contestable que l'O.N.U. est sous la coupe de l'U.R.S.S. et de ses satellites, avec l'appui du bloc Afro-Asiatique et de la Chine communiste. En outre, on a vu que la Charte des Nations Unies place la Force Internationale de la Paix sous l'autorité du Secrétaire général adjoint chargé des Affaires politiques et du Conseil de Sécurité ; et que, par entente tacite, ce poste est toujours occupé par un ressortissant soviétique. Dans ces conditions, le transfert des armements à la seule Force Internationale de la Paix revenait à consacrer *l'hégémonie militaire et politique de l'Union soviétique sur le monde entier*.

Les « Initiés » de la Haute Finance internationale qui ont créé et qui « manipulent » le C.F.R. avaient prévu le transfert des armements aux Nations Unies pour 1972. Mais les conservateurs américains furent effrayés par la menace incluse dans un tel programme, qui ne pouvait aboutir qu'au triomphe du communisme mondial : ils alertèrent vigoureusement l'opinion publique. Un « Gallup », publié par le *New York Herald-Tribune* du 3 novembre 1961, montra que, malgré l'intense campagne d'intoxication axée sur les slogans : « On ne gagne pas la guerre par les armes »[1] et « Un gouvernement mondial ou la bombe nucléaire », le public américain manifestait, par 81 % des opinions exprimées, sa préférence pour les risques d'une guerre nucléaire plutôt que pour une existence sous la suprématie communiste. Et les « Initiés » durent reculer, mais sans renoncer pour autant.

Et pour cause... ! Au Deuxième Symposium International sur le Contrôle des Armes et le Désarmement, tenu à Ann Arbor (Michigan) en janvier 1964, on devait apprendre qu'« une déclaration commune

1 C'est le fameux « no-win war » grâce auquel fut sapé le moral des troupes américaines combattant au Vietnam et qui incita l'opinion publique américaine à exiger le retrait des troupes.

sur les principes admis pour les négociations sur le Désarmement entre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et les États-Unis d'Amérique » avait été communiquée à l'O.N.U. dès le 30 mars 1961, soit *près de six mois avant la création de l'Office du Désarmement américain et la présentation de l'Étude n° 7 à l'O.N.U., et sept mois avant la publication du Gallup dans le New York Herald-Tribune*. On apprenait aussi que cette déclaration commune engageait à la fois les États-Unis et l'U.R.S.S. à procéder au désarmement et au transfert de leur armement à une arme des Nations Unies.

Bien entendu, rien n'en avait transpiré dans le public. Pour le préparer à accepter cet accord, les « Initiés » entamèrent un intense « lavage de cerveau ». C'est ainsi que, dans l'édition du 19 octobre 1964 du *Washington Report* sur l'American Security Council, il est signalé qu'à la Section Désarmement, M. Rostow réclamait « la réduction et la suppression définitive du potentiel militaire national, à l'exception des moyens nécessaires pour le maintien de l'ordre intérieur et pour la constitution d'une force de police internationale »[1].

Pour qu'un personnage officiel comme M. Rostow, alors conseiller du président Lyndon Johnson, ait pu émettre publiquement pareille suggestion sans soulever les protestations du gouvernement, il faut qu'elle fût conforme à la position du Département d'état – truffé d'affiliés au C.F.R., auquel appartenait aussi le vice-président Hubert Humphrey.

D'ailleurs, toute protestation aurait été mal venue, car, au moins depuis 1960, date de la publication de son ouvrage : *The United States in the World Arena,* on ne pouvait ignorer ses intentions. Et elles vont beaucoup plus loin que le désarmement des États-Unis et le transfert de leur puissance militaire à l'armée internationale de l'O.N.U., puisqu'il précise :

« C'est un légitime objectif national des Américains que de voir retirer à toutes les nations – y compris les États-Unis – le droit d'utiliser une force militaire importante pour la poursuite de leurs intérêts propres. Puisque ce droit rémanent est à la racine de la souveraineté nationale, (...) il est, par suite, de l'intérêt américain de mettre un terme à la nationalité telle que définie historiquement »[2].

1 Francis X. Gannon – op. cit., t. I, p. 510.
2 Walt Rostow – op. cit., p. 549.

On ne peut être plus net : le but final de M. Rostow est donc bel et bien l'institution d'un Gouvernement Mondial par la suppression des nationalités. Il ne fait ainsi qu'expliciter le dessein constant du Council on Foreign Relations, auquel il appartient et dont il n'est que le porte-parole.

*

En ce qui concerne plus spécialement l'armement nucléaire, une première tentative d'internationalisation avait eu lieu en mars 1946 par le dépôt d'un *Rapport sur le Contrôle International de l'Énergie Atomique*, présenté sous la signature de MM. Dean Acheson (C.F.R.), sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et David E. Lilienthal (C.F.R.), ancien président de l'U.S. Atomic Energy Commission – auquel aurait largement participé le Dr J. Robert Oppenheimer. Aux termes de ce document, il était formellement interdit à toutes les nations de détenir de l'uranium-235 ou du plutonium, et les laboratoires et installations de traitement de matières fissiles devaient être remis à une Autorité Internationale.

Le seul résultat en fut la constitution de l'*Agence Internationale de l'Énergie Atomique* (International Atomic Energy Agency), constituée à la Conférence de New York, d'octobre 1956, et établie en octobre 1957, sous l'autorité de l'O.N.U., pour « accélérer l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, favoriser l'échange des connaissances atomiques et prévenir le détournement de matières fissiles et d'installations nucléaires à des fins militaires ».

Le 5 août 1963, les États-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne signent à Moscou le *Test Ban Treaty*, interdisant les essais nucléaires dans le domaine spatial, dans l'atmosphère ou sous la mer, autorisant toutefois les essais souterrains.

Mais le 10 novembre 1966, le ministre américain de la Défense, M. Robert S. McNamara (C.F.R.), annonçait l'installation autour de Moscou du réseau « Galosh », ceinture d'« anti-ballistic missiles » (ABM – missiles antimissiles). Le 27 janvier 1967, les États-Unis et l'Union soviétique signaient un accord réservant l'espace à des fins pacifiques et interdisant son utilisation par satellites ou de toute autre manière à des fins militaires. De plus, le président Johnson proposait à M. Alexis Kossyguine la limitation des ABM, afin d'assurer l'« équilibre de la terreur ». L'intervention militaire soviétique d'août 1968 en Tchécoslovaquie mit fin aux pourparlers. Aussi, le 14 mars 1969, le président Richard Nixon décidait la mise en place du

réseau ABM « Safeguard », tandis que les ingénieurs américains dotaient leurs missiles de têtes multiples.

Entre temps, les États-Unis, l'U.R.S.S. et cinquante-sept autres nations avaient signé, le 1er juillet 1968, le *Nuclear Non-Proliferation Treaty* (Traité de non-prolifération nucléaire), qui interdisait le transfert à des puissances non nucléaires d'armes nucléaires et de renseignements permettant leur fabrication. L'entrée en vigueur de ce traité était prévue pour le 5 mars 1970, mais la France et la Chine communiste ont refusé de le signer. Or, à la même époque – comprenne qui pourra ! – des savants étrangers travaillaient dans les laboratoires de recherches nucléaires américains, ce qui allaient permettre à la Chine communiste de parvenir dans un temps record à la bombe thermonucléaire et même à un « pays mendiant » comme l'Inde de procéder en 1974 à sa première explosion atomique. On affirme aussi qu'Israël serait doté – ou pourrait se doter très rapidement – de son propre armement nucléaire.

*

La terrifiante escalade nucléaire des deux « Super-Grands », outre la menace apocalyptique qu'elle fait planer sur le monde, engloutit des sommes démesurées qui pèsent lourdement sur leurs budgets.

Aussi, dès que le Sénat américain eut ratifié le Traité de Non-Prolifération, le 13 mars 1969, le président Richard Nixon (ex-C.F.R.) s'empressa de négocier avec l'Union soviétique l'ouverture de *Conversations sur la Limitation des Armes Stratégiques*, dites SALT (Strategic Arms Limitation Talks).

Les entretiens préliminaires eurent lieu à Helsinki, en Finlande, à partir du 17 novembre 1969. Ils étaient conduits du côté russe par M. Vladimir Semionov et du côté américain par M. Gerard Smith (C.F.R.), désigné, le 29 janvier 1969, par M. Nixon pour remplacer M. William Foster à la tête de l'Office du Désarmement. M. Smith était accompagné de trois « experts » : M. Paul Nitze (C.F.R.), ministre de la Marine de John Kennedy, secrétaire d'État adjoint à la défense en 1967, partisan avéré du transfert des forces armées américaines aux Nations Unies ; M. Llewellyn Thompson (C.F.R.), ambassadeur des États-Unis à Moscou de 1957 à 1962, partisan d'une large coopération entre les États-Unis et l'U.R.S.S. ; le Dr Harold Brown (C.F.R.), attaché au cabinet du ministre de la Défense Robert McNamara, auprès de qui, d'après *Human Events* du 5 juillet 1969, il était « le principal architecte de la théorie du Département de la Défense qu'il était très bien de permettre aux Soviétiques de rattraper le niveau de la force stratégique des États-Unis »[1]. Ainsi, les quatre membres de la délégation américaine étaient affiliés au C.F.R. et pro-soviétiques.

*

Au gré du contexte politique, les négociations furent assez cahoteuses. C'est ainsi que M. Michel Tatu écrivait dans *Le Monde* du 7 janvier 1971 :

«... le scepticisme avec lequel M. Nixon s'est exprimé, au cours de sa conférence de presse de lundi (4-1), à propos des négociations SALT sur la limitation des armements stratégiques et l'avertissement à peine voilé qu'il adressa aux Soviétiques en ce qui concerne la « *base navale* » de Cienfugos, à Cuba, ne sont pas de nature à détendre ses relations avec Moscou. »

D'autre part, un mois plus tard, les États-Unis et l'Union soviétique, suivis par une quarantaine d'États ; signaient à Moscou le traité du 11 février 1971, interdisant l'implantation des armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive sur le fond des océans et des mers.

Finalement, le 26 mai 1972, les deux Super-Grands signaient, toujours à Moscou, un traité qui « gelait » les armements nucléaires des deux puissances au niveau, atteint ou autorisé, de :

	États-Unis	Union soviétique
Missiles antimissiles	200	200
Missiles intercontinentaux	1 054	1 618
Sous-marins nucléires	41	42

Chacune des deux puissances ne pourra disposer ses missiles antimissiles que sur deux bases, avec un maximum de 100 engins par base. Il n'est fait état ni des bombardiers stratégiques ni des armes nucléaires tactiques.

La supériorité soviétique d'un sous-marin nucléaire et de 564

1 D'après Phoebe Courtney – Nixon and the C.F.R. (Nixon et le C.F.R.) – Free Men Speak, Inc., New Orleans, 1971, p. 122.

missiles internationaux s'accroît encore de la possession de la fusée « SS 9 », dotée de 5 têtes nucléaires de 5 mégatonnes chacune, sans équivalente américaine. En contrepartie, les Américains ont doté leurs missiles de 6 à 10 têtes nucléaires ou de « leurres » et possèdent 5 700 charges nucléaires opérationnelles contre 2 500 aux Russes ; de plus ils ont une très large supériorité en bombardiers stratégiques porteurs de charges nucléaires[1].

En fait, le traité du 26 mai 1972 comporte deux accords : l'un réglant définitivement la question des missiles antimissiles, l'autre, pour cinq ans, le nombre de missiles intercontinentaux et de sous-marins atomiques. Ce traité termine la phase dite des *SALT-I*, qui s'étaient tenues tantôt à Helsinki, tantôt à Vienne.

La phase suivante dite des *SALT-II* s'est ouverte à Genève le 19 octobre 1972, avec pour objet de renforcer ou peut-être d'étendre les résultats des SALT-I – le plus grand secret entoure les discussions –, en tout cas, de prolonger pour une nouvelle période d'accord quinquennal sur les missiles intercontinentaux et les sous-marins atomiques.

*

Il est à souligner que le 29 mai 1972, soit trois jours après la signature du traité concluant les SALT-I, les États-Unis et l'U.R.S.S.

1 Les chiffres du tableau sont repris de Claude Delmas – « La logique nucléaire » in Valeurs Actuelles, 5 juin 1972. Le Monde du 28/29 mai 1972 les confirme, en donnant les précisions.
« Missiles intercontinentaux (basés à terre) – U.R.S.S., 1 618, dont 311 missiles de grande puissance « SS 9 ». États-Unis, 1 054, dont 160 Minuteman-3 à têtes multiples indépendamment guidées (M.I.R.V.)
« Missiles sous-marins – U.R.S.S., environ 400, embarqués à bord de 25 sous-marins nucléaires ; 17 autres de ces sous-marins seraient en construction. Quelques dizaines de missiles sont en outre embarqués à bord de sous-marins non nucléaires. États-Unis, 656, dont 192 engins Poseïdon à têtes multiples.
Bombardiers intercontinentaux – U.R.S.S., 140, États-Unis, 531. »
Par contre, M. Medford Evans – « Moscow's Move » (L'avance de Moscou) in American Opinion, septembre 1972 – cite le New York Times, qui accorde « aux Soviétiques 40 % de plus de missiles intercontinentaux (1 408 contre 1 000) et de sous-marins lanceurs de fusées intercontinentales (62 contre 44), un tiers de plus de missiles lancés par sous-marins (950 contre 710) et un avantage triple en mégatonne de la charge de chaque missile »

publiaient conjointement une *Déclaration de Principes*, dont l'objet est défini par l'article 6 :

« Les U.S.A. et l'U.R.S.S. considèrent comme l'objectif final de leurs efforts la réalisation du désarmement général et complet et l'établissement d'un système efficace de sécurité internationale en accord avec les buts et les principes des Nations Unies. »

« Désarmement général et complet » : l'art. 6 reprend identiquement les termes de l'« *Étude n° 7* » du Council on Foreign Relations, devenue, depuis la création de l'Office du Désarmement, la thèse officielle du gouvernement américain. Et cela n'a rien de surprenant, la délégation américaine aux SALT étant composée exclusivement d'affiliés au C.F.R.

On est donc amené à interpréter l'expression de « désarmement général et complet » dans le sens de l'« *Étude n° 7* », c'est-à-dire *le transfert – et non la suppression – de tous les armements nucléaires compris, à une Armée des Nations Unies*, comme le confirme le dernier membre de phrase de l'article 6.

Les « Initiés » de la Haute Finance internationale, après leur échec au Gallup de novembre 1961, n'avaient vraiment pas renoncé à leurs intentions…

TROISIÈME PARTIE

LE BUT DU SYSTÈME

(La Bête) arrivait à ce que tout le monde, petits et grands, riches et pauvres, hommes libres et esclaves, se marquât la main droite ou le front, de façon que personne ne pût acheter ou vendre sans être marqué du nom de la Bête ou du chiffre de son nom. C'est le moment d'être habile ! Aux gens avisés de calculer le chiffre de la Bête ! car c'est le chiffre d'un homme.

APOCALYPSE 13 ;16-18
(Bible de Maredsous)

Il y a des gens en Angleterre et ailleurs qui pensent que les gouvernements de l'U.R.S.S. et des États-Unis ont en fait agi de concert dès la prise de pouvoir par les bolcheviques et l'établissement de l'État communiste soviétique – en dépit de la « guerre froide », de la Corée, du Vietnam, de la « crise nucléaire de Cuba », des guerres du Moyen-Orient et du reste.

Bien entendu, les gens qui croient à de telles choses ne peuvent être que des extravagants ou des maniaques.

PETER SIMPLE
Daily Telegraph
14 décembre 1973

Chapitre XXII

Le Cynique pari

Si la condamnation de Weishaupt à Munich, en 1786, et le verdict de dissolution des Illuminés ont mis un terme, au moins provisoirement, à leurs activités en Bavière, l'Ordre ne les en a pas moins poursuivies à l'étranger, comme le montre sa participation au processus de la Révolution française.

L'idée des Illuminés était, d'ailleurs, de s'emparer du pouvoir en France, et de se servir de la France pour conquérir le reste de l'Europe et lui imposer la dictature universelle prévue par Cornélius et Weishaupt. Waterloo contraria ce dessein.

Mais, lors de la guerre de l'Indépendance américaine, La Fayette et ses troupes avaient fait franchir l'Atlantique à l'Illuminisme. Vers 1800, l'Ordre comptait deux loges, à New York et en Virginie, totalisant environ 1 700 affiliés. On notera qu'en 1826, un franc-maçon de New York, William Morgan, publia un livre dénonçant l'infiltration de l'Illuminisme dans les loges maçonniques : il fut assassiné peu après par un Illuminé importé d'Angleterre.

L'Ordre, d'autre part, avait profité des guerres de la Révolution et de l'Empire pour étendre son audience jusqu'en Russie, où il fut à l'origine du soulèvement des « décabristes » en 1825. Et dès 1808, il s'était reconstitué en Allemagne derrière la *Tugensbund* (« Ligue de la Vertu »), dissoute en 1815 par réaction de la Sainte Alliance contre le « libéralisme »[1].

---

1 Il est à noter que la colonne d'Alexandre, sur la place du Palais d'Hiver de Saint-Pétersbourg, est décorée de l'insigne Illuministe, le « triangle omnivoyant » (triangle équilatéral portant en son angle supérieur un œil). Ce même insigne se retrouve sur les billets américains de 1 dollar émis sous le président Franklin D. Roosevelt. Enfin, il figure aussi en relief sur le Grand Mémorial Américain de Saint-Laurent-sur-Mer (Calvados), accompagné de la devise : « Annuit Coeptis Novus Ordo Saeculorum ». (Le nouvel ordre des

Vers la même époque, on eut vent d'une association secrète, qui s'intitulait *Ligue des Hommes Justes* (Bund des Gerechten). À son sujet, M. Robert Payne écrit :

« La Ligue des Hommes Justes n'a pas d'histoire, car elle procède de nombreuses conjurations infructueuses. On peut la faire remonter à la Révolution française ou à la secrète Société des Saisons, de Blanqui. Elle changeait de nom suivant les pays ; à Londres, elle était habituellement désignée sous la dénomination plus modeste de German Workers'Educational Society (Société Éducative des Travailleurs Allemands)[1]. »

En fait, la Ligue des Hommes Justes était l'appellation sous laquelle les Illuministes d'Allemagne se cachaient derrière la Tugensbund – comme le laisse entendre, d'ailleurs, la similitude de dénomination.

C'est aux alentours de 1840 qu'on entend parler en France de *Karl Marx*, à propos des sociétés secrètes révolutionnaires, dont le Préfet de Police de la Deuxième République, le F.·. Caussidière, écrit dans ses *Mémoires* qu'elles poursuivaient leur activité séditieuse sur ordres provenant de Bruxelles, résidence habituelle, à l'époque de Marx et d'Engels.

En 1848, Karl Schapper, Joseph Moll et Heinrich Bauer, les Illuminés qui dirigeaient la Ligue des Hommes Justes, décidèrent d'en changer la dénomination en *Ligue Communiste*, « dont Karl Marx

Siècles promis à ceux qui l'ont entrepris.)
Marbot rapporte dans ses Mémoires qu'« un étudiant, nommé Frédéric Stabs, fils d'un libraire de Naumbourg et membre de la société secrète du Tugensbund (ligue de la vertu) », fut arrêté à Schönbrunn, en 1809, par le général Rapp, au moment où il essayait de s'approcher de Napoléon 1er pour l'assassiner. Il fut condamné à mort et fusillé. – Mémoires du Général baron de Marbot – Plon, 1950, t. II, p. 305-306.

1 Robert Payne – Marx – Simon et Schuster, New York, 1968, cité par Alan Strang – « The Manifesto » (Le Manifeste) in American Opinion, février 1972.
Louis Auguste Blanqui (1805-1881), inventeur de la formule : « Ni Dieu ni maître », fut un révolutionnaire, impénitent, qui participa à divers mouvements insurrectionnels, et connut maintes fois la prison. Il avait fondé sur l'Illuminisme sa Société des Saisons, qui prit part au malheureux soulèvement des Blanquistes, en 1839, et à la révolution de 1848.

devint membre »[1]. En même temps, ils demandèrent à Marx de codifier le programme de Weishaupt en un *Manifeste du Parti Communiste*, plus connu sous le titre abrégé de *Manifeste du Parti Communiste*, M. Gary Allen affirme que, dans le *Manifeste Communiste*, le seul travail de Marx « a été de postdater et de codifier les principes et les projets fixés soixante-dix ans plus tôt par Adam Weishaupt, le fondateur de l'Ordre des Illuminés de Bavière, dont la Ligue des Hommes Justes n'était qu'une émanation »[2].

C'est à Londres, au siège de la *Ligue Communiste*, que le *Manifeste* fut publié en allemand, dans les premiers jours de février 1848. Coïncidence ou corrélation, le 24 du même mois, la révolution éclatait à Paris et installait un gouvernement à large majorité maçonne, dont le mécanicien communiste Alexandre Martin dit *Albert*, « chef de société secrète »[3].

Les premières éditions du Manifeste ne portent aucun nom d'auteur. Peut-être par raison de sécurité. Plus probablement, comme l'indique M. Gary Allen, en attendant que la renommée révolutionnaire de Marx ait justifié qu'on lui en attribuât la paternité ; son nom figure, en effet, en tête de toutes les éditions à partir de 1868.

Or Marx n'avait pas été le seul rédacteur du *Manifeste* ; Engels y avait collaboré pour une bonne part, mais aussi, semble-t-il, un étrange personnage, d'origine française, Jean Laffite.

Né en 1792 à Port-au-Prince (Saint-Domingue) – et non, comme il le prétendra, à Bordeaux –, *Jean Laffite* était fils d'un tanneur

1 Alan Strang – « The Manifesto » (Le Manifeste) in American Opinion, février 1972.
2 Gary Allen – None Care Call It Conspiracy – note de la p. 25.
3 On lit dans l'Histoire de France Larousse, t. II, p. 256, sous la signature de Louis Girard :
«... un gouvernement provisoire de sept députés républicains, dont les plus notoires, étaient Lamartine, Ledru-Rollin, Arago et Garnier-Pagès, fut proclamé. Les sept s'installaient vers cinq heures du soir à l'Hôtel de Ville, lorsqu'ils furent rejoints par quatre nouveaux collègues qui s'imposèrent à eux : Louis Blanc, Marrast, Flocon et un ouvrier, chef de société secrète, Albert ».
En fait, sur les onze membres, neuf appartenaient à la franc-maçonnerie : Ledru-Rollin, Arago, Garnier-Pagès, Crémieux, Marie, Pagnère, Louis Blanc, Marrast et Albert. Il faudrait ajouter le F.·.Caussidière, préfet de Police, Maçon très actif.

Marius Laffite, exerçant à La Nouvelle-Orléans, et de Maria Zoria Nadrimal, juive espagnole de Dax. Il avait pratiqué la traite du « bois d'ébène », la piraterie et la contrebande dans la Mer des Antilles, fondé deux « communes libres » de flibustiers à Barataria, sur le Golfe du Mexique, puis à Galveston, sur la côte du Texas, et pris part à la défense de La Nouvelle-Orléans contre les Anglais en décembre 1814 — janvier 1815. Obligé de s'enfuir, on le retrouve, après une éclipse de neuf ans, négociant armateur à Charleston, port de la Caroline du Sud, sous le nom de John Lafflin, Américain. Il y épouse, le 7 juin 1832, la belle et riche Emma, fille du négociant armateur Gleen Edward Mortimer, avec lequel il était en affaires.

Son fils aîné affirme que Jean Laffite « appartenait à des sociétés secrètes » – la franc-maçonnerie sûrement, l'Illuminisme probablement, et peut-être aussi l'Internationale des Travailleurs, mouvement anticapitaliste. C'est que, malgré sa fortune, Jean Laffite restait fidèle à l'idéologie communautaire dont il avait fait preuve à Barataria et à Galveston – idéologie de base des flibustiers de tous les temps.

Depuis son mariage, il voyage beaucoup « pour ses affaires » ; il s'est inscrit comme fabricant et négociant de poudre à canon ; il exploite avec un de ses beaux-frères une distillerie ; il poursuit ses anciennes activités d'armateur et, murmure-t-on, quelques autres moins officielles.

En 1847 et 1848, il réside à Bruxelles, mais se déplace fréquemment à Paris, à Berlin, à Amsterdam, à Londres, en Suisse.

À cette époque, Bruxelles était le refuge de nombreux révolutionnaires et agitateurs venus de l'Europe entière. C'est probablement là que Laffite fit la connaissance de Karl Marx, fixé dans cette ville après son expulsion de France, en 1845, pour son activité un peu trop voyante dans les milieux socialistes, et d'Engels, secrétaire du Comité central de la *Fédération des Communistes*. Les trois hommes devinrent vite inséparables[1].

1 Dans son Histoire de la Flibuste (Stock, 1969, rééd. Le Livre de Poche, 1971, p. 492 et suiv.) M. Georges Blond fait état d'une documentation publiée par M. Stanley Clisby Arthur, concernant Jean Laffite. Il en ressort que l'aventurier français a fréquenté assidûment, à Bruxelles (ou à Berlin), Friedrich Engels et Karl Marx à l'époque où ils rédigeaient ensemble le Manifeste Communiste.

Né à Trèves en 1818, Karl Heinrich Marx était le fils d'un riche avocat israélite, dont il hérita une coquette fortune, rapidement croquée par de jolies dents. Plus tard, il épousera Jenny, fille du baron von Westphalen, dont la mère procura au jeune ménage une domestique – hé ! oui… – demeurée au service des deux époux pendant toute leur existence. À la mort des Westphalen, il leur échut encore un fort bel héritage.

Il faut ajouter que cet acharné pourfendeur du capitalisme n'hésitait pas à en profiter en… jouant au Stock Exchange de Londres. Il écrivait certain jour à Engels :

« Si j'avais eu l'argent ces dix derniers jours, j'aurais pu gagner la forte somme au stock exchange. Nous nous trouvons à une époque

« Je quitte Bruxelles pour Paris, écrivait Laffite, puis dans trois ou quatre semaines j'irai à Amsterdam, puis en route pour l'Amérique. M. Engels viendra avec moi à Paris où je dois lui procurer, ainsi qu'à M. Marx, un financement à long terme pour l'achèvement et l'impression de leur manuscrit. »

« Aucune lettre ultérieure ne donne de détails sur ce séjour à Paris, ajoute M. Blond, mais la preuve que le financement fut assuré est historique : le Manifeste parut à Londres, en allemand, en février 1848. Et un fait nous laisse à penser que Jean Laffite n'avait point agi seulement comme intermédiaire ou répondant, mais aussi très probablement comme commanditaire : les auteurs lui remirent une copie du manuscrit, qu'il rapporta avec lui en Amérique. Dès le lendemain de son arrivée à New York (9 janvier 1848), il écrivit à sa femme : « J'ai les manuscrits » (peut-être avait-il plusieurs exemplaires) et j'espère qu'ils seront présentés à M. Abraham Lincoln… »

Abraham Lincoln, en 1848, était sénateur de l'Illinois. « Mon beau-frère John Mortimore est en relations avec son ami intime. Josuah Speed, négociant à Springfield », avait déjà écrit Laffite. «… il faudra utiliser ce canal pour remettre au sénateur un exemplaire du Manifeste du communisme ». En fait, ce fut John Mortimore lui-même qui rencontra Lincoln et qui lui parla du Manifeste. La réalité de cette rencontre est prouvée par une lettre… d'Abraham Lincoln à John Mortimore. »

M. Curtis B. Dall écrit que, pour la publication du Manifeste, Marx reçut de la main à la main une aide substantielle de deux Illuminés : Clinton Roosevelt, qui avait publié en 1841 un livre intitulé The Science Of Government Founded In Natural Law (La science du gouvernement fondée sur la loi naturelle), s'inspirant du plan de Weishaupt pour l'instauration d'une dictature mondiale type Nation Unies ; et Horace Greely, le directeur du New York Tribune dont Marx fut correspondant londonien – Curtis B. Dall – F.D.R. My Exploited Father-in-Law, p. 172.

où, avec de l'intelligence et très peu d'argent, on peut faire ses choux gras à Londres. »

Quant à Friedrich Engels, né à Barmen (Prusse Orientale) en 1820, son père était l'opulent propriétaire d'une manufacture de tissage, avec succursale à Manchester, en Angleterre. Ayant pris une part active au soulèvement badois en 1848, Friedrich Engels jugea opportun de se réfugier à Manchester, où il vécut très à l'aise des bénéfices de sa manufacture ; bénéfices procurés par les « forçats de la faim » de son tissage, non moins pressurés que ceux des concurrents.

Ce fut Engels qui assura largement la subsistance de Karl Marx – sans ressources après la dissipation de son héritage paternel –, tant à Bruxelles que, plus tard, à Londres.

En fait de « damnés de la terre », dont, Marx et Engels, comme Laffite, seraient plutôt à ranger parmi les « capitalistes » abhorrés, et ce n'est pas le moins étonnant de l'affaire.

Car si, en public et dans leurs écrits, Marx et Engels se faisaient les ardents défenseurs du « prolétariat », auquel ils prêtaient toutes les qualités, il en était tout différemment dans le privé. Au cours de ses conversations, Engels parlait des prolétaires avec un profond mépris, les traitant de « ces types », « ces ânes », « ces stupides travailleurs qui gobent n'importe quoi ». Il leur reprochait leur manque d'intelligence, leur écœurante « apathie et leur mesquine jalousie »[1].

De son côté, en 1866, Marx jugeait les travailleurs parisiens :

« Ouvriers de luxe, qui se trouvent, sans s'en douter, appartenir très fort à la vieille ordure. Ignorants, vaniteux, prétentieux, bavards, gonflés d'emphase [2]».

Et quand, en 1845, il organise un groupe communiste, il met à sa tête un des fondateurs de la Ligue des Hommes Justes, Wilhelm Weitling, et un poète connu, Ferdinand Freiligrath. L'écrasante majorité des membres était composée d'écrivains à attaches bourgeoises, et on n'y peut guère compter comme vrais prolétaires

1 Léopold Schwartzschild – Karl Marx : The Red Prussian (Karl Marx : le Prussien rouge) – Grosset & Dunlap, New York, 1947, cité par Alan Stang – « The Manifesto ».

2 Robert Aron – Le socialisme français face au marxisme – Grasset, 1971 – cité par Valeurs actuelles, 16 août 1971, p. 33.

que deux typographes ; encore ne semblent-ils y figurer qu'à titre symbolique[1].

Mais pour mieux situer la position de Marx par rapport au prolétariat, il convient de se reporter à son *Adresse du Comité Central à la Ligue Communiste*, de mars 1850. Il y écrit :

« Le premier point sur lequel les démocrates bourgeois entreront en conflit avec les travailleurs sera l'abolition de la féodalité. Comme dans la première Révolution française, le bourgeois mesquin donnera les terres féodales aux paysans en libre propriété…

« Les travailleurs doivent s'opposer à ce plan dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt. Ils doivent demander que la propriété féodale confisquée demeure la propriété de l'État et soit convertie en colonies de travailleurs, cultivées en association par le prolétariat rural, avec tous les avantages de l'agriculture sur une grande échelle, grâce à quoi le principe de la propriété en commun s'établit sur une base solide, comparée à la chancelante propriété bourgeoise. »

On voit que ni M. Sicco Mansholt, ni le professeur Vedel n'ont rien inventé.

La pensée de Marx s'explicite dans la seconde proposition :

« En outre, ou bien les démocrates chercheront à établir directement une république fédérale, ou bien, s'ils ne peuvent éviter une république une et indivisible, ils tenteront au moins de paralyser le pouvoir central par une autonomie et une indépendance aussi étendues que possible des communautés et des provinces. Contrairement à ce plan, les travailleurs doivent lutter non seulement pour une république allemande une et indivisible, mais encore, à l'intérieur de cette république, pour la centralisation la plus poussée du pouvoir dans les mains de l'autorité de l'État. Ils ne se permettront pas d'être dévoyés par les expressions démocratiques de liberté pour les communautés, d'auto-gouvernement, etc. »

C'est donc par une véritable distorsion à la fois de la pensée de Karl Marx et de la véritable acception du terme que la dialectique communiste revendique à tout propos l'exclusivité de la Démocratie.

1 D'après Robert Payne – op. cit.

Car le communisme, tel que conçu par Marx, a pour objet l'établissement d'une dictature totalement centralisée et soumise à l'autorité de l'État, c'est-à-dire d'une poignée de non-prolétaires.

En 1849, Marx fut chargé par les Démocrates allemands de prendre contact avec les révolutionnaires français ; à cet effet, il devint membre d'une des organisations communistes clandestines de Paris. Le but était de constituer un regroupement de toutes les sociétés secrètes révolutionnaires, en vue d'une action simultanée dans un avenir plus ou moins proche. À cet effet, la Ligue communiste adressa, en mars 1850, une circulaire pour la création d'une alliance internationale de *militants*, la *Société Universelle des Communistes Révolutionnaires*.

Les statuts en furent adoptés, le mois suivant, par Vidil et Adam, représentant les organisations d'« immigrés » blanquistes de Londres, par Marx, Engels et Willich, pour la Ligue Communiste, et par Harney, pour les *Chartistes britanniques*. Ces six signataires en formèrent le Comité central[1].

Or la Société Universelle des Communistes Révolutionnaires était composée exclusivement des dirigeants des autres sociétés révolutionnaires ; elle constituait ainsi une association de degré plus élevé, le « cercle intérieur » à la manière des Illuminés de Bavière.

Et s'il fallait une preuve supplémentaire de la collusion du Communisme avec l'Illuminisme, on la trouverait dans le fait que, en 1852, Karl Marx devenait le correspondant londonien du *New York Tribune* (futur *New York Herald-Tribune*), dirigé par l'Illuminé Horace Greely.

La conclusion s'impose donc :

CE SONT DES CAPITALISTES INTERNATIONAUX QUI, AU DÉBUT DU XIX[e] SIÈCLE, ONT DÉLIBÉRÉMENT FONDÉ LE COMMUNISME MODERNE

1 Boris Nicolaievsky et Otto Maenchen-Helfen – Karl Marx : Man and Fighter (Karl Marx : l'homme et le militant) – Methuen, Londres, 1936, cité par Alan Stang – « The Manifesto », p. 57.
« Chartisme – Mouvement libéral anglais qui se forma vers 1838 pour obtenir l'extension des droits de la classe ouvrière » — Nouveau Larousse Universel, t. I. p. 340.
Après quelques manifestations et émeutes en 1838 et 1839, le Chartisme paraît avoir réduit son activité au dépôt de pétitions et il aurait disparu peu après 1848.

SUR L'IDÉOLOGIE ARISTOCRATIQUE, PLOUTOCRATIQUE ET UNIVERSALISTE DES ILLUMINÉS DE BAVIÈRE, EN UTILISANT LE CONCOURS DE KARL MARX ET DE FRIEDRICH ENGELS.

*

On a vu la filiation rosicrucienne de l'Illuminisme et du Martinisme. Or le mage Papus (Gérard Encausse), rénovateur en 1891 de l'*Ordre Martiniste*, dans sa préface à *L'Archéomètre*, du kabbaliste-rosicrucien et Grand Maître du Martinisme, *Saint-Yves d'Alveydre*, écrivait :

« Comme sociologue, Saint-Yves d'Alveydre a consacré la plus grande partie de sa vie à la défense et à la diffusion d'une certaine forme d'organisation sociale : la SYNARCHIE.

C'est chez Coménius qu'on trouve la première forme didactique des idées synarchistes élaborées par les Rosicruciens en vue de la constitution d'un gouvernement mondial comportant : une église universelle, un conseil culturel international et un tribunal de la paix. Ce schéma sera modifié par Saint-Yves d'Alveydre ; il écrit, en effet :

« Voici, en procédant hiérarchiquement, l'ordre et le nom de ces organes à constituer, pour fonder le gouvernement général de l'Europe :

1° – Le Conseil européen des Églises nationales.

2° – Le Conseil européen des États nationaux.

3° – Le Conseil européen des Communes nationales.

« Le premier conseil doit représenter la vie religieuse et intellectuelle, c'est-à-dire la Sagesse et la Science ;

« Le deuxième conseil doit représenter la vie politique et juridique, c'est-à-dire l'Équité et la Justice ;

« Le troisième conseil doit représenter la vie économique, c'est-à-dire la Civilisation et le Travail. »

Or, on retrouve dans le *Pacte Synarchique* la Proposition 591 :

« – Pour être effective, cette réforme doit être inspirée du principe synarchique de constitution ontologique et de représentation par Ordre pour aboutir :

- à un Ordre social-économique de tous les Peuples,
- à un Ordre politique de tous les États,
- à un Ordre culturel de toutes les Nations,
- à un Ordre fédéral de tous les Empires,
- au sein d'une réelle Société Universelle des Nations,
- dont la loi soit basée justement sur les profondes réalités de la vie culturelle du monde,
- et non sur les intérêts politiques par nature agressifs. »

Le parallélisme entre les deux textes est évident, avec insistance sur la « Primauté du Spirituel », même si la hiérarchie du *Pacte Synarchique* est inverse de celle de Coménius. Le motif de cette inversion n'est pas une opposition de principe : c'est la nécessité chronologique d'exécution du Plan, d'ailleurs proposée par Saint-Yves d'Alveydre lui-même.

L'inspecteur général Chavin avait bien reconnu ce parallélisme, mais en partant d'un autre ordre d'argument ; on lit en effet dans son Rapport de 1941 :

« L'affiliation au M.S.E. est de type martiniste.

« Dans l'affiliation au M.S.E., l'initiateur remet au nouvel adhérent un exemplaire du document fondamental que ce dernier revêt de sa signature. Ce document porte deux numéros, l'un qui est à l'initiateur, l'autre à l'initié.

« Cette filiation spécifiquement martiniste accrédite la probabilité du lien qui semble exister entre le M.S.E. et l'Ordre des Martinistes dont Saint-Yves d'Alveydre devint grand maître en 1889. »

Il faut noter ici une singulière « coïncidence » : en 1922, le comte de Coudenhove-Kalergi, « porte-parole de la Synarchie en Europe »[1], créait à Vienne le *Mouvement Pan-Européen*, à la même époque que la constitution à Paris du *Mouvement Synarchiste d'Empire* (M.S.E.)

Si l'on y ajoute que, d'après M. Beau de Loménie :

« Le premier état-major de la Synarchie aurait été composé de personnalités appartenant à des nationalités diverses et son action aurait été dominante dans les révolutions à caractère antidémocratique qui se succédèrent en Europe : le fascisme en Italie, le mouvement du général de Rivera en Espagne, puis celui de Franco, l'Hitlérisme en Allemagne »,

- il apparaît que le M.S.E. de Jean Coutrot n'était que la branche française de la Synarchie européenne. Laquelle, d'après M. Paul Rassinier, aurait présidé en France « à la formation des Ligues nationalistes, aux émeutes de février 1934, à la fondation de la Cagoule, et enfin, à la Révolution nationale de Vichy »[2].

1 Pierre Virion – Bientôt un Gouvernement Mondial, p. 46.
2 Paul Rassinier – « Le Parlement aux mains des Banques » in Contre-Point, numéro spécial, octobre 1953, p. 37. La citation de M. Beau de Loménie est reprise du Crapouillot, n°20 – Les Sociétés secrètes.

De lointaine ascendance flamande, le comte de Coudenhove-Kalergi avait pour grand-mère Marie Kalergi, amie des « initiés » Bismarck, Henri Heine et Wagner. Il est né en 1894, de mère japonaise, réside à Vienne mais affiche la nationalité française.

Après le *Mouvement Pan-Européen*, créé en 1922, il fonda l'*Union Pan-Européenne*, en 1923, puis, l'année suivante, la revue *Pan-Europe*.

En 1926, il organisa le premier Congrès de l'Union Pan-Européenne, présidé par le F.·. Edouard Bénès, alors ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, et auquel assistaient le Français Joseph Caillaux, vice-président du Conseil et ministre des Finances, l'Allemand Loebe, le F.·. Francesco Netti, ancien président du Conseil italien, et Mgr Ignaz Seipel, chancelier d'Autriche. C'est sous l'inspiration de M. de Coudenhove-Kalergi, en 1928, que le F.·. Aristide Briand, président du Conseil, le « pèlerin de la Paix », adressa à vingt-six nations son *Memorandum Pan-Européen*. En 1931, il publia *Staline et Co* et *Révolution par la Technique*.

Personnage politique influent dans la coulisse, il a été invité au moins une fois à une « conférence au sommet » des « quatre Grands », et il avait ses grandes entrées à l'Élysée auprès du président De Gaulle. Il a pour « ami et disciple » M. Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères de 1936 à 1947 et Premier ministre en 1947-1948.

IL APPARAÎT DONC AVEC ÉVIDENCE QUE, PAR LE MARTINISME ET L'ILLUMINISME, LA SYNARCHIE INTERNATIONALE ET LE COMMUNISME MARXISTE PROCÈDENT D'UNE MÊME FILIATION ROSICRUCIENNE.

Ainsi s'expliquent les analogies entre le Communisme et la Synarchie.

Le but essentiel du Rosicrucisme, repris par le Martinisme et l'Illuminisme, est la constitution d'un Gouvernement Mondial, de forme dictatoriale, ou mieux, *de forme directoriale*, suivant le plan martiniste de Saint-Yves d'Alveydre, précisé par le *Pacte Synarchique*. Avec, comme première étape chronologique, l'accent mis, à l'Est comme à l'Ouest, sur le progrès matériel.

Mais c'était aussi le but de Ruskin et de la société Rhodes-Stead, et c'est toujours celui des associations qui en découlent : *Table Ronde* et *Institute of International Affairs* britanniques, *Council on Foreign Relations* américain.

Or, autre « coïncidence » remarquable : c'est en 1921 que furent déposés officiellement les statuts du Council on Foreign Relations.

Ces coïncidences sont trop opportunes pour être dues au seul hasard. Surtout si on en rapproche le fait que :

l'Institute of International Affairs et son homologue américain, le Council on Foreign Relations, ont tous les deux pour promoteur en 1919, le F.·. « colonel » Edward Mandell House, *alter ego* du président Woodrow Wilson ;

House appartenait au groupe Illuministe des Masters of Wisdom (« Maîtres de la Sagesse »).

On ne peut manquer de conclure que :

COMME L'ILLUMINISME, LA SYNARCHIE ET LE COMMUNISME, LES ASSOCIATIONS ISSUES DE LA TABLE RONDE, TEL LE COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS, SONT DE COMMUNE FILIATION ROSICRUCIENNE ET MARTINISTE.

À quoi il faut ajouter que :

House avait de puissantes relations avec les banquiers internationaux des États-Unis et d'Europe, en particulier avec Paul et Félix Warburg, Jacob et Mortimer Schiff, de *Kuhn, Loeb & Co*, avec Otto H. Kahn, Louis Marburg, Henry Morgenthau, Herbert Lehman, les Morgan, les Rockefeller, les Lazard, les Rothschild, etc. ;

- il était socialiste, comme le prouve son livre, *Philip Dru : Administrator* ;

- la Révolution d'Octobre a été fomentée dans les loges rosicruciennes et martinistes de Russie – « Les Illuminés de ce genre pullulent à Saint-Pétersbourg et à Moscou », écrivait le F.·. Joseph de Maistre, *Eques a Floribus* et Grand Profès du Rite *Écossais Rectifié*[1] –

1 Les « mages » se sont succédés à la Cour de Russie, depuis Henri de Langsdorff, en 1880, et Jean Hitsch dit Jean de Cronstadt, le Mage Philippe, en 1900, le Mage Papus, en 1905, jusqu'à Raspoutine, en 1906.
Une loge martiniste avait été créée à la Cour même, fréquentée par le Tsar et l'Impératrice, à laquelle appartenaient le prince Kourakine, le ministre de l'Intérieur Protopopov et le ministre de la Justice Dobrowsky.
Joseph de Maistre adressa, en 1782, son célèbre Mémoire au duc de Brunswick, Eques a Victoria et Grand Maître Général du Rite Écossais Rectifié, dans lequel « il essayait de ruiner la légende templière et la filiation pouvant exister entre la Maçonnerie et l'Ordre du Temple » – Jean Palou – La Franc-Maçonnerie, p. 175.
On sait la filiation rosicrucienne et martiniste du Rite Écossais Rectifié, dont le duc de Brunswick était Illuminé.

, aidées par la puissante Maçonnerie exclusivement juive des *B'nai B'rith*, fondée à New York en 1843, et dont l'ex-député à la Douma, Henri Sliosberg, réfugié à Paris en 1917, y créa la Loge-mère *France-1151* en 1932[1].

On s'explique alors l'appui des banques des États-Unis et d'Europe à la Révolution russe[2].

On s'explique aussi la *collusion politique* entre les gouvernements américains successifs – truffés jusqu'à la Maison Blanche de représentants du Council on Foreign Relations –, et l'Union soviétique.

On s'explique enfin la facilité avec laquelle a pu s'étendre sur les États-Unis *La Toile d'Araignée de la Subversion*, dont le synarque James Burnham, théoricien du Gouvernement directorial, a fait le titre d'un ouvrage qu'il sous-titre : « Les réseaux souterrains dans le gouvernement des États-Unis. » Il y montre, documents officiels à l'appui, que :

« Les membres du complot communiste ne sont pas de simples agents stipendiés, ni des nihilistes aux yeux égarés fabricant des bombes qu'ils veulent jeter par les fenêtres de Wall Street. L'appareil clandestin communiste est une association séditieuse, réunie à la fois par une idéologie fumeuse et par une organisation très ingénieuse[3]. »

1 Alexandre 1er avait animé le Congrès de Vienne et la Sainte Alliance qui avait tenu en échec le socialisme en 1848. Le F.·. Palmerston, Premier ministre britannique, profita des ambitions russes au Proche-Orient pour organiser la guerre de Crimée à titre de représailles.

2 « On prétend souvent que les gens de Wall Street qui financèrent Trostky et consorts y furent poussés par le sentiment juif ; il pourrait bien en avoir été un facteur car, quel qu'ait été le cas de Lénine et de Staline, Trotsky et une forte majorité des bolcheviks originels étaient certainement juifs. Il est possible d'imaginer un riche Juif de New York, d'origine russe, qui, en 1917, aurait financé Trotsky en dépit du fait qu'il était Communiste et non pour ce fait. » — Medford Evans – « East-West Trade » (Le commerce Est-Ouest) in American Opinion, mai 1971, p. 38.

3 James Burnham – The Web Of Subversion – The John Day Company, New

*

Pourtant, il semble aberrant que, pour instaurer le Gouvernement Mondial, les « super-riches » de la Haute Finance internationale aient pensé à coopérer avec les tenants du Communisme Marxiste pour parvenir à un même but : la destruction du Capitalisme, remplacé par le Socialisme.

Mais cela se conçoit fort bien. Si Ruskin préconisait de faire table rase, au besoin par la force, de tout régime et de toute structure en place pour que les dirigeants du Gouvernement Mondial se trouvent devant une « toile vierge » sur laquelle ils puissent tracer le plan de la « nouvelle société idéale », c'est qu'à ses yeux, cette société idéale comporte la mainmise par un petit groupe d'« Initiés » sur l'ensemble de la propriété et des moyens de production et de distribution – qui est bien le programme du Socialisme international.

D'où le puissant soutien financier accordé aux politiciens et aux mouvements susceptibles de provoquer le « grand chambard » politique, économique et social qui conduira à l'anarchie générale.

Les modalités et les étapes de la destruction du monde actuel n'importent guère à ces « super-capitalistes ». « *Au besoin par la force* », a prescrit Ruskin ; peu leur chaut donc le nombre et la qualité des victimes de cette Révolution totale qui « du passé fait table rase ». Par suite, ils ne manifestent aucune répugnance à soutenir économiquement et financièrement le régime soviétique ou celui de Mao instaurés sur le sang.

LE PARI DE LA HAUTE FINANCE INTERNATIONALE CONSISTE À ESCOMPTER QU'APRÈS LA PÉRIODE DE DESTRUCTION, ELLE SERA EN MESURE D'ASSUMER L'ÉDIFICATION À SON PROFIT DU MONDE SOCIALISTE NOUVEAU SOUS LA DIRECTION DE PERSONNAGES POLITIQUES À SON ENTIÈRE DÉVOTION.

Dans son désir de faire admettre l'intention purement humanitaire de ce pari, le Dr Carroll Quigley apporte une précision sur l'origine de ce plan mondial, lorsqu'il écrit :

« Les buts principaux de cette organisation compliquée et semi-secrète sont hautement louables : coordonner les activités internationales et les perspectives du monde anglophone en un seul programme (qui serait en grande partie, il est vrai, celui du groupe

York, 1954 – Réédition American Opinion, juin 1961, p. 114.

londonien) ; travailleur au maintien de la paix ; aider les pays ex-colonisés et sous-développés à progresser vers la stabilité, la légalité, l'ordre et la prospérité, suivant des directives analogues à celles enseignées à Oxford et à l'Université de Londres (plus précisément à l'École d'Économie Politique et aux Écoles d'Études africaines et orientales).[1] »

Cette précision est capitale. Elle montre que le Plan est bien celui de Ruskin et de l'École britannique d'Oxford et de Londres et elle laisse entendre que la tête de toutes les organisations qui poursuivent l'instauration du Gouvernement Mondial se trouve toujours en Angleterre – peut-être est-ce la *Table Ronde*…

*

Dans l'esprit des « meneurs de jeu », l'utilisation de la révolution communiste dans le monde entier n'est qu'à titre transitoire, car elle n'a aucune commune mesure avec la révolution permanente de la Synarchie, qui s'oppose à « toute tendance à l'orthodoxie, sociologique ou autre, au sectarisme politique ou autre » (Prop. 73). Le socialisme synarchique est technocratique, et donc rigoureusement planifié, soumis à une hiérarchie d'« élites dirigeantes légitimes ». Contrairement à Platon et à Ruskin, le *Pacte Synarchique* définit ces élites dirigeantes et en justifie la légitimité (Prop. 276 à 278).

Après avoir souligné que « seuls les politiques de vocation, volontaires et actifs, constituent l'Ordre politique dans l'État compris en mode synarchique » (Prop. 456), à l'exclusion de la masse « parasite », « marquée par l'indifférence politique et la passivité politique » (Prop. 454), le *Pacte Synarchique* précise :

- « 481 – La « démos-artistocratie » des gouvernements, des fonctionnaires et les partisans politiques qualifiés responsables ;
- qui constituent en propre, l'Ordre politique de l'État dans un pays donné et, par délégation fédérative dans l'Empire ;
- comporte seule l'électorat politique et l'éligibilité politique. »

La Synarchie et son homologue anglo-saxon l'Establishment sont donc bien organisés suivant les « cercles concentriques » de

1 Dr. Carroll Quigley – Tragedy and Hope, p. 954.

Weishaupt : le « cercle intérieur » des gouvernants et le « cercle intérieur » des fonctionnaires et des responsables.

Mais le *Pacte Synarchique* reconnaît que cette organisation comporte des dangers, qui sont d'ordre interne et d'ordre externe. Contre les premiers, elle a imaginé la parade des « cercles concentriques ». C'est à l'égard des dangers d'ordre externe qu'elle a délibérément engagé son *Pari*.

*

Il ne peut échapper à personne que la collusion entre l'Establishment et le Communisme, qu'il soit Soviétique, Chinois ou – pourquoi pas ? – du Tiers-monde, présente pour la Haute Finance internationale des risques à ne pas négliger. Rien ne dit que les dirigeants communistes accepteront de jouer le jeu et qu'au contraire, imbus de leur puissance, ils ne tenteront pas de réaliser le Gouvernement Mondial à leur profit.

Mais, manifestement, les « super-capitalistes », pourtant les plus directement menacés, ne montrent aucune crainte. Il est donc de simple logique de supposer qu'*ils s'estiment en état de contrôler à tout moment le Communisme international.*

Cette assurance est fondée au premier chef sur la supériorité de la technique occidentale. Le Pr. Anthony Sutton, de l'Institution Hoover à la Standford University, n'hésite pas à affirmer :

« La technologie soviétique n'existe pas. Elle résulte presque entièrement – peut-être à 90 ou 95 % – d'apports directs ou indirects des États-Unis et de leurs Alliés. En effet, ce sont les États-Unis et les puissances de l'O.T.A.N. qui ont édifié le potentiel industriel et militaire de l'Union soviétique. Cet énorme travail a demandé cinquante ans. Depuis la Révolution de 1917. Il a été accompli grâce à nos fournitures et à la vente d'usines, d'équipements, et à notre assistance technique[1]. »

En particulier, ce n'est que par la livraison des secrets atomiques américains que les Russes ont été à même de construire leur première

1 D'après Medford Evans – « What Is Treason ? » (Qu'est-ce que la Trahison ?) in American Opinion, novembre 1972.
Le Pr. Antony Sutton est l'auteur de Western Terminology and Soviet Economic Development, 1917 to 1930 (La technologie occidentale et le développement économique soviétique, 1917 à 1930) – Hoover Institution, Stanford, 1968, 3 tomes.

bombe à uranium – quant aux Chinois, leurs promoteurs avaient travaillé avec le Pr. Oppenheim, aux États-Unis, ou avec le Pr. Joliot-Curie, en France. Et ce n'est que par la fourniture des ordinateurs américains que les Soviétiques ont pu lancer leurs satellites spatiaux et leurs missiles à tête nucléaire.

Il s'ensuit que les Américains estiment posséder une marge suffisante de supériorité militaire qui les tient à l'abri de toute attaque extérieure.

Les dirigeants soviétiques entretiennent, d'ailleurs, les Américains dans cette opinion – illusion ? L'ancien ministre Averell Harriman, administrateur du Council on Foreign Relations (1950-1955) écri qu'à Téhéran (décembre 1943), Staline souligna le grand cas qu'il faisait de l'industrie américaine en disant : *« Sans les États-Unis comme source de véhicules automobiles, cette guerre aurait été perdue*[1]*. »*

Un deuxième motif de l'assurance des « super-capitalistes » réside dans la faiblesse financière de l'U.R.S.S. Il est certain qu'à diverses reprises, elle ne dut d'échapper à la débâcle qu'au concours financier américain. D'après le Pr. Antony Sutton, elle a subi sept crises particulièrement dangereuses, qu'elle n'a pu surmonter qu'avec le secours des pays occidentaux, des États-Unis surtout :

- 1918 – époque de chaos d'après-guerre, le War Trade Board prenait la résolution d'effectuer « plus de commerce » ;

- 1922 – effondrement économique provoqué par les « guerres d'intervention » des Alliés en Russie même contre le régime bolchevik ; l'U.R.S.S. reçut une puissante aide financière de la banque *Kuhn, Loeb & Co* et de Frank A. Vanderlip, président de la *National City Bank* (Rockefeller), un des conjurés de Jekyll Island, pour l'institution de la N.E.P. (Nouvelle Politique Économique), une aide technique de l'Allemagne et une aide alimentaire américaine[2] ;

1 Averell Harriman – America And Russia In A Changing World (L'Amérique et la Russie dans un monde en mutation) – Garden City : Doubleday, 1971, p. 23.
2 Comme beaucoup d'autres financiers internationaux, Vanderlip fit tous ses efforts pour éviter l'effondrement de l'Union soviétique dans les années 1920. Louis Budens, ancien rédacteur en chef du quotidien communiste Daily Worker, pour montrer comment les Soviétiques se jouaient des « impérialistes américains », rapporte une déclaration de Lénine, du

- 1928-1933 – premier Plan quinquennal, qui n'a pu réussir que grâce aux longs crédits américains, en particulier ceux fournis par *Kuhn, Loeb & Co* ;

- 1932 – conséquence de la crise économique mondiale ; les États-Unis et certains pays d'Europe viennent au secours de la Russie par opposition au national-socialisme ;

- juin 1941 – attaque de la Russie par Hitler ; les États-Unis accordent aux Soviétiques le bénéfice de la loi « Prêt Bail » ;

- 1958 – forte baisse du taux de croissance soviétique ; les Occidentaux augmentent leurs ventes de matériels de production ;

- 1969 – baisse catastrophique de la production alimentaire, en particulier de blé ; le président Nixon promulgue l'Export Administration Act et accorde la fourniture d'une quantité très importante de céréales à un prix inférieur à celui du marché.

Sur les questions financières aussi, les Soviétiques reconnaissent la supériorité américaine, comme l'indique M. Averell Harriman (C.F.R.) :

« En 1959, j'ai eu l'occasion de connaître très bien Khrouchtchev. J'ai eu de nombreuses conversations avec lui à Moscou et, plusieurs mois plus tard, il est venu me voir chez moi à New York. J'ai invité à cette occasion trente-cinq grands banquiers et hommes d'affaires pour le rencontrer. Quand je les lui ai présentés, il a répondu : « Vous dirigez l'Amérique. Vous êtes le *cercle dirigeant* [1]. »

Les « super-capitalistes » estiment ainsi tenir les communistes en laisse par la seule crainte de les voir couper tout crédit et toute fourniture à l'Union soviétique, ce qui amènerait son effondrement.

Mais ils estiment avoir encore un moyen de pression : la vénalité

21 décembre 1920, au 8ème Congrès des Soviets :
« Dans de nombreux articles de journaux, Vanderlip fit son possible pour conseiller un accord avec le pouvoir soviétique, et il écrivit même dans un journal qu'il comparaît Lénine à Washington. Il apparaît donc que, dans les pays bourgeois, nous avons des propagandistes en notre faveur ou en accord avec nous, et nous comptons ces propagandistes parmi les représentants des exploiteurs de la pire espèce, comme Vanderlip » — Louis F. Budenz – Bolshevik Invasion Of The West – Bookmailer, Linden, New Jersey, 1966, p. 115.

1 Averell Harriman – op. cit., p. 61.

des dirigeants communistes. Si nous en croyons M. Alan Stang : « Dès les tous débuts, suivant un mode typiquement « humanitaire », divers dirigeants bolcheviks se sont servis (de leurs relations avec les États-Unis) pour amasser des fortunes personnelles. Trotski, par exemple, possédait 80 000 actions de Moskust. Arsky en possédait 30 000 et Sklyansky 45 000. Zinoviev détenait quarante-cinq pour cent de Volhovstroi. Tchitchérine avait des intérêts dans Turkshlok, et Dzerjinsky – chef de la police secrète – possédait 75 000 actions de la Coal Mines Exploitation Joint Stock Company. Krasnatchokov, président de la Prombank, avait conclu un accord avec une firme russo-américaine pour payer à sa femme une pension mensuelle aux États-Unis. Et Staline, bien sûr, possédait presque tout.[1] »

Mais, pour certains auteurs, ces arguments ne suffiraient pas à justifier l'assurance de la Haute Finance internationale. Ils pensent qu'elle repose sur « une arme plus puissante à l'intérieur même de la Russie », comme l'écrit M. Gary Allen[2]. Simple hypothèse, sans doute, car évidemment, à supposer qu'elle existe, elle est gardée dans le plus grand secret…

1 Alan Stang – « Red Traders », p. 11.
2 Gary Allen – None Dare Call It Conspiracy, p. 75.

POSTFACE

Ce livre a été conçu avec le souci délibéré d'éviter les références aux événements récents, sur lesquels il est toujours difficile de porter un jugement avant que le temps n'ait opéré sa décantation.

Ainsi, par exemple de la « guerre du Kippour » (6-25 octobre 1973) entre les pays arabes et Israël.

À l'origine, certains supposaient que les Soviétiques, profitant du désarroi de l'équipe Nixon à la suite du « scandale du Watergate », auraient donné le feu vert à l'attaque égypto-syrienne pour amener les Israéliens à assouplir leurs conditions à la réouverture du canal de Suez, indispensable aux Russes pour leur pénétration en Méditerranée orientale – le vieux rêve des tsars ; et, en même temps, pour éprouver les réactions de Washington. Pour preuve, l'« alerte nucléaire », déclenchée dans la nuit du 24 au 25 octobre 1973 par le président Nixon, en riposte à la mise en état d'alerte de 50 000 hommes de troupes aéroportées russes, aurait aussitôt amené les Arabes à composition sur pression de Moscou.

D'autres commentateurs ont voulu voir dans cette « alerte nucléaire » une manifestation de détermination factice de la Maison Blanche, en vue de faire basculer l'Égypte dans l'orbite américaine et de s'assurer ainsi le contrôle du canal de Suez.

La suite a montré que ces deux hypothèses étaient compatibles et comportaient chacune une part de vérité. Tandis que M. Kissinger arrachait aux Israéliens la réouverture du canal, les Américains supplantaient les Russes pour la fourniture d'armes à l'Égypte et, en juin 1974, M. Nixon effectuait un périple triomphal au Proche-Orient.

Mais on devait apprendre aussi que Kremlin et Maison Blanche avaient pris ces dispositifs militaires uniquement pour satisfaire les « faucons » de leur pays respectif, et sans intention de les mettre en œuvre. Cette collusion patente entre les États-Unis et l'U.R.S.S. trouve confirmation dans la pression exercée par M. Kissinger sur Mme Golda Meïr pour empêcher la « liquidation » de la III^{e} armée égyptienne encerclée au Sud du Sinaï. Il faut y ajouter aussi que les

deux super-grands se sont arrogé l'exclusivité du règlement du conflit, au mépris des prérogatives de l'O.N.U. et de son Conseil de Sécurité, dont, une fois de plus, l'impuissance et l'inutilité se sont manifestées au grand jour.

Malgré le parti pris de ne pas utiliser l'actualité, un événement comme la « guerre du Kippour » n'aurait pas pu être passé sous silence si, avant la remise à l'impression du présent ouvrage – juillet 1974 –, certains de ses aspects avaient pu être élucidés et certaines de ses conséquences pressenties.

Sans insister sur les motifs connus de friction au Proche-Orient depuis la création de l'État d'Israël, il en est un que signalait M. J.-M. Quatrepoint dans Le Monde du 12 octobre 1973 : *le pétrole*.

L'auteur notait que deux pipelines avaient été installés en Israël, reliant Eilat, sur le golfe d'Akaba, à Haïfa et à Ashkelon, sur la Méditerranée, et qu'on ignorait la provenance du « brut » alimentant Eilat.

« De l'avis de nombreux observateurs, écrivait-il, ce pétrole provient d'Iran. Mais il est difficile d'en déterminer les propriétaires réels. L'État iranien a toujours affirmé qu'il était étranger à ce « trafic ». Les grandes compagnies pétrolières – les Majors – ne « *s'amusent pas à ce petit jeu* ». Elles risqueraient de se couper de leurs sources d'approvisionnement dans les pays arabes. Mais certaines sociétés indépendantes, américaines notamment, n'ont pas les mêmes préoccupations. D'autant que le passage par Israël évite de faire le détour par le Cap. » Ce qui réduit de beaucoup les frais de transport. Or, comme les puits forés dans le Sinaï depuis la « guerre des Six Jours » (juin 1967) assurent la consommation intérieure d'Israël, le tonnage transporté par les deux pipe-lines peut donc être consacré à l'exportation, ce qui n'est pour plaire ni aux producteurs arabes, ni aux grandes compagnies pétrolières, dont on sait et la puissance et le manque de scrupules.

Curieusement, à peine étaient-ils battus sur les champs de bataille, les États arabes réagissaient en engageant la « guerre du pétrole ». Promptitude qui, aux yeux de spécialistes qualifiés, prouverait une préméditation machinée par les conseillers occidentaux des pays producteurs sur l'injonction de la Haute Finance des États-Unis.

Le but de cette manœuvre serait double. D'une part, d'obtenir un relèvement du prix du « brut » au-dessus du seuil de rentabilité de

l'exploitation des schistes bitumeux américains. D'autre part, « contrer » la dangereuse concurrence des industries européennes et japonaises, obligées d'augmenter sensiblement leurs prix de revient en fonction de la « hausse de l'énergie ». Avec pour corollaire l'amélioration de la balance commerciale américaine entraînant la reprise du dollar. Accessoirement, les compagnies pétrolières en profitaient pour décider l'Administration Nixon à autoriser – enfin – la construction du pipe-line de l'Alaska. On est bien obligé de constater que, manœuvre préméditée ou pas, ces hypothèses sont en train de se réaliser. Reste à savoir si la machine mise en route ne va pas s'emballer, comme elle a tendance à le faire, et si ceux qui l'ont lancée seront capables de la maîtriser. Il est toujours dangereux de jouer à l'apprenti-sorcier.

*

M. Henry Kissinger pourrait bien s'en apercevoir, lui qui a acculé le président Nixon a démissionner le 8 août 1974. Qu'on ne s'y trompe pas : le « scandale du Watergate », motif officiel de cette démission, n'est qu'un leurre. Qu'au moment de la campagne présidentielle de 1972, le Parti Républicain ait fait installer des micros à Watergate, siège du Parti Démocrate, avec l'assentiment de M. Nixon, et que celui-ci, après son élection et la découverte des micros, ait fait pression sur le F.B.I. pour étouffer l'affaire, peccadilles en l'état de nos mœurs démocratiques. Et qui n'auraient pas tiré à conséquence sans la campagne acharnée du *Washington Post* et du *New York Times* pour « mettre l'opinion publique en condition ». *« Ces journaux forment une sorte de nœud de vipères tout à fait idiosyncrasique, c'est-à-dire qu'ils ont leur jeu à eux, en puissance autonome*[1]*. »* Or, il est avéré que *ces deux journaux sont sous la coupe du Council on Foreign Relations* qui, au départ, n'avait, on l'a vu, qu'une « confiance mitigée » en M. Nixon, démissionnaire du C.F.R., au point de lui avoir imposé M. Kissinger, un de ses dirigeants, comme conseiller personnel, puis comme Secrétaire d'État.

Malgré quoi, le 15 août 1971, contre l'avis de Wall Street et de l'« Establishment », M. Nixon supprimait la convertibilité du dollar, bloquait pour trois mois les prix et les salaires et décidait une surtaxe à l'importation. Les 17 et 18 novembre, dessaisissant les autorités de

1 Raymond Bourgine dans *Valeurs Actuelles* du 12 août 1974,

la Federal Reserve de leurs attributions, il dévaluait le dollar, et de nouveau en février 1973. Quelques jours avant sa démission, il annonçait la suppression de quarante mille postes de fonctionnaires fédéraux. Ces décisions lui mettaient à dos et Wall Street et les groupements de fonctionnaires. En politique extérieure, si le C.F.R. porte à son crédit le retrait des troupes américaines du Vietnam et le rétablissement des relations avec Pékin, Moscou et Le Caire, il inscrit à son débit les bombardements du Cambodge en mai 1970, de Hanoï et de Haïphong les 8 mai et 18 décembre 1972, ainsi que ses menaces au Nord-Vietnam pour ses violations du traité de paix. En outre, le C.F.R. rappelle que, en 1948, le sénateur Nixon fut un acharné accusateur de l'espion soviétique Alger Hiss (C.F.R.) et que le président Nixon ordonna une enquête sérieuse sur les agissements de Daniel Ellsberg (C.F.R.), auteur des « fuites du Pentagone » au profit de l'U.R.S.S. en 1971. De plus Nixon[1], n'avait accordé qu'à contre-cœur une aide militaire à Israël. Ceci lui a valu les attaques sans ménagements du lobby sioniste. Devant tant d'adversaires, le président Nixon jouait perdant. Et c'est précisément Henry Kissinger dirigeant du C.F.R. qui fut son *« tombeur secret »*[2]. Ainsi, pour la première fois de leur histoire, les États-Unis ont à leur tête un président *non* élu, M. Gerald Ford, qui a choisi un vice-président non élu, M. Nelson Rockefeller, de la richissime tribu.

Si M. Ford apparaît comme le type même du bon Américain moyen, intègre, discret et quelque peu incolore[3], il n'en est pas moins affilié au Bilderberg Group et réputé pro-israélien convaincu – n'a-t-il pas proposé jadis que Jérusalem devienne la « capitale unifiée d'Israël » [4]? Quant à M. Nelson Rockefeller, c'est un vieux routier de la politique. Gouverneur de New York pendant quinze ans, personnalité marquante du C.F.R., il a subi trois échecs à la présidence des États-Unis. Avec l'aide de M. Kissinger, qu'il introduisit au C.F.R. et dans la politique, il a mené une violente campagne contre la réélection de M. Nixon en 1972. Marqué à

1 Déjà taxé à tort ou à raison d'antisémitisme surtout lors de la « guerre du Kippour ».
2 Selon l'expression de M. Ph. Bernert dans L'Aurore du 9 août 1974 et comme le confirme M. Jean Daniel dans Le Nouvel Observateur du 12 août.
3 Sa femme déclarAIT : « Nous sommes des « squares » (pedzouilles)…
4 Cf. *Le Monde*, 11-12 août 1974.

gauche, il a financé l'Institute of Pacific Relations, « instrument de la politique, de la propagande et des renseignements militaires communistes », d'après la sous-commission sénatoriale de la Sécurité intérieure, 1951 ; il est membre à vie de la Progressiste National Association for the Advancement of Colored People. Il a pour supporter des communistes et gauchistes avérés, comme : Roscoe Drummond (C.F.R.), rédacteur en chef du *Christian Science Monitor*, Jacob Javits (C.F.R.), membre du Bureau d'Americans for Democratic Action, Walter Lippman (Table Ronde, C.F.R., etc.), « columnist » au *New York Herald-Tribune*, à Newsweek, etc., J. Irwin Miller (C.F.R.), P.D.G. de *Irwin-Union Bank & Trust Co*, administrateur de *American Telephone and Telegraph*, *Chemical Bank*, *Ford Foundation*, etc., Arthur Schlesinger Jr (C.F.R.), professeur à Harvard et Walter Reuther, président du syndicat des ouvriers de l'automobile, tous deux fondateurs de Americans for Democratic Action. En outre, M. Nelson Rockefeller est un partisan convaincu du Gouvernement mondial.

Or, phénomène curieux : au plein de sa popularité, « sans préavis, à son habitude, mais, dit-il, « après avoir bien réfléchi », il annonce, le 11 décembre 1973, qu'il démissionne de son poste de gouverneur (de New York) – après quatre réélections successives – pour « *être plus utile à la nation* » en présidant… des commissions d'études[1] ». *N'était-ce pas que, dès cette date, le sort de M. Nixon était décidé par le C.F.R.* ?

Parlant de la conférence du Bilderberg Group qui s'est tenue en avril 1974 à Megève, au Mont d'Arbois, chez M. Edmond de Rothschild, le journaliste américain Hilaire du Berrier écrit : « Réunis sous le couvert de renforcer les relations entre l'Europe et les États-Unis, en fait, les conspirateurs se trouvaient là pour être informés qu'il allait se produire un transfert de pouvoirs à Washington. David Rockefeller s'y trouvait comme représentant l'empire financier de sa famille. Nelson Rockefeller s'y trouvait en tant que futur vice-président reconnu des États-Unis. » Et il ajoute : « Comme la *paix par la détente* avec la Russie » est la clef de voûte de la politique du Bilderberg, la réunion d'avril 1974 a été convoquée surtout pour

1 A. Clément « L'empire du bien au service de la République » *Le Monde* 22.8.1974.

informer les Atlantistes que le transfert de pouvoirs à Washington devait affaiblir notre gouvernement central et amener l'Amérique à se rapprocher davantage de sa participation à une fédération atlantique[1]. » Mais si M. Kissinger est le « tombeur » de M. Nixon, cette manœuvre risque de faire boomerang. Nombreux sont, en effet, les politiciens qui regrettent le président Nixon et qui sont prêts à faire payer cher sa démission à leurs auteurs. M. Kissinger a été accusé d'avoir appartenu aux Services secrets soviétiques en 1945-1946. De plus, on connaît ses relations suivies avec le « journaliste » Vitaly Yergenevitch Lui, dit Victor Louis, agent avéré du K.G.B. russe et commis-voyageur officieux du Kremlin. Or, le 22 juin 1974, le *New York Times*, reprenant une déclaration faite la veille par le sénateur démocrate Henry Jackson, reprochait au Secrétaire d'État d'avoir conclu avec les Soviétiques, en 1972, un « arrangement » secret, non communiqué au Congrès, qui leur accordait un plus grand nombre de fusées stratégiques que celui prévu dans le texte officiel de l'accord S.A.L.T[2].

En politique intérieure, la contestation se fait plus âpre. En mai 1974, une coalition, allant du Pentagone au lobby israélien, faisait battre aux élections sénatoriales M. William Fullbright, président depuis quinze ans de la commission sénatoriale des Affaires étrangères, ami intime et conseiller de M. Kissinger. En juin, se basant sur des documents du F.B.I.[3], la commission judiciaire de la Chambre des Représentants accusait M. Kissinger d'avoir participé à l'affaire Watergate « plus qu'il ne voulait le reconnaître ».

Et les critiques fusent sur le choix de ses collaborateurs et protégés, présentés par l'opposition comme dangereux pour la sécurité[4], .

Si l'on y ajoute les nombreux sarcasmes sur l'inanité des « succès diplomatiques de M. Kissinger de l'Europe au Japon, de l'Amérique latine à l'Afrique du Sud, et surtout au Vietnam et au

1 Dans *The Review of the News* du 4 septembre 1974,
2 Cf. *L'Aurore*, 20 juin, et *Valeurs Actuelles*, 1er juillet 1974
3 Dont « plusieurs journaux – le *New York Times* et le *Washington Post* notamment – ont publié d'importants extraits » (*Le Monde*, 15 juin 1974)
4 Tels MM. Helmut Sonnenfeldt (C.F.R.), James Sutterlin, David Henry Popper et Boris H. Klosson, « security risks » d'après le sénateur Jesse Helms en juillet 1974.

Proche-Orient, on doit bien constater qu'il est l'objet d'une campagne de dénigrement soigneusement orchestrée. Que des journaux aussi engagés que le New York Times et le Washington Post participent à cette campagne, cela semble indiquer une défaveur de M. Kissinger auprès du Council on Foreign Relations.[1].

*

Mais cela explique aussi la passivité inhabituelle du Secrétaire d'État dans le conflit de Chypre, qu'il avait d'ailleurs fort imprudemment et fort maladroitement engagé. Imprudemment, car il est toujours délicat de se mêler des querelles méditerranéennes, issues d'antagonismes séculaires imperméables au matérialisme américain. Maladroitement, parce que le Département d'État s'est fait prendre la main dans le sac avec la même ingénuité que dans l'affaire de la Baie des Cochons, à Cuba. Et les résultats en sont au moins aussi désastreux. Déjà, les cercles diplomatiques étaient convaincus que le putsch des « colonels » du 21 avril 1967[2] avait été « télécommandé » de Washington pour assurer la fidélité de la Grèce à l'O.T.A.N. À ce sujet, on pouvait lire dans *Le Monde* du 3 septembre 1974 : « New York (*Reuter*) – « *Le coup d'État grec* (d'avril 1967) *a été organisé par l'équivalent grec de la C.I.A. américaine. Les États-Unis savaient ce qui se passait, cela ne fait aucun doute, et les Américains feraient mieux de confesser qu'ils ont commis une erreur en étant impliqués dans le coup d'État* », déclare le ministre des Affaires étrangères grec[3].

Pendant ce temps, pour se prémunir contre un rattachement de son île à la Grèce, l'archevêque Makarios, président de l'État indépendant de Chypre, multipliait les risettes à Moscou, se faisait livrer des armes tchèques et concluait un accord pétrolier avec la

1 Et bien qu'il ait conservé son poste dans la nouvelle Administration Ford – au moins provisoirement –, c'est probablement à cause de la baisse de popularité des attaques dont il est l'objet que le C.F.R. a imposé la vice-présidence de M. Nelson Rockefeller, un de ses plus anciens et plus sûrs affidés, pour maintenir le président Ford dans sa ligne politique. Cf. *« M. Kissinger et le K.G.B. »* et *« Un Rockefeller sera-t-il président des États-Unis ? »* in Lectures françaises :(juillet-août 1974 et octobre 1974).
2 Qui avait renversé le gouvernement Canellopoulos et obligé le roi Constantin à s'exiler à Rome en décembre,
3 M. George Mavros, dans une interview publiée par *Time* le 1er septembre 1974.

Libye. D'un autre côté, la Turquie, quoique membre de l'O.T.A.N. elle aussi, n'en demandait pas moins des avions aux Soviétiques, et un différend s'élevait avec les États-Unis concernant la culture du pavot sur le territoire turc.

En outre, un litige opposait Athènes et Ankara depuis la découverte de gisement de pétrole en mer Égée.

Pour faire pièce aux Turcs et pour se débarrasser de Mgr Makarios qu'il appelait « le Castro de la Méditerranée orientale », M. Kissinger incita le gouvernement des « colonels » à intervenir à Chypre. Et le 15 juillet 1974, les officiers grecs de la garde nationale chypriote « prêtés » par Athènes renversaient le régime de l'ethnarque, mais Mgr Makarios réussissait à s'échapper. Le 20 juillet, les forces turques débarquaient au Nord de Chypre, sans que la VI[e] Flotte américaine ait tenté de s'y opposer. C'est alors seulement que le gouvernement américain se décida à condamner aussi bien Athènes pour avoir organisé le putsch de Nicosie, qu'Ankara pour avoir opéré le débarquement. Et le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. ordonna *à l'unanimité* le cessez-le-feu à Chypre.Se considérant comme trahis par les États-Unis, les Grecs se livrèrent à des manifestations anti-américaines et obligèrent les « colonels » à faire appel à M. Caramanlis, en résidence à Paris, dont le premier soin sera de déclarer Mgr Makarios seul président légal à Chypre. Après avoir constitué un gouvernement de civils rappelés d'exil ou extraits des camps de concentration, il ne tarda pas à se débarrasser des derniers représentants de la junte, à décider le retrait de la Grèce de l'O.T.A.N. et à demander à l'U.R.S.S. son appui diplomatique et des livraisons d'armement.

« Reconversion tout aussi foudroyante opérée par la Turquie, mais dans l'autre sens. Le 20 juillet dernier, le jour de l'invasion, Ankara bénéficiait du soutien soviétique. Les Russes avaient envoyé des armes. Maintenant, Kissinger considère la présence de l'armée turque à Chypre comme « légitime ». D'après le *Washington Post*, des négociations secrètes se seraient déroulées entre Turcs et Américains. Après avoir flirté avec Moscou, Ankara s'affirme à nouveau partenaire inconditionnel de l'O.T.A.N[1]. »

Aussi, forts de l'appui des États-Unis et au mépris des décisions

1 cf. M. Philippe Bernert dans *L'Aurore* du 15 août 1974

du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., dans la matinée du 15 août, les Turcs attaquaient à l'Est de Nicosie sur un front de onze kilomètres, tuant au passage trois Autrichiens et blessant dix-sept Finlandais, quatre Britanniques et un Canadien des « Casques Bleus ». Les jours suivants, ils s'établissaient sur la « ligne Attila » (Famagouste-Nicosie-Kokleina) qu'ils revendiquaient depuis le début comme ligne de partage de l'île. Et ils y sont toujours…[1]

Même mésaventure en Atlantique avec le renversement du gouvernement portugais de M. Marcello Caetano. Les Américains sont tombés sans méfiance dans le piège soviétique. Pour les dirigeants occultes de la diplomatie américaine, le régime du Dr Salazar[2] était inacceptable parce que prétendue « dictature » opposée à toute forme de démocratie, ce qui allait à l'encontre de l'idéologie du Council on Foreign Relations. De plus le Pentagone ne cachait guère ses visées sur Madère, les Açores et les îles du Cap-Vert pour s'y assurer des bases aéro-navales. Entraient aussi en jeu les convoitises de la Haute Finance sur les riches colonies lusitaniennes, dont le gouvernement de Lisbonne s'était réservé l'exploitation, comme le Mozambique et surtout l'Angola et Cabinda, que ses gisements de pétrole ont fait surnommer le Koweït africain. Aussi, malgré les mécomptes que leur ont valu *toutes* leurs immixtions dans la « décolonisation », les Américains se sont obstinés à soutenir – sinon à susciter – des troubles dans les principales colonies portugaises. Et le naïf général Antonio de Spinola, plus ou moins sciemment, est tombé dans le panneau, sans se rendre compte de l'infiltration marxiste dans les cadres des troupes portugaises d'Afrique. Le 25 avril 1974, il a bien renversé le gouvernement Cataeno, mais, émancipant du même coup les forces marxistes, il en est devenu le prisonnier et a dû démissionner le 1[er] octobre, abandonnant le pouvoir aux communistes.

1 D'autre part, contrairement aux autres pays musulmans – hormis l'Iran –, la Turquie entretient des relations amicales avec Israël.

2 *« Salazar, installé au pouvoir par les généraux en 1926 pour restaurer une situation économique rendue catastrophique par les désordres d'une République instable »* (Roland Faure L'Aurore, 26 avril 1974) Ce qu'on a tendance à passer sous silence…

C'est un autre pan du dispositif de l'O.T.A.N. qui s'effondre : les Soviétiques ont obtenu sans peine une large fenêtre sur l'Atlantique. Le Portugal va leur servir en Europe comme Cuba en Amérique.

*

On comprend que M. Kissinger n'ait pas lieu d'être fier des résultats de sa diplomatie…

…à moins que s'applique aussi à l'affaire portugaise ce que M. Philippe Bernert écrivait dans *L'Aurore* du 16 août 1974 à propos de Chypre : « *Plus tard, lorsqu'on écrira en profondeur l'histoire de ce nouveau conflit qui secoue l'Occident, on découvrira peut-être que, comme au Proche-Orient pour la guerre du Kippour, Russes et Américains étaient sur la même longueur d'ondes.* »

Dans ce cas, M. Kissinger aurait bien mérité du Council on Foreign Relations.

2 octobre 1974.

TABLE DES MATIÈRES

Au Lecteur	7
Introduction : le Système	11
Première Partie	
Les moyens du Système	17
I Les Banques centrales	19
II La Federal Reserve	29
III Les Coalitions	41
IV Les Dynasties	55
Deuxième Partie	
Les procédés du Système	71
V Prolégomènes de la Révolution française	73
VI La Table Ronde	99
VII Un Tournant de l'Histoire	111
VIII Le Sionisme et l'intervention américaine en 1917	121
IX La Révolution d'Octobre	133
X La Société des Nations	145
XI Council on Foreign Relations	153
XII Les Fondations américaines	175
XIII La Synarchie	187
XIV Le double jeu financier dans les révolutions	201
XV Les « Fauteurs de guerre »	211
XVI L'Organisation des Nations Unies	225
XVII La « Décolonisation »	241
XVIII Le Bilderberg Group	255
XIX Les Conférences des Milliardaires	267
XX Haute Finance et Communisme	279
XXI La duperie du désarmement atomique	289
Troisième Partie	
Le but du Système	303
XXII Le Cynique pari	305
Postface	325

LA
MAQUETTE
DU
PRÉSENT
OUVRAGE
A
ÉTÉ
RÉALISÉE
PAR
SPARTI
ET
IL
A
ÉTÉ
ACHEVÉ
D'IMPRIMER
DANS
L'UNION
EUROPÉENNE
EN
LA
FETE
DE
SAINT
GILLES
TROISÈME
TRIMESTRE
DEUX
MILLE
DEUX
AUX
DÉPENS
DES
ÉDITIONS
DU
TRIDENT
À
PARIS